



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

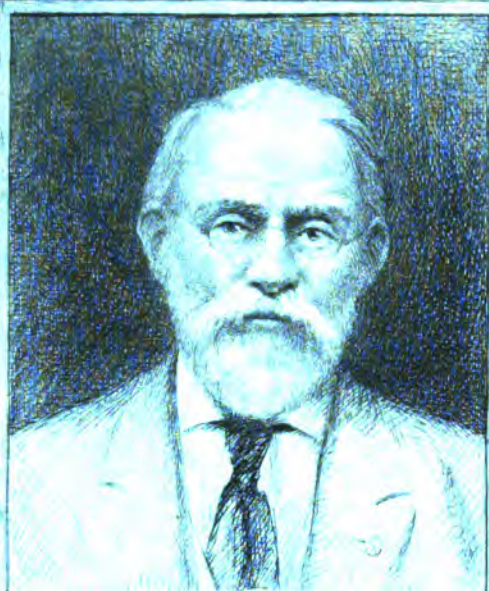
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

LIBRAIRIE ANCIENNE
ET MODERNE
DIOU-AMANT
Rue du Plat, LYON
BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



100
100
100
100

#C
611
#781
58

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME.

TOME XVII. — 1883.

VALENCE, IMPRIMERIE JULES OÉAS ET FILS.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME.

Colligite ne pereant.

TOME DIX-SEPTIÈME.



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ.

M. DCCC. LXXXIII

61

Dunning
Nijhoff
5-4-27
13603

MADAME DE VILLEDIEU.

I

LE ROMAN DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

MADAME DE VILLEDIEU

III

ALCIDAMIE ET LA DUCHESSE DE ROHAN. — LES PORTRAITS
DE MADEMOISELLE DE MONTPENSIER. — LE THÉÂTRE DE
MADEMOISELLE DES JARDINS. — RELATIONS AVEC MOLIERE.

Dans ce monde si obstinément porté pour elle à l'indulgence, elle allait volontairement s'exposer à un danger, qui eût amené la ruine de toute autre moins avisée. Talemant raconte que la duchesse de Rohan ayant cru reconnaître l'histoire de ses amours réelles ou supposées avec Ruvigny, député des Eglises protestantes auprès du roi, et de son mariage avec Chabot, dans un roman de M^{lle} des Jardins, fit saisir les exemplaires chez le libraire. Catherine avait témoigné d'une certaine imprudence, mais sans faire preuve d'ingratitude, quoi qu'en aient pu dire ceux qui confondent, en cette occasion, deux branches ducales de la même illustre maison (nous l'avons déjà dit, M^{me} de Montbazou, dont le nom revient sans cesse dans ses écrits, et non M^{me} de Rohan-Chabot, s'était montrée sa bienfaitrice et celle de sa famille). Se conformant à un procédé très en vogue alors, elle avait cherché un élément de succès dans des allusions à des événements contem-

porains, auxquels le rang élevé des personnages en scène donnait un grand retentissement. Pour parer le coup, elle se hâta d'adresser une humble et adroite requête en vers au chancelier Séguier, qui ayant pris connaissance de l'ouvrage incriminé, déclara l'accusation mal fondée et ordonna la mainlevée. M. Hauréau pense qu'il s'agit des *Désordres de l'amour* ; mais de son aveu, ils n'ont certainement pas paru avant 1664, on n'en connaît même jusqu'ici que des éditions bien postérieures à cette année-là. Or, il ne faut pas oublier que l'historiette de Tallemant porte la date de 1660. Nous croyons, au contraire, qu'il est question d'*Alcidamie*, le premier roman sorti de cette plume féconde, dont la plus ancienne édition connue porte le millésime de 1661, époque sans doute où elle put circuler librement. Dans cette composition restée inachevée, peut-être à cause du péril encouru, on retrouve en effet, sans trop d'efforts, la rivalité de Chabot et de Ruigny, désigné sous le nom à peine déguisé de Rustan, simples chevaliers se disputant le cœur d'une princesse, ainsi que l'enlèvement du prétendu Tancrède de Rohan. Le caractère irréprochable prêté à l'héroïne explique la décision du chancelier. Parmi les nouvelles dont se compose le recueil intitulé : *les Désordres de l'amour*, aucune ne nous a paru remplir le cadre exigé.

Mais le premier ouvrage de Catherine, qui ait jusqu'à présent une date certaine d'impression (1), est d'une étendue bien moins considérable et se rattache à un ordre

(1) Malgré les recherches de Quérard (*France littéraire*), et d'Hauréau, la bibliographie de M^{me} de Villegieu reste encore à faire, la plupart des éditions originales de ces ouvrages étant rares.

d'idées tout à fait différent. « Pendant sa disgrâce, dit un peu brutalement le philosophe amoureux des femmes du grand siècle, Mademoiselle, n'ayant rien de mieux à faire, s'occupa de littérature (1). » Au milieu du tracasseries des bâtiments, dans le pêle-mêle des tableaux, des meubles renouvelés, des meutes, des chevaux de chasse, elle protégeait les comédiens et recherchait les gens de lettres. De Champigny à Saint-Fargeau et de Saint-Fargeau à Choisy, elle promenait sa petite cour de cinq ou six alertes beautés, parées de toutes les grâces et de tous les élégants caprices, jouant au Décaméron, sous la direction du poète Segrais. Paris n'était pas si loin et la consigne si bien gardée que l'on ne pût aborder à l'*île invisible*, pourvu que l'on apportât quelques distractions d'esprit à ces charmantes et libres recluses. L'originale et vaillante petite-fille de Henri IV, qui nous a laissé des *Mémoires* d'un style incorrect, non vulgaire, n'obéissait pas seulement aux entraînements de la mode, en se faisant le centre d'un cercle, où se discutaient tant de questions de haute philosophie ou de galanterie platonicienne, où retentissaient aussi les échos indiscrets d'un monde voisin, auquel on se gardait de renoncer. Toujours empressée de plaire aux puissants, Catherine s'acquittait de son office de nouvelliste, en adressant à l'Altesse Royale le petit roman de *Lisandre* (2), imprimant un tour ingénieux à des événements, dont il nous serait aujourd'hui difficile de retrouver la clef. Quand se décidant à attaquer sans détours un genre, nous dit-on, importé de Hollande (3), ce qui est probablement un artifice

(1) Voy. Cousin, *M^{me} de Sablé*, ch. II.

(2) Edition de 1741, t. V p. 449.

(3) *Galerie des portraits de M^{lle} de Montpensier*, avec des notes, par Ed. de Barthélemy. Paris, 1860, in-8°, p. 14. Nous citons de préférence cette édition comme accessible à tous.

oratoire, préparé en tous cas par le *Grand Cyrus*, et que la Bruyère devait clore quelques années après, par l'éclat d'un chef-d'œuvre, on résolut d'accroître la variété et l'intérêt de ce délassement piquant, en introduisant des écrivains de profession parmi les seigneurs et les grandes dames, qui, dans ce jeu de société, tenaient la plume par circonstance avec tant d'aisance et d'une main si légère, nous laissant, sans y songer, de curieux échantillons de la langue aristocratique. L'auteur de la *Princesse de Paphlagonie*, qu'une sorte de confraternité littéraire unissait à notre romancière, l'accueillit dans son recueil au même titre que Claude Boyer et l'abbé Cotin. Dans la seconde édition de 1659, la première livrée au public, on trouve de M^{lle} des Jardins, outre son portrait par elle-même, ceux de M^{lle} Gaboury, une des femmes de chambre de la reine mère (1), et sous le nom de Daphnis, d'un inconnu, qui pourrait bien être Sauval.

Nous ne pouvons nous dispenser de citer les traits les plus caractéristiques de sa propre image, passablement flattée, qu'elle met complaisamment sous nos yeux. « J'ay la physionomie heureuse et spirituelle, les yeux noirs et petits, mais pleins de feu, la bouche grande, mais les dents belles, pour ne pas rendre son ouverture désagréable ; le teint aussi beau que peut l'estre un reste de petite vérole maligne ; le tour du visage ovale ; les cheveux châtains approchant plustost du noir que du

(1) Voy. *l'Estat nouveau de la France dans sa perfection*, par M. Besongne. Paris, 1661, p. 272. M^{lle} des Jardins devait naturellement rencontrer des protections dans les antichambres. M^{lle} Gaboury est évidemment la femme ou la fille de Gaboury, en possession de la confiance de la reine Anne d'Autriche, souvent mentionnée dans les *Mémoires de Retz*.

clair; et la gorge et les mains disposées à estre belles, quand j'auray l'embonpoint, que jusques icy mon âge et la grandeur de ma taille m'ont empesché d'avoir. De tout cela, il résulte que je ne suis pas une fort belle fille, mais qu'aussi je ne fais pas peur; et j'ose dire que j'aurois bien plus d'avantage à montrer mon âme que mon corps, et mon esprit que mon visage; car sans vanité, je n'ay jamais eu d'inclination déréglée. La passion dominante de mon sexe ne me touche point. J'aime mieux la chasse que le cours (1); et je ne retire de plaisir du bal, de la promenade et des festins que ce qu'il en faut pour remercier obligeamment ceux qui me donnent ce divertissement; mais pas assez pour m'empescher de les quitter sans peine. J'aime fort Paris et passe pourtant assez bien mon temps seule à la campagne, pour y demeurer toute ma vie sans chagrin... On peut dire que j'ay trouvé le milieu entre l'amour et l'amitié, mais ma tendresse n'est pas aussi générale qu'elle est forte, car je ne la donne qu'à peu de gens, et pour qu'un homme soit digne d'estre mon amy, il faut que ses inclinations soient conformes aux miennes et qu'il soit le plus discret homme de son siècle. Ce n'est pas que je donne grande matière de discrétion, car j'ay de la

(1) Dans l'édition de la *Galerie des portraits*, donnée par M. de Barthélemy, une faute d'impression sans doute a substitué la *cour* au *cours*. Ce serait un contre-sens, il ne s'agit pas de la cour, que M^{lle} des Jardins n'était pas en situation de fréquenter, et à laquelle elle n'eût osé préférer quoi que ce soit. « Le cours, dit le *Dictionnaire* de Trévoux, est un lieu agréable où est le rendez-vous du beau monde pour se promener à certaines heures, et se dit tant du lieu que de l'assemblée qui s'y trouve. *Ambulatio, Ambulacrum*. Le Cours de la Reine, à Paris, est un lieu planté de quatre rangs d'arbres sur le bord de la Seine, sous la régence de Marie de Médicis. Le Cours du Mardi-Gras se tient au faubourg Saint-Honoré.

vertu et de cette vertu qui est également éloignée du scrupule et de l'emportement, dont la simplicité fait la force et la nudité le plus grand ornement. Mais enfin quand je ne dirois à un amy que ce qui est affiché, si je le lui disois à l'oreille, je prétendrois que rien ne le pourroit dispenser de garder le secret... Pour mon esprit, je puis dire qu'il est assez agréable et mesme assez universel. Je sçay un peu le monde et me tire assez bien d'une conversation. J'ay de l'inclination pour la poésie ; et quand il m'est arrivé de faire des vers, j'y ay passablement réussi, mais je ne m'en veux pas prévaloir ; car ce qui s'acquiert sans peine ne mérite pas beaucoup de louanges (1). »

La vivacité d'esprit de M^{lle} des Jardins, le bruit qui s'était fait autour de ses productions littéraires et, il faut bien le dire aussi, de ses aventures, le monde auquel elle était mêlée, tout contribuait à la faire ranger au nombre des précieuses en vue. Le sieur de Somaize lui consacre

(1) M. Hauréau (*Histoire littéraire du Maine*, t. IV, p. 226, note 1^{re}) dit assez légèrement à propos de l'édition de 1663 de la *Galerie des portraits*: « Quelques biographes placent cette *Galerie des peintures* aux œuvres de Catherine des Jardins. Ils se trompent : c'est un recueil de portraits, parmi lesquels *elle n'a fait que le sien*. Il existe une édition de 1659, dans laquelle ce portrait ne se trouve pas encore. » Sans doute la 1^{re} édition de 1659, in-4°, tirée, dit-on, à trente exemplaires seulement, ne contient pas la prose de M^{lle} des Jardins. Mais si Hauréau s'était donné la peine d'ouvrir la 2^e édition de la même année, in-8°, portant à la fin du privilège : « Achevé d'imprimer le 25 janvier 1659, » il eut trouvé, p. 265, le portrait de M^{lle} des Jardins par elle-mesme, p. 314 le portrait de M^{lle} Gaboury ; enfin, p. 319, celui de Daphnis, toujours par la même. Le *Manuel du libraire*, de Brunet, Victor Cousin et M. Ed. de Barthélemy, ont bien distingué les trois éditions de 1659.

un assez long article dans son Dictionnaire, sous le nom de Dinamise, et fait allusion à ses trois cavaliers servants, Villedieu, un mousquetaire que ne nous connaissons pas autrement, et Sauval, l'auteur des *Antiquités de la ville de Paris*, un savant qu'on ne s'attendait guères à rencontrer en pareille compagnie. N'est-ce pas lui que notre bas-bleu a voulu représenter dans le portrait de Daphnis : « Pour son esprit, si une plume plus éloquente que la mienne s'étoit meslée de le dépeindre, les gens les plus difficiles en ces sortes de choses tomberoient d'accord qu'on ne peut pas l'avoir mieux tourné ny plus universel ; il ne l'a pas extraordinairement vif ; et quoy qu'il conçoive les choses avec promptitude, il ne les débite pas de mesme : mais quand il met ses conceptions au jour, c'est avec tant de justesse et une expression si aisée qu'on ne peut assez s'affliger de ce qu'il n'aime pas à parler davantage. »

Mais quoique le public, accoutumé à se contenter de la superficie des choses, la rangeât parmi les précieuses, elle prit résolument parti pour les grands écrivains qui firent une si rude guerre à l'affectation de cette école avec laquelle on avait prétendu la confondre. Dans les hasards de sa vie errante et décousue, elle avait connu Molière et devait fournir à sa troupe des pièces, sur lesquelles elle ne dédaignait pas de se faire avancer quelques pistoles pour suivre en une folle équipée le favori du moment. D'un passage ambigu de Tallemant, on pourrait conclure que, sous l'influence d'un caprice ou du dénuement, elle aurait paru sur les planches. Ce fait, fort contestable en tous cas, ne se trouve du reste confirmé nulle part. Quand elle eut l'honneur de se voir jouée à Versailles, sous les yeux du roi, après une pièce du grand comique (probablement la *Critique de l'école des femmes*), elle exprime à la fois sa joie et son admiration.

Quand, par tous les secrets que la musique emploie,
 Pour mettre dans une âme une pente à la joie,
 On jugea que les cœurs étoient bien disposez
 A goûter les plaisirs qu'on s'étoit proposez,
 Ce Térence du tems que l'univers admire,
 Dont la fine morale instruit en faisant rire.
 D'un marquis ridicule ébaucha le tableau
 Et fit sur ce sujet un ouvrage nouveau.
 Une autre comédie après cela commence.
 Mais, duc (1), sur cet article agréez mon silence,
 Par des raisons qu'il est bon de céler,
 Je ne dis point si la pièce fut belle,
 Et je fais le serment de n'en jamais parler (2).

Cette fois par le *récit en prose et en vers de la farce des précieuses* (Paris, Claude Barbin, 1660) (3), elle entrait dans le courant et s'associait en quelque sorte au succès des *Précieuses ridicules*, représentées l'année précédente. Ecrit, dit-on, à la prière d'une dame de la cour, ce compte-rendu élogieux, qui ne manque pas d'une certaine verve, fait pressentir le rôle littéraire que Catherine va jouer dans le roman. Tout en se gardant bien de s'attirer l'inimitié de personnes influentes tenant le haut du pavé, elle rompt, au nom du bon sens, dans la mesure du maître, avec ce genre faux, que de maladroits imitateurs achevaient de discréditer.

(1) Le duc de Saint-Aignan, auquel l'épître est adressée,

(2) *Description d'une des fêtes que le roi a faites à Versailles* (1663), dans le t. 1^{er} des *Œuvres de M^{me} de Villedieu*, p. 409.

(3) Reproduit dans les *Variétés historiques et littéraires* d'Ed. Fournier, t. 1V, p. 285. Cette pièce vient d'être imprimée à part, sous ce titre : *Un compte-rendu de la comédie des précieuses ridicules de Molière*, Paris, J. Baur, 1877, in-18, de 9 et 23 pages.

Au commencement de 1662, elle publiait un *recueil de poésies* et donnait ensuite presque coup sur coup trois pièces de théâtre. En général, l'action est faible, mais l'on rencontre bon nombre de vers bien frappés et d'une facture cornélienne. Ainsi, dans *Manlius Torquatus*, joué avec succès par les comédiens de l'hôtel de Bourgogne (mai 1662), et qui s'éloigne de la tradition, en faisant pardonner par le consul à l'héroïque fils, dont la désobéissance a amené la victoire, la scène suivante est un écho non trop indigne du fameux dialogue entre Rodrigue et don Diègue.

TORQUATUS

Après un tel exploit il vous faut un autel,
Quand on méprise Rome on doit être immortel...
On sçavoit mieux que vous la valeur de l'armée,
Quand on vous défendit de donner le combat.
Avez-vous meilleur sens que n'a tout le Sénat ?
Depuis quand avez-vous assez d'expérience,
Pour être dispensé de son obéissance ?
Dites-nous votre rang, vos vertus, vos exploits,
Enfin ce qui vous met au-dessus de nos lois.

MANLIUS

Le nom de Manlius, mon sang et ma naissance,
Sont, seigneur, mes exploits et mon expérience.
C'est pour m'autoriser un droit assez puissant,
Les Romains de mon nom triomphent en naissant.

TORQUATUS

Les Romains de ce nom craignent sur toute chose
De ne pas observer la loi qu'on leur impose.
A ce premier devoir ils feroient tout céder,
Et sçavent obéir s'ils sçavent commander.
Cette règle est pour vous difficile à comprendre
Mais avant qu'il soit peu je sçaurois vous l'apprendre.
Ne quittez pas le camp sur peine du trépas.

MANLIUS

Ordonnez donc, seigneur, qu'on ne l'attaque pas.
 Si l'on vous obéit j'observerai sans peine
 Le respect nécessaire à la vertu romaine.
 Faites qu'il soit en paix et je serai soumis,
 Mais je crains tout de moi s'il vient des ennemis.

Partageant l'engouement universel pour la dixième muse, qu'il n'avait pas dédaigné d'instruire, et qu'il comptait, malgré son sexe, faire entrer dans son académie projetée, l'abbé D'Aubignac avait tracé le plan de *Manlius*, mais il n'avait pu l'animer du souffle de ces beaux vers. Fort inférieure à *Manlius*, la tragédie de *Nitétis* échoua complètement. L'auteur se releva de cette chute par la comédie du *Favori*, que la troupe de Molière représenta, comme nous l'avons dit, à Versailles, devant Louis XIV, le 13 juin 1663. La feinte disgrâce du favori, faisant éclater la bassesse des courtisans égarés sur une fausse voie, en même temps que les généreux sentiments de la femme aimée, qui accorde au proscrit l'aveu refusé à l'homme tout-puissant, donne lieu à des scènes d'une grande vérité et d'un bon comique. Jouée pour la première fois au théâtre du Palais-Royal, cette comédie fut jugée digne de tenir une place dans une des merveilleuses fêtes de Versailles, où tous les enchantements de la scène venaient se joindre aux splendeurs d'une cour sans rivales ; après Molière, auteur et acteur, une des plus grandes cantatrices du temps, M^{lle} Hilaire (1), fit entendre

(1) Hilaire Dupuy, dite M^{lle} Hilaire, née en 1625, morte en 1709. Voy. sur elle Tallemant des Réaux. Elle chanta en 1676 dans les divertissements de la comtesse d'Escarbagnas. Ce fut un de ses derniers triomphes.

son admirable voix. A cette représentation de gala offerte, par le grand roi à tout ce que la France comptait de personnages illustres, il y avait une certaine hardiesse à cette allusion à l'une des causes de la chute encore récente de Fouquet.

Un homme qui parvient à ce degré suprême,
Doit se garder de tout et surtout de lui-même ;
Par le calme apparent le plus souvent séduit
Il s'endort sur la foi d'un vent qui le détruit ;
Pour goûter tous les fruits d'une pleine sagesse,
Il s'abandonne entier à sa délicatesse,
Et croit dessus son roy n'avoir rien attenté.
Quand il se fait chez luy roy de la volupté
Ah ! qu'il faut, don Alvar, suivre d'autres maximes ;
Envers les souverains il est de certains crimes
Qui bien, qu'ils ne soient pas défendus par nos lois,
Blessent jusques au cœur la personne des rois.
Un prince tient du ciel la suprême puissance ;
Mais cet esprit du monde et ce tendre talent
Qui tiennent moins du roy que de l'homme galant,
Comme un prince ne peut le devoir qu'à lui-même,
Il en est plus jaloux que du pouvoir suprême,
Et c'est sur un tel point qu'un favory prudent
Doit surtout, éviter d'être son concurrent (1).

IV

BOESSET DE VILLEDIEU. — RETRAITE AU COUVENT. —
VOYAGE EN HOLLANDE. — LIONNE. — GOURVILLE ET
BOILEAU. — LE PAYS.

Au milieu de ses succès littéraires, la vie de Catherine continuait à être fort orageuse. Sa liaison avec un brillant capitaine d'infanterie, nommé Boesset de Villedieu, qui

(1) Le Favory, *Œuvres de M^{me} de Villedieu*, t. II, p. 501.

s'était signalé par sa bravoure à l'entreprise de Gigeri (nov. 1664), durait depuis plusieurs années (1). Villedieu était l'un des fils d'Antoine Boesset, surintendant de la musique du roi Louis XIII, plus tard maître de la musique de la reine régente, qui commença une révolution dans son art, en augmentant le nombre et la variété des instruments de l'orchestre jusque-là peu compliqué. Enrichie par les faveurs royales, cette famille se piquait de noblesse et fit enregistrer son blason de fraîche date dans l'armorial de la généralité de Paris de 1697, conservé à la Bibliothèque nationale. Séparé de sa femme, la fille d'un riche notaire de Paris, de Villedieu se crut assez oublié pour faire effrontément publier ses bans de mariage avec sa maîtresse. Cela fit scandale et souleva les oppositions, auxquelles l'imprudent aurait dû s'attendre. A la suite de brouilles et de raccommodements, d'incidents romanesques, dont nous laissons toute la responsabilité aux biographes qui nous ont précédé, les deux amants allèrent chercher en Hollande un semblant de contrat ou de sacrement. Catherine suivit, à sa garnison de Cambrai, son quasi-époux, qui lui fit bientôt des infidélités rendues avec usure. Un duel termina la vie de Villedieu, et cette union si mal assortie (2). Il n'en resta à M^{lle} des Jardins que le nom de M^{me} de Villedieu, dont elle se para sur le titre de ses romans.

(1) Elle avait fait sa connaissance à un bal pendant l'hiver de 1660. Voy. les *Historiettes* de Tallemant, 2^e éd. in-12, t. X p. 227.

(2) M. Clogenson a donné dans l'*Athenæum français* des 2 et 16 juillet 1853, deux articles intéressants sur cette aventure matrimoniale. Voy. aussi, sur les Boesset, Jal, *Dict. critique*, 2^e éd., p. 234.

Les natures mobiles et impressionnables sont sujettes à de brusques revirements. La mort subite de son amie, M^{me} Thévert, veuve d'un procureur, lui inspira de salutaires réflexions. Elle résolut de changer de vie et s'adressa à l'archevêque de Paris, Harlay de Chanvallon, qui la fit admettre dans un couvent, sans doute à titre de pensionnaire. Elle était en train d'édifier la communauté par sa piété, lorsque malheureusement elle fut reconnue par le frère d'une religieuse pour l'auteur des *Désordres de l'amour* ou d'autres livres de ce genre. L'expulsion de la fervente néophyte fut dès lors décidée. Rejetée dans le siècle qu'elle avait prétendu abandonner, elle trouva un asile dans la maison de sa belle-sœur, M^{me} de Saint-Romain (1), fréquentée par une société joyeuse et brillante ; et bientôt oublieuse de ses bonnes résolutions, elle recommença à livrer sa voile aux orages. Mais quoi que en dise M. Hauréau, par une singulière distraction, elle ne put rencontrer son ancienne protectrice, M^{me} de Montbazon, morte en 1657, c'est-à-dire quelque chose comme sept ou huit ans auparavant.

En 1667, nous la retrouvons parcourant les Pays-Bas, dont elle nous décrit les principales villes (2). Devenue

(1) Antoinette Lejeune, veuve de Jacques de Boesset, sieur de Saint-Romain, qui avait pris, comme son frère Villedieu, le parti des armes.

(2) *Recueil de quelques lettres ou relations galantes*, par M^{lle} des Jardins, Paris, Claude Barbin, 1689, in-12. Voy. aussi les *Mémoires de la vie de Henriette-Sylvie de Molière*, attribués, par l'abbé d'Allainval, à d'Alègre, mais en réalité sortis de la plume de M^{me} de Villedieu, qui semble y avoir enchâssé quelques-unes de ses aventures. Les noms de personnes de sa connaissance que l'on rencontre fréquemment, la description de pays que nous savons qu'elle a visités, ne permettent aucun doute à cet égard.

partout, s'il faut l'en croire, l'objet de la curiosité publique, elle est unanimement recherchée pour la vivacité de son esprit et entraînée de fête en fête. A Spa, présentée à la princesse de Nassau, elle lui adresse des vers, qui trahissent une certaine familiarité. Le duc d'Arschot s'impose à elle comme cicérone à Anvers; le comte de Marsin, ce condottière, sans nationalité bien précise, ce bizarre général abandonnant le service de la France pour celui de ses ennemis, au moment d'obtenir le bâton de maréchal, lui fait les honneurs des merveilles de sa maison de Modave. Le plus curieux personnage de cette galerie exotique est M. de Zulychem, conseiller et secrétaire du prince d'Orange, un homme d'état et un financier doublés d'un artiste, auquel le grand Corneille dédiait, quelques années auparavant, son *Sanche d'Arragon* (1). « L'homme, dont j'ay parlé à M. L. M. est extrêmement propre (2), et chez luy et sur sa personne; il joue de tous les instruments de musique, comme s'il les avoit inventez, il compose sur tous fort heureusement et il a un petit cabinet destiné pour cet exercice, qu'on peut appeler le cabinet d'Apollon. Il a l'âme philosophique et le corps voluptueux, son esprit est agréable dans la conversation, et plusieurs beaux emplois dont il a esté honoré nous ont appris qu'il est solide dans le cabinet. A dire vray, il a un peu plus de cinquante-cinq passez; mais que cela ne vous offre pas le désir d'en sçavoir davantage, il fait des vers comme s'il n'en avoit que vingt-deux... Cet homme

(1) Constantin Huygens, seigneur de Zuylichem, père du célèbre mathématicien Christian Huygens. Voy. le *dict. hist.* de Bayle et la *biogr. générale* Didot.

(2) *Propre* dans le sens d'élégant.

est M. Zuylichem, que vous avez vu autrefois chez M. D. B., et dont vous disiez plaisamment qu'il estoit le seul de votre connaissance, en qui l'âge ne gâtoit rien (1). » La curiosité suffirait à expliquer les hommages rendus à cette manière de George Sand. Mais les lettres de M^{me} de Villedieu, à cette époque, jettent quelque jour sur ses relations avec deux épicuriens, qui ont joué un rôle politique d'une importance inégale, Lionne et Gourville.

Chez Hugues de Lionne, le grand ministre des affaires étrangères, le caractère n'était pas, on est forcé de le reconnaître, à la hauteur de l'intelligence. Le témoignage de ses contemporains nous apprend qu'il se laissait entraîner par son penchant effréné pour les plaisirs, ne s'attachant guères aux grandes dames, mais plutôt aux galanteries d'antichambre et aux maîtresses obscures. Arrière-petit-fils d'un notaire de village, créature de Mazarin, qui démêla son mérite, il devint ensuite l'âme damnée de Fouquet, qui, l'achetant, avait le droit de le mépriser, mais poussait l'injustice jusqu'à nier ses talents incontestables. « C'est un homme sans cœur, écrivait de lui le surintendant dans une lettre saisie à l'époque du fameux procès, d'esprit fort médiocre, qui n'est propre à rien et à qui on fera faire toutes choses pour cent pistoles. » Retz, qui ne ménage pas les termes, s'exprima ainsi : « De Lionne n'étoit connu à Rome (avant son ambassade) que comme un petit secrétaire de M. le cardinal Mazarin. On l'y avoit vu, dans le temps de M. le cardinal de Richelieu, particulier d'assez bas étage et, de plus, grand brelandier et concubinaire public. » Il est certain

(1) *Recueil de quelques lettres*, p. 105. Lettre XI, la Haye, le 12 juin 1687.

qu'il était grand joueur, que son amour du faste amena le dérangement de sa fortune et qu'il laissa éclater d'horribles scandales dans sa famille. Du reste, il se piquait d'un penchant particulier pour les lettres et les lettrés, protégea Chapelain et Balzac, et s'amusait aux bouts rimés avec Benserade (1).

M^{me} de Villedieu semble avoir eu lieu de se louer beaucoup de lui, et revient sans cesse sur les témoignages de sa reconnaissance. Elle lui a dédié ses *Annales galantes* ; et, dans un épithalame, donné à sa fille, la marquise de Cœuvres, des éloges bientôt cruellement démentis, malgré leur banalité, par la conduite de la jeune femme, elle accable le ministre de ses vœux, s'adressant à lui, comme à Colbert, pour solliciter les grâces royales (2). Dans le recueil de 1669, se rencontrent des lettres d'un tour plus galant, où, sur le ton du badinage, il est fait allusion à la jalousie de ce personnage puissant. Ajoutons, pour être juste, que sa gratitude s'exprimait en termes touchants, alors qu'elle n'avait plus de services à attendre de lui. « Toute mon espérance étoit en M. de Lionne, dit-elle dans les *Mémoires de Henriette-Sylvie de Molière*, et je n'y espérois pas en vain. Il m'auroit généreu-

(1) Conrart, *Mémoires* (Michaud et Poujoulat), p. 614. — Retz, *Mémoires* (id.), p. 468 et aussi 472. — Gourville, *Mémoires* (id.), p. 590. — Chéruel, *Mémoires sur la vie de Fouquet*, éd. de 1862, in-12, t. II, p. 66. — Voiture, lettres XCIX, éd. de 1734, t. I^{er}, p. 222. — Tallemant des Réaux, *Historiettes*, 2^e éd. in-12, t. IV, p. 160 et suiv., t. V, p. 123 et suiv., t. IX, p. 60 et suiv. Voy. aussi les épigrammes XX, XXI et XXII du poète Lainez, son compagnon de table. (Poésies de Lainez, la Haye (Paris), 1753 p. 41.

(2) *Nouveau recueil de pièces galantes* dans le t. 1^{er} des *Œuvres*, p. 377, 380, 384, 386, 454.

sement défendue, car il aimoit fort ce qu'il aimoit et ne se faisoit pas de lâches considérations pour les gens qui abusent de leur crédit. Mais il étoit à Fontainebleau, où la cour étoit en ce tems là, et comme je me préparois à l'aller trouver, je sçus qu'il étoit revenu à Paris, malade. Son mal n'étoit d'abord qu'une fièvre tierce, et les médecins se moquoient, quand on leur demandoit si sa vie n'étoit pas en danger, mais ils eurent beau sur cela me traiter de ridicule, je ne sçais quoi m'annonçoit le malheur qui devoit m'arriver, et dès que je vis M. de Lionne malade, j'aurois juré qu'il étoit au lit de la mort. — Ah ! Madame, quelle perte pour moi ! le généreux et puissant protecteur que j'avais en ce digne ministre. Je ne le pleurai pas toute seule, il fut regretté de tout le monde, et on disoit d'une commune voix que les gens de ce mérite-là ne devroient jamais mourir (1). »

Né dans une situation obscure, comme tant d'autres personnages du temps, auxquels leur humble origine fut loin d'être un obstacle, financier d'une probité plus que douteuse, mais diplomate adroit, rompu à tous les manèges, habile à se tirer des mauvais pas, capable de dévouement à ses amis et d'importants services à son pays, Jean Hérault, sieur de Gourville, dont on a des Mémoires intéressants, est venu jusqu'à nous avec la réputation d'un mondain accompli, d'un homme d'esprit, de mœurs très relâchées ; il s'honora par sa fidélité à son bienfaiteur Fouquet, dans la disgrâce, et sut s'attirer d'illustres amitiés, parmi lesquelles le Grand Condé et M^{me} de Sévigné. Au moment où nous le rencontrons, il se trou-

(1) La vie de Henriette-Sylvie de Molière, dans les *Œuvres de M^{me} de Villedieu*, t. VII, p. 286. Voy. aussi p. 271.

vait dans une singulière position, comme il le remarque plaisamment lui-même : pendu en effigie à Paris pour ses malversations, afin de servir d'épouvantail et d'exemple aux traitants ses confrères, établi à Bruxelles, où il menait un train princier, Louis XIV, sans le relever de ses condamnations, venait de le nommer ministre plénipotentiaire en Allemagne, en récompense de son heureuse intervention en faveur de la France au Congrès de Bréda. On sent combien ce philosophe de l'école de Saint-Evremond, mis au régime de la conversation des froids Hollandais, des pesants Allemands, dut accueillir avec joie sa séduisante compatriote, recommandée sans doute par Lionne, dont il était en réalité l'agent. Aussi s'empressa-t-il, en galant chevalier, de servir partout d'introducteur à la jeune femme réunissant en elle tant d'agréments divers. Elle se défend doucement des conséquences que l'on serait tenté de tirer des empressements d'un tel homme. » Jugez, dit-elle à M. de Lionne et surtout au public, combien vous me donnez de vanité quand vous intéressez votre philosophie jusqu'à craindre l'excès de mon estime pour M. de G. Dois-je me flatter de la pensée qu'un cœur qui ne palpite pas à la vue de M^{lle} D. voilée, s'est ému au récit des obligations que j'ay à ce généreux réfugié. Je tombe d'accord qu'elles sont extrêmes ; de la manière dont il m'a établie dans l'esprit des gens de qualité de ce pays icy et les offres obligeantes qu'il me fait pour l'avenir ont des charmes inévitables pour une âme tendre et reconnaissante au point que l'est la mienne. Mais, Monseigneur, quel tort fait cette nouvelle connaissance à l'estime que je vous ay promise. Craignez-vous la multiplication de mes amis et ne pourrois-je pas aimer une douzaine de personnes, de la manière dont je vous aime, sans craindre le reproche d'aucune. Croyez-

moy, ces tendresses platoniciennes, qui n'ont pour objet que les qualités de l'âme, occupent si peu de place qu'il en tiendrait dix ou douze sans peine dans un cœur comme le mien (1). »

Mais les frivolités ne faisaient pas toute la conversation des deux aimables Français. M^{me} de Villedieu avait le goût très juste en littérature, et prenait d'instinct part; pour les grands novateurs, qui ont porté si haut la gloire du siècle; elle se déclare pour Boileau, comme autrefois pour Molière. « Il écrit des satyres (*sic*) fines et poignantes, et il les exprime dans les plus beaux vers qu'on puisse faire. N'est-ce pas un grand crime pour lui que de faire mieux que ceux qu'on croyoit qui avoient excellé et que de surpasser les maîtres de l'art mesme?... Les lettres sçavantes ne sont pas de mon style; je ne connois ny Horace ny Juvénal (2), et si l'estime que je fais de toute la famille de Messieurs B. (Boileau) m'a forcée de prendre le party de l'un d'eux dans un lieu où il n'est pas connu, c'est un office d'amie que je ne prétends pas qui m'érige en bel esprit que je réduis tout entier à vous supplier de croire que ceux qui font de si meschans portraits de M. D. (Despréaux) ne l'ont jamais envisagé qu'une plume à la main pour crayonner leur défauts; il leur paroistroit plus agréable sans doute s'ils se le représentoient sous une autre forme, aussi bien que l'un de ses frères que d'un des plus honnestes hommes du monde, ils érigent en franc taupin (3)... Je ne puis m'empescher de vous dire avant

(1) *Recueil de quelques lettres*, p. 11.

(2) Les *Exilés de la cour d'Auguste* prouvent cependant que M^{me} de Villedieu avait étudié la littérature latine.

(3) Les francs taupins, sous Charles VII, formèrent le premier corps d'infanterie régulière. Leur nom devint bientôt une épithète injurieuse à cause de l'insubordination et de la lâcheté de ces troupes.

que de finir qu'il est fort au-dessus de toutes les injures qu'on vomit contre luy ; la belle humeur qu'on luy reproche est une qualité singulière qui ne peut estre blâmée que par ceux qui luy portent envie (1) et si jamais vous surmontez les obstacles qui s'opposent à votre retour en France et que vous puissiez juger de ces deux messieurs par vostre propre connaissance, je m'assure que vous ne vous repentirez pas de la prévention avantageuse que vous leur accordez ; ils sont si propres à s'en rendre dignes que je m'attends à les voir un jour vos créatures à Paris, comme je vous ay veu leur défenseur à Bruxelles (2). » Ces lignes, échappées aux commentateurs de Boileau, offrent quelque intérêt, et établissant le point de départ des relations de Gourville avec le poète. En 1673, ce dernier fit une lecture de son *Art poétique*, devant une brillante assemblée, dans le salon du financier rentré en possession de la faveur royale (3). Justement fier de son talent et de sa bourgeoisie de vieille roche, le législateur du Parnasse ne devint pas cependant, ainsi que M^{me} de Villedieu le prédisait légèrement, la créature du parvenu, qui avait débuté sous la livrée des la Rochefoucauld : ces deux hommes, se ressemblant si peu, ne parvinrent

(1) Boileau eut trois frères : 1^o Jérôme, qui succéda à la charge paternelle de greffier de la grande chambre ; 2^o Gilles, avocat au parlement, membre l'Académie française, redouté pour son humeur caustique ; 3^o Jacques, chanoine de la Sainte-Chapelle, auteur de l'*Histoire des Flagellants*, qui, avec des mœurs austères, avait l'esprit porté à la plaisanterie et à la satire. Despréaux disait de lui que s'il n'avait été docteur de Sorbonne, il eût été docteur de la Comédie italienne. Nous ne savons s'il s'agit de Jacques ou de Gilles.

(2) *Recueil de quelques lettres*, Lettre VI à M. de Gourville, p. 40.

(3) *Lettre de M^{me} de Sévigné* (Hachette), t. III, p. 316.

jamais à s'entendre. S'il faut en croire Jean-Baptiste Rousseau et Louis Racine, Gourville serait l'original en vue de l'épithaphe satirique tombée de la plume de Boileau :

Ci-gît justement regretté
Un savant homme sans science,
Un gentilhomme sans naissance,
Un très bon homme sans bonté (1).

Revenons à notre héroïne. Parmi les personnalités littéraires moins éclatantes qu'elle fréquenta à diverses époques, deux membres de l'Académie s'offrent à nous, le bouffon Bautru, comte de Serrant, dont les bons mots ressassés se rencontrent dans tous les *Anas* ; et le frivole Pavillon, un Voiture en miniature, qui lui consacra quelques-uns de ses petits vers (2). Elle compta, au nombre de ses complaisants, le fade auteur des *Amitiés amours et amourettes*. En Dauphiné, où l'exilait sa place de directeur général des gabelles, il marquait l'heure arriérée de Paris, à la grande satisfaction des provinciaux, qui avaient la bonhomie de se régler sur lui. La correspondance de Le Pays contient deux lettres à M^{lle} des Jardins. La première est sans date, mais se rapporte à l'année 1664, lorsque Catherine se rendit auprès de Villedieu, à son passage à Avignon. Nous apprenons que de cette ville elle alla passer l'hiver à Cavaillon. « Je vous envoie, lui dit-il, les livres que vous m'avez demandés pour dissiper le chagrin de votre solitude. Mais souvenez-vous, Mademoiselle, que, sachant écrire avec tant de justesse, vous ne devez pas employer tout vostre temps à

(1) *Œuvres* de Boileau (éd. de Saint-Surin), t. II, p. 556.

(2) Pavillon, *Œuvres* (éd. de 1747). t. II. p. 2.

lire... N'alléguez point, pour votre excuse, que Cavaillon semble une demeure tranquille, où pourtant l'inquiétude ne laisse pas de se glisser, et que ceux qui combattent en Barbarie vous causent un soucy capable de troubler votre solitude. Nous n'ignorons pas que vous avez un amant à Gigery, et que vous devez craindre tous les coups de mousquet qu'on y tire. Mais cette raison ne vous justifiera point... Je ne sçay ce qu'on penseroit de vous si vous n'aviez pas pensé et écrit de belles choses dans votre retraite. Je ne sçay mesme si quelque envieux ne diroit point que vous n'aviez pas auprès de vous le poète C. (1), qui doit vous avoir fourni les plus beaux vers de *Manlius* et de *Nitétis*. »

Le 28 juin 1665, Le Pays recommence à gourmander et à louer tout à la fois la belle affligée. « Moy qui vous ay veüe au milieu d'une foule, sur la table d'une cuisine (2), faire six dépenses sans vous asseoir et sans cesser de nous entretenir, mais des dépenses qui n'eussent pas cédé aux lettres de nos maîtres, les Sarrazin, les Marigny (3) et les Voiture... puis-je m'empêcher de condamner votre paresse... C'est ce qui me fait croire que pendant votre doux et paisible séjour de Cavaillon, vous avez produit des choses encore plus fortes et plus brillantes que celles que vous avez faites parmy le bruit et l'embarras de Paris. De grâce, Mademoiselle, faites moy part de ces belles choses, et puisque l'on a joué votre *Favory* à Versailles, obligez moy de me mander quel en a esté le succez.

(1) Nous ne savons de quel poète il s'agit ; mais pas évidemment de Corneille, auquel les partisans de l'abbé d'Aubignac avaient prétendu opposer le *Manlius* de M^{me} des Jardins.

(2) On voit que Catherine se ressentait de ses origines.

3) Jacques Carpentier de Marigny, poète satirique, mort en 1670. On a de lui un *Recueil de lettres*, la Haye, 1665.

Comme la cour a le goust bon, cet ouvrage aura son favory aussi bien que le vostre. S'il est imprimé, envoyez m'en un exemplaire (1). » Cette existence de comédienne à plusieurs rôles, où les paillettes dissimulent mal le dénuement trop réel, touchant par intermittences aux sommités sociales, traînant le sac aux procès dans les intervalles ou avec l'aide de la galanterie (2), sembla un moment aboutir à une solution définitive et plus régulière.

(A continuer.)

ANATOLE DE GALLIER.

(1) *Les Nouvelles œuvres* de M. Le Pays. Amsterdam, 1694, in-12, 2^e partie, p. 40-44.

(2) Voy. la *Vie de Henriette-Sylvie de Molière*.

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR CLAVEYSON (DRÔME)

(SUITE. — Voir les 58, 59 60, et 62 livraisons).

VI. — Florisel, seigneur de Claveyson, Hostun, Mercurol, Mureils, etc., naquit à Senecey, en Bourgogne, le 15 avril 1575, et eut pour parrain Nicolas de Bauffremont, baron de Senecey, son grand-père, et pour marraine Françoise de Rubis, dame de Cruzilles, son aïeule du côté maternel (1).

Après avoir fait de bonnes études chez les Jésuites du collège de Tournon, il fut, ainsi qu'il a été dit plus haut, émancipé par son père le 22 novembre 1599. — Le 6 février 1604, il prêtait hommage au Roi-Dauphin, pour ses terres de Claveyson et Mureils, déclarant tenir le tout de lui en fief franc, noble, gentil et bien conditionné, suivant la teneur des précédents hommages (2).

En 1607, le seigneur de Claveyson eut la douleur de perdre sa jeune femme. Ce malheur paraît avoir affecté Florisel au point de le détacher entièrement des affaires de ce monde et d'éteindre en lui toute idée d'avenir. Bientôt, dévoré d'ennui et de chagrin, il entreprit de voyager

(1) Le P. Anselme. — Mss. de l'Arsenal.

(2) Archives du château.

pour se distraire. Par acte du 7 août 1608, reçu par Michel Popon, notaire et châtelain de Ratières, il arrenta toutes ses terres de Claveyson et de Mureils à honnête Charles Popon, au prix de 2742 livres par an, payables : 900 livres à la fête de Noël, et 1842 livres à la fête de saint Jean-Baptiste. Le 16 octobre de la même année, il fit, au château de Claveyson, son testament en faveur de Charles, son jeune fils, et de Claude de Claveyson, seigneur de Rives, son frère, en leur substituant Charles, son père. Le surlendemain 18, il dressa avec Charles Popon un inventaire des meubles et objets qu'il laissait dans le château et qu'il confiait à sa garde. Enfin, le 21 du même mois, il se mit en route, parcourut les principales villes d'Italie et fit le pèlerinage de Notre-Dame de Lorette. On conservait autrefois, dans le cabinet de M. de Clairembault, une relation manuscrite de son voyage, en 1 vol. in f° (1).

Florisel de Claveyson mourut à Paris, peu après son retour d'Italie, le 24 décembre 1610. La procédure relative à l'ouverture et à l'exécution de son testament est datée du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Il avait épousé, le mardi 22 octobre 1602, à Tournouailles, damoiselle Jeanne d'Apchon, fille de Charles d'Apchon, baron de Tournouailles, chevalier de l'ordre du Roi, et de Lucrèce de Gadagne ; Jeanne mourut le 6 juillet 1607, à l'âge de 24 ans (2), ayant eu les enfants suivants :

1^o Charles, né le 2 novembre 1603, à Claveyson ; parrain et marraine : Charles de Claveyson, son grand-

(1) Archives du château.

(2) Mss. de l'Arsenal.

père, et Lucrèce de Gadagne, sa grand-mère maternelle, Charles mourut étant encore enfant (1).

2° Une fille, née le 8 août 1604, morte aussitôt après son baptême (2).

3° Madelaine, née le dernier de novembre 1605 ; parrain et marraine : Guillaume d'Apchon, son oncle maternel, et Madelaine de Claveyson, dame d'Hauterive, sa tante. Elle épousa Claude Loup de Beauvoir, seigneur de Bellenave (3).

4° Une autre fille, née en 1606, morte après avoir reçu le baptême (4).

VI. (bis). — *Charles II*° du nom, seigneur de Claveyson, Mureils, etc, gouverneur pour le Roi de la ville de Romans, naquit à Hostun, le 27 mars 1597, et eut pour parrain et marraine : Claude de l'Artaudière et Catherine du Peloux, dame de Gerlande et de La Motte. Il était fils de Charles I^{er} et de Renée du Peloux, sa seconde femme. Il devint seigneur de Claveyson vers 1611, et renouvela comme tel, le 10 avril 1612, l'hommage au Roi pour les terres de Claveyson et de Mureils (5).

Il se trouva chef de sa maison après la mort de Charles I^{er}, vers 1623 ou 1624.

Il avait, dans sa première jeunesse, publié une défense de son ancien régent de Philosophie, le Père Donyol, contre Marcha, ministre de Boffre, en Vivarais, ouvrage imprimé à Tournon, en 1613, avec le titre suivant :
« Marcha, ministre de Boffre, atteint de faux et en fait et en »
» droict, en l'escrit qu'il a publié pour paroistre au monde »
» un glorieux battu, par Charles d'Hostun, jadis disciple

(1) (2) (3) et (4) Mss. de l'Arsenal.

(5) Ibid. — Archives du château.

» du P. Donnyol, Jésuite, son régent en Philosophie, que
» le ministre a calomnié sur la dispute tenue à Désagne,
» le 27 de mai 1613. — *Virga in dorso ejus qui insurget*
» *corde* (Prov. X. 13). Le fouet sur le dos de celui qui
» est fol et sans âme (1). » L'ouvrage est dédié à Charles
de Claveyson, père du jeune auteur, et contient quelques
uns de ces compliments latins ou français adressés à l'écri-
vain par des amis, et qu'il était de mode d'imprimer en
tête du volume. Je ne puis résister au désir de citer les vers
suivants, de Jean Touzé, condisciple de Charles ; on y
remarquera une étonnante métaphore :

D'Hostun, le fusil de ta plume
Pierre Marcha frappant sera...
Que s'il n'est plus dur qu'une enclume,
Le feu au front lui montera
Qu'une juste honte y alluma.

Charles II acheta, en 1624, le gouvernement de
Romans à M. de Saint-Ferréol, au prix de 24,000 livres.
Cette charge rapportait 400 écus « très bien payés, »
moitié par la ville, moitié par le Roi (1). Charles montra,
dans l'exercice de ses fonctions de gouverneur, assez

(1) A Tournon, pour Gabriel Roy, 1613. — Pierre Marcha, d'une
famille réformée de Saint-Pierre-ville (Vivaraïs), fut d'abord mi-
nistre protestant, et acquit en cette qualité, une assez grande noto-
riété. Il fit son abjuration, le 25 décembre 1627, dans l'église
Saint-Ouen, de Rouen, en présence de la cour et de plus de
20,000 personnes. Il mourut le 31 mai 1646. — Selon M. H. Vas-
chalde, il est l'auteur d'un ouvrage anonyme bien connu, et qu'il a
pour titre : *Commentaires du soldat du Vivaraïs*. Voyez la *Revue du*
Dauphiné et du Vivaraïs, T. I, p. 221 — 223).

d'adresse et de fermeté pour mériter les éloges de Mazarin. Dans une lettre adressée à M. de Claveyson, le 22 janvier 1644, l'illustre homme d'état déclare « qu'on ne peut » que louer son zèle dans la dernière élection des consuls » de Romans, où il a tenu la main à l'exécution des arrêts » du conseil (2). »

On doit à Charles de Claveyson la fondation du couvent de la Visitation de Sainte-Marie, à Romans (3).

Le 7 mai 1650, Charles II, atteint d'une grave et douloureuse maladie, la pierre, et sentant venir sa fin, fit ses dispositions testamentaires. Il légua 300 livres à l'Hôpital des filles orphelines de Romans, 600 livres à l'Hôpital de la Charité, de la même ville; à tous les manants et habitants de Claveyson, il faisait remise des cens qu'ils devraient l'année de son décès, et à ceux de Mureils, remise d'une année de droits de fournage et de vintain. Il instituait pour son héritier universel Sébastien de Lionne, fils de sa sœur Laurence, et de Hugues de Lionne de Lesseins (4). La même année, il se démit de son gouvernement de Romans, en faveur de son autre neveu, Humbert de Lionne, frère de Sébastien. Il ajouta, en 1656, un codicille à son testament, et mourut le 25 mars de la même année (5).

Charles II avait épousé Madelaine Frère, fille de Claude Frère, premier Président au Parlement de Grenoble, et de Madelaine Plovier, dont il n'eut pas d'enfants.

(1) Le docteur Ul. Chevalier, *Notice historique sur la famille de Lionne*.

(2) Copie du temps : Mss. B. M. n° 1719, T. 1, f° 248 recto.

(3) De Gallier, *loc. cit.* p. 193.

(4) Archives du château.

(5) Ibid. — Docteur Chevalier, *loc. cit.*

Ainsi s'éteignit pour la seconde fois la descendance masculine des seigneurs de Claveyson. La maison d'Hostun-Claveyson avait tenu un rang distingué, dans la noblesse dauphinoise, par ses alliances, par les services rendus aux armées et aussi par ses biens considérables. Je donne ici une énumération sommaire de leurs domaines sans parler toutefois des cens et droits féodaux, qui trouveront plutôt leur place au chapitre où je traiterai de l'histoire de la communauté.

Le patrimoine personnel des Hostun-Claveyson comprenait :

1° A Claveyson : le château et ses dépendances, les domaines de la Grand'Grange (1), et de Rives, ancienne maison forte autrefois habitée par la famille de Meffrey ; une grange, à Villeneuve de Vals, celle de la Bouvatière, au mandement de la Motte de Galaure.

2° A Mureils : les domaines de la Grange-vieille et de la Carrée, ainsi que le moulin.

3° A Romans : la maison d'habitation ou *de ville*, située près du couvent des Cordeliers ; elle contenait tous les appartements, grands et petits, « convenables à un gentilhomme, » un verger et un jardin ; deux autres maisons dans la ville, quelques pièces de terre dans les environs, et une vigne près du Mont-Calvaire.

4° A Mercurol : le vieux château, délabré, assez inhabitable pour qu'on eût adopté comme pied-à-terre une autre maison d'habitation située à l'entrée du Bourg.

5° A Hostun : l'ancien château, brûlé au commencement du XVI^e siècle, rebâti par Pierre de Claveyson, et

(1) C'est sur l'emplacement de la Grand'Grange qu'a été bâti le château moderne.

qui portait de temps immémorial le nom de château de la Croix, à cause de la croix des armes d'Hostun. Les seigneurs possédaient encore la vieille tour d'Ouvey, près d'Eymeux, un moulin, une scie à eau, un foulon, deux battoirs à chanvre et quatre granges.

6° Un grand domaine à Moras, et un autre à Anjou.

Enfin, beaucoup de terres avaient été aliénées pour divers motifs, à Montelieu, à St-Just de Claix, à Tullins, et jusqu'à une rue entière de maisons sises à Genève, et provenant de l'héritage d'Antoine Bolomier, beau-père de Geoffroy de Claveyson.

Je n'ai dit qu'un mot en passant du château de Claveyson : ce monument disparu mérite mieux qu'une simple mention, et je vais entrer dans quelques détails à son sujet. Le « maçon d'Amboyse » qui le reconstruisit, en 1508, était sans doute un élève de ces maîtres de la Renaissance française qui ont semé un peu partout, particulièrement en Touraine et sur les bords de la Loire et du Cher leurs admirables chefs-d'œuvre. Je ne veux pas dire par là que notre château ait pu rivaliser avec ces merveilles de l'art que l'on nomme Chenonceaux ou Azay-le-Rideau; non certes : la fortune de Louis de Claveyson ne lui permettait pas ces grandes proportions ni ces magnificences d'ornementation. Il n'y a que les souverains ou les financiers qui puissent ainsi jeter l'or à pleines mains. Plus modeste dans ses dimensions, plus sobre dans ses ornements, le château de Claveyson gardait encore une partie de sa physionomie féodale, par sa masse, ses épaisses murailles et ses grosses tours rondes; mais les larges fenêtres à meneaux avaient remplacé les meurtrières, et la couronne de machicoulis se contentait d'embellir l'édifice au lieu de concourir à sa défense. A l'intérieur,

les appartements, mieux distribués, mieux éclairés, étaient devenus plus gais et plus confortables. On peut encore voir des traces de salles élégantes et spacieuses, d'escaliers commodes ; la clef de voûte d'une de ces salles, avec l'écusson des armes d'Hostun-Claveyson, est conservée au château moderne ; elle laisse voir la naissance de quatre nervures d'un très bon style. J'ai reconnu, dans diverses constructions du village, plusieurs pierres sculptées, dont la provenance n'est pas douteuse, car on sait que plusieurs maisons ont été construites avec les matériaux du château. J'ai remarqué particulièrement : un chapiteau, un fragment de fût de colonne, aux armes des seigneurs, encastré dans le mur d'une grange, aux Allemagnes ; un autre servant de borne, non loin de là ; et aussi une pierre où se voit en demi-relief la figure d'un ange (1), probablement un débris de la chapelle. Tous ces fragments indiquent une grande finesse d'exécution et une certaine richesse d'ornements.

Il est regrettable qu'il ne nous reste pas une vue, un plan quelconque de ce monument, (du moins, j'ai fait de vaines recherches pour les retrouver), et que l'état de ses ruines ne permette pas de se le représenter complètement. Mais un document très détaillé et très clair me servira de guide ; c'est un minutieux inventaire des biens meubles et immeubles de la maison de Claveyson, dressé au mois de mars 1611, un siècle après la reconstruction du château. Il désigne toutes les pièces, ainsi que les meubles qu'elles contenaient ; on peut même se rendre compte, ou

(1) Dans le mur de clôture du jardin du sieur Pierre Darnat, aux Bertins. Une des cheminées de la maison du même propriétaire, peu ornée, paraît avoir la même provenance.

peu s'en faut, de la distribution des appartements, bien qu'elle ne soit pas indiquée.

D'après les ruines, l'ensemble des bâtiments formait un grand carré, au milieu duquel était une cour. Les murs d'enceinte s'étendaient dans la direction du midi, au dessous du rocher. La grande porte extérieure était au bas, on y arrivait du village par le chemin qui longe le cimetière actuel, en suivant une belle allée d'ormes plantés par Pierre de Claveyson, fils de Louis ; de là le nom de *champ de l'allée* que porte aujourd'hui la terre voisine. Une fois la première enceinte franchie, on traversait des jardins et des vergers. Le chemin contour-nait en suite le rocher, au couchant, en passant au pied de la tour du sud-ouest ; enfin, après un nouveau détour, on se trouvait en face de la porte d'honneur, qui regardait le Nord ; elle était précédée d'un pont-levis manœuvré au moyen de deux fortes chaînes de fer.

Franchissons le pont-levis, et entrons. Nous sommes dans une petite cour, couverte en partie, au milieu de laquelle on a creusé le puits ; à droite, c'est le four, à gauche, c'est une tour contenant le grand escalier ; devant nous, voici la cuisine avec sa vaste cheminée et sa batterie complète : les marmites et les grands « pérols » ou chaudrons de cuivre ; les broches de fer, dont une à trois branches « pour rotir fromage » (?) ; les vieux pots, aussi de fer, la tarrière, la poêle à frire, les moules à gauffres et à « oblis, » etc. etc. ; puis les piles d'assiettes et les « trois douzaines et six » plats d'étain fin. Tout près, voici la « despendance » ou office, avec la grande pierre creuse « pour saler chair » ; et plus loin, la « pasterie, » contenant le pétrin et l'arche de bois de noyer pour la farine. De la cuisine, nous pouvons descendre à la cave, très vaste, et creusée sous le rocher, où nous trouvons un

pressoir à vin, sept gros tonneaux, deux grandes cuves, dont une contenant environ 100 charges, et deux pierres creuses pour tenir de l'huile. (1).

Toute cette partie des bâtiments était en contre-bas, et il fallait monter un étage, pour arriver au niveau de la cour intérieure. Le principal corps de logis s'étendait à l'ouest, au dessus de la cuisine et de la cour couverte, occupant un espace double, en largeur, au niveau de la cour intérieure. On pénétrait d'abord dans la grande salle d'honneur, ornée de dix-huit pièces de tapisserie de Flandre et de Bergame. On y voyait une grande table et un buffet de noyer, six chaises recouvertes de cuir rouge, quatre fauteuils ou « chaises à bras, » des chaises d'enfant, des bancs, des escabeaux, et un grand chandelier de fer attaché au plancher.

La salle d'honneur communiquait avec plusieurs pièces: la chambre *du bout de la salle*, la chambre *sur la cuisine*, celle *sur le puits*, qui était réservée au maître et à la maîtresse de la maison. Son ameublement, plus soigné et plus complet que celui des autres appartements, se composait : d'une table et d'un buffet de noyer, de deux garde-robes « à tenir hardes » et de deux lits de noyer, richement garnis. L'inventaire énumère avec complaisance : les « pentes de lit » en carrés de velours cramoisi et toile d'or, passementés, et brodés d'or et d'argent, dont un de treillis rouge, l'autre de serge verte, au chiffre du châtelain et de la châtelaine ; les oreillers de velours

(1) La charge valait un peu moins d'un hectolitre. — La plus petite de ces cuves sert aujourd'hui au fermier du nouveau château et l'une des pierres à huile sert d'auge pour le puits, dans la cour de la même ferme.

frangés de soie rouge ; les crépines or et argent, frangées de même et doublées de taffetas incarnat ; les ciels-de-lit, cramoisi, avec « passements » d'argent et de soie, le dessous en satin de Bourges, etc. etc. Signalons encore, dans cette chambre, des rideaux de damas rouge passémenté d'or, avec trainettes d'argent et franges de soie ; plus, sept pièces de tapisserie « de rasoir » avec des bandes de toile blanche, « en l'une desquelles tapisseries » il y a, tiré en ouvrage, le château dud. Claveson, et au milieu, les armes entières dud. Claveson, et aux quatre couings, les armes de Claveson et de Senecey (1).»

Une pièce voisine, revêtue de boiseries de noyer doré, contenait la bibliothèque, « composée d'un grand nombre » de livres ; » car on n'a pas oublié que Charles de Claveyson et ses fils cultivaient les belles-lettres et suivaient de leur mieux le grand mouvement de la Renaissance du XVI^e siècle. Un grand bahut enfermait dans ses flancs les parchemins de famille, les titres de propriété, les terriers et autres documents. Ce cabinet était évidemment le *coin préféré*, car nous y trouvons les portraits de famille, les garde-robes contenant les effets personnels de Monsieur et de Madame de Claveyson, et, comme on dirait aujourd'hui, *les bibelots*. Mais ici, n'allons pas trop loin ; soyons plus discret que notre inventaire, lequel, non content de nous décrire les manteaux, les pourpoints, les chausses, les baudriers et les épées de Monsieur de Claveyson, ne craint pas de nous faire connaître jusqu'au linge le plus intime de la châtelaine.

C'était là, également, dans un meuble spécial, qu'on serrait l'argenterie et les bijoux : peu de pièces paraissent

(1) C'était les armes de Charles I^{er} de Claveyson et d'Elisabeth de Bauffremont-Senecey, sa première femme.

avoir eu une valeur artistique, à part peut-être, un *goubeau* aux armes de Claveyson, et une vinaigrière aux armes de Claveyson et de Tournouailles (1). Tous ces détails seraient certainement d'un médiocre intérêt, s'ils ne soulevaient pas, devant nos yeux, un coin du voile du passé: ils nous montrent les habitudes du temps, de ce curieux XVI^e siècle, où la vie de cour n'avait pas encore tué la vie patriarcale chez les grands seigneurs, où les mœurs, exemptes de l'afféterie et du luxe des siècles suivants, gardaient encore la noble simplicité du moyen-âge.

Dans un autre corps de bâtiment, probablement celui du midi, se trouvait la grande galerie, et la chambre dite « du bout de la galerie, » ornée de cinq tableaux. Et d'autres pièces, plus ou moins intéressantes : la chambre *sur la salle*, la chambre *verte*, une autre *sur la verte*, la chambre de l'écrivain, la galerie inférieure, le grand et le petit galetas, etc. La grande tour du sud-ouest servait d'arsenal : ou plutôt, si nous nous reportons à l'époque de l'inventaire, en 1611, ce n'est qu'un *débarras* où nous trouvons, entassées pêle-mêle, toutes sortes de défroques militaires : une tente en toile cirée, « propre à camper en une armée, » des mousquets de fonte, à crochets, portant la balle « de la grosseur d'une noix, » des canons d'arquebuse à serpent, des arquebuses à rouet, avec leurs canons longs de quatre pieds, des hallebardes et des pertuisanes avec leurs manches cloués, des cuirasses, des brassards dépareillés, etc. Tout cela se rouillait, en attendant de nouveaux combats, en compagnie des mors

(1) C'était celles de Florisel de Claveyson et de sa femme Jeanne d'Apchon, fille du baron de Tournouailles.

de bride, des éperons, des étriers, et autres « vieux ferrements. »

Citons encore les communs, les écuries, le colombier, installé dans une des tours et enfin la chapelle, avec son horloge « qui sonnait les heures. » Elle était munie de tout ce qui est nécessaire à la célébration de l'office divin, ornée de tapis de Turquie et de paravents en tapisserie, aux armes de Claveyson ; quatre tableaux décoraient les murs. L'inventaire énumère, entre autres objets, un calice et une patène en argent doré, un missel relié en cuir noir, un bénitier en laiton, deux burettes en étain et une chasuble « en cuir doré. » En dernier lieu, « un petit pavillon » de satin rose, couvert de fil d'or et de soie, doublé de » satin bleu, avec de petites franges de fleurs, servant à » couvrir la custode, » ouvrage sorti des mains de quelque châtelaine pieuse ; peut-être celle qu'un artiste inconnu nous a représentée, dans la fresque de l'église paroissiale, à genoux et joignant devant la Madoneses mains blanches et effilées !....

(*A continuer.*)

J. VOSSIER.

É T A T

DES DIOCÈSES DE DIE & DE VALENCE EN 1509

D'APRÈS UN DOCUMENT ORIGINAL INÉDIT

(SUITE. — Voir les 61^e, 62^e et 63^e livraisons).



9 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Catherine de la Chaudière, à l'abbé de Valcroissant. Ordre de mettre une vitre au presbytère, et à la fenêtre qui est sur le grand portail ; de réparer le plus tôt possible la nef de l'église aux endroits en ayant besoin.

9 novembre. En l'église baptismale de Ste-Marie Vierge de Besaudun, à la collation de l'évêque, valant 80 florins et tenue par Messire Jean de Poitiers, prêtre de Valence. Ordre d'étiqueter à neuf les reliques de saint Blaise ; de vitrer la fenêtre qui est sur le grand portail ; d'aplanir le sol de l'église de terre ; de maintenir couverte l'église paroissiale de St-Michel.

40 novembre. En l'église paroissiale de St-Marcel de Truinas, prieuré à la collation de l'abbé de Cruas et valant 80 florins. Ordre de réparer les trappes du cimetière ; de vitrer la fenêtre qui est sur le grand portail ; de faire près de ce dernier une grille de longues poutres ; d'avoir pour les processions une bannière neuve représentant saint Marcel ; de faire encore une cloche, plus grosse que l'actuelle.

40 novembre. En l'église *cimetériale* de Notre-Dame de Poët-Célard. Ordre de faire une vitrine neuve au presbytère ; de réparer les trappes du cimetière et d'ôter les herbes de celui-ci.

40 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Foi du lieu de Poët-Célard, à la collation du prieur de St-Marcel et valant 80 florins. Ordre de relier le missel de parchemin ; de faire une arche neuve fermant à clef pour les reliques ; de mettre les fonts baptismaux à l'angle de l'église ; d'aplanir le sol de celle-ci de terre.

10 novembre. En l'église paroissiale de St-Martin de Mornans, unie au prieuré de Bourdeaux. Ordre de faire des fonts baptismaux à un angle de l'église, des vitrines aux fenêtres du presbytère et de la nef, et une cloche de plus; d'achever la maison curiale commencée et la cloison du cimetière; de faire une bannière représentant saint Martin.

10 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre de Francillon, dont le prieuré est uni. à celui de Rompon et la cure à la collation du prieur de Rompon. Ordre de vitrer les fenêtres du presbytère et de toute l'église; de blanchir le presbytère et la nef, et de réparer celle-ci aux endroits mauvais; de clore le cimetière.

X^e Novemb. in eccle. par^{ti} b^e Marie Saonis. Primo lumen etc. Fiat copertorium novum de serico super custod. corporis Dñi hinc ad festum Nativitatis Dñi. Fiat missale novum ad usum ecclesie dyens. hinc ad fest. Pascat. proxim.. Fiat unus liber baptisterii novus hinc ad diem Mercurii current.. Murentur foramina totius ecclesie et dealbetur ipsa ecclesia hinc ad annum proxim. Muniatur ipsa ecclesia calice argenteo, corporalibus mundis et aliis ornamentis necessariis in una ecclesia parro^{ti} hinc ad annum proxim.

VALENT(INENS. DIOCES).

XI^e novembris In abbatia Saonis, valent. dioc., anno Dñi mille^o quingent^o nono. Primo religentur Responsorialia dicte ecclesie, et reparentur in locis caducis, et fiat unum aliud novum. Reparantur septem calices fracti et demoliti in locis indigentibus reparatione. Fiant duo psalteria nova pro servicio dicte ecclesie faciendo, quia non sunt. Vas eborenū in quo tenetur etc. Fiat circulus cupreus novus munitus cathenis ad tenendum ipsum corpus Dñi. Fiat cathena loco corde ad tenend. dict. custodiam, levandam et descendendam illam, que claudatur clave retro altare majus. Fiat copertorium novum de serico sup. dicta custodia Dñi. Fiant vitrie in omnibus fenestris totius sacristie.

In nomine etc. Universis etc. Quod anno et die predictis in nostris notarii publici et test. infrascriptorum presentia. Cum R. in Xpo pater et dñs dñs Gaspardus de Turnone, episcopus et co-

mes valen. et dyen. princepsque Subdionis, intrasset capitulum abbatie Saonis causa visitationis fiende, et ibidem omnes religiosos convenire capitulariter fecisset, officium procurationis visitationis ut de jure tenetur exercendo ; et facto sermone et oratione ad Religiosos monitisque illis de more Religiosorum vivendo; Coram eodem Reverendo domino comparuit venerabilis et Religiosus vir frater Joannes Bruni, camerarius dicte abbatie et vicarius generalis R. Dñi Aymarii de Claromonte, abbatis dicte abbatie Saonis, verbo exponens, proponens et dicens quod hesternum die ipse R. D. Aymarius, abbas predictus, de dicta abbatia recedens, precepit sibi quatenus, si ipse R. Dñs episcopus in dictam suam abbatiam causa visitationis fiende accederet, quod sibi diceret non debere visitare, et quod abbas et religiosi predicti a dicta sua visitatione erant exempti. Qui quidem frater Joh^{es} Bruni predictus predicta verba protulit protestando quod, quicquid ipse Dñs noster episcopus faceret, intendit illa esse in prejudicium ejusdem dñi abbatis et abbatie ; quam quidem protestationem quantum de jure ipse R. D. meus amisit (*leg. admisit*), et quod sibi plenum jus visitandi et officium procurationis et visitationis exercendi in ead. abbatia tamquam vero diocesano. Et nichilominus hiis premissis non obstantibus, processit ad visitationem modo et forma sequent. precipientes omnibus quos decet sequent. statuta adimplere quorum tenor sequitur : *Primo etc.*

De quibuscunque protestatione et aliis sup. narratis ipse dñs Joh^{es} Bruni vicarius predictus petiit sibi fieri unum instrumentum, quod ei libentissime concessi. Acta fuerunt hec in ecclesia abbatali dicti Saonis, presentibus ibid. dño Cristoforo de Salhiente preposito Valent., dño Petro Mouton officiali Dye, dño Johanne Anthon. de Ramenna sacre pagine professore et preceptore Gratianopolitano, testibus ad premissa vocatis et rogatis.

Et quia R. Dñs noster episcopus et comes predictus duos pastus cum sua comitiva in dicto loco Saonis visitando tam ecclesiam abbat^{alem} quam parro^{chiam} dicti loci sumpsit, ideo fuit coram venerabili et discreto viro dño Cristofforo de Salhiente, preposito Valent. ecclesie et vicario generali ipsius R. Dñi, parte curati parrochianorum, querelatum qui tales solverent pastus. Qui, viso quod

dictus R. dñs episcopus predictus tam bene ecclesiam abba^{l'm} quam parro^{l'm} visitaverat, ideo videbatur eis quod nisi partem dictar. expensarum illis visis minime solvere deberent. Super quo per ipsum dñm de Salhiente fuit dictum et ordinatum quod ipse R. dñs abbas integraliter, quia sua abbatiali ecclesia visitata, unum solveret pastum, et curatus et parochiani dicti loci alium pastum solverent. Quod quidem fecerunt, et, de illa ordinatione contenti, petierunt michi dictam ordinationem sibi expediri et dari, et in libro visitat^{l'm} de ead. ordinaōne mention. foret ; quod his concessi die et anno predictis.

11 novembre. En l'église paroissiale de St-Marcel de Soyans, dont le prieuré est uni à celui de Charais, et la cure à sa présentation. Ordre de réparer le presbytère dedans et dehors ; de faire pour les processions une bannière neuve représentant saint Marcel ; de vitrer la fenêtre de la nef, et réparer la vitre de la chapelle Ste-Catherine.

11 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Marie du Pont de Barret. Ordre de réparer et peindre la grande arche des reliques et la petite, de sorte qu'elles ferment bien, et d'étiqueter à neuf toutes ces reliques ; de recouvrir le livre des proses, celui des répons, le missel à l'usage de l'abbaye de St-Chaffre, et de leur mettre des fermoirs, ainsi qu'au missel à l'usage de l'église de Die et au livre des baptêmes ; de vitrer toutes les fenêtres du presbytère et de la nef, et de réparer celles qui en ont besoin ; d'enlever les poutres qu'il y a dans la nef de l'église, ou de faire sur elles une tribune ; de dire les vêpres tous les dimanches et fêtes solennelles.

12 novembre. En l'église *cimetériale* de Ste-Marie, située hors le lieu de Rochebaudin. Ordre d'en vitrer les fenêtres, de la maintenir couverte, de clore et maintenir clos le cimetière.

12 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Marie de Rochebaudin. Ordre de réparer le missel de parchemin aux endroits caducs et à la couverture ; de blanchir l'église ; de mettre le grand autel près du mur vers le vent, et d'y faire le presbytère et mettre la custode du Seigneur ; de faire une chasse neuve peinte pour

les reliques, d'envelopper celles-ci de soie neuve, et de les étiqueter sous le nom de saint Blaise.

12 novembre. En l'église paroissiale de St-Marcellin de Félines. Ordre de vitrer les fenêtres du presbytère et de la nef ; de faire une bannière neuve représentant saint Marcellin ; de construire d'ici à deux ans une maison pour le curé.

12 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Marie de Dieulefit. Ordre d'étiqueter à neuf les reliques, et de faire une arche neuve pour les tenir ; de vitrer la fenêtre qui est sur le grand portail ; de faire des fonts baptismaux et de les placer dans un angle. On n'exige pas de droit du commandeur, parce qu'il est absent et ami.

13 novembre. En l'église paroissiale de St-Paul de Comps. Permission aux paroissiens d'augmenter leur église autant qu'ils voudront. Ordre de faire faire une fenêtre vitrée sur le grand portail, et de réparer celui-ci, le plus tôt possible.

13 novembre. En l'église paroissiale de St-Etienne de Montjoux, à la collation de l'évêque. Ordre d'étiqueter à neuf et d'envelopper de soie neuve les reliques ; de clore le cimetière ; de démurer la fenêtre existant derrière le grand autel, et de la vitrer, ainsi que toutes celles de l'église ; de faire une grille de longues poutres près du premier pilier, du côté de l'autel.

13 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre de Teyssières, dont la cure, à la collation de l'évêque, vaut 28 écus. Ordre de clore le cimetière en bois ; de mettre la cloche neuve au clocher ; de faire d'ici à trois ans pour le curé une maison pour laquelle les paroissiens porteront les planches, poutres et bois nécessaires.

14 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre de Vesc, dont le prieuré, dépendant de l'abbaye de Cruas, vaut 200 livres. Ordre de faire pour les processions une bannière représentant saint Pierre ; de réparer le mur soutenant de l'église, et de boucher les trous des murs de toute celle-ci.

15 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Agathe de Chaudebonne, à la collation de l'évêque et valant 15 florins. Ordre de réparer la vitre du presbytère ; de faire pour les processions une bannière représentant sainte Agathe ; de clore le cimetière en bois.

15 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre de Villeperdrix. Ordre de vitrer la fenêtre du presbytère, avec celle qui est tout près mais hors de celui-ci, et toutes celles de l'église, tant du presbytère que de la nef; de carreler ou planchéier le sol de l'église.

16 novembre. En l'église paroissiale de St-Ferréol. Ordre de fermer les reliques sous le grand autel, parce qu'on ne sait de quel saint elles sont; de clore le cimetière; d'achever le plancher de l'église comme il est commencé; de faire un petit toit devant le grand portail, pour baptiser les enfants.

16 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre de Condorcet. Ordre de vitrer la fenêtre du presbytère derrière l'autel; d'étiqueter à neuf les reliques; de vitrer la fenêtre qui est sur le grand portail; de faire un appui en bois en haut de la tribune, pour que les enfants n'en puissent tomber dans l'église.

17 novembre. En l'église paroissiale de St-André d'Aubres, à la collation de St-Ruf. Ordre de faire une petite porte en bois au cimetière.

17 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Marie-Magdeleine du lieu de Rousset. Ordre de veiller à ce que la lampe du St-Sacrement brûle constamment; de faire un autre vase en cuivre, doré en dedans, pour tenir le Corps du Seigneur; de faire un couvert de soie à la custode de ce Corps; de nettoyer et réparer le vase dans lequel on porte ce dernier au jour de sa fête; de mettre, pour lever et descendre la custode du Corps du Seigneur, une chaîne qui ferme à clef derrière l'autel, au lieu de la corde; de faire deux corporaux de plus, un graduel et un responsorial à l'usage de l'église de Die pour les jours solennels, une croix neuve pour porter aux processions, un cercle neuf muni de chaînes pour y mettre la susdite custode, et une piscine neuve en pierre et haute près des fonts baptismaux, lesquels seront pourvus d'un couvercle; de vitrer toutes les fenêtres.

17 novembre. En l'église paroissiale de St-Mayeul près et hors le lieu de Rousset. Ordre d'en clore les fenêtres en toile cirée, d'en aplanir le sol de terre, d'en réparer les murs, et de la maintenir couverte; pour le curé d'avoir désormais un clerc pour le

servir pendant le divin office. Au cas où les paroissiens ne rempliraient pas les ordres ci-dessus, l'évêque charge le prieur de Rousset de leur punition.

18 novembre. En l'église paroissiale de St-Marcel du Pègue, dont le prieuré et la cure sont à la collation de l'abbé de Saou. Ordre de mettre une chaîne à la place de la corde pour lever et descendre le Corps du Seigneur, et de la fermer à clef derrière l'autel ; de mettre une custode en cuivre, dorée en dedans, sur le cercle en cuivre muni de chaînes ; de faire un bassin plus grand en pierre ou en cuivre, pour mettre l'eau baptismale ; de vitrer toutes les fenêtres ; de clore le cimetière en bois ou en pierre.

18 novembre. En l'église baptismale de St-Michel de Montbri-son. Ordre de réparer le verre du vase des reliques et d'étiqueter à neuf les reliques de saint Blaise ; de faire un corporal de plus, un vase vitré pour la procession du Corps du Christ, un vase en cuivre pour les infirmes, trois nappes pour le maître-autel, etc. ; de murer la fenêtre qui est derrière l'autel ; de munir les fonts baptismaux d'un bassin d'étain plus grand, ou d'étamer celui qu'il y a ; de faire près de ces fonts une haute piscine en pierre.

18 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre d'Alanson. Ordre de faire une petite porte peinte à l'arche des reliques et d'étiqueter celles-ci à neuf ; d'étamer l'intérieur du bassin des fonts baptismaux.

18 novembre. En l'église paroissiale de Notre-Dame de Bécone. Ordre de faire un responsorial neuf, une bannière neuve pour les processions, un psautier neuf, une chasuble neuve avec ses accessoires ; de mettre des étoupes propres, au lieu de papier, dans le vase du St-Chrême, de renouveler et réparer le toit de l'église, de sorte que la pluie ne dégrade pas la voûte ; de munir d'un couvercle en fer et d'étamer à l'intérieur le bassin des fonts baptismaux. Cette église contenait la sainte Réserve.

18 novembre. En l'église paroissiale (*sic*) du dit lieu, visitée par le commandeur de Grenoble, à ce commis. Ordre d'en réparer les murs, mauvais au pied ; de recouvrir l'église et le presbytère ; de faire une verrière à la fenêtre de celui-ci, et

et une porte au portail de l'église ; d'aplanir le sol de celle-ci de terre, de clore et maintenir clos le cimetière.

19 novembre. En l'église de St-Michel du Poët-Laval. Ordre de vitrer toutes les fenêtres de l'église et aux chapelles ; de faire une custode en cuivre, un vase vitré, des fermoirs au graduel, etc. Il y a une chapellenie fondée en l'honneur de Ste-Marie-Madeleine, dont Antoine Martin est fondateur, et frère Gabriel Portier, de l'ordre de St-Jean-de-Jérusalem, recteur. Elle a terres et maison (*predia et domus*), et il faut dire une messe le vendredi de chaque semaine. L'évêque prescrit de plus d'achever de clore le cimetière, et remet son droit au commandeur, qui est ami.

19 novembre. En l'église paroissiale de St-Jean-de-Charols, à la collation du prieuré du Pont-de-Barret. Ordre de vitrer la fenêtre du presbytère, et clore les autres de l'église en toile cirée ; de racouvrir le toit du presbytère et de l'église en tuiles ; de faire le service selon la volonté des fondateurs en une chapelle fondée en cette église par les seigneurs de Brette (*per dominos de Breta*), sous peine de réduction de ses fruits.

20 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre de Château-neuf-de-Mazenc. Ordre de réparer les vitres du presbytère ; de clore le cimetière. Défense aux paroissiens d'avoir à obéir aux ordres du commandeur de la dite église en ce qui regarde les réparations de l'église.

20 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Marie-Madeleine de Sales, dont le prieuré dépend de l'abbaye de Tournus en Bourgogne. Ordre de relier le missel neuf de parchemin ; de faire une chasse peinte pour les reliques ; de vitrer la fenêtre qui est sur le grand portail ; de carreler la chapelle de St-André. Il y a au maître-autel une chapellenie sous le vocable de Ste-Marie-Magdeleine, dont est recteur un Galix d'Auriac, et où on ne fait pas le service de 2 messes par semaine prescrit dans une visite précédente. Fondée par honnête femme *Rissende* Robert, elle a 4 prés. Il y a une autre chapellenie fondée à ce maître-autel, et il doit y être dit une messe matinale tous les dimanches. Elle est à la présentation des syndics du lieu, et a des maison, vigne, terre et

bois. Le service dû y est fait. L'évêque ordonne de faire le service divin en ces chapelles selon la volonté des fondateurs, sous peine de privation de celles-ci ; et permet aux paroissiens de faire démolir le mur existant près du grand portail de la dite église, à droite en entrant, et d'y faire élever un autel.

20 novembre. En l'église paroissiale de St-Vincent de Tanlignan. Ordre de se procurer un missel neuf à l'usage de l'église de Die ; au curé ou à son vicaire, de dire désormais la messe paroissiale à l'usage de Die à 8 heures en hiver et à 7 en été, l'autre messe des religieux dudit lieu étant dite à l'heure accoutumée ; de réparer toutes les vitres de l'église, tant du presbytère que de la nef et des chapelles, et d'en mettre aux fenêtres qui n'en ont pas. Il y a une chapelle de St-Blaise fondée, dont est patron noble Claude Gerente, et recteur Messire Dalmas de St-Ferréol, sacriste du dit lieu ; elle est bien pourvue d'ornements, et il y a une messe chaque semaine. Au maître-autel de cette église est fondée la chapelle de St-Vincent, dont est patron Claude Chambaud, du lieu de Valréas, et recteur noble Jean Gerente, du dit lieu ; on doit dire une messe par semaine. Il y a une chapelle de Ste-Catherine fondée par le seigneur dudit lieu, et dont est recteur Messire Jean Conflaud, que l'évêque a institué en cette chapelle le même jour audit lieu. L'évêque ordonne de faire le service divin en ces chapelles selon la volonté des fondateurs, sous peine de privation de celles-ci.

21 novembre. En l'église paroissiale du lieu de Grignan. Ordre de réparer le livre des baptêmes aux endroits caducs ; de faire une piscine haute en pierre près des fonts baptismaux, un couvert neuf de soie à la custode, un vase en cuivre pour porter le Corps du Christ aux infirmes, un vase vitré pour porter ce Corps au jour de sa fête, trois linges de lin à chacun des calices pour les envelopper, une chaîne en fer pour monter et descendre la custode du corps du Seigneur, laquelle on fermera à clef derrière l'autel.

Ordre au de maintenir le couvert de l'église St-Vincent, que l'évêque visite et qui est qualifiée de *paroissiale* ; d'en réparer le presbytère, et ce d'ici à l'année prochaine et sous peine de

réduction des dîmes dudit lieu ; de clore le cimetière en pierre ou en bois d'ici à la fête de Pâques prochaine.

22 novembre. En la cour du château de Donzère, Messire Pierre de Nogier, prêtre, a résigné purement et simplement entre les mains de R. P. et seigneur en Christ le seigneur Gaspard de Tournon, évêque et comte de Valence et de Die, comme patron pour le seigneur de Tournon son frère, la chapellenie qu'il avait, et qui est fondée en l'église paroissiale de Sabilherac, mandement de Mahum, en l'honneur de

; présents nobles et discrets homme Alexandre de Mayres, Jean Salhen., et d'autres.

22 novembre. En l'église collégiale et paroissiale de Ste-Croix de Montélimar. Ordre de réparer toutes les vitres de l'église, tant de la nef que des chapelles ; de munir chaque autel des chapelles fondées, des missels et ornements nécessaires. Le lendemain, 23, l'évêque a confirmé, dans la dite église, pendant tout le jour, ceux qui se sont approchés, et donné la première tonsure à ceux qui y ont été aptes.

24 novembre. En l'église paroissiale de St-Blaise de Montboucher, diocèse de Valence. Ordre d'étiqueter à neuf les reliques ; de réparer le couvert de l'église où est le cimetière ; de garnir de toile cirée les fenêtres de l'église qu'il y a hors de la ville (*oppidum*) ; de transférer les fonts baptismaux au pied de l'église, à un angle mieux éclairé ; de faire une grille qui close le maître-autel.

24 novembre. En l'église baptismale et paroissiale de Ste-Madeleine de la Bâtie-Rolland. Ordre d'étiqueter à neuf les reliques ; de faire une grille en bois pour clore le presbytère ; de vitrer les fenêtres de la nef ; de réparer le toit de l'église et la voûte de la nef, ou remplacer celle-ci par un plancher neuf, et de blanchir les murs.

24 novembre. En l'église paroissiale de St-Gervais, dont le prieuré est à la collation de l'abbé de Cruas. Ordre de réparer et relier le graduel de parchemin ; de mettre deux vitres aux fenêtres du presbytère ; de réparer la cloche et la remettre au clocher ; de clore le cimetière en bois ou en pierre, et d'en

arracher les buissons ; de renfermer les reliques sous le grand autel de l'église située dans le village (*villa*) de St-Gervais, parce qu'on ne sait de quel saint elles sont, et de vitrer la fenêtre située sur le grand portail de cette église.

25 novembre. En l'église paroissiale de St-Sauveur de Cléon-d'Andran, dont le prieuré est à la collation de Saou. Ordre de réparer la vitre du presbytère, et de vitrer toutes les fenêtres de l'église ; de réparer les murs de la chapelle de Ste-Magdelaine, et de clore ou murer les trous existant dans les dits murs ; d'aplanir les murs de l'église, de les réparer en dedans et en dehors, et de boucher les trous qu'il y a.

25 novembre. En l'église paroissiale de Ste-Marie-Madeleine de Manas. Ordre d'étiqueter les reliques à neuf, et de fermer leur arche à clef ; de réparer la vitre du presbytère et de vitrer la fenêtre existant sur le grand portail, et les autres non vitrées ; de relier le graduel de parchemin ; de réparer et consolider le seuil du maître-autel qui est en planches ; de munir de calices, ornements et missels à l'usage de Valence, les chapelles de Notre-Dame-de-Pitié (*Pietatis*) et de Ste-Catherine, fondées.

25 novembre. En l'église paroissiale du Puy-St-Martin. Ordre d'étiqueter les reliques à neuf ; de réparer le presbytère où il y en a besoin ; de vitrer toutes les fenêtres de l'église qui ne le sont pas.

26 novembre. En l'église paroissiale de St-Michel de la Lau-pie, dont le prieuré, dépendant de l'abbaye de Cruas vaut 300 florins. Ordre de relier le petit missel de parchemin ; d'étiqueter toutes les reliques à neuf, de les envelopper d'étoffe de lin propre, et d'approprier leur grande arche ; de transférer les fonts baptismaux en un angle de la nef et d'y faire une petite fenêtre vitrée ; de recouvrir le presbytère ; d'aplanir le sol de l'Eglise de terre ; de clore et de maintenir clos le cimetière.

26 novembre. En l'église paroissiale de St-Lambert de Sauzet. Ordre d'étiqueter les reliques à neuf ; de réparer la vitre du presbytère et le missel en parchemin ; de blanchir le presbytère et l'église.

27 octobre. En l'église paroissiale de Ste-Marie de Savasse. Cluny. Ordre d'étiqueter à neuf les reliques, et de leur faire une petite arche peinte fermant à clef ; de relier le responsorial en parchemin ; de blanchir l'église et murer tous les trous des murs. Il y a dans cette église une chapelle fondée en l'honneur de Ste-Catherine, dont sont patrons nobles Hugues de Monts et Claude de Marsane, et recteur Messire Etienne Céas. Il y a une messe le jeudi de chaque semaine. Elle a 2 vignes, une terre et 2 prés. Pas d'ornements pour son service, ni de missel à l'usage de Valence. Ordre d'acheter un missel et les ornements nécessaires, sous peine de réduction des fruits.

27 novembre. En l'église paroissiale de St-Pierre de Condillac, à la collation de l'évêque de plein droit. Ordre de clore et maintenir clos le cimetière, de le nettoyer, et d'en ôter les pierres ; de faire un clocher de telle sorte que les cloches puissent être bien sonnées ; de blanchir l'église à l'instar du presbytère.

.

Cetera desiderantur.

L'abbé FILLET.



MONOGRAPHIE DE LA FAMILLE DE LOULLE

DE ROMANS

(SUITE. — Voir la 63^e livraison).

II

ÉVÉNEMENTS DE 1597 A ROMANS

Les monographies particulières doivent naturellement servir à élucider l'histoire de la province ; aussi tous les détails d'intérêt général seront-ils relatés dans cette étude.

Arnoux de Loulle s'établit vers 1570 à Romans, où il exerça le négoce. Son caractère et ses qualités lui acquirent dans cette ville une grande influence et une réelle popularité, ayant été élu consul plusieurs fois et en 1583 notamment ; il se signala en outre par son dévouement et sa conduite en 1597, lors de la tentative de trahison du comte de La Roche. Nous laisserons la parole à ce propos à quelques-uns des témoins entendus en 1655, lors de l'enquête pour l'enregistrement des lettres d'anoblissement de ses petits-fils.

Pierre Peloux, de Romans, âgé de plus de 89 ans, dépose :
« estre memoratif de la descouverte de la trahizon tramée
» par les ennemis de l'Estat sur la ville et citadelle de
» Romans, dont le comte de La Roche étoit gouverneur

» en 1598 (1), et sçait bien que le s^r de St-Ferriol, qui
 » estoit lieutenant du s^r comte, ayant esté adverty de la-
 » dicte trahizon, il le communiqua à mesme temps au
 » feu s^r Arnoux de Loulle, ayeul des impetrans, pour
 » prendre ses avis et conseils comme il se devoit conduire
 » en ce rencontre-là ; sur quoy le s^r de Loulle portat le
 » s^r de St-Ferriol d'aller à l'instant desclarer, comme il
 » fist, ce qu'il avoit appris et recognu, à nosseigneurs de
 » la cour de Parlement, qui avoient pris leur seance à
 » Romans, à cause de la contagion qui estoit à Grenoble ;
 » ensuite de quoy et des autres avis et conseils que le s^r
 » de Loulle donnat au s^r de St-Ferriol, la chose fust si
 » bien conduite et mesagée, qu'on empeschat l'effect de
 » ladicte trahizon; se ressouvenant aussy le deposant que
 » cella se disoit tout publicquement que le s^r de Loulle
 » avoit sauvé la ville, et d'avoir veu, en ce temps-là, que
 » ledict de Loulle estoit presque ordinairement suivi de
 » la plus grande partie du peuple, et souvent auprès
 » du s^r de St-Ferriol, qui avoit une entiere confiance en
 » luy, à cause de ses bons conseils et de la grande affec-
 » tion qu'il recognoissoit en luy envers l'Estat et le service
 » de S. M. ; à cause de quoy l'on disoit encore tout public-
 » quement que S. M. luy avoit voullu donner des lettres
 » de noblesse, comme il en fust accordé à quelques per-
 » sonnes, en consideration de ce qu'ils avoient agy en
 » cette occasion-là, bien qu'ils n'y eussent pas davantage
 » contribué, ni mesme tant que le feu s^r de Loulle, lequel
 » ne voullut accepter lesdictes lettres et continua de servir
 » le Roy et le publicq en la direction des affaires politiques
 » et administration des biens des pauvres, en la charge

(1) Tous les autres témoins reportent la trahison à 1597.

» de leur sindicq, qu'il exerçat jusques à son décès, à la
» grande utilité et avantage desdicts pauvres. »

Etienne La Terrasse, drapier de Romans, âgé de 87 ans, confirme la précédente déposition et ajoute que
« estant soldat pour lors dans le regiment de Verdun, qui
» estoit en garnison au lieu de St - Quentin, proche
» Grenoble, ledit regiment fut commandé de descendre
» promptement vers la ville de Romans au sujet de ladite
» trahison, et prit quartier au lieu de Mours, mande-
» ment de Peyrins, d'où les soldatz entroient tous les jours
» à Romans. » Cette circonstance lui permit de voir
Arnoux de Loulle et de connaître le service qu'il rendit à
l'Etat et à S. M. en cette circonstance. Au témoignage de
ce déposant, Bernard, lieutenant particulier au Bailliage
de St-Marcellin et Reynaud, avocat à Grenoble, obtinrent
alors des lettres de noblesse tandis que le s^r de Loulle
les refusa. Ce dernier continua « jusques à son décès à
» servir le publicq en l'administration des affaires politi-
» ques et direction des biens des pauvres, estant mort en
» la charge de sindicq, grandement regretté desdicts
» pauvres et de toute la ville, mesmes des Religieux, ayant
» le s^r de Loulle heu le soin et la conduite du bastiment
» des Rév. pères Capucins, auxquels il fesoit de grandes
» charités, ainsy qu'aux autres religieux... »

« Au temps de la trahison, dit à son tour Pierre Ma-
» thieu, aussi drapier, âgé de 82 ans environ, je voyois que
» le peuple s'estant mis en estat d'en empescher l'effect,
» estoit conduit par le s^r Arnoulx, qui avoit un tel credit
» parmy les habitans, pour estre homme grandement
» politique et zellé..., qu'ils ne fesoient rien que par ses
» ordres; comme aussy le s^r de St-Ferriol ne fesoit rien
» sans les avis et conseils dudict..., et quand la ville fust
» en liberté et que la faction de ceux qui avoient tramé

» la trahizon fust entièrement dissipée, l'on disoit publi-
 » quement partout que le s^r de Loulle avoit sauvé la villé
 » et que sans luy tout estoit perdu ; qu'il avoit rendu un
 » grand service...; et que s'il heu vollu accepter des lettres
 » (de noblesse), on les luy avoit offert en récompense...; et
 » mesme l'on disoit qu'aucuns de ceux qui obtindrent des
 » lettres, les avoient obtenues sur des certificats que ledict
 » s^r de St-Ferriol avoit donné par le moyen et l'entremise
 » du s^r de Loulle, lequel avoit tousiours été depuis en
 » grand crédit et estime parmy le peuple, et gouver-
 » noit absolument les affaires de la maison de ville et les
 » biens des pauvres...; »

Noble François de Chazotte, du mandement de Mont-
 miral, âgé d'environ 74 ans; ajoute dans sa déposition
 quelques détails intimes et notamment : « qu'au temps de
 » la trahizon qui arrivat..... en l'année 1597 et le 18
 » octobre, il estoit en l'escolle dans ladicte ville, et se
 » ressouvient que François de Chazotte, son père, qui
 » estoit officier du comte de La Roche, gouverneur.... ;
 » en estoit sorty pour certaines affaires et y revint sur
 » un billet dudict comte, qui l'advertissoit qu'on s'estoit
 » barricadé contre luy, sans en sçavoir le subject..... ;
 » que le s^r de St-Ferriol avoit descouvert la trahizon par
 » le conseil du s^r Arnoulx, ayeul des demandeurs, sans
 » lequel conseil, il ne l'auroit jamais faict, à cause du
 » respect qu'il portoit au comte et particulièrement à la
 » dame comtesse, sa femme, et on disoit pour lors que
 » le s^r de St-Ferriol n'avoit point d'autre conseil, et en
 » effect le desposant se ressouvient que ledict de Loulle
 » estoit tousiours auprès du s^r de St-Ferriol..... »

Après avoir confirmé les révélations de François de
 Chazotte, Pierre Lhoste, bourgeois de Romans et capitaine
 du quartier de St-Nicolas, âgé d'environ 86 ans, rappelle

les perplexités du s^r de St-Ferriol : « combattu en soy
 » mesme, s'il declareroit la trahizon ou s'il se retireroit hors
 » la ville, sans en dire mot, pour ne paroistre et se declairer
 » ennemy du comte et aussy ne tremper en aucune chose
 » contre le service du Roy » et raconte ainsi les suites des
 confidences du lieutenant du s^r de La Roche avec le s^r de
 Loulle, chez lequel il étoit logé : « ycelluy de Loulle le
 » resolut par ses advs et remonstrances à desclairer la
 » trahizon à MM. du Parlement de Grenoble et tesmoigner
 » par effect qu'il prefferoit le service du Roy à toute autre
 » consideration et au respect qu'il avoit pour le comte.
 » Ensuite de quoy, le s^r de St-Ferriol, assisté du s^r de
 » Loulle, en fust donner advis à MM. du Parlement, avec
 » lesquels la resolution fust prinse de s'opposer vigoureuse-
 » ment à ladicte trahizon et la faire eschouer; mesmes fust
 » donné arrest par le Parlement, portant injonction aux
 » habitans de Romans de prendre les armes et assieger
 » la citadelle, ce qui fust executé le dimanche 19 d'octobre,
 » et le mardy 21, le colonnel d'Ornano, lieutenant pour
 » le Roy en cette province, arriva en cette ville, sur la
 » nouvelle qu'il avoit reçue de ladicte trahizon, et le comte
 » de La Roche fut pressé à tel point, qu'il capitula de
 » rendre la citadelle au Roy et non à autre, et que jus-
 » ques à ce que S. M. en eust disposé, il la remettroit à
 » la garde de 10 habitans; ce qu'il fust faict. »

Lhoste, en confirmation de son récit, déclare avoir su
 des premiers la nouvelle de la trahison : « par le bruit
 » qui en couroit dans la ville de Lyon où il avoit faict
 » voyage, et l'avoit denoncé à son retour à aucuns des sieurs
 » du Parlement, avoir esté employé par le s^r d'Ornano à
 » faire des barricades pour le siège, et avoir conduit en
 » qualité de lieutenant du quartier, dont il est à présent
 » capitaine, dans ladicte citadelle, après qu'elle fust ren-

» due, environ 300 habitans, desquels il ne sçait pas y
 » en avoir à present en vye qu'un nommé Durand-Quart,
 » avec lesquels habitans il gardat la citadelle, depuis le 25^e
 » octobre, jour qu'elle fust rendue, jusques au 30, qu'elle
 » fust razée par les ordres secrets qui en furent donnés. »

Jean-François Gazon, âgé de 84 ans environ, précise encore davantage les faits: « Le colonel d'Ornano estant venu
 » en la ville, s'acheminat du costé de la citadelle, à l'entrée
 » de la nuit avec MM. du Parlement...., et le s^r de St-Ferriol estoit tout proche du s^r d'Illins, premier president,
 » et avoit le s^r de Loulle à son costé, et comme le s^r
 » d'Ornano demanda à parler au comte de La Roche,
 » gouverneur de ladicte citadelle, on fist venir quelques
 » gentilhommes et officiers qui vouloient excuser le comte,
 » disant qu'il n'avoit pas eu la pensée de trahir le Roy;
 » surquoy le s^r de St-Ferriol soubstenoit haultement le
 » contraire, disant que le comte n'auroit pas la hardiesse
 » de le venir nier en sa presence, et de temps en temps
 » il se tournoit vers le s^r de Loulle, qui lui parloit à l'oreille, ce que le déposant dict avoir bien veu et entendu
 » parce qu'il y avoit esté mené par son frère qui fesoit
 » fonction d'huissier au Parlement et suivoit les conseils lors de cette action... »

Noble Ennemond Chastain, sieur de La Sizeranne, habitant Romans, âgé de 63 ans environ dépose: « qu'ayant
 » espouzé D^{lle} Françoise de Sibeud de St-Ferriol, fille de
 » feu noble Hercules, gouverneur pour le Roy de Romans,
 » ville et citadelle de Die, il luy auroit ouy dire diverses
 » fois, qu'elle auroit apprins, tant de son père que de sa
 » mère et autres parents qu'en 1597, son dict père (estant)
 » lieutenant du s^r comte de La Roche au gouvernement de
 » la ville de Romans, il fut tramé une trahison....., laquelle
 » découverte par le s^r de St-Ferriol, il en advertit le Roy et le

» declara au Parlement..., par le conseil et advis du s^r
» Arnoulx de Loulle..., lequel avoit entièrement l'oreille
» du s^r de St-Ferriol..., et depuis que le déposant a heu
» faict alliance avec le s^r de St-Ferriol, il luy a ouy parler
» du s^r Arnoulx, comme d'un homme capable de donner
» des conseils, puisqu'il en avoit receu de très salutaires
» en des occasions considerables, où il avoit donné des
» preuves et des tesmoignages immortels de sa conduite
» et prudence... »

Pour Antoine-Bertrand Sozin, le plus ancien chanoine de St-Bernard : « Arnoux de Loulle estoit un grand politi-
» que tout affectionné..., estimé des plus grands de la
» province, » et il ajoute « qu'estant allé remercier le
» defunt connestable de Lesdiguières qui luy avoit procu-
» ré un canonicat, » ce lieutenant général « luy demanda
» des nouvelles du s^r Arnoux de Loulle et parla de luy
» en termes d'estime fort avantageusement... »

De nouveaux renseignements résultent encore de la déposition de Guillaume Chabran, syndic des notaires et procureur de Romans, à savoir que le s^r Arnoux, consul de la ville et syndic des pauvres de l'aumône générale, fut « député aux Etats généraux de la province » et « qu'on
» fesoit grand estat de luy, estant ordinairement député
» pour les affaires de la ville auprès des lieutenants et
» gouverneurs de la province. »

Au témoignage de noble François Guérin, conseiller au Parlement de Grenoble, fils d'Henri, juge royal de Romans : « Arnoulx de Loulle estoit en telle estime et crédit
» parmy les habitans que tous ses advis et sentiments es-
» toient suivis dans les conseils de l'Hôtel-de-ville. »

Enfin, Pierre Richard, notaire royal et greffier de l'Election de Romans, âgé de 45 ans, rapporte avoir appris de son père, mort depuis 25 ans, que lors de la trahison du

comte de La Roche « le s^r Arnoux de Loulle agit vigou-
 » reusement et assista le s^r de St-Ferriol tres utilement
 » pour la faire échouer..... ; après quoy, chacun le per-
 » suadoit d'accepter des lettres d'anoblissement que le
 » dict s^r de St-Ferriol luy fesoit offrir pour récompense
 » d'un si signalé service; à quoy il ne voulut pas entendre,
 » pour certaines considérations , ce qu'aucuns disoient
 » proceder de ce qu'il estoit chargé pour lors d'une grande
 » famille, et d'autres l'attribuoient à ce qu'il disoit ne vouloir
 » pas surcharger le peuple par l'exemption de quantité de
 » fonds qu'il possedoit, lesquels pour lors il auroit
 » exempté au moyen de ses lettres d'anoblissement. »

Je demande pardon au lecteur d'avoir peut-être trop multiplié les citations ; mais je les ai jugées utiles à cause des épisodes peut-être ignorées d'un événement qui eut son importance pour la ville de Romans, et du témoignage unanime rendu au patriotisme désintéressé et au noble caractère d'Arnoux de Loulle.

De son mariage avec Madelaine Dubois, ce zélé citoyen avait eu deux fils (1) et deux filles ; par son testament du 8 juin 1619, il institua héritiers universels par égales parts sa femme et son fils aîné, Pierre, docteur en droit et avocat consistorial, confirmant néanmoins au profit de ce dernier la donation contenue en son contrat de mariage du 3 juin 1601, avec Hélène Tardy, du tiers de tous ses biens, et le substituant à toute la part laissée à Madelaine Dubois, sauf une somme de 1000 livres dont elle pourrait disposer. Son fils Ennemond, habitant Marseille, re-

(1) D'après M. l'abbé Jules Chevalier, il en aurait eu un 3^e, François, né le 12 mai 1586, mais déjà mort en 1619, puisque les testaments de ses père et mère ne le mentionnent pas.

cevait en don, outre les 4000 livres et les meubles donnés suivant quittance du 5 mai 1607, tout ce qu'il lui avait avancé depuis lors et qui se trouvait écrit dans un livre de raison, commencé en 1572 (1), et chacun des enfants nés du mariage dudit Ennemond avec Catherine de Moret, appelés Arnoux et Pierre, obtenait 3000 livres payables à sa majorité, et avec substitution en cas de prédécès de l'un au profit de l'autre et une pension de 300 livres.

Quant à Louise de Loulle, veuve de Louis Bernard, marchand de Romans, et à Ennemonde, veuve de Benoît Bourgeois Mornas, aussi marchand de la même ville, filles d'Arnoux, elles avaient chacune un legs de 3000 livres, outre leurs dots, et si elles mouraient avant lui, leurs enfants leur étaient substitués.

Parmi ses œuvres pies nous citerons un legs de 300 livres à l'aumône générale, 100 à l'Hôtel-Dieu ou hôpital de Jacquemard, 50 à la Confrérie du St-Sacrement, autant à celle de St-Etienne.

Arnoux voulut être inhumé dans le tombeau qu'il s'était fait construire audessous de la chapelle de N.-D. de Grâces, dans le cloître de l'église collégiale de St-Barnard (2) et il

(1) Epoque présumée de son arrivée à Romans et du commencement de son commerce.

(2) Le 30 juin 1600 Arnoux de Loulle avait obtenu du chapitre la permission « de bastir et esdifier une crotte ou cave-voutte pour sa sépulture et celle des siens à perpétuité à l'entrée de la chapelle N.-D. des Grâces aux cloistres, du costé de l'entrée du portal des Merletz, tout près de l'allée de montée à la chambre des comptes, » moyennant une distribution annuelle à chaque chanoine et prêtre de 2 livres de pain blanc et de 2 pots de bon vin clair et à chacun des esclaffards, secrétaire, bâtonnier et marguillier qui assistera à la messe de fondation du 25 mars, d'une livre de pain blanc et d'un pot de vin : redevance rachetable moyennant 40 écus 10 sols ;

disposa que 26 pauvres accompagneraient son convoi, portant des cierges, et qu'il serait distribué une aune et demie de drap, un chapeau et une paire de souliers à chacun d'eux.

De son côté, Madelaine Duboys, sa veuve, testa le 21 août 1620, élisant pour sépulture le tombeau de son mari, prescrivant à peu près les mêmes legs pieux, instituant héritier universel Pierre, son fils aîné et attribuant 900 livres à Ennemond, son autre fils, 600 à chacune de ses filles, Louise et Ennemonde, et 10 sols tournois à Arnoux et Pierre de Loulle, enfants d'Ennemond, ainsi qu'à Jean, Guillaume, François, Ennemond, Madelaine et Anne Bernard et à Madelaine Bourgeois, ses autres petits-enfants.

A. DE B.

(A continuer.)

mais en 1692, les chanoines ayant réparé l'église et les cloîtres qu'ils destinèrent à leur vestiaire et à un passage, cédèrent en échange à Jean-Augustin de Loulle la propriété de la première chapelle et du caveau, sis à main droite, dans la grande nef, vis à vis celle du chanoine de Salle, pour 350 livres, l'autorisant à y faire transporter les ossements des membres de sa famille à faire apposer ses armes sur l'arcade voûtée et aux autres endroits de la chapelle et à la faire litrer pendant l'année de deuil, soit en peinture, soit en étoffe.

(Archives de la famille)

LA CUISINE AU MOYEN AGE

Jusqu'à nos jours, on attribuait à la Renaissance, c'est-à-dire à l'influence de l'Italie sur la France lors des alliances avec les Médicis, l'élan que l'on remarque vers ce temps, à tous les arts qui servent au confort et à l'embellissement de la vie française. Sculpture, peinture, littérature, mobilier etc., on faisait tout dater de cette époque, et on n'admettait de progrès en tous genres que de cette phase chérie de notre existence. A en croire nos anciens classiques, la France à l'état de momie, roulée dans les bandelettes de la Barbarie, dormait du sommeil du juste, et ne faisait aucun effort pour arriver à cette civilisation artistique de la fin du seizième siècle ; elle ne pouvait se mouvoir, et attendit pour progresser que sa voisine l'Italie lui communiquât l'étincelle électrique ! Cette opinion, depuis quelques années a été vivement battue en brèche par nos études historiques ; une foule de nos archéologues modernes, a tiré des limbes de nos bibliothèques, des populations de littérateurs, de peintres, d'artistes en tous genres, oubliés depuis des siècles ; le public s'en est ému, mais il n'a pas été pleinement convaincu de la généralité de ce mouvement.

« Quelques arts, a-t-il dit, progressèrent avant l'influence italienne, mais à titre d'exceptions seulement, et on ne les vit pas, comme depuis, marcher tous ensemble vers le perfectionnement général, en se donnant une main secourable, car tous les arts sont frères etc. »

Il est temps enfin de faire violence à l'opinion publique sur un jugement adopté trop à la légère, de lui persuader que la France fut toujours ce que nous la voyons être maintenant, c'est-à-dire, avide d'entreprises, de découvertes, de tout ce que, à tort ou à raison, elle a considéré comme des perfection-

nements, et que si l'on peut d'une manière indiscutable, suivre ses efforts dans les sciences importantes pour la civilisation, on peut, en examinant les choses de très près, la voir s'avancer hardiment dans les arts les plus minimes, et leur faire emboîter le pas avec leurs supérieurs, même quand ils sont tellement au dessous d'eux, qu'ils n'osent qualifier du nom d'artistes, les novateurs qui sont à leur tête.

Dans ce but, je vais prendre mon point d'étude dans le plus minime d'entr'eux, et essayer d'appeler l'attention du lecteur sur l'art culinaire qui est tout au bas de l'échelle; je vais tâcher de lui montrer clairement ce qu'il était vers les premières années de 1300, la carrière qu'il avait parcourue, et les complications qui lui avaient été imposées vers 1440: on verra s'il était réellement resté stationnaire au milieu du mouvement des grands arts ses voisins, et si, pour les suivre, il n'avait pas dans sa petite sphère, essayé comme eux une foule d'innovations plus ou moins heureuses.

Il y avait plus de cinq siècles que les Bourguignons avaient quitté les forêts de la Germanie, lorsque Humbert II hérita de son frère du gouvernement de notre province; cependant à une époque si éloignée de celle de leur invasion, on retrouve ce me semble, jusque dans l'intérieur de leur ménage, un vague souvenir de cette vie des bois qu'ils menaient avant de s'être adonnés à la culture des terres. Les coutumes, ces traditions vivaces, qui subsistent si longtemps après les causes qui leur donnèrent naissance, voulaient encore au temps d'Humbert, que l'hospitalité s'exerçât envers des hôtes distingués, non par le soin de couvrir leurs tables de mets recherchés et délicats, mais par une abondance énorme de la nourriture la plus ordinaire, dont on proportionnait la quantité et le poids au degré de considération mérité par la qualité des convives. Il y avait encore dans cet usage, ce me semble, un vague souvenir dont certes les contemporains d'Humbert ne se rendaient plus raison, de cette vie de chasseurs menée en Germanie par leurs ancêtres, vie où la subsistance, chez des populations nomades, n'é-

taut pas complètement assurée, où l'on se réjouissait et où l'on mangeait énormément quand la récolte de gibier était heureuse, mais où on n'était nullement assuré d'un repas suffisant pour le lendemain; il fallait donc en profiter, dépasser son appétit, et lester son estomac de manière à supporter le jeûne que l'intempérie des saisons, ou toute autre cause accidentelle pouvait infliger dès le lendemain de la fête.

Les tribus sauvages, nos contemporaines, ont encore les mêmes habitudes, et nos voyageurs dans les déserts de l'Afrique et de l'Amérique, s'étonnent encore tous les jours, de l'énorme quantité de nourriture qu'elles absorbent dans l'occasion, et des longs jeûnes qu'elles supportent après, sans voir décliner leurs forces; la nécessité leur a donné sous ce rapport, comme aux animaux carnassiers, une faculté que l'homme assuré de sa subsistance journalière a bien de la peine à comprendre. Un autre souvenir, peut-être de la même époque, c'est l'exclusion que dans le règlement de son ordinaire, le Dauphin semble donner au gibier, que son abondance peut-être faisait regarder comme indigne de figurer sur ses tables; sans cette supposition, on ne pourrait comprendre comment le Dauphiné couvert alors de vastes forêts, habité par une noblesse si chatouilleuse sur ses droits de chasse, n'offrait sous ce rapport aucune ressource à la table de son souverain. Il y a peu d'années encore, la même raison faisait bannir la venaison des tables d'hôtes bien servies de la portion la plus giboyeuse de l'Allemagne, où l'on regardait comme bien plus délicates les viandes produites par l'élevage et l'engraissement des animaux domestiques.

Une dernière remarque à faire, avant d'analyser les règlements d'Humbert pour sa maison, c'est que ce petit souverain n'était pas comme ses prédécesseurs resté toujours confiné dans les montagnes qui entouraient la belle plaine du Graisivaudan; qu'il avait beaucoup voyagé, et qu'après avoir longtemps résidé dans les cours de Hongrie et du roi de Sicile, souvent visité celle du Pape, soit à Avignon soit à Rome, il arrivait dernière-

ment de Paris, après un séjour assez long à la cour de France : ce qui chez un prince comme lui, ami du luxe et des nouveautés, donne un caractère de généralité aux changements qu'il allait introduire chez lui, et nous montre à peu près ce que devait être le régime des cours qu'il avait si longuement fréquentées. Notre grand historien Valbonnais, ayant consigné dans les notes qui suivent son ouvrage, si généralement lu en Dauphiné, les plus minimes renseignements sur les mœurs et usages de la cour d'Humbert II, je m'abstiendrai dans cet article de m'étendre longuement sur tout ce qu'il en rapporte, renvoyant le lecteur à une source si facile à consulter ; je n'en dirai que ce qu'il est nécessaire d'en savoir pour constater ce qu'était la cuisine à son époque, et faire comprendre aux lecteurs les changements qui y furent introduits dans le siècle suivant ; ce sera donc le *Vlandier du Roi*, ouvrage bien rare maintenant, et que bien peu de gens s'amuse à parcourir qui fera le fond de cet article ; étude bien futile en apparence, mais qui, comme nous l'avons dit dans la page précédente, prend une certaine valeur du moment où elle aide à combattre une opinion historique trop légèrement adoptée, en apportant une parcelle de preuve à un vaste procès, non complètement gagné aux yeux d'un très grand nombre de nos publicistes.

Règlement du Dauphin en 1336.

Notre Dauphin Humbert II avait, dans son palais de Grenoble, une bien nombreuse cour à nourrir, ainsi que le prouve la liste qui nous est parvenue de ses convives habituels ; outre ses barons et ses bannerets qui, à ce qu'il paraît, n'y faisaient pas de longs séjours, il y hébergeait à peu près tous les hauts fonctionnaires de ses terres soit civils soit militaires, ses conseillers, ses sénéchaux, les officiers de son hôtel avec leurs écuyers, leurs montures, et leurs suites ; ce n'était pas la noblesse seule qui était invitée à ses réceptions princières, la liste nous signale une foule d'ecclésiastiques, de religieux, de notaires et de

bourgeois de sa bonne ville, et finit même par indiquer en masse comme convives obligés, tous ceux qu'il avait mandés dans sa capitale, par suite des nombreuses affaires qu'il avait constamment dans les lieux qui en étaient à une assez longue distance.

Il avait quatre tables différentes pour caser des convives de qualités si diverses: la première, présidée par lui, était réservée à ses barons et à ses comtes; la deuxième aux officiers de sa maison et aux chevaliers qui étaient les commandants de ses troupes; la troisième était destinée aux aumôniers, aux religieux, à ses écuyers et à ceux de ses convives; la quatrième, enfin, recevait les serviteurs de son hôtel et toute la domesticité. Les deux dernières se dressaient dans le *Tenello* que je traduis par le mot réfectoire, et l'*hospicium* qui me semble répondre à ce qu'on appelle le commun des cuisines. La Dauphine paraît avoir eu également sous sa surveillance, quatre tables correspondantes à celles de son époux. Humbert ne cesse de répéter à ses domestiques, qu'il exige qu'elles soient garnies avec le même soin et les mêmes quantités que celles réservées aux hommes de sa cour. Il paraît, qu'à cette époque, les deux sexes ne se réunissaient pas à l'heure des repas, et les prenaient dans des salles particulières.

On servait deux fois par jour, et à des heures annoncées soit par le son de la cloche, comme dans les couvents, soit par les trompettes comme dans les casernes; le dîner, qui tenait lieu du déjeuner actuel, paraissait avoir été fixé à l'heure de midi, car le prince n'indique pas de retard pour les jours de jeûne, dont il était cependant très exact observateur. On ne peut deviner l'heure du souper; tout ce que l'on servait était strictement mesuré et pesé d'avance, car le Dauphin se montrait intraitable sur les quantités auxquelles leur rang, dans la société, donnait droit à chacun des convives; l'étiquette voulait que sa part et celle de la Dauphine fussent toujours le double de celles des autres convives, même de celles de ses barons les plus favorisés d'entr'eux.

Le *rotule* est indiqué comme poids légal de toutes les viandes. *Ducange* dit, qu'à Naples, il pesait 32 onces (deux de nos livres); vu le long séjour de notre Dauphin dans cette ville, il est probable qu'il l'avait conservé tel qu'il était usité dans ce pays. *Valbonnais*, sans indiquer les raisons sur les quelles il se fonde, croit qu'il pesait, en Dauphiné, jusqu'à six et sept livres, ce qui constituerait des portions énormes à tous les commensaux du palais delphinal. Quant à ce que l'ordonnance appelle la *mesure* et qui servait à rationner le vin et les liquides, l'incertitude est encore plus grande, et on voit seulement qu'elle contenait un certain nombre des *pots* de vin de cette époque.

Toutes ces tables étaient desservies avec le même menu de cuisine, ainsi que le prouve le règlement; la seule différence était dans les dimensions des mets servis à chaque convive, de sorte qu'à la quantité près, affaire d'étiquette, le prince à une fort légère différence, avait tous les jours le même ordinaire que le dernier des palefreniers de sa maison. Un ordre qui ne pouvait être transgressé, fixait pour chaque jour de la semaine, le nombre et la qualité des mets à servir, et notre Dauphin inaugurant tant de siècles avant lui, la science du *baron Brisse*, résumait dans sept petits articles tous ses repas de l'année, et gravait dans quelques lignes, bien aptes à se fixer dans la mémoire de ses cuisiniers, un espèce de *calendrier perpétuel* qui ne laissait aucune excuse à leur négligence, et il faut l'avouer, leur interdisait en même temps, toutes innovations que leur imagination aurait pu leur suggérer d'essayer de commettre.

Menus perpétuels du palais Delphinal vers 1336

Pour le *dimanche*, le feuillet ayant disparu, on ne connaît que le menu du souper : un rotule chair de porc rôti, avec assaisonnement convenable, deux pâtés garnis chacun d'une poule ou de deux petits poulets, fruits et fromage. Cette portion

est celle de la première table ; à la seconde un seul pâté pour deux convives, et aux deux autres, des pâtés de rotule de porc au lieu de volaille.

Le *lundi*, un potage d'une purée de pois-blancs, fèves ou ciceroles ; un potage pareil pour deux convives à la seconde table, diminution de portion pour celle des écuyers etc. Comme entremets je veux, dit Humbert, que l'on me serve de bonnes *andouilles*, bien nettoyées et cuites à l'eau, en assez grande quantité pour *envoyer aux convives de mon choix* ; un rotule de bœuf, un de mouton dont le jus sera relevé avec poivre, je veux que l'on serve les épaules du mouton le même jour et qu'on ne les garde pas pour le suivant. Diminution de portion ordinaire pour les autres tables. Pour le souper on aura, à la première table, un entremets de six chapons ou douze petits poulets, un demi-rotule de bœuf, fortement salé, moins de fruits qu'au dîner : proportions moindres pour les autres tables.

Le *mardi*, au lieu de potage, riz artistement préparé, avec raves ou navets, une livre de viande salée, un demi-rotule de bœuf bouilli, assaisonné de roquette en guise de salaison, des poireaux, si c'est la saison, plus un entremets de six grosses poules fendues par le milieu, ou douze poussins en *civerio* ? un rotule de porc au deuxième service, et diminution aux autres tables : Au souper, langues de bœuf rôties *sauce cameline*, pieds de bœuf au vinaigre et persil, fruits et fromage.

Le *mercredi* n'a point de menu spécial ; on répète celui du lundi ; mais comme beaucoup de gens font maigre ce jour là, on cherchera du poisson, si l'on peut en trouver pour les barons et même les chevaliers. S'il n'y en a pas, chacun de ces derniers aura huit œufs, les écuyers quatre etc. Le souper sera semblable au dîner.

Le *jeudi*, pas de menu spécial ; on répète celui du dimanche.

Le *vendredi*, comme les autres jours de jeûne, on ne fait chez le dauphin qu'un seul repas, cependant durant le Carême, on servira deux potages de pois-blancs ou de pois-chiches, avec

choux et raves. Au cas où on ne pourrait pas se procurer du poisson, *même pour notre personne* (on voit que notre Isère n'était déjà guère poissonneuse), on me servira, dit Humbert, vingt œufs frais soigneusement accommodés, douze aux barons etc. Je veux, ce même jour, des pâtés de Lorraine ou quelque autres fritures, et des fruits.

Le *samedi* aura également deux potages, un bouillon d'amanthes, et une purée de fèves, mêlée d'oignons et d'huile d'olives. Si l'on ne peut avoir du poisson, seize œufs pochés avec bonne sauce pour le Dauphin, huit aux barons etc. Le même jour, un entremets aux fines herbes, et huit œufs à la braise, fruits et fromage. M^{me} d'Anthon, et M^{lle} de la Tour seront servies comme les barons chez la Dauphine, et les autres femmes suivant l'ordre des tables où elles sont réparties.

Outre les deux repas annoncés par sonneries, l'ordonnance en cite deux autres, moins solennels, pour ceux qui n'auraient pas trouvé les premiers suffisants ; ils se prenaient au *Tenello* où étaient des buffets fréquentés par les écuyers et les gens de service. Les jours où il n'y a pas jeûne, dit le Dauphin, le panetier remettra, le matin, dans cette pièce, une nappe et des petits pains ; le bouteiller six mesures de vin, et le cuisinier un rotule de bœuf, pour qu'on puisse y manger promptement. Un autre est annoncé plus vaguement : on y apportera quelques mesures de vin, pour qu'on y puisse boire après le sommeil de la journée.

Le vin était de trois qualités différentes : le Dauphin en veut pour lui huit mesures à chacun de ses repas, et deux, dans sa chambre, pour le sommeil de la nuit, les chevaliers auront deux mesures par repas etc. Le soir, la Dauphine a droit à deux mesures pour la nuit, les dames et demoiselles à cette occasion, sont rationnées comme les barons à deux mesures et un pot. J'aime à croire que ce n'est qu'une question d'étiquette et qu'il n'est pas nécessaire de renouveler chaque jour cette honnête provision.

Quant au pain, on doit en servir de deux qualités tous les

jours, du blanc qui pèsera une livre et demie, et le Dauphin en aura quatre pour son dîner, plus huit petits servant aux *incisions*. Ducange dit qu'on y introduisait un comestible, dont il n'a pu deviner la nature ; les chevaliers n'ont que deux pains blancs et quatre petits etc. . .

Nous ne suivrons pas Humbert dans son règlement, pour le luminaire, qui sort de notre sujet, ni sur ses distributions de vêtement d'été et d'hiver à ses convives ; mais nous dirons qu'il a trois cuisiniers pour les sept menus perpétuels que deux répétitions réduisent à cinq ; que ces trois officiers de bouche, ont chacun un cheval dans ses écuries, pour l'accompagner dans ses voyages. Il paraît qu'il n'aurait pas trouvé des artistes aussi distingués dans les cuisines du Dauphiné à cette époque : ce qui donne une petite idée de la gourmandise de nos ancêtres ! Leur science cependant, d'après les menus, semble assez bornée ; car si l'on en retranche les viandes rôties, les œufs à l'eau ou à la braise que tout le monde est capable d'apprêter, il ne reste sauf le bouillon d'amandes, que des purées de pois blancs, de pois-chiches avec des choux, de fèves aux oignons et à l'huile, du riz aux navets, des pâtés de poules, et des fritures qualifiées de pâtés de Lorraine.

Mais il y a deux choses spécialement recommandées au maître-queux du palais, où son talent devait sans doute briller d'une manière spéciale, ce sont les andouilles que le prince servira lui-même aux convives les plus distingués, et la fameuse sauce *cameline*, dont cent ans plus tard le *Viandier du Roi* nous donnera la recette : c'était du pain brûlé et râpé, détrempé dans du vinaigre. Nos gourmets, sans en abuser, pourront, s'ils veulent, user de cette découverte. Telle était, pour nous résumer, toute la cuisine princière de cette époque. Si elle constituait déjà un art, on doit avouer qu'il était abordable à bien des mortels, et qu'il n'exigeait nullement les *qualités hors ligne* de l'homme de génie.

Un petit poème provençal, antérieur d'un demi-siècle aux ordonnances du Dauphin, intitulé *Débat entre Izarn et Sicard* ne nous donne pas une plus haute idée de la cuisine de cette

époque, il s'agit d'un évêque Albigeois, qu'un catholique veut ramener au giron de l'Eglise.

« Il ne faudrait pas croire, dit l'hérétique, quoique je jeûne
 » fréquemment, que la faim et la soif m'obligent à abjurer ma
 » doctrine ; car j'ai des amis opulents qui pourvoient à ces
 » besoins ; je mange chez eux d'excellente cuisine, des sauces
 » au girofle, de bons pâtés, le meilleur poisson, et du pain
 » bluté : choses qui valent mieux que la mauvaise viande et
 » que les *miches* que l'on sert dans vos couvents. »

Après avoir tâché de constater ce qu'était la cuisine vers la fin du treizième siècle, nous allons, grâce au *Vandier du Roi*, voir ce qu'elle était devenue cent ans plus tard ; était-elle réellement meilleure ? le doute est fort permis à cet égard ; mais il est certain qu'elle était bien autrement compliquée, qu'elle se composait déjà d'une masse énorme de recettes, et qu'un ouvrage tout entier qui leur était consacré, n'était pas inutile pour les rappeler à la mémoire des cuisiniers de cette époque.

Le Vandier du Roi, Taillevent, vers 1450.

Voici d'abord une préface de six lignes, qui je l'avoue humblement, a fait ma conquête, et que je recommande vivement à tous nos artistes actuels, qui se ruinent en frais d'impressions, dans l'unique but de faire leur éloge. L'auteur n'y fait pas la moindre gémflexion à son public, et chose incroyable dans notre siècle ! ne lui parle ni de sa personne, ni des récompenses et de la haute position que lui ont values tous ses mérites ; il va droit son chemin et, en quatre mots, vous met au courant de ce qu'il entreprend de vous dire.

« Cy après s'ensuit le *Vandier* pour appareiller toutes
 » manières de viandes, que Taillevent queux du Roi notre sire,
 » fit pour habiller et appareiller bouilly, roustys, poissons de
 » mer et d'eau douce, saulces, epices, et autres choses à ce
 » convenables, et nécessaires, comme cy après sera dit, et premièrement du premier chapitre. »

Pâques Dieu ! voilà ce que j'appelle entrer carrément dans une chaire professorale ! et sauf *peut-être* le petit avertissement qu'il commence son livre par le premier chapitre, je ne vois rien à y retrancher, et je dirais même plus rien, à ajouter à un si splendide exorde ! s'il va se livrer à la littérature, ce ne sera que pour ses contemporains et pour ses collègues en cuisine ; foin de toute la postérité ! que d'autres, pour son plaisir, lui fabriquent s'il leur plaît des livres à lire : il a si peu de souci d'elle, qu'il ne date pas même son volume ; s'il y parle d'un roi, c'est du roi *Notre Stre*, dont tous les cuisiniers de son temps connaissent parfaitement le nom de baptême. Il a si peu de faufuité sur l'avenir de son ouvrage, et croit si peu à l'embarras que peut causer son silence sur ce point, que ce n'est que par hasard, et à la trentième page seulement de son œuvre que l'on trouve une date approximative, encore Taillevant la donne sans songer à une gloire immortelle ; mais un artiste peut-il faire autrement que de garder le souvenir du plus beau jour de sa vie ?

C'est le 16 juin 1455, au *Bois-sur-la-mer*, qu'il servit à Monseigneur du Maine et à Mademoiselle de Châteaubrun ce magnifique repas, ce *chapelet* qu'il se fera un bonheur de nous détailler. O jour, à jamais mémorable ! et qui montre bien ce que peut la science quand elle inspire des facultés hors ligne !... mais ne nous laissons pas emporter par un enthousiasme prématuré, et, suivant son exprès désir, commençons par son premier chapitre.

(A continuer.)

H. DE P.



DE LA COLONNE DITE DE HENRI IV SUR L'ESQUILIN

« *Le Bullettino della Commisstone Archeologica comunale di*
» *Roma* a publié, dans le n° d'avril-juin 1882, une très intéres-
» sante notice de M. le professeur Joseph Tomassetti sur la
» célèbre colonne élevée à Rome, sur l'Esquilin, en mémoire
» de l'absolution solennelle accordée par le pape Clément XIII
» à Henri IV, après son abjuration. L'auteur a recherché avec soin
» les circonstances dans lesquelles la colonne a été érigée et
» les diverses vicissitudes qu'elle a subies jusqu'à son récent
» transfert près la Basilique de Sainte Marie Majeure. Il a
» très heureusement établi que le promoteur de ce monument
» était un Dauphinois illustre : *Charles d'Anisson*, vicaire
» général de l'Ordre de Saint Antoine de Viennois, qui joua
» avec succès un rôle considérable dans les négociations
» difficiles qui précédèrent l'absolution pontificale. Le religieux
» Antonin avait en outre composé l'inscription commémorative,
» placée sur la colonne au moment de l'érection et enlevée au
» siècle suivant, et dont un fragment important a été depuis
» peu retrouvé. Les faits historiques rapportés dans cette notice,
» jusqu'à ce jour peu étudiés, étaient ou inconnus ou obscurs :
» un nouvel attrait s'attache au travail du savant professeur
» Romain par la découverte de curieux documents inédits. Je
» citerai notamment une inscription et la médaille com-
» mémorative de l'érection de la colonne, qui toutes deux sont
» l'œuvre d'Anisson. Je signalerai également de nouveaux
» renseignements sur les Antonins et sur leurs possessions en
» Italie.

» J'ai pensé qu'il y avait un réel intérêt pour notre histoire Nationale et surtout pour notre histoire Dauphinoise à publier la traduction de cette notice. Aussi, me suis-je empressé de solliciter l'autorisation préalable de la *Commission Archéologique*; et cette autorisation, très gracieusement accordée, m'a été transmise par mon éminent confrère, M. le commandeur C.-L. Visconti, dont les travaux épigraphiques sont si appréciés dans le monde savant. Cette traduction a été faite scrupuleusement, mot à mot et sans aucune prétention littéraire : j'ai recherché l'exactitude et non l'élégance. »

FLORIAN VALLENTIN.

La Colonne dite de Henri IV a été enlevée dans le mois de mars 1875, en suite des travaux municipaux exécutés sur la place de l'Esquilin. La *Commission Archéologique communale*, à la même époque, en proposa le rétablissement dans un lieu voisin. En 1880, la Junte municipale de Rome interpellait le Conseil relativement à la nouvelle érection de la colonne; et le Conseil, conformément à l'ordre du jour de M. le Conseiller Commandeur Jean-Baptiste de Rossi, décréta que la colonne serait élevée à côté de la Basilique de Ste-Marie Majeure, où elle se voit aujourd'hui. Le transfèrement de la colonne a donné lieu, sur la valeur historique du monument, à une découverte que la Commission a cru utile de publier dans ce Bulletin. Honoré de cette mission, je m'efforcerais de la remplir en commentant avec la plus grande brièveté l'histoire du monument et en ajoutant les renseignements nouveaux que les actes de l'Office Archéologique, et d'autres recherches minutieuses, m'ont permis de connaître.

La colonne est de granit rouge, haute de 3 m. 50 c., taillée de bas en haut en forme de fût de candelabre, avec deux anneaux, l'un qui présente quelques traces de lettre sur le milieu du fût même, et l'autre près du sommet. Elle est couronnée d'un chapiteau corinthien de marbre blanc, sur lequel est fixée une croix de marbre brun verdâtre ornée à ses extrémités de fleurs

de lys en bronze ; d'un côté, est le Christ crucifié, de l'autre la Vierge avec l'enfant Jésus sur les bras, portant une couronne radiée placée sur une demi-lune.

Ces figures sont toutes deux en bronze et d'un excellent travail. Les armoiries de Clément VIII, de Benoît XIV et de Henri IV ornent le piédestal sur lequel on lit une moderne inscription qui attribue à Benoît XIV la restauration du monument, *temporis iniuria collapsum*, autrefois dédié par Clément VIII en l'honneur de la Vierge. Si l'histoire de la colonne devait être tirée de cette inscription elle serait très défectueuse, et même contraire en partie à la vérité. En effet, des témoignages les plus certains il résulte que la colonne fut bien érigée, sous le pontificat de Clément VIII, mais non par ses soins, et qu'elle ne fut pas dédiée à la Vierge (1). L'inexactitude de l'inscription fut occasionnée par l'absence d'une autre plus ancienne, c'est-à-dire de l'inscription originale, qui avait été enlevée presque un siècle auparavant, et par l'obscurité des souvenirs concernant le monument lui-même.

Par-dessus tout, il convient d'établir que le motif unique de l'érection de cette colonne fut la commémoration d'un fait solennel qui eut une grande portée politique, je veux parler de l'absolution donnée par Clément VIII à Henri IV, ensuite de son abjuration du Calvinisme qui eut lieu en 1593 avant son entrée à Paris (2). En effet, cet acte très important du pontife, après avoir été combattu par Philippe II, qui se voyait perdre par là le premier rang parmi les princes catholiques, devait être chaudement approuvé par les Français (3). La bénédiction du roi de France n'était pas seulement avantageuse pour Clément VIII au point de vue politique, en ce qu'elle rétablissait l'équilibre entre deux royaumes qui se disputaient la primauté et qu'elle plaçait le pape dans une situation indépendante (4) ; elle réjouissait aussi les autres Etats de l'Italie, qui pouvaient, par là, se délier quelque peu, de la servitude Espagnole.

La preuve de l'importance, que les Français attribuèrent à cet acte, nous est fournie par le nombre et par la qualité des personnes qui s'entremirent pour l'obtenir, comme aussi par

les écrits qui eurent lieu à ce sujet. Quant aux mandataires de Henri IV, d'après les documents complexes on peut déduire que ce furent, d'abord le Duc de Nevers qui ne conclut rien, et qui publia une vivante relation de sa mission (5) ; et après lui, avec une issue heureuse, M. de la Clielle; le doyen des auditeurs de Rote, Séraphin Olivier; le duc de Guise; le cardinal d'Ossat; le cardinal Caetani; du Perron, qui fut depuis cardinal, et l'abbé de St-Antoine de Viennois, Charles d'Anisson, dont je parlerai plus loin (6).

Etant donnée la gravité de l'affaire, son heureux succès fut célébré et fêté principalement par ceux qui l'avaient conduite. Ce fut justement sur la place de St Antoine à l'Esquilin, qui appartenait aux moines Antonins de Viennois, et qui était par suite considérée comme sol français, que fut élevé un durable souvenir suggéré par le sentiment religieux et par l'amour national.

Avant d'exposer les vicissitudes de la colonne, je noterai en passant que ces religieux Antonins eurent cette église avec l'hôpital contigu sur la fin du XIII^e siècle, quand le cardinal Capocci fit restaurer ce très ancien édifice et construisit la très élégante porte que l'on admire aujourd'hui, et sur l'architrave de laquelle se lit l'inscription commémorative (7).

(A continuer.)

NOTES.

(1) L'inscription qui se lit aujourd'hui est la suivante : *Benedictus XIV pont. max. | publicum hoc monumentum | deiparæ Virgini sacrum | a Clemente VIII pont. max | erectum | temporis iniuria ruina | collapsum restituit | anno domini MDCCXXXV*. Outre cette inscription il y a celle en italien que la Commission Archéologique a fait graver pour rappeler la translation de la colonne de la place de saint Antoine.

(2) Les actes de l'abjuration de Henri IV se trouvent dans la *Mantissa Codicis iuris gentium* de Leibnitz par. II page 374 et s.

(3) Clément VIII avait hérité des idées de Sixte V relativement à la lutte entre la France et l'Espagne (Cf. De Huebner *Sixte V*, II, p. 378). Ce n'est pas ici le lieu de raconter les négociations de Henri IV avec le Pape concernant son absolution, parce que je dépasserais les limites prescrites par le sujet. Certaines particularités peuvent se lire dans les *Lettres du card. d'Ossat avec des notes historiques et politiques de M. Amelot de la Houssaie*, Amsterdam (Humbert) 1708 ; d'autres encore dans la *Relazione della reconciliazione, assoluzione et benedictione del serenissimo Henrico quarto christianissimo re di Francia et Navarra* de Jean Paul Mucante Viterbo (Colaldi) 1595. J'ai vu un exemplaire de cet opuscule dans la bibliothèque *Angelica* (HH. 5, 19), qui contient de nombreuses notes manuscrites en marge qui me paraissent de l'auteur, parce que l'écriture est la même que celle d'un autographe qui existe dans son *Diario* (Codice Vaticano 4993). D'autres documents se trouvent dans l'opuscule de Muzio Piacentini intitulé : *la felicissima benedizione del cristianissimo re di Francia e Navarra Enrico IV* (Ferrara 1595).

(4) Ranke, *Die Römischen Päpste in den letzten vier Jahrhunderten* 7^e édit. II, p. 169. Il observe avec raison que la reprise de Ferrare fut un des effets de ce changement politique; et que dans ce fait on revoit pour la première fois l'influence de la France dans les affaires d'Italie.

(5) *Mémoires de M. le duc de Nevers*, II.

(6) Les lecteurs me permettront une courte digression historique et bibliographique sur ces deux chefs de preuve. En ce qui concerne les personnages susnommés, je noterai que pour ce qui touche à M. de la Cliche, qui rouvrit les négociations, on doit consulter d'Ossat (I p. 251 et 357 et note 5, II p. 77, note 3, où il est parlé de son admission, à la présence du Pape, par l'intermédiaire d'Olivier.) Le parti espagnol, excepté l'impartial cardinal de Tolède, ne nie pas l'échec souffert en cette grave affaire en attaquant Séraphin qui avait été le principal intermédiaire. Les autres œuvres à consulter sont : Davila *Guerre civile di Francia* (liv. XIV); Nevers dans ses mémoires; Capefigue, dans *l'Histoire de la réforme* tome VII; *Les ambassades du cardinal du Perron* vol I ; les *Relazioni Venete* du temps, les lettres de Paul Paruta dans *l'Archivio dei Frari*, et d'autres documents reproduits par Gayet dans la *Collection universelle des mémoires*, tom. 58; Voltaire, *Hist. du parlement* c. 34-36; Baronio et

S. Filippo Neri les *ms. Vallicelliani* A, 7 f. 87, vo, 13, f. 942, V. Capecelatro *Alf. Vita di S. Filippo Neri* II p. 658 et suiv. — En ce qui concerne l'autre preuve c.-a.-d. la guerre de presse qui dut avoir lieu pour l'absolution, je cède d'abord la parole à Cancellieri, qui s'exprime ainsi : « Henri IV, persuadé par le duc de Guise et par le cardinal Henri Caetani, députa les ambassadeurs du Perron et d'Ossat pour recevoir son absolution de Clément VIII dans l'*atrium* de S. Pierre. Hénault dans l'*Abrégé de la France* raconte, qu'après il commença à donner indistinctement à tous les cardinaux le titre de *cousin*, au lieu de *cher ami* qu'il donnait à ceux qui n'étaient pas *princes* ou *favoris*, et en outre il concéda au chapitre de S. Jean l'abbaye de Clairac, dans le diocèse d'Agen, par les soins du chanoine Jean-Baptiste Teobaldo dont Crescimbeni rapporte l'inscription (p. 133). Pierre Antoine Serassi dans la vie de J. Manzoni (p. 99) examine si un de ses discours remis à Mgr du Perron et présenté à Clément VIII, a déterminé ce pontife à rebénir Henri IV. Voir Duc de Nevers : *Raisons et exemples allégués à Clément VIII pour l'absolution de Henri de Bourbon* : Bergame, Comin Ventura, 1616, in-8 » (Cancellieri *Possessi* p. 505). Je puis ajouter à ces documents une autre indication qui n'est pas sans importance. Les Espagnols répandirent contre la bénédiction de Henri IV une *Asserzione scolastica*, qui démontrait qu'il y avait huit empêchements à cet acte, et que le Pape n'aurait pu le faire sans déroger aux Conciles et aux sentences des Pères. Il se publia aussi une *Risposta all'asserzione scolastica già fatta in favore del christianissimo Henrico IV re di Francia et Navarra, data in luce dal sig. Francesco Ant. Cardassi da Bari dedicata all'ill. ed ecc. sig. Ant. de Medici gran prior di Pisa* Vicence (Jean-Pierre Giovannitri) 1600. J'ai trouvé en outre une *Oratione del sig. Laxaro Soranzo ad Henrico quarto christianiss. re di F. e di Nav. nella assoluzione data a Sua Maestà da Clem. VIII sommo pont.* Bergame, Comin Ventura, 1596. Les muses elles-mêmes ne purent pas rester silencieuses en présence d'un aussi grand événement : aussi avons-nous une *Canzone sopra la conversione e benedizione di Enrico IV re di Fr. e Nav. di suor Isabella da Colle Cervoni*, Florence, Marescotti, 1597.

(7) Il est inutile de faire ici l'histoire de l'église et de l'hôpital. Un résumé à raison de leur antiquité et de leurs vicissitudes me semble utile puisqu'il s'agit d'édifices qui dans les transformations nécessaires de la Cité, vont disparaître, et dont les souvenirs de-

viennent par suite de plus en plus rares et précieux. L'église s'élève près d'une antique basilique qui à l'origine fut un palais somptueux construit par le consul Junius Bassus, contemporain de Constantin, et qui possédé ensuite par le Goth Flavius Valila, au 5^e siècle, fut par lui laissé par testament au Pape Simplicius qui le destina à un usage religieux en le dédiant à St-André. M. le Comm. de Rossi en rappelant les souvenirs épigraphiques de ce lieu, et en y ajoutant ceux inédits de Panvinio, de Winghe, de Ciacconio et de Pierre Sabino a refait l'histoire de cette Eglise ; et sur les dessins inédits de Sangallo il a restitué le plan et une partie des décorations de l'antique basilique (Bull. di Arch. Crist. 1871, 1872). Près de la dite église fut également fondé un couvent, qui dans le *liber pontificalis* est appelé *S. Andres apostoli quod barbarum nuncupatur* ; de même le nom *Catabarbara patricia* est également donné dans les textes à l'église contiguë, d'après le barbare Valila qui en fut le donateur). Avec la marche du temps, l'église tomba en ruines, et alors le cardinal Capocci, en fit construire une nouvelle tout auprès. Mais l'hôpital subsista toujours et peut-être fut-il dédié à S. Antoine avant la nouvelle église, ainsi que l'indique Terribilini (mss. Casanatense II.f.181 ets.) qui le déduit du passage de la *Vita S. Francisci* (chapt. 3) où il est dit que St François a été *inventus iuxta lateranum in hospitali S. Antonii*. En ce qui concerne ce document on peut consulter la monographie de frère Philippe M^e Rossi : *Lettera di grata relazione storica tra S. Benedetto, il di lui ordine e il monistero di S. Antonio abate in Roma delle monache Camaldolesi, con S. Francesco e l'ordine suo*, Rome, Bertinelli, 1855. Toutefois je ne me dissimule pas une difficulté, à savoir que la *Vita S. Francisci* peut avoir été compilée lorsque les Antonins étaient déjà en possession de l'église et de l'hôpital qui pourtant était antérieurement appelé de ce nom. D'autre part il est certain que le cardinal Capocci, ou ses exécuteurs testamentaires, construisirent aussi l'hôpital, comme le dit clairement l'inscription plusieurs fois publiée (Galetti, *Inscr.* I, p. 195), et alors il fut peut-être dédié à S. Antoine. Voir Cancellieri dans ses notes inédites concernant les églises de Rome : (*Cod. Vatic.* 9163, f. 171). Du reste sous les Antonins l'antique basilique alla toujours en décadence ainsi qu'il résulte d'une très curieuse particularité découverte par M. de Rossi : ces moines distribuaient comme remède contre les fièvres une certaine poix, qui n'était autre chose

que le mastic des précieuses mosaïques (*opus sectile*) qui embellissaient l'édifice (*Cod. Vatic. 6437 f. 36, 37*). L'hôpital a été restauré par Pie IV, comme le prouve l'inscription qui nous a été conservée dans les notes de Terribilini : *Pius IIII Medices pont. opt. max | huius hospitalis instaurator*. L'église fut restaurée au 15^e siècle par le prieur Constance de Guillaume, comme il résulte de l'inscription recueillie par ce même auteur : *Constantius | Guillelmi pbr | aedem hanc vetustate collabentem | a fundamentis instauravit | MCCUCLXXXI*. Au siècle suivant le prieur Charles d'Anisson fit venir de France un ancien volume, dans lequel étaient représentés les gestes de S. Antoine qu'il fit reproduire sur les murs de l'église par G. B. Lombardelli, (*Moroni Dizionario di erudiz. vol. VI, p. 307*) ou plutôt par G. B. Montano dit della Marca (*Mibby Roma mod. I, p. 102*). Le cardinal Santorio au XVI^e siècle fit construire le palais annexé et les greniers voisins. La dernière restauration de l'hôpital nous est donnée par l'inscription connue de 1713 (*Galetti op. cit. I, p. 196 etc.*) qui a été récemment remise par le Corps du Génie militaire à notre Commission.



ESSAI HISTORIQUE

SUR LA TOUR DE CREST

(SUITE. — Voir les livr. 58, 60, 61, 62, et 63).

XI

DERNIERS PRISONNIERS

La tour de Crest ne fut point la prison de l'arbitraire capricieux, du despotisme fantasque, de l'inquisition ecclésiastique et bureaucratique ; c'était une maison de correction et rien de plus.

M. VICTOR DE ST-GENIS, *Une prison d'Etat sous l'ancien régime*, manusc.

Un détail recueilli dans les archives de Cléon d'Andran, tout récemment étudiées, comble une lacune du précédent chapitre et nous le transcrivons.

Louis XIII, en 1642, guerroyait contre l'Espagne ; il chargea Berthodi et Bruhac de conduire dans la tour de Crest les prisonniers faits « en l'ajournement de Villefranche en Catalogne, » et le 1^{er} mai, ces commissaires y amenèrent 76 Espagnols, à la garde desquels veillaient douze hommes par jour, six fournis par la ville et six par les villages voisins.

Or, il advint que Cléon d'Andran eut à pourvoir en

même temps à l'entretien des prisonniers espagnols placés dans la citadelle de Montélimar : de là ses réclamations légitimes (1).

Les lois de la guerre ont leurs rigueurs comme celles de l'ordre social, et pour mieux comprendre notre sujet, la citation suivante d'une lettre de Vergennes à Sénac de Meilhan ne sera pas sans utilité.

« Il est une foule de cas où le roi se prête à corriger
» pour empêcher la justice de punir. Je sais qu'il serait
» plus régulier de laisser à la loi ce qui est de son ressort;
» mais le malheureux préjugé qui fait refluer sur toute
» une famille l'infamie d'un de ses membres, semble de-
» mander des exceptions, et c'est principalement pour
» parer à ces inconvénients qu'on est facile à accorder des
» lettres de cachet (2).

En 1760 et 1761 les nouveaux hôtes de la tour sont le frère du curé de Montélier; Rull... des B... fils d'un notaire; le chevalier de Marq... et Ber...

Une lettre du comte de L'Hôpital donne quelques détails sur l'un de ces jeunes gens, originaire du Périgord, précédemment détenu dans les prisons de Valence : « sa
» mauvaise conduite et son libertinage ont, dit-il, déter-
» miné sa famille à demander cette lettre de cachet, qui
» est la 4^e qu'on a obtenue contre lui, sans avoir pu encore
» parvenir à le corriger de ses égarements. Il appartient à
» une honnête famille, mais qui n'est pas en état de payer
» pour lui une forte pension. Comme il y en a de diffé-
» rents prix à la tour, je vous prie de me les marquer, et

(1) Citation des *Autographes* de M. de Lescaur, dans le travail de M. Victor de St-Genis.

(2) Archives comm. EE. 1

» en attendant que M^{me} sa mère se soit décidée, vous
 » voudrés bien ordonner qu'il y soit nourri et gité à rai-
 » son de 10 sols par jour. Il est très mal équipé; j'en infor-
 » merai son frère aîné, en lui envoyant les différents prix
 » des pensions, tous les frais de blanchissage, barbier et
 » autres compris, à l'exception de son entretien qui ne
 » doit pas être bien considérable pour un pareil endroit »
 (6 décembre 1761).

Les trois années suivantes Claude Guill..., un des rares prisonniers nourris aux frais du Roi; Laurent de La Mey...-Dun...; Gru... de St-Baz...; Barm..., tireur d'or, et un gentilhomme bugésien arrivent à la tour, et quelques-uns de leurs anciens compagnons de captivité s'efforcent d'en sortir.

On lit, en effet, dans une lettre du ministre de St-Florentin à M. de Montrond, en date du 1^{er} août 1763 :

« Il paroist par le détail que vous me faites de l'évasion
 » de plusieurs prisonniers, qu'il y a eu de la négligence de
 » la part des invalides de la garnison, et je ne doute point
 » que vous ne preniés les mesures nécessaires pour établir
 » à l'avenir l'ordre le plus exact. Comme M. le duc de
 » Choiseul a le Dauphiné dans son département, il est à
 » propos que vous luy donniés avis de cet événement, et
 » que vous attendiés ses ordres au sujet de l'invalidé que
 » vous avés fait mettre en prison, sur la déclaration qu'ont
 » faite ceux des prisonniers qui ont été repris, qu'il
 » avoit favorisé leur évasion. »

De son côté, le comte de L'Hôpital adressa au major, le 3 août, un ordre général de service, en le laissant maître d'y ajouter les consignes particulières, dont il reconnaîtrait l'utilité, et après communication préalable cependant, des articles complémentaires.

Peu de jours après, il lui réclamait le nom du ministre

signataire et la date des ordres du Roi pour faire enfermer « à la tour les cinq prisonniers qui s'en étaient évadés. »

A l'époque de la lutte du gouvernement royal contre le Parlement de Grenoble au sujet de l'impôt des vingtièmes, Chastellier-Dumesnil demanda à M. de Grammont des renseignements sur la conduite des magistrats de Crest. « Si par hasard le civil est en souffrance, il faut être attentif sur ce qui regarde le criminel, que nul prétexte ne doit intercepter puisque la sûreté et le maintien de l'ordre public en dépendent... Si on y manquoit, vous m'en instruiriez sur le champ et j'en requerrois M. le procureur général de faire sa charge en pareille occasion. »

M. de Grammont répondit qu'à la nouvelle de l'exil du Parlement, les juges de la Sénéchaussée avaient suspendu toutes leurs fonctions et qu'il serait attentif à inviter ces MM. à remplir leurs charges au criminel (13 janvier 1763) Comme on se passait de leur intervention, les nouveaux pensionnaires de la tour en 1764, sont Chaz...-La-Com.. dont le registre d'écrou reporte l'arrivée au 22 mai 1767, seulement ; puis Bern... fils, le 29 décembre 1765.

Une lettre du curé de Singlérac, en date du 7 septembre 1766 relative à « un mauvais sujet dans tous les sens que le » Ministre voudroit faire enfermer, ajoute ces détails : « Notre intendant à qui le ministre a écrit pour cet effet, me charge, de chercher une maison qui veuille le recevoir et se charger de tout, moyennant 25 pistoles que ce sujet, un petit sieur de campagne, a à manger... »

Le major répondit qu'avec 250 livres par an, soit 13 sols par jour, sur lesquels on en prélevait 2 pour le lit et 2 pour le blanchissage et le barbier, il était impossible d'admettre son protégé. Il promettait cependant de faire son possible à 280 livres, à la condition que la pension

serait payée six mois à l'avance et que le jeune homme aurait en entrant « 12 bonnes chemises, habit, veste, culotte et autre petit nécessaire avec une bonne robe de chambre, » (septembre 1766).

Ainsi, d'après cette correspondance, avant de présenter à la signature du roi une lettre de cachet, le ministre devait consulter l'intendant de la province. Cette marche nous est en outre indiquée dans une lettre du duc de Choiseul, du 12 mai 1768, à M. le comte de Tonnerre, au sujet des réclamations d'un soi disant avocat de Besançon :

« Je vois par les éclaircissements qui m'ont été donnés »
 » que c'est à la *requisition de sa famille et sur l'avis de*
 » *M. de La Correz, intendant de la province*, que les
 » ordres du Roi ont été expédiés ; que les motifs qui y
 » ont donné lieu sont la passion du s^r Monn... pour le
 » jeu, qui lui a fait dissiper la plus grande partie de son
 » bien, et qu'on a été obligé de lui en ôter l'administra-
 » tion et de le faire interdire par sentence du baillage de
 » Quingey, qui a été confirmée par un arrêt du Parlement
 » de Besançon du 22 février 1766 ; que depuis son inter-
 » diction, il a contracté de nouvelles dettes, en achetant
 » des marchandises à crédit qu'il revendoit à perte, et en
 » louant des chevaux qu'il vendoit sans en payer le prix
 » ni le loyer ; on m'a assuré, de plus, qu'il n'a jamais
 » exercé la profession d'avocat, et qu'il n'a point cherché,
 » comme il le prétend, à réparer les torts faits à sa fortune
 » par une vie réglée et un travail assidu ; qu'au contraire
 » lorsque sa famille a sollicité l'ordre de le faire enfer-
 » mer, il étoit alors engagé dans le régiment de Los Rios
 » au Pays-Bas, où on a été obligé d'acheter son congé
 » pour lui sauver la peine de mort, qu'il avoit encourue,
 » pour avoir deserté de ce régiment. » (12 mai 1768).

Malgré des torts si réels, Monn... parvint encore à en imposer à M. de Montrond qui signa un de ses placets au maréchal duc de Lorges, dans lequel il demandait une augmentation de 350 livres à sa pension et 100 livres pour son entretien.

La réponse du maréchal fut écrasante :

« Le s^r Monn.... est un très mauvais sujet, déserteur
» de plusieurs régiments en France, en Hollande et en
» Angleterre ; sa famille s'est épuisée pour lui éviter la
» corde. Il a escroqué de l'argent à plusieurs personnes
» par des voies deshonorantes ; c'est un joueur décidé qui
» a dissipé plus de 40,000 livres et qui en doit plus de
» 20,000 audelà de ce qui lui reste de bien... Je vous prie
» de vouloir bien ne plus écouter ses mensonges. » (13
octobre 1768).

On manque de détails sur d'autres prisonniers de la même époque, un de Crest, un de Bourg-en-Bresse, un de Tournon, un de St-Etienne, un de Besançon, un de Taulignan, et sur Monn..., Cha..., et Chap..., dont le lieu d'origine n'est pas indiqué ; mais il en existe sur François Mai..., dans une lettre de son père, du 5 septembre 1768 :

» Ne pouvant plus endurer les traitements abominables
» de notre indigne fils, écrit celui-ci, j'étois sur le point
» de m'adresser à M. le procureur général pour m'accor-
» der sa justice qui n'eut pu qu'être ignominieuse,
» vu les excès auxquels il s'est porté ; j'ai été assés
» heureux que d'obtenir une lettre de cachet contre ce
» monstre qui depuis 30 ans ne cesse de me tourmen-
» ter comme une âme damnée. Il a couru vingt regi-
» ments différents et dans ces intervalles, il venoit dans
» la maison piller et battre. Il y a quatre ans que nous le
» fimes prendre et sortir de prison 6 mois après, dans
» l'espérance d'un retour de conduite ; depuis ce temps-là,

» il s'est porté à de plus grands excès contre nous et d'autres parens. Il arrive toutes les nuits avec des batons, nous menace de nous tuer, de nous bruler, m'appelle et sa mère des noms les plus affreux, nous enlève tout ce qu'il trouve, (s'attachant jusqu'aux serrures), le pain qui nous reste sur la table, souvent la seule veste que j'aye : notre vie n'est pas même en sureté. Je n'ose vous en dire davantage sur cet article : en deux mots c'est un monstre à qui la prison la plus noire, et pour la vie, est une grâce... »

Vers ce temps, d'après une lettre du duc de Choiseul en date du 22 février 1768, un détenu, de Tournon, s'évada et M. de Montrond prit des mesures pour le rechercher.

Le comte de Tonnerre ne se borna pas, comme le ministre, à recommander de ne rien négliger pour prévenir le retour de semblable événement ; il accentua un peu plus ses conseils : « Quoique par le détail que vous me faites de cette évasion, vous en rendiez la possibilité aussi vraisemblable qu'on peut le faire paroître, je ne sçaurois vous dissimuler que j'ay bien de la peine à croire qu'il n'y ait pas eu quelques secours étrangers, et c'est sur quoi vous ne sçauriez faire des recherches trop exactes, attendu que l'impunité des gens qui auroient pu s'exposer à pareille manœuvre ne peut que les enhardir dans la continuation. En tout, je vois que vos prisonniers ont trop de liberté et de facilité à commercer avec tout le monde. Journallement je reçois de leur part des placets qu'ils me font parvenir par différentes voyes, tandis qu'il ne devrait rien sortir de la tour sans que vous en soyés instruit. »

Après lui avoir représenté l'inutilité des nouvelles démarches du s^r Monn..., soi disant avocat, il termine

sa lettre ainsi : « Je ne sçaurois, au reste, que vous louer, » M^r, du motif de zèle qui vous porte à différer de profiter du congé qui vous a été accordé..., le besoin du » service pouvant exiger votre présence. » (25 juin 1768.)

Peu de jours après, il félicitait le major des mesures prises pour empêcher les intelligences entre prisonniers, et tout en appuyant son intervention en faveur du s^r Cha..., ajoutait que « pour les choses de cette nature il pensoit » être plus convenable qu'il prît le parti de les adresser » lui-même directement au ministre. » Enfin sur la question de propriété, soulevée entre M. de Montrond et le frère d'un prisonnier, Chap..., qui avait laissé une épée à la tour, en mourant, il refusa de se prononcer avant de plus amples informations (27 mars 1769).

Vers la même époque, le maire et les échevins ayant refusé les 200 livres de logement du major, Pajot de Marcheval, intendant de la province, les informa que tout retard les exposerait à des contraintes personnelles (9 juillet 1768.)

En juin de l'année suivante, 12 invalides de la compagnie de Bonnail furent remplacés ; et de 1770 à 1780, de nouveaux prisonniers arrivèrent, tels que Marr... et Dess..., notaire, Digon. (Joseph), Dig..., Port..., Plat... transféré en 1787 dans la maison de force de Charenton ; Grab... La... décédé à la tour ; Loy..., Bonab..., de Rort... ; Remond de Bord...-de-Gram... ; l'abbé Aug..., transféré au séminaire de Viviers en 1779 ; de Mar... de La Barol..., interné en ville, après 8 mois de détention pour inconduite ; Bla... prêtre ; Math..., envoyé à l'hôpital des fous de Lyon ; Peyt... et Saun... atteint d'une carie à la jambe qui obtint d'être soigné en ville, (1771).

De tous ces pensionnaires, Jean Gilbert de Ror..... est

sans contredit le mieux connu, à cause d'un mémoire inédit sur ses aventures à la Gil-Blas et à la Casanova, tout écrit de sa main.

Né en 1746, ce personnage entra à 20 ans dans la marine et en sortit après « une affaire malheureuse », sur laquelle il ne s'explique pas. Devenu mousquetaire noir en 1770, il contracta de nombreuses dettes, et l'année suivante, se brouilla avec ses proches en épousant la fille d'un médecin. Grâce à la vente d'un marais salant, il espérait calmer ses créanciers ; mais des promenades à Bordeaux et ailleurs en accrurent bientôt le nombre. Force lui fut donc d'aliéner deux terres patrimoniales.

S'imaginant avec le prix obtenu posséder un trésor inépuisable, il a l'idée d'aller briller à la cour et se ruine complètement. Un voyage au Cap Français et un autre en Pologne à la recherche d'une compagnie l'obligent à recourir maintes fois à la bourse de ses amis. Puis, las de poursuivre des chimères, il revient en France et s'y voit contraint de gagner l'Espagne. Chemin faisant, il s'acquiesce avec une aventurière et vont échouer l'un et l'autre, après diverses équipées, à la prison d'Aix en Provence.

Il reste là 7 mois et se voit transféré à Crest le 26 avril 1778.

« Je m'affoiblis tous les jours, dit-il, en terminant son » récit daté de 1780, et mon dernier soupirs seroient » poussés dans le désespoir, si je n'avois avant de mourir » la consolation de voire des enfants qui souffrent de mes » égarements et prouver au public que mes fautes n'ont » été causées que par le feu de ma jeunesse, qui a été plus » longue chez moi que dans un autre, et anfaïn de me » retablir une reputation que mes fautes a pu ternir, » en vivant avec les sentiments d'un honnête homme » envers Dieu et envers les hommes. »

Quelle singulière justification et quelle orthographe !

Avec des gens si bien rompus à toutes sortes d'aventures, la surveillance n'était pas toujours facile. Aussi des évasions troublaient-elles de temps à autre la quiétude des gardiens.

Le 28 février 1775 sept prisonniers à la fois sortirent de la tour, et la correspondance officielle d'alors renferme quelques détails sur cette évasion.

» J'ay reçu, mandait le marquis de Pusignieux à M. de
» Montrond, le procès-verbal que vous en avés fait dresser
» et copie de la lettre qui vous a été écrite par ces prison-
» niers avant leur départ. Ayant lieu de juger, tant d'après
» votre avis que par l'examen dudit procès-verbal, que le
» sergent l'Espérance, de la compagnie d'invalides de la
» Roche, qui faisoit ce jour-là les fonctions de guichetier par
» commission, s'est mis dans le cas d'être au moins soup-
» çonné d'avoir favorisé l'évasion de ces prisonniers, j'a-
» prouve non-seulement que vous vous soyez sur le champ
» assuré de sa personne, en le faisant mettre en prison; mais
» je vous recommande, de plus, de vouloir bien l'y faire
» garder avec sûreté jusqu'à nouvel ordre, soit de la part
» du ministre soit de la mienne; que rien me paroît plus
» essentiel pour l'exemple que de ne pas laisser un
» pareil délit impuni. Je pense, au surplus, que vous
» aurez eu l'attention de faire prendre toutes les précau-
» tions les plus convenables pour la sûreté des autres
» prisonniers... »

A quelques jours M. de Pusignieux ajoutait :

» Je ne sçaurois que vous louer des raisons de discrétion
qui vous ont retenu d'envoyer au ministre la copie de la
lettre que les sept prisonniers évadés vous ont écrite au
moment de leur départ. Comme j'ay pensé cependant
qu'il pourroit convenir de ne point luy en laisser ignorer

le contenu, j'ay eu soin de mon côté de la luy adresser. » (20 mars 1775).

Or, les sept prisonniers dans leur missive, remerciaient M. de Montrond « de ses bontés, grâce auxquelles ils » avaient pu le débarrasser de leur présence et lui donner » des loisirs en le dispensant de monter à leur étage. » D'autre part, les Lyonnais Grab... et La... ayant contracté des dettes à la tour, les observations suivantes furent adressées au major de la part du commandant de la province :

« J'ai l'honneur de vous prévenir que mon intention est » de ne plus me charger de telles réclamations à l'avenir, » rien n'étant plus désagréable que d'être continuellement » à écrire pour de semblables objets; qu'il me semble qu'il » seroit bien plus simple et plus sûr de tenir la main » à ce qu'il ne fut fait aucun crédit aux prisonniers, d'en » prévenir les parents en leur signifiant que s'ils ne sont » pas exacts à payer toujours régulièrement la pension » à l'avance, au moindre retard, il en sera porté plainte » au ministre, en demandant que le prisonnier soit mis en » liberté ; il peut encore y avoir bien d'autres précautions » à prendre, que je crois inutile de vous citer ici ; elles » n'échapperont sûrement pas à votre sagacité et prudence... » (8 mai 1775) (1).

L'année suivante, M. de Montrond était dénoncé secrètement, nous ignorons pour quel motif ; mais le comte de Tonnerre fit bonne justice de cette dénonciation. « Je » crois, Mons^r., ne pouvoir faire un meilleur usage de la » lettre anonyme que je viens de recevoir au timbre du

(1) Pièces originales obligeamment communiquées par M. Victor de St-Genis.

» bureau de poste de votre ville, que de vous l'envoyer.
» Vous voudrez bien me mander ce que vous pensez de
» son contenu, en me la renvoyant avec votre avis sur le
» plus ou moins d'égard qu'il peut mériter, et si en même
» temps, il étoit possible d'en découvrir l'auteur, ce qui
» seroit très intéressant, vous me feriez grand plaisir de
» m'en envoyer le nom. »

Un événement accompli quelque temps auparavant avait eu pour but de modifier l'administration de la tour : ce fut la nomination de M. le baron de St-Michel aux fonctions de commandant, en l'absence de M. de Grammont, avec 300 livres de logement (avril 1770).

Le conseil de la cité refusa d'imposer cette somme et l'intendant intérimaire lui répondit qu'il n'appartenoit à personne d'examiner l'utilité de l'innovation et que de croire à l'efficacité de ses représentations pour faire révoquer pareil ordre, c'étoit s'abuser étrangement. (19 mai 1770).

Ces remontrances n'empêchèrent pas de nouvelles difficultés de surgir à ce sujet, tout aussi inutilement, les années suivantes.

Or, malgré la présence du commandant, le major conserva ses prérogatives puisqu'il reçut encore les lettres d'internement et de mise en liberté des nouveaux hôtes de la tour, de 1780 à 1789.

Cependant, au témoignage de M^{me} de La Rolière, M. de St-Michel, en 1780, fit sortir des cachots deux Messieurs entrés la veille, et il y avait alors dans cette prison, des prêtres, un chartreux, des curés et un jeune cordelier, ce qui scandalisa vivement la noble visiteuse, comme si les défaillances coupables de quelques soldats isolés pouvaient toucher à l'honneur d'une armée entière !

Nous manquons de détails sur les causes de la punition

infligée à ces pensionnaires ecclésiastiques; mais le chartreux, au rapport du général de l'Ordre, comptait au nombre de ses « fragilités » des lettres falsifiées, des signatures contrefaites, des escroqueries, des vols, des apostasies et des débauches multiples.

Les prisonniers laïques de la même époque sont :

Berth...; Thev..., mort dans la tour où il avait été introduit sans lettre de cachet ; de Beaur..., officier au service de la Russie qui embauchait pour cette puissance des familles d'ouvriers français; de Thés... d'Aum...,élargi en 1782 ; Loy...; May..., Jans..., qui sortit en 1785 ; un ancien officier d'infanterie, interné en ville en 1783 et mis en liberté en 1787 ; le marquis de l'Inf..., exilé près de Blois en 1784 ; Levesq... ; un grenoblois qui s'évade en poignardant le sergent de ronde; un moine; Thonn..., transféré à Bellevaux en 1786 ; le comte Joseph-Henri-Véran de Sade ; Somm..., et de Perrin..., élargi le 10 août 1789.

A cette même année remontent l'abolition des lettres de cachet (23 juin) et la formation d'un comité des prisonniers. Puis, en 1790, l'Assemblée nationale donnait des ordres pour connaître les noms et les griefs de chacun d'eux (12-15 janvier) et ensuite ouvrait les portes des maisons de correction à quiconque n'avait pas été jugé régulièrement (1).

En vertu de ce dernier décret, Philibert-François-Xavier de Pour... de St-Geor., détenu depuis 30 ans à la tour fut soumis à l'examen de Guibert, Janson et Lunel, docteurs-médecins et de Chaix, chirurgien-major, pour connaître l'état de ses facultés intellectuelles. Il résulte de

(1) Duvergier, *Collection des lois* T. I.

l'interrogatoire du prisonnier « qu'il recouvreroit la
» liberté avec un grand plaisir ; que quoiqu'il menât une
» vie qui lui paroissoit douce, attendu la tranquillité dont
» il jouissoit et le peu de gêne que lui faisoient éprouver
» ses supérieurs, il pensoit qu'une vie extérieure lui seroit
» plus salulaire ; qu'il ne lui arrivoit jamais de demander
» de plus que ce qu'on donnoit, attendu qu'il étoit satis-
» fait à tous égards de ce qu'on lui présentoit en vin et en
» comestibles (2 livres de pain par jour, 4 œufs durs et 3
» livres de vin commun et à souper des légumes ou du
» rôti) ; qu'il observoit surtout de dormir environ 2
» heures dans le cœur de la journée, outre le sommeil de
» la nuit, et qu'il employoit le reste du temps à promener
» dans les espaces devant sa porte et qu'on lui laissoit
» libres ; qu'il charmoit ses loisirs en jouant du violon,
» instrument où il étoit assez fort pour faire sa partie ;
» mais que s'étant défait du violon qu'il avoit, il s'étoit
» également passé de cet amusement ; qu'il reverroit avec
» sensibilité toute sa famille et qu'il se rappeloit parfaite-
» ment le frère dont on lui parloit. » Ainsi, grâce aux
détails recueillis dans cette enquête et dans les lettres de
Fer... de Vil... en 1725, nous possédons des renseigne-
ments certains sur la vie intérieure de la tour.

Ajoutons que le 3 juin 1790, de Lambert, lieutenant
général en la Sénéchaussée, déclara M. de St-Geor....
« libre de ses sens et facultés intellectuelles, sauf altération
» apatique causée par une longue détention, mais qui
» n'avoit point porté essentiellement sur sa raison, et qu'il
» étoit en conséquence au cas de jouir de l'élargissement
» que l'Assemblée nationale avoit accordé par son décret
» du 26 mars. (1) »

(1) Archives de la mairie de Crest.

Avant d'énumérer les prisonniers qui ne tarderont pas d'arriver à la tour pendant une nouvelle période de son histoire, il est nécessaire de rappeler quelques faits antérieurs ignorés et parfaitement authentiques.

A. LACROIX.

(A suivre.)



LE COMTE DE LA ROCHE

1554-1614

(SUITE. — Voir la 63^e livraison).

Au mois de janvier 1596 la Roche alla visiter Ornano à Moras pour dissiper ses derniers doutes ; il lui promit de réduire l'effectif de sa garnison, de renoncer à lever des impôts de sa propre autorité et de cesser toute relation avec les ennemis de l'Etat (1).

Cependant des bruits sinistres persistaient dans la province : on assurait que le duc de Savoie avait promesse formelle du gouverneur de l'une des villes du Dauphiné de lui livrer sa place ; qu'il avait même réuni pour cette entreprise des troupes nombreuses sur la frontière et n'attendait qu'un signal pour marcher. Le roi instruit de ces bruits écrivit, le 17 septembre 1597, aux consuls de Romans et au comte de la Roche de se tenir sur leurs gardes, de surveiller les espions et de faire des patrouilles jour et nuit (2).

Or, voici ce qui s'était passé : Albigny était venu secrètement conférer avec le gouverneur de Romans ; caché dans le château il avait désigné le jour de l'exécution du complot et était reparti pour aller en Savoie chercher les troupes nécessaires. Cependant ces menées ne purent rester assez secrètes pour échapper à la surveillance de quelques personnes déflantes, entre autres de Hercule de Sibeud de Saint-Ferréol, lieutenant du comte de la Roche, auquel Ornano avait prescrit depuis longtemps d'avoir l'œil ouvert sur les agissements de son supérieur. Par un hasard

(1) CHEVALIER. — *Bulletin de la Drôme*, p. 184.

(2) CHEVALIER. — *Bulletin de la Drôme*, p. 184. — Lettre de Henri IV aux consuls de Romans du 17 septembre 1597.

vraiment providentiel le parlement de Grenoble, chassé de la capitale du Dauphiné par la peste qui y sévissait, siégeait alors à Romans ; Saint-Ferréol vint trouver le 19 octobre le premier président, lui fit part de ses soupçons et trouva dans ce magistrat un appui et une autorité qui lui manquaient. On convoque aussitôt à l'hôtel-de-ville les bourgeois notables et les gens de guerre sur lesquels on pouvait compter, on leur annonce le danger qui menace la ville, on leur fait prêter serment de fidélité au roi et l'on expédie en toute hâte des courriers à Ornano, à Lesdiguières et aux gentilshommes voisins pour leur demander du secours.

Le lundi 20 octobre au matin les milices romaines, quelques soldats commandés par Saint-Ferréol et la noblesse des environs bloquèrent étroitement la citadelle ; la nuit suivante la compagnie de gendarmes d'Ornano sous les ordres du capitaine Dominique, son lieutenant, arriva à Romans et fit prisonnière la comtesse de la Roche qui à la première alarme avait quitté son château de Saint-Jean en Viennois où elle était en villégiature et voulait rejoindre son mari en se glissant dans le château par une poterne ouverte sur la campagne. Le lendemain, 21 octobre, Ornano arriva lui-même fort peu rassuré car on lui annonçait la marche de quatre mille arquebusiers et de cinq cents chevaux du duc de Savoie arrivant au secours du comte de la Roche. Enfin le mercredi 22 octobre, Lesdiguières envoya à Romans huit cents arquebusiers et soixante cavaliers commandés par du Poët et de la Baume.

Cependant le canon avait déjà commencé à tonner et la citadelle paraissait décidée à faire une vigoureuse résistance, lorsque du Poët offrit d'aller en parlementaire auprès de la Roche, se faisant fort de lui faire mettre bas les armes. Ornano y accéda d'assez mauvaise grâce, mécontent de voir un lieutenant de Lesdiguières lui enlever l'honneur de cette expédition, et le Comte, cédant sans trop se faire prier, aux exhortations de du Poët consentit à rendre la citadelle à des conditions honorables. On lui permit de quitter la ville sans encombre ; on lui fournit même un cheval et une escorte. Il prit sa femme en croupe et

s'en fut cacher sa honte dans sa terre de Saint-Jean en Viennois ; il n'y séjourna que peu de jours et se retira à la cour du duc de Savoie.

Après son départ, Ornano et le Parlement nommèrent provisoirement Saint-Ferréol gouverneur de la ville qu'il venait de conserver au roi et cette nomination fut ratifiée par Henri IV. On démolit sans plus tarder toutes les fortifications élevées par le comte de la Roche et la maison du gouvernement ; on ne conserva pour toute garnison qu'une compagnie de cent soldats (1).

Tel fut le piteux dénouement de la trahison du comte de la Roche ; on prétendit, mais le fait n'est pas prouvé, qu'il avait touché cinquante mille écus du duc de Savoie pour l'accomplir.

Le roi récompensa les personnes qui l'avaient utilement servi dans ses circonstances, il nomma Saint-Ferréol gouverneur de Romans et anoblit le sieur de Bruère qui, avec tous ses parents et ses amis, s'était mis au premier rang des milices romaines pendant cette journée (2).

Le duc de Savoie devait un dédommagement à la Roche pour la perte de sa charge ; il le nomma aussitôt son grand écuyer et lui donna entrée dans ses conseils. Le Comte demeura six ans à la cour de Turin, il y eut alors entre lui et son nouveau maître quelques discussions dont la cause n'est pas connue et il fit demander en 1603 à Henri IV par l'intermédiaire de Lesdiguières la permission de rentrer dans ses terres et des assurances qu'il ne serait pas inquiété pour ses actes passés (3). Cette promesse et cette autorisation lui furent données sans doute et même on le récompensa de sa soumission, car nous le voyons inscrit à la fin de l'année 1603 pour une pension de dix-huit cents livres en qualité d'écuyer du roi de France (4). Tandis qu'il

(1) Lettre d'Ornano au roi du 28 octobre 1597. B. n. mss. Fr 3592.

(2) Lettre de Lesdiguières au roi, d'août 1602. Correspondance de Lesdiguières, t. I, p. 437.

(3) Lettre de Lesdiguières au roi du 10 juin 1603. — *ibid*, t. I, p. 464.

(4) B. N. mss. Dupuy, vol. 852.

habitait sa baronnie de Montmaur, Marthe de Clermont d'Amboise sa femme, faisait à Paris sa résidence ordinaire et ce fut sans doute à son habileté, car elle avait osé reparaitre à la cour, que son mari dut de pouvoir si facilement rentrer en grâce.

Pour en finir avec les deux mariages successifs du comte de la Roche, je dirai qu'Isabeau des Astards de Loudun entama quelques procédures contre lui lorsqu'elle eut appris sa bigamie, mais après l'éclat de la trahison de Romans elle renonça à toute poursuite ne voulant pas, dit-elle, être la femme d'un traître. Elle éleva ses deux enfants avec ses seules ressources et mourut en 1611 après avoir fait un dernier testament le 16 septembre de cette année.

Marthe de Clermont d'Amboise, belle, intelligente, spirituelle autant qu'intrigante, sut se créer à la cour des amis et des protecteurs ; au nombre des premiers on peut citer les poètes Malherbe et Théophile ; Malherbe composa pour elle, si l'on en croit *Ménage*, les stances qui commencent ainsi :

Le dernier de mes jours est dessus l'horizon.

et il fait allusion au nom de la comtesse dans les vers suivants :

Avec quelle raison me puis-je figurer
Que cette âme de *roche* une grâce m'octroie,
Et qu'ayant fait dessein de ruiner ma foi,
Son humeur se dispose à vouloir que je croie
Qu'elle a compassion de s'éloigner de moi (1).

Théophile lui adressa une lettre de condoléance sur un malheur de famille qui n'est pas clairement spécifié ; on la trouve dans les œuvres en prose de cet auteur (2).

Elle vécut à Paris jusqu'en 1611 ; elle y tomba malade au mois de mars de cette année, Malherbe fait allusion à cet événement lorsqu'il écrit dans une de ses lettres : « Je crains bien que M. le » comte de la Roche ne reçoive en Savoie de mauvaises nouvelles de madame la comtesse sa femme ; il y a trois jours

(1) Œuvres de Malherbe : édition Lalanne : t. I. p. 134.

(2) Œuvres de Théophile : édition Alleaume, t. II, p. 360.

» qu'elle est en l'agonie de la mort et n'est défendue que de son
» grand courage. Dieu veuille que la fin en soit autre que tout
» le monde ne le croit ! (1) » L'événement justifia les craintes
de Malherbe car elle mourut le six avril, peu de mois avant
Isabeau des Astars de Loudun.

Le comte de la Roche avait de nouveau quitté la France et
était retourné en Savoie près d'un an avant la mort de sa femme.
Déjà il avait fait demander le 10 avril 1640 au duc de Savoie,
par l'intermédiaire de Lesdiguières, s'il ne pourrait pas re-
prendre du service dans son armée (2), et cette offre ayant été
acceptée, il retourna en Italie avant la fin de l'année, ainsi
qu'il nous l'apprend lui-même (3). Du reste il ne paraît pas avoir
été reçu avec beaucoup de faveur par le Duc à ce second voyage
et dès le mois de novembre 1644, Bullion, ambassadeur de
France en Savoie, annonçait à Villeroy que le comte de la
Roche avait perdu tout crédit à la cour de Turin (4) ; aussi
s'empressa-t-il d'obéir lorsque la régente lui commanda, au
mois d'octobre 1643, de rentrer en France (5). Il a raconté plus
tard que le duc de Savoie apprenant sa résolution d'obtempérer
aux ordres de la reine avait voulu se saisir de sa personne au
lieu de lui payer les arrérages de certaines pensions qu'il lui
faisait et qu'une fuite précipitée l'avait seule mise à l'abri d'un
emprisonnement perpétuel. Peut-être en effet le Duc eut-il peur,
non sans raison, que la Roche ne divulguât à la cour de France
quelque secret politique ; peut-être encore ce récit dramatique
n'est-il qu'une invention du Comte pour se rendre plus inté-

(1) Œuvres de Malherbe, t. II., p. 223.

(2) Correspondance de Lesdiguières. — Lettre à Bullion, t. II, p. 530.

(3) Procès du comte de la Roche. — B. N. mss. Dupuy, 91; Brienne
192 et mss. F. r. 7595.

(4) Correspondance de Lesdiguières. — Lettre de Bullion à Villeroy,
t. II, p. 30.

(5) Procès du comte de la Roche.

ressant et pour peindre ses relations avec le duc de Savoie sous un jour moins défavorable aux yeux du tribunal qui allait le juger (4). Ce qu'il y a de positif c'est qu'à peine de retour en France, le comte de la Roche s'occupa à ourdir des intrigues contre le duc de Savoie, son ancien protecteur (2).

Un grand seigneur piémontais, le comte de Martinengo, mécontent de son souverain, envoya à la fin de 1613 à la cour de France un prêtre italien nommé Théophile Stefano, ancien secrétaire de l'empereur d'Allemagne ; il était porteur de papiers précieux qui devaient dévoiler les complots tramés depuis plusieurs années par le duc de Savoie contre la sûreté du royaume. Martinengo l'adressa au comte de la Roche, sur l'amitié duquel il croyait pouvoir compter, en le priant de le conduire en sûreté à la cour ; le Comte le promit et alla même à Grenoble à la rencontre du voyageur. Dans cette ville il renouvela connaissance avec un intrigant moitié coupe-jarrets moitié diplomate non avoué, nommé le colonel Allard, que le duc de Savoie entretenait auprès de Lesdiguières (3). Il se plaignit amèrement à lui des procédés de ce prince à son égard, et aussitôt le colonel, parfaitement instruit de ce qui l'amenait à Grenoble, l'assura qu'il avait entre les mains le moyen de ressaisir d'un seul coup sa faveur perdue ; il suffirait pour cela de faire disparaître l'abbé Stefano et de s'emparer des papiers compro-

(1) Procès du comte de la Roche.

(2) Pour tous les détails qui suivent je me suis servi exclusivement des procédures faites par les magistrats du Parlement de Paris contre le comte et ses complices, dont les copies existent à la Bibl. nation. mss. Dupuy, vol. 91; mss. Brienne, 182 et mss. fr. 7595.

(3) Le colonel Allard a joué un certain rôle dans l'histoire de Lesdiguières. Il assassina Ennemond Matel, mari de Marie Vignon, maîtresse du connétable, ce qui permit à ce dernier d'épouser cette femme; emprisonné par ordre du Parlement il fut délivré par ordre de Lesdiguières. Allard fut assassiné lui-même, à Milan, quelques années plus tard après avoir trahi le duc de Savoie. Voir sur ce personnage une note de la correspondance de Lesdiguières, t. II, p. 351.

mettants dont il était dépositaire. Comment furent reçues ces ouvertures, c'est ce que les événements ne tardèrent pas à démontrer.

Le Comte accueillit avec empressement l'abbé Stefano et lui donna pendant trois semaines l'hospitalité dans son château de Montmaur, puis lui promettant de ne pas tarder à le rejoindre, il le laissa partir le premier pour Lyon sous la garde d'un de ses laquais nommé Antoine Petit qui avait ordre de ne pas le perdre de vue. L'abbé descendit dans cette ville à l'hôtellerie du Lion d'or et y séjourna trois semaines.

Pendant ce temps s'organisait le complot qui devait lui coûter la vie ; un nommé Craponne, fils naturel de Regnault de Crémeaux, seigneur de la Grange, se disant capitaine, mais qui en réalité, était à la fois spadassin et détrousseur de grands chemins, avait été désigné par le colonel Allard pour être la cheville ouvrière de l'expédition. On lui laissa le choix des instruments subalternes et il embaucha quatre anciens soldats, François Louis dit la Chaussée, André Jacquier dit l'Espérance, François Ridadi dit l'Epine, et Jean Léonard dit le Saulge ; il s'assura en outre de la complicité de Louis Faure, prêtre et sacristain de l'Île-Barbe qui promit de cacher les assassins dans son prieuré une fois le crime commis.

Le comte de la Roche arriva à Lyon le 24 décembre 1613 et descendit au même logis que l'abbé Stefano auquel il fit de grandes démonstrations d'amitié : il reçut presque aussitôt la visite de Craponne ; tout était prêt pour le crime. Accompagné du prêtre et de quatre valets à cheval et armés il quitta Lyon par la route de Tarare le 26 décembre. Craponne et ses complices s'étaient postés sur leur chemin dans un cabaret à l'enseigne du Chapeau rouge, ils étaient bien montés et bien armés ; ils virent passer le Comte et l'abbé Stefano mais comme il était encore jour ils ne remuèrent pas ; Craponne s'avança même au milieu de la route et causa quelques instants amicalement avec les voyageurs. « Celui qu'il faut frapper, dit-il en revenant à sa bande, suit le comte de la Roche » et comme l'un de ses compagnons exprimait la crainte qu'ils ne fussent pas de force contre



six hommes armés : « Ne craignez rien, ajouta-t-il, ils ne bougeront. » Ils prirent alors un détour pour s'embusquer plus loin sur la route où devaient passer l'abbé et son escorte ; la nuit était obscure, ils s'enquirent auprès d'un passant si des cavaliers ne les avaient pas devancés, on leur répondit que non et aussitôt ils rebroussèrent chemin à la rencontre de ceux qu'ils cherchaient. Quand ils entendirent le bruit du pas des chevaux : « Il faut tuer » commanda Craponne et deux coups de feu atteignirent le malheureux prêtre qui tomba en s'écriant : « *Oimé, io son morto !* »

Les assassins s'enfuirent alors à toute bride et se cachèrent dans le prieuré de l'Île-Barbe où l'abbé Faure, qui ne s'était couché de la nuit, les attendait : « Voilà un homme qui coûte 500 écus à son Altesse de Savoie, lui dit Craponne en parlant du mort ; depuis trois semaines, je le guette ; c'est le second que nous faisons disparaître. Si on vous inquiète, ajouta-t-il en s'adressant à ses complices, venez me trouver à Chambéry, je vous avancerai. » Le lendemain à la pointe du jour Craponne, l'Épine, et le Saulge galopèrent à toute bride vers la frontière italienne, désireux de mettre un peu d'espace entre eux et la justice française : les autres moins prudents demeurèrent.

Le comte de la Roche n'avait pas bronché pendant que se commettait l'assassinat ; quand le prêtre fut tombé et que le bruit du galop des chevaux se perdant dans le lointain lui eut appris que les assassins étaient en sûreté, il se donna beaucoup de mouvement et fit mine de les poursuivre tandis que deux de ses valets portaient le mourant à l'hôtellerie du Mouton, à Tarare ; à peine arrivé le malheureux expira. Le Comte s'empara de la clef de sa valise, saisit d'abord ses papiers, puis fit prévenir le juge du lieu qui commença une enquête. Voyant que cette mystérieuse affaire menaçait de faire du bruit, il écrivit même le 28 décembre à M. d'Allincourt, gouverneur de Lyon, comme s'il eût voulu être le premier à l'informer de l'assassinat perpétré sur son compagnon de route ; il importait, lui disait-il, au service du roi d'éclaircir cette affaire, il donnait en outre le signalement sommaire des assassins.

Les magistrats ne furent pas inactifs ; le premier janvier 1644, ils mettaient la main sur l'Espérance et la Chaussée qui furent écroués à Pierre-Encise ; le six du même mois le sacristain Louis Faure fut arrêté en pleine rue et alla rejoindre ses complices sous les verroux. Le gouvernement de Lyon informa immédiatement la reine-régente de ces événements, et ordre fut donné de transférer les trois prévenus dans les cachots de la Conciergerie de Paris, car il s'agissait d'une affaire d'Etat.

Ils y furent interrogés pour la première fois le 24 janvier ; leur culpabilité n'était pas douteuse, vingt témoins les avaient reconnus en la compagnie de Craponne et des autres contumaces, aussi seul le sacristain voulut exciper de sa qualité de prêtre pour être renvoyé devant les tribunaux ecclésiastiques et accusa de mensonge tous les témoignages qui s'élevèrent contre lui ; les autres avouèrent leur crime en pleurant. Dès le début la complicité du comte de la Roche ressortit clairement des déclarations des accusés ; ses conférences réitérées avec le colonel Allard et Craponne, l'impassibilité avec laquelle il avait assisté à l'assassinat, l'affectation qu'il avait mise à poursuivre les assassins quand ils étaient déjà loin, le soin qu'il avait eu de mettre tout d'abord la main sur les papiers de l'abbé Stefano, étaient autant d'indices terribles qui s'élevaient contre lui.

Cependant il avait poursuivi son voyage vers Paris avec une confiance qui n'était égalée que par son impudence. Il arriva dans la capitale au commencement de février ; peut-être s'il se fût caché eût-on consenti à l'oublier, mais il affecta au contraire de se faire voir en public, croyant sans doute endormir les soupçons et imposer silence à la rumeur universelle en montrant un front assuré. Cette attitude le perdit ; il fut arrêté au milieu du mois de février et enfermé à la Bastille. Malherbe relate cet événement dans une de ses lettres. Il raconte que M. de Livarrot à la suite d'une querelle avait été mis à la Bastille, mais la reine lui ayant pardonné avant que la nuit ne fût venue il ne se servit pas du lit qu'on y avait préparé pour lui. « Ce » lit est venu fort à propos, ajoute Malherbe, pour le comte de » la Roche qui y a été mis comme M. de Livarrot en est sorti ;

» je ne crois pas qu'il en sorte sitôt ni peut-être à si bon compte (1). » Malherbe ne se trompait pas.

Le Comte fut interrogé pour la première fois le 18 février par le conseiller Guillaume de Montholon; il fut d'une maladresse insigne dans ses défenses, n'osa pas nier ses relations avec le colonel Allard et Craponne, ne put expliquer pourquoi il avait laissé commettre sous ses yeux un horrible assassinat sans tirer l'épée et pourquoi il avait mis avec tant de soin la main sur les papiers du malheureux Stefano. Au mois de juillet il fut transféré à la Conciergerie et interrogé de nouveau le 40 de ce mois par le conseiller Le Coigneux; enfin le 6 août, l'affaire étant suffisamment instruite le Parlement, les trois Chambres criminelles assemblées, rendit un arrêt qui condamnait Balthazard Flotte, comte de la Roche, baron de Montmaur, à avoir la tête tranchée sur un échafaud, dressé en place de la Grève, pour être son corps et sa tête portés ensuite à Monfaucon; l'Espérance et la Chaussée à être pendus et étranglés à des potences plantées à droite et à gauche dudit échafaud; Louis Faure, sacristain de l'Île-Barbe à être banni pour neuf ans du royaume avec défense expresse d'y rentrer avant ce délai sous peine de la hart. Les contumaces furent condamnés à être rompus vifs. Les biens des coupables furent confisqués au profit du roi.

Le soir même cet arrêt était exécuté et le comte de la Roche était appelé, suivant le langage du temps, à faire ses preuves de noblesse sur la place de Grève (2). Aucune relation contemporaine ne nous apprend s'il mourut du moins avec courage.

La confiscation des biens des condamnés ne put être exécutée en ce qui concernait le comte de la Roche; ses seigneuries étaient chargées de substitutions qui les rendaient insaisissables.

(1) Œuvres de Malherbe : édition Lalanne, t. III., p. 394.

(2) On sait que les gentilshommes avaient le privilège d'être décapités, tandis que les roturiers étaient pendus, de telle sorte que les premiers devaient faire leurs preuves de noblesse pour éviter un supplice infamant.

Peu d'années après sa mort funeste, Balthazard et Scipion Flotte, les deux fils qu'il avait eus d'Isabeau des Astars de Loudun, intentèrent un procès aux enfants de Marthe de Clermont d'Amboise pour se faire déclarer les seuls héritiers légitimes de leur père et se faire mettre en possession de tous ses biens. Le plaidoyer fort remarquable que le célèbre avocat au Parlement de Grenoble, Guy Basset, prononça en faveur de leurs prétentions, nous a été conservé par son fils dans le recueil de ses œuvres. La famille Flotte comprit que ce procès serait l'occasion d'un scandale nouveau et qu'il fallait éteindre à tout prix certains souvenirs ; une transaction termina cette triste instance.

Tous ces événements avaient porté une rude atteinte à la fortune et au crédit de la famille Flotte ; pour satisfaire à la transaction consentie avec les enfants d'Isabeau des Astars de Loudun, les fils du comte de la Roche furent obligés de vendre leur baronnie de Montmaur (1) et la plupart de leurs autres terres et de grands seigneurs qu'ils étaient, ils tombèrent au rang de petits gentilshommes de province.

J. ROMAN.

(1) En 1661 à Uranie de Calignon, fille de Soffrey de Calignon chancelier de Navarre.



L'HOTEL DE VILLE DE PARIS

Le roi Louis VII ayant vendu en 1141, la place dite « *la Grève* », aux *Bourgeois de la marchandise* de Paris, pour y faire un port plus large que celui de St-Landry, cette place ne tarda pas à être considérée, à cause du grand commerce qui s'y établit, comme la propriété et le centre du pouvoir municipal. Il n'y avait en ce temps aucune habitation sur cette même place; la partie où a été la maison aux piliers, était terre d'église et formait le bout du versant occidental de la butte ou monceau Saint Gervais, dont l'évêque de Paris était seigneur. Le reste de la place était de fief royal, et Louis VII, en le vendant, le déclara *ab omni ædificio vacuum*.

Comme l'évêque était seul maître de l'autre portion formant lisière, on s'explique la construction d'une première maison, par le fait que son propriétaire, Philippe (ou Suger, selon Sauval) Cluin, était chanoine de Notre-Dame. La dite maison était, dit Sauval (1), « portée sur une suite de gros piliers, tels que ceux qui se voient encore à la Grève, le long de l'hospital du Saint-Esprit et du Bureau des Pauvres », et on la nommait pour ce motif, « la maison aux piliers, » *Domus ad Pilaria*. Les dernières traces de ces maisons soutenues par des piliers, qui garnissaient tout le fond de la Place de Grève, ont disparu

(1) *Antiquités de la ville de Paris*, II, 482.

seulement de nos jours, lors des derniers travaux exécutés à l'Hôtel-de-Ville. On peut se faire une idée de la position qu'elles occupaient, en consultant la vue de la maison aux piliers (1583) d'après un manuscrit du XVI^e siècle, et celle de l'Hôtel-de-Ville de Paris en 1740 (1).

Il est probable que cette construction ne plut pas au roi Philippe-Auguste ; car il acheta cette maison au chanoine Cluin en 1212, et eut le soin de négocier en même temps avec l'Evêque la cession seigneuriale du terrain (1216-1222), afin d'éviter de se trouver là son tributaire, au cœur même de Paris. Dès lors, la maison aux piliers fit partie du Domaine Royal.

Par un acte de juillet 1309, Philippe-le-Bel en fit don à son frère, Louis de France, comte d'Evreux et à ses descendants. Mais ce prince étant mort en 1319, bien qu'il laissât des enfants, le Roi ressaisit la maison de la Grève, sous le prétexte qu'elle appartenait au Domaine, et dès le mois d'août la donna à Henri de Sully, grand bouteiller de France (2). L'acte donne le détail de son voisinage ; elle ne va pas encore, par derrière, jusqu'à la ruelle qui longe la façade de St-Jean ; elle en est séparée par la maison de Jehan, dit Chambellain, et touche d'un côté Renier le Flamand, de l'autre, Estienne Barbette, prévôt de la monnaie, échevin, prévôt des marchands, puis simple bourgeois de Paris. Ce dernier occupait là un grand logis, habité plus tard par Gilles Marcel, frère d'Estienne Marcel, quand celui-ci fit de sa voisine nouvellement acquise du Dauphin, l'Hôtel-de-Ville, tandis que le-logis de Gilles

(1) Gravures annexées à la 1^{re} Livraison de *Paris à travers les âges*. — F. Didot.

(2) Archives de M. le duc de la Trémoille.

devenait, à partir de 1362 jusqu'au temps où il disparut dans le grand ensemble municipal, cet « hospital du Saint-Esprit » où l'on recueillait les orphelins.

Henri de Sully fut ensuite envoyé gouverneur en Navarre et dépossédé de son habitation de la Grève, dont le roi Philippe VI de Valois disposa en faveur de Clémence de Hongrie, veuve du roi Louis X le Hutin.

M. Edouard Fournier (1) dit que cette donation faite en bonne forme, ne put avoir lieu avant avril 1328, premier mois de ce nouveau règne, et que Clémence mourut en octobre suivant, sans nul doute dans cette maison même, vu que son testament daté du 5 octobre, sept jours avant sa mort, contient un legs pour une chapelle voisine, depuis remplacée par l'église des Billettes. On ne voit pas sur quoi cet auteur s'est fondé pour croire : ou que la reine Clémence y ait habité, ou y soit morte. Car son testament, produit par Valbonnais, fut fait *en sa chambre du Temple* (2) où « elle demeurait depuis son veuvage » (2 bis), et où elle était alors « infirme de corps ». Elle mourut à l'hôtel du Temple, le 12 octobre, et il y a lieu de croire qu'elle n'avait pas encore eu le temps de s'établir dans la maison que Philippe VI lui avait donnée si peu de temps auparavant.

E. Fournier ajoute que la reine Clémence laissait un héritier, son neveu Guigues VIII, dauphin de Viennois, qui réclama la maison aux piliers comme héritage de sa tante, mais que le Roi prétendit que cette maison devait faire retour au Domaine et qu'il ne la donna à Guigues

(1) *Paris à travers les âges*, hist. de l'Hôtel-de-Ville.

(2) VALB. — *Testament de Clémence*.

(2 bis,) *Mém. et anecdotes des Reines et Régentes*.

qu'en récompense de sa brillante conduite à la bataille de Cassel. Il faut croire que M. Fournier avait négligé de lire le testament de la Reine Clémence, car ce n'est pas le dauphin Guigues VIII qu'elle y institua son héritier ; elle lui légua uniquement « *son bon chapel gros que Symon de Lisle fit* » et de même à sa sœur Béatrix de Hongrie, dauphine de Viennois, « *son image de Nostre-Dame d'argent, aux tableaux peints* », et au roi de France, son très aimé cousin, « *son image de Monsieur Saint Loos fait en la manière d'évesque qui tient son doigt....* » Elle fit au contraire son héritier universel, Humbert de la Tour-du-Pin, frère puiné du dauphin Guigues et plus tard son successeur, et elle nomma ses exécuteurs testamentaires, le Roi d'abord ; Louis, duc de Bourbon ; Robert d'Artois, comte de Beaumont ; Jacques, évêque de Cornouailles, son confesseur ; l'abbé de St-Denis et d'autres personnages. Si donc quelqu'un pouvait réclamer la maison aux piliers comme part de l'héritage de la reine Clémence, c'était le prince Humbert, son légataire universel, et non le dauphin Guigues, à qui elle n'avait laissé qu'un chapelet. Mais on observe que dans son testament, Clémence ne fait aucune mention de la maison de Grève, d'où il est permis de conclure que le Roi la lui avait donnée seulement pour son habitation personnelle et avec l'intention de la reprendre à son décès, comme appartenant au Domaine. D'ailleurs, Humbert était alors à la Cour du Roi de Naples, son oncle, et ne revendiqua sans doute pas la possession de la maison aux piliers, dont le testament de sa tante ne parlait pas, en sorte que le Roi eut toute facilité pour en disposer, lui, premier exécuteur testamentaire de la Reine défunte. Mais ce qui prouve l'esprit dans lequel il avait fait la donation à Clémence, c'est qu'au lieu de mettre Hum-

bert en possession de cette maison, il la reprit pour la donner au dauphin Guigues (1)

La bataille de Cassel avait eu lieu au mois d'août ; la reine Clémence mourut en octobre, et le Roi revint à Paris à la fin de l'année, avec le Dauphin qui ne tarda pas à retourner dans ses Etats. La donation de la maison de la reine Clémence au Dauphin à qui le Roi devait, en grande partie, le succès de la guerre contre les Flamands, eut donc lieu dès leur retour à Paris, et, si Philippe VI tint à reprendre cette maison, ce ne fut que pour la donner aussitôt à un prince qui venait de lui rendre de si éclatants services, et qui n'ayant pas encore d'enfants de son mariage avec Isabelle de France, fille du Roi Philippe V le Long, avait son frère Humbert pour héritier présomptif.

Le régent du Dauphiné, Henry de la Tour-du-Pin, ancien évêque et prince de Metz, oncle de Guigues et d'Humbert, avait accompagné son vaillant neveu et pupille en Flandres, et était revenu avec lui à Paris ; il était trop sage et trop prudent personnage pour n'avoir pas consulté, dans une circonstance semblable, l'intérêt des Dauphins, ses neveux. On doit en conclure qu'il y eut alors un véritable arrangement de famille et qu'Henry désira que le Dauphin régnant eût à Paris, lorsqu'il y viendrait par la suite, l'habitation qu'Humbert, à peine âgé de 16 ans, et résidant à la Cour de Naples, n'avait pas beaucoup d'intérêt à réclamer. En effet Guigues, neveu par sa mère du roi Louis X, gendre du roi Philippe V, et neveu, par sa femme, du roi Charles IV, proche parent aussi du roi Philippe VI, ayant été élevé à la Cour de France, était en quelque sorte un prince Français, et il

(1) DUCHESNE. — *Hist. des Dauphins de Vienne*, p. 45.

était naturel qu'il eût sa demeure à Paris, lorsque ses relations de famille ou ses affaires d'Etat l'y appelleraient.

Mais Guigues VIII fut tué à la fleur de l'âge en 1333, et comme il n'avait pas d'enfants, Humbert, son unique frère, lui succéda. Guigues put donc prendre possession de la maison aux piliers, quand le Roi la lui donna ; mais il ne l'habita point, vu qu'il ne revint pas à Paris avant sa mort (1).

Lors de la mort du dauphin Guigues, Humbert était à Naples, près du Roi dont il venait d'épouser la nièce, et, comme il voulut y attendre la naissance d'André, son fils, il ne revint en Dauphiné que plusieurs mois après.

Tout d'abord Humbert se trouva en désaccord avec la Cour de France, au sujet de la possession de Sainte-Colombe, faubourg de Vienne, possession à laquelle le Roi prétendait injustement. Philippe VI lui envoya des ambassadeurs pour lui représenter que les Dauphins avaient toujours aimé les Rois de France; que les Rois de France leur avaient bien montré qu'ils les aimaient aussi; que lui-même, Humbert, était le fils et l'époux de deux cousines germaines du Roi, et enfin qu'il était son vassal.

On doit observer à ce propos qu'on ne connaît aucun hommage rendu aux Rois de France par les Dauphins de Viennois, ni par les Barons de la Tour-du-Pin, avant le règne de Humbert I^{er}. Jusque là, les uns et les autres avaient été souverains indépendants dans leurs terres, et relevant seulement de l'empire, comme grands feudataires.

Philippe-le-Bel, par des lettres de décembre 1294, fit don à Humbert I^{er} de la Tour-du-Pin, dauphin de Viennois, d'une rente annuelle de 500 livres tournois, à pren-

(1) VALB. — *Hist. du règne de Guigues VIII, dauphin.*

dre sur le Temple, à Paris, et Humbert reconnut tenir cette libéralité, en fief, du Roi, et se déclara son vassal, *à ce titre*. Il en fut de même pour Jean II, son fils et successeur; le roi Louis X le Hutin, qui était son beau-frère, lui donna, en augmentation de fief, une rente de 2000 livres tournois, rente convertie ensuite par Philippe V, en assise de terres dans le Comté d'Auvergne à concurrence d'un pareil revenu (1). Voilà comment les Dauphins pouvaient être dits vassaux des Rois de France; car ils ne l'avaient jamais été et ne l'étaient en rien « *quant à leurs Etats* » qui ne relevaient que du saint Empire Romain, comme le prouvent tous les titres, et entr'autres les lettres de l'empereur Louis, de cette même année 1335, donnant le titre de roi de Vienne au dauphin Humbert II.

Comme Humbert avait refusé d'accéder aux désirs du Roi pour Sainte-Colombe, et qu'il tenait beaucoup néanmoins à ne pas encourir son ressentiment, il fit un voyage à la Cour de France, accompagné de l'évêque de Tinia, son confesseur, plus tard son chancelier, et de plusieurs dignitaires ou grands seigneurs de ses Etats. Si le Roi lui témoigna d'abord, comme le dit Valbonnais, un peu de froideur, cela ne dura guère, à en juger par les résultats de ce voyage. Il est vrai que le Dauphin finit par céder pour ce qui regardait Sainte-Colombe; mais le Roi donna son consentement au mariage du petit prince André, fils unique du Dauphin, avec Blanche de France, héritière de la couronne de Navarre, et il fut décidé que les noces seraient célébrées dès que l'âge des jeunes fiancés le permettrait. Singulière destinée ! André mourut à l'automne de la même année, et Blanche épousa en 1349, le vieux

(1) VALB. — *Hist. du Dauphiné*.

roi Philippe VI, qui la laissa veuve dès l'année suivante. La même année (1349-1350) vit ce mariage, et celui de Jean, fils du Roi, avec Jeanne d'Auvergne, et encore celui de Charles, dauphin, son petit-fils, avec Jeanne de Bourbon, fiancée en 1348 au dauphin Humbert II !

Humbert était parti pour Paris en juin 1335 ; par des lettres patentes du 12 juillet, il conféra la lieutenance-générale de ses états à Henry de Villars, archevêque de Lyon. Elles sont datées de Paris, *en la maison de maître Nicolas de Vienne, dans le cloître saint Benoit*. En effet, c'est seulement au mois d'août que le Roi lui donna « *son hostel assis à Paris en Grève, nommé communément la maison aux piliers en Grève, lequel hostel son très-cher et féal cousin Guigues, daulphin de Viennois, tenait au temps de son décès, de son don à lui fait en certaine forme, etc.* »

Il lui en faisait don, « pour lui, ses hoirs et *successeurs, toutevoies, dauphins de Viennois.* » Il ne tenait donc pas cet hôtel de la succession de sa tante, la reine Clémence, dont il était l'héritier universel, mais de la libéralité du roi Philippe VI, exécuteur testamentaire de cette princesse ; différence tenant évidemment à ce que le Roi était obligé à certaines formes de précaution, quand il lui plaisait d'aliéner des propriétés faisant partie du Domaine : du moins celà semble résulter de ce qui se passa dans la suite.

Humbert prit immédiatement possession de « la maison aux piliers. » Le 20 août, voulant récompenser Robert de Maulmont, son grand chambellan, des services qu'il lui avait rendus en Hongrie, en Italie et autres contrées lointaines, il lui donna six vingt florins de rente annuelle à prendre sur les revenus de la chatellenie de Vizille. L'acte est daté de Paris, *in domo Dalphini*, c'est-à-dire

dans « *l'hostel au Dauphin* » sis sur la place de Grève, où il avait déjà établi sa résidence (1).

Dans un autre séjour qu'il y fit, Humbert reçut, le 12 novembre 1339, l'hommage d'un seigneur de la Franche-Comté, son vassal. L'acte fut passé *in domo domini Dalphini in Grieve*, en la présence des *magnifiques seigneurs* Jean de Châlon, Humbert de Villars, Agoult de Baux, Guy de Grolée, Amédée de Roussillon, Amblard de Beaumont, etc., etc., qui avaient accompagné le Dauphin dans son voyage et étaient ses hôtes ordinaires (2).

Lorsque Humbert traitait avec le Roi par l'intermédiaire d'Amblard de Beaumont, son protonotaire, ou de Jacques de Brunier, son chancelier, il avait souvent affaire avec Guillaume Flotte, seigneur de Revel, chancelier de France ; c'est sans doute pour récompenser ses services autant que ceux de Pierre Flotte, son fils, depuis amiral de France, qu'il fit don à ce dernier, d'une rente de 200 livres tournois à titre de fief. L'acte fut aussi passé à Paris *in domo D' Dalphini* (3).

Quand Humbert transporta la souveraineté de ses Etats aux princes Français, ses cousins, par divers actes de 1343 et 1349, on ne voit pas qu'il ait été fait mention particulière de la maison de Grève ou *hostel au Dauphin*, comme on l'appelait alors. En effet, en 1343, il n'y avait pas lieu d'en parler, puisqu'Humbert ne donnait ses Etats que dans le cas où il viendrait à mourir sans enfants mâle ni femelle, et qu'étant âgé seulement de 31 ans, il pouvait fort bien en avoir : pourquoi donc aurait-il

(1) VALB. — II, 303.

(2) VALB. — II, 388.

(3) VALB. — II, 389.

renoncé à une maison dont la propriété devait lui plaire tant qu'il vivrait. Quant à la donation définitive de 1349, Humbert ne la fit que pour entrer dès le lendemain dans un cloître et se vêtir de l'habit de saint Dominique ; en même temps qu'il renonçait à la couronne et au monde, il laissait naturellement cette maison avec tout le reste, à ce jeune Charles de France qu'il avait choisi pour être son héritier universel, son successeur immédiat et *son fils adoptif* (1), et en effet Charles en hérita quand il devint dauphin de Viennois.

(1) VALB. — II, 615 et 618.

(A continuer).



CHRONIQUE

L'abondance des matières nous permet seulement d'offrir nos vœux à tous les membres de la Société, et de citer quelques-uns des livres reçus pendant le trimestre.

Comte de Balincourt. — *Histoire de la maison de Genas*, 1879-82, in-8° de 235 p. et 7 planches.

Tableaux généalogiques et raisonnés de la maison de La Tour-du-Pin, avec carte, fac-simile de Chartes et portraits.

Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire, texte et commentaire. — Valence, 1882, br. in-16.

Etat de l'instruction primaire dans le Briançonnais avant 1790, par le docteur Chabrand, br. in-12.

Nos pères, proverbes et maximes populaires du midi de la France, par Henry Vaschalde, br. in-8°, 1882.

Du même auteur : *De Launay*, comte d'Entraigues, écrivain et agent politique. Sa vie et ses œuvres, br. in-8°.

Essai de simplification et de solution du problème social, par A. M. Clairefond, br. in-16.

Procès-verbal de la visite pastorale de Jacques de Tournon à Die et à Crest en 1551, annoté par M. l'abbé Jules Chevalier, br. in-8°, 1882.

Le manuel de M. Paul Bert, ses erreurs, etc., par M. Ch. Bellet. — Tours, Gattier, 1882, in-12.

Les Alpes Cottiennes et Graies. — *Géographie gallo-romaine*, par M. Florian Vallentin. — Paris, Champion, 1883, in-8°.

On désirerait vivement retrouver les mémoires manuscrits de François Joubert et de Salomon de Merez sur les guerres du XVI^e siècle, cités par Chorier.

Enfin l'attention de nos érudits collègues est appelée sur les armoiries jointes à cette livraison, dont les n^{os} 4 et 5 sont seuls connus : Pierre Patrice de Feu de Charmoy en 1719 (n^o 4), et Antoine Jean Terray, intendant (n^o 5).

Les n^{os} 6 et 8 sont des armes dauphinoises : le n^o 6 sculpté au château de Feralhon et le n^o 9 peint sur un paravent de la famille de Merez.



Nous apprenons la mort prématurée de l'un de nos membres correspondants, M. le marquis de Virieu ; mais nous ne pourrons rendre à sa mémoire un témoignage complet qu'après étude de ses travaux et de ses œuvres et cela dans une prochaine livraison.



SÉANCE DU 16 OCTOBRE 1882

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

M. Louis Dufour, sous-archiviste d'Etat à Genève, est proclamé membre correspondant.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Brun-Durand, élu vice-président, pour remercier la Société.

Quelques questions du programme assigné au Congrès de la Sorbonne en 1883 sont rappelées, et notamment celle des Villeneuve et Bastides ou Bâties. Il y avait dans la Drôme deux seules Villeneuve : une à St-Barthélemy-de-Vals et l'autre à Coinau, sur Anneyron, avec des libertés. Ni l'une ni l'autre n'ont prospéré. Plus nombreuses, les Bâties, n'ont pas une histoire bien connue.

Les routes suivies par les pèlerins offrent aussi matière à une étude, ainsi que les écoles, l'art dramatique, l'imprimerie et l'organisation militaire.

Il est donné lecture de notes recueillies par M^m. Lascombe sur la famille Vocance.

Relativement aux généalogies, il est décidé que le *Bulletin* publiera seulement celles qui touchent à l'histoire de la province et reposent sur des documents certains. Tout en donnant les détails de filiation, les auteurs devront surtout rechercher les détails biographiques et les rattacher aux faits généraux.

5



1



1



2



2



7



3



3



8



4



4



5



5



9



LE ROMAN DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

MADAME DE VILLEDIEU

V

CLAUDE NICOLAS DE CHASTE. — DERNIER MARIAGE ET MORT
DE MADAME DE VILLEDIEU. — SES ROMANS.

Au dix-septième siècle, il existait encore en Dauphiné, divisée elle-même en plusieurs rameaux, une branche de l'illustre maison de Clermont, connue sous le nom de Chaste, celui d'une seigneurie dans le Viennois, apanage de ses cadets, qui s'était substitué pour eux, pendant un certain nombre de générations, au nom patronymique. Cent ans auparavant, Aimar de Chaste, commandeur de Saint-Jean-de-Jérusalem et vice-amiral des mers du Ponant, avait été l'une des illustrations de cette antique race. En 1582, on l'envoya en Portugal remplacer Strozzi, commandant des troupes de France, au service d'Antoine, prieur de Crato, prétendant à ce royaume contre Philippe II, roi d'Espagne. Il est surtout connu pour avoir, comme gouverneur de Dieppe, en 1589, remis la ville à Henri IV, ce qui contribua à la victoire d'Arques. Il fut ambassadeur extraordinaire en Angleterre et mourut en 1603 (1).

Quoique lié par des vœux de célibat, auxquels on était contraint pour arriver aux dignités de l'Ordre, sa vie,

(1) Le P. Anselme, t. VIII, p. 932. — Sully, *Mémoires*, édition d'Amsterdam, 1724, t. I^{er}, p. 326. Voy. aussi de Thou, Mézeray, etc.

toute militaire, n'avait pas été exempte de faiblesses. Parmi les bâtards qu'il eut d'Isabeau Sendret, légitimés par le roi en mars 1615, figure, dans la généalogie des Chaste, Adrien, en 1621, moine profès de l'abbaye de Fécamp, dont son père avait été abbé commendataire. Evidemment il parvint à se faire relever de ses vœux, les papiers qui ont passé sous nos yeux établissent qu'il avait épousé Catherine du Port du Mourier, veuve de François de Rostaing ; il en eut Claude-Nicolas de Chaste, seigneur de Chaalons (1). Adrien s'établit dans la petite ville de Tain, en Dauphiné, où l'attira sa parenté avec dom Louis Dupré, prieur claustral de l'église du lieu, de l'ordre de Cluny, et c'est dans cette localité que nous avons découvert le dossier relatif à M^{me} de Villedieu (2). Claude-Nicolas qui avait, comme Villedieu, cherché les aventures hors du royaume et commandé une compagnie dans les troupes envoyées à Candie au secours des Vénitiens, résidait ordinairement à Paris. C'est chez M^{me} de Saint-Romain qu'il rencontra Catherine des Jardins et n'eut pas de peine à lui faire agréer des propositions de mariage. On prétend cependant qu'il était déjà uni à la fille d'un cordonnier de Paris. Nous avons lieu de regarder cette assertion comme plus que douteuse ; en tout cas, les pièces que nous produisons prouvent que le fait avait toujours été ignoré du père du marié, peu au courant, il est vrai, des affaires de

(1) Le Châlon de Crépol, commune du canton de Romans. Claude-Nicolas est aussi appelé M. de Crespon (Crespol). Ces deux terres étaient depuis longtemps au pouvoir des Chaste.

(2) Dans les papiers des Bergier, qui, pendant plusieurs générations, exercèrent le notariat à Tain aux xvi^e et xvii^e siècles. Nous sommes heureux d'exprimer ici notre reconnaissance à M^{le} Bergier, dernière descendante de cette famille d'ancienne bourgeoisie, pour l'obligeance avec laquelle elle a bien voulu mettre ses archives à notre disposition.

la famille. Malgré ce que l'on a avancé à cet égard, les contractants n'étaient séparés que par une différence d'âge tout à fait normale : née en 1631, la future épouse avait atteint sa quarante - sixième année ; quant à Claude-Nicolas, son père étant moine en 1621, il n'avait pu venir au monde tout au plus qu'en 1622 ou 1623. Du reste, loin d'être clandestine, comme le veulent les frères Parfait et l'abbé Gouget, leur union fut célébrée solennellement le 17 août 1677, à Notre-Dame, par permission de l'archevêque de Paris. Ces joies d'arrière-saison ne durèrent pas : le nouvel époux mourut le 5 janvier 1679, laissant un fils qui ne devait guère lui survivre. Ici nous donnons la parole à la veuve, qui, malgré ses antécédents de romancière, ne paraît point perdre de vue les intérêts matériels. Voici la singulière lettre écrite à son beau-père, que nous transcrivons d'après l'original autographe.

A Paris, le 9 janvier 1679.

« Hélas, monsieur, de quels termes et de quelle encre me servirai-je pour vous annoncer la triste nouvelle que j'ay à vous dire. Le pauvre M. de Chalons mourut jeudi, veille des Rois, à minuit, dans le temps que, par les soins des meilleurs médecins de France, il avoit perdu sa fièvre, qu'on ne songeoit qu'à le transporter à Saint-Germain, pour y prêter le serment du gouvernement des invalides valant six mille livres de rentes que le roy nous avoit donné. Je dis nous, monsieur, car il est temps de vous dire que je l'épousay par permission extraordinaire de Mgr l'archevêque de Paris, le 16 d'aoust de l'année 1677, en sorte qu'il y a présentement saise mois passez que j'ay l'honneur d'estre vostre belle-fille, et que pendant ce temps Dieu nous a donné un fils qui a présentement six mois et dans lequel j'espère faire revivre le grand Emar

de Clermond, son grand-père, par les bons soins que j'en prendray. Le roy en donnant à M. vostre fis, mon tres cher mary, le gouvernement des invalides en avoit par le mesme brevet accordé la survivance à son fis. Et à la veille d'en jouir il meurt d'un abcez de bille noire dans la poche de l'estomac, qu'il a vidé en parti une heure avant sa mort, mais qu'il n'a pu vider entier à cause du long-temps qu'il y avoit qu'il estoit malade. Si tost que cet abcez a esté connu on a assemblé toute la médecine pour tascher de le faire vider et pendant dix-sept jours il a pris chascun trois prises de perle et de corail valant chacune une pistolle, en sorte que de dépense pendant quatre mois ou d'obseques j'en suis pour deux mille livres bien justifiez, ce que je ne vous dis pas, mon tres cher monsieur, pour me rambourser sur la procuration que vous m'avez fait l'honneur de me confier. Non seulement je vous enverrai incessamment les deux cents livres que vous souhaitez, non seulement je ne demande pour l'enfant de vostre fis mon cher mary que ce qu'il vous plaisoit de donner au père, mais sans conditions je veux vous servir de chere fille en la manière qu'il vous plaira. Venez achever vos jours avec moy, je vous nourriray d'ortolans, si vous le voulez. Et s'il ne tient qu'à vous aller chercher moy-mesme pour vous faire faire le voyage avec moins d'incommodité, je partiray aussitost apres vostre réponse. Je vous gouverneray avec l'amour qu'une femme qui a aimé son mary plus que sa vie doit à son cher père, vous aurez le plaisir de voir le roy faire pour vostre fis mon enfant, a six mois, ce que son grand-père fit pour vous a trois ans, il luy a donné douze cent livres de pension sur l'abbaye de Saint-Martin des Champs. Vous aurez le plaisir de sçavoir qu'après avoir gouverné M. vostre fis quatre mois durant, netoyé d'ordures, et veillé comme une garde, je luy ay fait rece-

voir les derniers sacremens de l'Eglise, qu'il a reçus comme un saint, l'ay exhorté à la mort, ensevely de mes mains. Enfin, mon cher père, vous trouverez en moy une fille si affectionnée que vous serez trop heureux de l'avoir. Vous devez conclure de là que je n'ay pas manqué de faire toute diligence pour vous faire toucher vostre pension, et j'y ajouteray que s'il se trouve quelques obstacles à sa réception j'y supleeray de ma bourse, estant parfaitement et avec beaucoup de respect.

Vostre tres humble et tres soumise fille et servante,

DES JARDINS DE CHASTE (1). »

De bonne foi, qui pourrait imaginer que la femme qui s'est appliquée à écrire, à pareil moment, ce lourd factum formulé comme un mémoire de fournisseur, d'où se dégagent des sentiments si absolument vulgaires, ait jamais respiré l'air du grand monde ? A cet appel, pourtant, la confiance, peut-être l'intérêt, répondit. Au mois de juin suivant, Catherine arrivait à Tain ; son beau-père, qui l'avait sans doute fait venir, l'établit sa procuratrice, et par devant notaire, testa en sa faveur, « à la charge de remettre son dit héritage, quand il plaira à la dicte dame, à l'enfant nommé de Chaste, fils que la dicte dame héritière a eu dudict sieur Claude-Nicollas de Chaste, sieur de Chaalons, son mary, ensuite de l'espousalisse faicte par permission de Mgr l'archevesque de Paris, en l'église cathédrale de Nostre-Dame de Paris, du dix-septième aoust, année mil six cent soixante-dix-sept, comme en résulte et de l'acte receu par MM. Donc et Lange, le jeune, notaires au Chas-

(1) Sur le repli est écrit d'une autre main, mais du même temps, *Lettre de M^{me} des Jardins à M. de Chalons.*

telet de Paris, le dix-neuvième novembre mil six cent soixante-dix-huit, bien que ledict enfant n'aye pas encor receu le nom de baptisme, et au cas que ledict enfant vienne à décéder avant ladicte dame sa mère, ledict sieur de Chaste veut, ordonne, institue et nomme ladicte dame Marie-Catherine des Jardins, sadicte bru, son héritière universelle (1). » Cet acte, ignoré jusqu'ici, établit donc, d'une façon incontestable, la situation de Catherine. L'enfant que le Dauphin et M^{lle} de Montpensier avaient porté sur les fonts de baptême mourut peu après. Mais Adrien de Chaste ne révoqua ses dispositions qu'en 1683, lorsque Catherine, déjà remariée, s'éteignait loin de lui. Il est probable que son séjour à Tain lui fournit l'occasion de visiter Grenoble, dont elle semble avoir connu la société, et lui inspira peut-être l'idée de placer le nom de Tournon parmi les héros de ses aventures fabuleuses.

Après avoir fréquenté l'univers entier, la coquette surannée, longtemps reine autant par le charme que par l'esprit, sentit sans doute l'abandon se faire peu à peu autour d'elle. « Il est bon, remarque un écrivain de notre temps, de noter la part et l'influence de l'esprit, à une époque où les conditions et les rangs sont si tranchés. L'esprit, même alors, est un talisman qui ouvre toutes les portes, introduit jusqu'au souverain et obtient des triomphes, qu'il lui faut, il est vrai, expier par quelque côté (2). » Quoique M^{me} de Villedieu, ou M^{me} de Chaste, comme il plaira de l'appeler, reçût de Barbin 5 livres, rétribution importante si l'on se reporte au temps, pour chaque page

(1) Testament de messire Adrian de Chaste, sieur de Chalons, reçu par M^e Bergier, notaire à Tain, le 6 juin 1679. Procuration de messire Adrian de Chaste à dame Marie-Catherine des Jardins du même jour. Actes originaux.

(2) G. Desnoisterres, *les Cours galantes*, t. II, p. 178.

livrée au célèbre éditeur, quoiqu'elle eût eu part aux libéralités royales, elle menait sa fortune aussi aventureusement que sa vie. Elle revint au lieu de sa naissance et de sa première jeunesse, déjà si agitée, à Saint-Rémy-du-Plain, terminant son roman comme elle l'avait autrefois commencé, en épousant le parent complice de sa première faute. On prétend que les deux époux, désabusés, furent réduits à chercher dans l'ivresse l'illusion d'un bonheur qu'il ne leur avait pas été donné d'atteindre, en même temps que l'oubli de la pauvreté dans laquelle ils étaient tombés (1). Selon l'opinion la plus accréditée, Catherine mourut, en novembre 1683, au château de Clinchmore (2), où l'on montre encore, au sommet d'une tourelle, nous dit M. Hauréau, la chambre où elle se retirait pour écrire. Restée mobile presque jusqu'à ses derniers jours, on peut justement lui appliquer ce qu'un personnage de son *Journal amoureux* raconte de Marguerite de Valois : « C'est une infidèle auprès de qui la grande jeunesse ne sauve de rien. Elle est née ce que les autres deviennent. » En tous cas, elle eut le tort suprême de prétendre demeurer jeune au-delà des limites. Sincère, du moins, elle est la première à reconnaître ses fautes.

(1) L'abus des liqueurs fortes n'était pas alors un vice bien rare, même parmi les femmes du plus grand monde. La duchesse de Mazarin et M^{me} de Vendôme abrégèrent ainsi leur vie. Voy. l'ouvrage de Desnoisterres que nous venons de citer, t. IV, p. 85.

(2) Il n'est pas positif que M^{me} de Villedieu soit morte en 1683. Dans la préface du *Portrait des faiblesses humaines*, Paris, 1685, in-12, il est parlé d'elle comme si elle vivait encore. M. Hauréau tourne la difficulté en supposant que ce passage a été reproduit sans examen d'une édition antérieure inconnue jusqu'ici. Tant qu'on ne retrouvera pas l'acte mortuaire de la romancière, on sera forcé de s'en tenir aux probabilités.

Je ne l'ai pas toujours suivie
 Cette si légitime loi
 Et pour le chagrin de ma vie.
 Ce douloureux aveu m'échappe malgré moi,
 Mais n'en suivez pas moins mes avis salutaires.
 Ne donnez votre cœur qu'avec précaution (1).

En prose et en vers, elle toucha à peu près à tous les genres que l'on avait alors l'habitude de traiter, tragédies, romans, élégies, pastorales, fables (2), épîtres et même ballets. Au milieu d'une vie troublée, son honneur est d'avoir essayé de suivre dans la lutte la bannière des grands maîtres, et contribué, pour une part secondaire et relative, au retour aux éternelles lois du bon sens, au naturel, au style simple. Aussi la valeur de son œuvre est-elle toute de circonstance. Aujourd'hui que la mode est aux réimpressions et que l'on se pique avec raison de ne vouloir rien ignorer de ce qui a eu son heure, même fugitive, dans l'histoire de notre littérature, on pourrait faire un mince et agréable volume, en choisissant, dans le recueil de 1669 et les *Œuvres meslées*, des relations, comme la description de la

(1) *Œuvres meslées* dans le t. II des *Œuvres*, p. 108. Voy. aussi p. 122. Elle dit encore : « Je voudrais toujours qu'on eust une inquiétude dans le cœur qui fist regarder comme des affaires de passage tout ce qui n'est point du fait de l'amour. » En effet, toute sa vie est là.

(2) On sait que l'écrivain qui a la spécialité des pseudo-découvertes à la *Revue* de M^{me} Adam, M. Louis Ménard a donné, comme des œuvres inédites de La Fontaine, des fables imprimées dans les recueils de M^{me} de Villedieu. Contraint de reculer devant l'évidence, il s'est hâté de substituer à sa première hypothèse une autre tout aussi gratuite, une convention *intime*, par laquelle le bon homme aurait abandonné ses productions à son amie. L'examen le plus superficiel des textes interdit cette conjecture. Voy. *La Fontaine et M^{me} de Villedieu, les Fables galantes présentées à Louis XIV le jour de sa fête. Essai de restitution à La Fontaine*. Paris, Charavay, 1882.

Haye, quelques lettres d'un badinage ingénieux, les meilleures pièces de vers en différents genres, ainsi que le récit de la fête de Versailles, comme complément d'informations sur un sujet que la curiosité des lettrés est loin encore d'avoir épuisé. Au portrait tiré de la galerie de M^{lle} de Montpensier, dont nous nous sommes contenté de donner un extrait, on joindrait, à titre de spécimen, une ou deux des nouvelles les plus courtes, prises par exemple dans les *Annales galantes*, refaisant ainsi plus au goût de notre temps la chrestomathie tentée au siècle dernier par le marquis de Paulmy, dans la *Bibliothèque universelle des romans*, sur notre auteur déjà oublié.

Nous avons donné une idée suffisante du théâtre de M^{me} de Villedieu. Ses élégies amoureuses tiennent le milieu entre Segrais et Parny.

Que faisais-je, dit-il, lorsque je n'aimois pas.
Tendres émotions, bienheureuse foiblesse,
Révolte de nos sens, innocente allégresse,
Mouvements inconnus si pressants et si doux,
Hélas ! se peut-il bien qu'un cœur vive sans vous ?...
La tendresse a son heure aussi bien que la mort...
Mon cœur veut tout un cœur, mon âme toute une âme.
Hors l'amour, dans l'amour, je compte tout pour rien.

Mais la poésie officielle garde trop de place dans le *nouveau recueil de pièces galantes*. Que dire des *vers irréguliers sur ce que le roi se baignoit dans sa chambre au lieu de se baigner dans la rivière* ? Rarement l'adulation est descendue à un pareil degré de bassesse. Le poète est plus heureux dans ses notes habituelles. Il y a comme un écho de la malicieuse bonhomie de La Fontaine dans le passage suivant.

Mais, comme chacun sait, ce n'est pas de ce jour
Que les sujets de l'empire d'amour
Sont exempts des lois du parjure.

On pense dire vray, quand on fait un serment,
 On gageroit qu'une aventure
 Doit durer éternellement.
 S'il arrive qu'un cœur change de sentiment,
 C'est le crime de la nature
 Et non pas celui de l'amant.

En même temps que le *Don Carlos*, de Saint-Réal, que le *Prince de Condé*, de Boursault, que les compositions de Préchac et de Lesconvel, que les prétendus Mémoires écrits sous différents noms par Courtilz-Sandras, ouvrant la voie à quelques-unes des inventions d'Alexandre Dumas, M^{me} de Villedieu inaugura la nouvelle historique. Ce fut, nous l'avons dit, une louable réaction contre les interminables romans, qui trop longtemps avaient emprisonné la langue dans des formes de convention. On y gagna par la rapidité de l'action, la clarté du style, quelquefois même par la vraisemblance. Quelques-uns des défauts saillants des devanciers persistent. Les romans de Villedieu n'ont d'historique que les noms des personnages. Que le lieu de la scène soit placé au sein du monde romain, comme dans les *Exilés de la cour d'Auguste* que M^{me} de Scudéry écrivant à Bussy, trouvait si *jolis* (1) et que l'on réimprimait encore en 1802 ; au milieu de l'Espagne des Maures, comme dans les *Galanteries grenadines* ; qu'il s'agisse du prince Jacaya, ce Turc exilé, promenant à travers l'Europe, ses amours, comme Joconde, et ses observations sur les femmes un peu à la façon des *Lettres persanes*, le fond est inexorablement le même. Les *Amours des grands hommes* nous offrent Socrate amoureux et trompé par Alcibiade, Caton tout aussi galant que chez M^{lle} de Scudéry, Solon, enfin, promulgant de burles-

(1) Correspondance de Bussy-Rabutin (éd. Lalanne) t. 1^{er}, p. 234, t. II, p. 93, 96.

ques lois d'amour du genre des fameuses maximes d'Arnolphe, dans l'*Ecole des femmes*.

Qui veut aimer parfaitement
Doit se faire surtout une loi du mystère.
Des plaisirs de l'amour c'est l'assaisonnement.

Mais là où M^{lle} des Jardins semble se trouver plus à l'aise, c'est à la cour des Valois, à cause de la ressemblance avec les magnificences de la cour de Louis IV. En réalité, elle s'attache de préférence à peindre les galanteries éphémères des seigneurs allant souper en partie fine au Palais-Royal, chez Frédoc (1), ou chez Deschamps, à St-Cloud. Elle a aussi ses portraits sur nature. Mais son idéal est moins élevé que celui de l'auteur du *Grand Cyrus*.

Les moyens sont peu variés : des tablettes passant des poches d'un imprudent au pouvoir d'un rival ou d'un curieux amènent des méprises trop prolongées, absolument comme les lettres de M^{me} de Feuquerolles, attribuées à M^{me} de Longueville, dans le salon de la duchesse de Montbazou. Quelquefois, ainsi que dans l'*Astrée*, qui l'empruntait à la seconde manière des romans grecs, la belle est ravie par des pirates. Mais, au milieu des plus affreux déserts, des collations délicates se rencontrent à point, et il ne manque pas de chirurgiens pour panser les chevaliers blessés. Ces inexpériences se retrouvent, du reste, aussi bien de la part de M^{me} de La Fayette, exaltant les passions les plus hautes et les plus pures, que chez M^{me} de Villedieu, touchant en plus d'un point à l'*Histoire amoureuse des Gaules*.

Sous cette plume de femme, le sarcasme contre les femmes jaillit avec une verve intarissable, qui fait penser à certaines boutades de Voltaire. Le prince turc Jacaya s'est

(1) Il paraît que, les tables enlevées, on jouait gros jeu au cabaret de Frédoc. Voy. Tallemant des Réaux, 2^e éd., t. VII, p. 107.

dérobé au cordon vert par la fuite. Dans l'espoir de parvenir jusqu'au roi de Pologne et de l'intéresser à sa cause, il entre au service d'un gentilhomme de ce pays, qui le charge de ses messages amoureux auprès d'une Transylvanienne nommée Metzale. Naturellement il s'éprend pour son propre compte et remet à la dame une déclaration, dans laquelle il laisse pressentir sa naissance. Comme la scène se passe devant une étrangère, Metzale, en coquette adroite, lui répond en termes ambigus, compréhensibles pour lui seul, qu'elle veut, avant de s'engager, examiner la valeur du diamant, faisant ainsi allusion à l'amour qui lui est offert. « Jacaya sortit après ce rendez-vous et la dame polonoise, qui avoit entendu ce discours, n'ignorant pas l'intrigue de Metzale avec le seigneur polonois, crut que ce diamant étoit quelque nouveau présent de sa part. Elle ne témoigna rien de ce soupçon ; l'amitié qu'elles avoient l'une pour l'autre n'alloit pas jusqu'à cette confidence. Elles parlèrent de jupes, de nouvelles indifférentes et de la disposition du temps ; mais comme la plus grande partie des femmes ont moins de franchise entre elles qu'entre sexes différents, elle ne fut pas si réservée avec le polonois... Ce discours confirma ses soupçons ; il ne peut s'empêcher de les faire paroître ; Metzale les trouva injurieux, la conversation s'échauffa et les amants se brouillèrent. Ce polonois étoit un routier, il avoit eu plus d'une querelle d'amour en sa vie. Il sçavoit toutes les différences d'une colère à une autre colère. Il ne douta pas que celle de Metzale ne fût fondée sur un peu d'infidélité⁽¹⁾. » On sent la transformation en train de s'opérer : la phrase courte, incisive, est en harmonie avec les sentiments mobiles auxquels elle sert d'interprète ; la succession rapide d'impressions ne souffre plus les prolixes dissertations en for-

(1) *Œuvres* t. IX, les *Annales galantes*, p. 522.

me de dialogues. Le lecteur veut désormais être amusé en même temps qu'entraîné. En ce genre léger, destiné à prendre de grands développements, une page des *Mémoires de Gramont*, devançant leur époque, vaut mieux que tout ce qu'a écrit M^{me} de Villedieu. Mais, pour bien connaître les tendances d'un siècle, il ne suffit pas de s'arrêter aux chefs-d'œuvre, il est encore nécessaire d'interroger ce qui, dans la littérature au-dessous, a, durant un certain temps, retenu l'attention publique. A part les burlesques procédant d'une veine plus abondante, fort peu châtiée, un ton général de décence sert alors de voile et comme d'excuse aux plus grands écarts. « En parcourant, disait Chamfort, les mémoires et les monuments du siècle de Louis XIV, on trouve même dans la mauvaise compagnie de ce temps-là quelque chose qui manque à la bonne d'aujourd'hui. »

Les lecteurs ne manquèrent pas à M^{me} de Villedieu ; sa vogue fut plus prolongée que celle de M^{lle} de Scudéry. Outre les éditions contemporaines de chacun de ses livres assez nombreuses, devenues rares, on a, de 1702 à 1741, imprimé quatre fois ses œuvres, mais avec une telle négligence que, laissant de côté des pièces réellement curieuses comme le récit des précieuses, le recueil de 1669, diverses épîtres dédicatoires et des morceaux de poésie, on a introduit dans la collection plusieurs romans, qui doivent être restitués à d'autres auteurs, comme l'*Illustre Parisienne* à Préchac ; M^{lle} d'Alenson et M^{lle} de Tournon, selon l'opinion la plus générale, au provençal Vaumorière, *Astérie ou les Tartares*, à M^{lle} de La Roche-Guilhem. Ce dernier ouvrage, d'un pathétique niais, peut rivaliser avec *Lodoïska*, qui, au commencement de notre siècle, coûta tant de larmes aux sensibles portières. Quant aux œuvres de M^{me} de Villedieu, nous avons adopté pour nos citations l'édition de 1641.

Elle et son groupe ne fournirent qu'une étape bientôt dépassée par le mouvement littéraire. Ce n'est qu'au dix-

huitième siècle que l'éclosion du roman devint complète en tous les genres, avec *Gil Blas*, *Manon Lescaut*, *Candide*, *la Nouvelle Héloïse*, *Marianne*, *Paul et Virginie*, abordant successivement les conditions, les situations, les dispositions les plus diverses, au milieu du jeu des intrigues, des passions, des intérêts d'une société déjà profondément remuée, et finissant par atteindre les plus tristes replis du cœur humain dans *Jacques le fataliste*, le *Sopha*, le *Paysan perversi* et les *Liaisons dangereuses*, toute la hiérarchie de la corruption depuis la canaille jusqu'au grand monde.

Hormis Georges Sand, reprenant les sophismes de Jean-Jacques, avec plus de variété dans les caractères et surtout dans les paysages, notre littérature romanesque est loin d'avoir renouvelé la veine, là où nos pères semblent l'avoir épuisée. Nous avons beau chercher à reculer la limite du cynisme portée si loin par les Crébillon fils et les Diderot, rien de réellement nouveau, de franchement original, ne parvient à sortir de ces efforts impuissants.

En dépit de notre apparente démocratie et des folles prétentions d'un monde improvisé, non sans analogie avec la société du Directoire, où l'idéal est raillé comme une maladresse, presque un crime, les grandes dames du siècle de Louis XIV, par le charme de la conversation, la variété, souvent même l'élévation des idées, par cette élégance de l'esprit, à laquelle l'argent ne saurait conduire, sont bien supérieures aux femmes de notre temps, qu'une éducation vaine et frivole rend d'ordinaire hostiles à toute idée sérieuse, n'acceptant d'autre genre de littérature que les romans de MM. Belot et Zola. Que dirait M^{me} de La Fayette, par exemple, d'écrivains allant chercher leurs sujets d'études dans l'égout et leur inspiration dans le gros vin du cabaret ?

Anatole DE GALLIER.



LA CUISINE AU MOYEN AGE

(SUITE. — Voir la 64^e livraison).

Le Viandier du Roi.

II

Nous avons vu, dans le premier article, ce qu'était la cuisine du Dauphiné vers 1336, et suivi Humbert dans les détails bien naïfs que son calendrier culinaire impose aux officiers de bouche de sa maison; nous la perdons de vue pendant un siècle entier, et nous la retrouvons à peine reconnaissable, étalée non plus dans une page ou deux, comme précédemment, mais empliée dans un livre qui peut à peine la contenir, quelque soin qu'on ait pris de la débarrasser de toutes phrases inutiles.

C'est le Maître-Queux du Roi, le fameux Taillevent, qui, vers 1455, va nous initier maintenant à tous ses secrets; il ne se contentera pas, comme le Dauphin, de recommander vaguement de soigner et de bien faire tel plat; il vous dira nettement ce qu'il doit contenir, les proportions à garder, le temps qu'il doit rester au feu; il ne laisse plus rien au hasard, et rédige en quelques mots un vrai code, dont ses confrères ne pourront plus à l'avenir s'écarter sans devenir répréhensibles. Malheur maintenant au marmiton qui se contenterait de la pratique! le Maître-Queux a fait de son art une science exacte; il lui a imposé une théorie, hors d'elle pas de salut, et tout novateur est un apostat, à moins qu'il ne se justifie d'une ignorance crasse; et, dans l'un ou l'autre de ces deux cas, il doit être, sans nulle pitié, banni à jamais des foyers hospitaliers de toutes les cuisines.

L'étiquette cependant n'a pas fléchi devant cette révolution culinaire du quinzième siècle ; elle exigeait que la quantité des viandes fût proportionnée à l'importance sociale des convives, elle a conservé cette prérogative ; mais la nouvelle cuisine ne lui a fait cette concession, qu'à la condition que ces mêmes viandes ne seront plus à l'avenir celles du commun du peuple, que l'abondance ne sera pas un obstacle au choix, en un mot que l'on ouvrira désormais une porte à deux battants à la plus fine gourmandise.

Après ces quelques considérations générales, il ne nous reste plus qu'à suivre notre Maître-Queux dans ses divers chapitres : le premier, comme on s'en souvient, spécialement recommandé dans sa préface, traite des *potages*, c'est de droit incontestable ; il paraît qu'un dîner, dès les temps héroïques, a toujours commencé par cet article ; le second des *ragoûts*, le troisième des *rôtis* et ainsi de suite ; tout cela est très logique, sans être bien littéraire, et il me prend une peur qu'en poursuivant cette docte énumération, mes lecteurs, qui ne sont pas dans l'usage de se délecter de l'étude du *Cutsinier Royal*, ne se hâtent de fermer notre *Revue* et ne terminent par ce geste décisif, une dissertation, fort nouvelle à la vérité, qui a bien certainement le tort d'être trop peu spiritualiste.

Essayons cependant ; peut-être auront-ils la curiosité de suivre la marche inconnue d'un tout petit art, entre treize cents et le quatorzième siècle, temps où ces investigations sont devenues si difficiles ; qui sait, peut-être même ne seront-ils pas fâchés de jeter un coup d'œil furtif sur une cuisine fort compliquée, et cependant si différente de la nôtre ; soyons très superficiels pour leur donner le courage de nous lire ; et renvoyons à la source, c'est-à-dire à notre bouquin, ceux d'entre eux, si toutefois il y en a ! qui désireraient une étude plus approfondie de l'aride sujet qui nous occupe.

Les potages.

« Nous possédons, dit maître Taillevant, trente-quatre espèces
 » de *Souppes, Brouets, Trémolets, Braves, Bretonnées* et
 » *Potaiges* ; » ouf !.... trente-quatre ! seigneur Taillevant. Mais
 c'est un chiffre écrasant ; où voulez-vous donc que je trouve
 des lecteurs à vos trente-quatre recettes d'un mets qui passe
 presque inaperçu sur nos tables modernes ? Il faut trancher dans
 le vif ; avec votre permission, Maître, nous en laisserons trente
 de côté ; quatre sont plus que suffisantes pour calmer la curio-
 sité de nos abonnés, et je vais, dans le tas de vos élucubrations,
 choisir les plus propres à leur donner idée des manipulations de
 votre cuisine.

« Pour faire brouet blanc de chapons et poullailes, il con-
 » vient de bouillir, et après mettre à part en pot le bouillon,
 » plumer les amandes, les broyer et détremper audit bouillon,
 » couler le tout dans un étamine (tamis), et prendre poudre de
 » gingembre blanc par raison, les défaire de vin blanc et verjus,
 » mettre du sucre à foison au bouillir, qu'il soit de bon sel, et
 » quand il sera bouilli remettez le grain (c'est-à-dire le veau
 » et la volaille) et, au dressier, servez tout dans le même plat. »

Mais il y a des jours maigres, où on ne peut faire des bouillons
 de viandes ; voyons comment notre Maître-Queux entend que
 l'on dresse le potage.

« Pour faire blanc-mangier à poissons, perches ou autres,
 » faites les écailles, et mettez-les frire à l'huile ou au beurre,
 » une purée d'amandes comme dessus, vin blanc, gingembre,
 » verjus, du sucre tant qu'il y en aura assez et dressez avec le
 » grain comme ai dit pour bouillon de chair.

» Si c'est *grâves* (coulis) d'écrevisses, plumez-les en mettant
 » à part les cols et les frises, broyez les corps au mortier avec
 » amandes, estaminez le tout, mettez gingembre, canelle, espi-
 » ces et sucre assez raisonnablement, si n'avez assez de grain
 » (partie solide) prenez des tranches de brochet pour suppléer
 » aux écrevisses.

» Pour les soupes à l'oignon, aux pommes de choux, aux
 » pourreaux, aux citrouilles, etc., les jours maigres, remplacez
 » le bouillon par le lait d'amandes, et si par malheur avez trop
 » salé vos potaiges, prenez une toile blanche, mouillée d'eau
 » bien froide, mettez la sur votre pot, et tournez de droite à
 » gauche, faites cela en retirant du feu, ç'a suffit à dessaler. »

Je pense que le lecteur est plus que satisfait de cet échantillon de notre professeur; qu'il reconnaît avec nous que l'art culinaire a fait du chemin depuis le Dauphin Humbert et qu'il nous verra avec plaisir passer sous silence le reste du premier chapitre.

Les ragoûts.

« Pour faire *froide sauge*, prenez des poussins, fendez-les
 » par le dos, et des menus de volailles, tels que foies, gigiers,
 » etc., cuits, les dressez en tranches longues, soit en plats, soit
 » en écuelles, versez dessus une saulce verte et des tranches
 » d'œufs durs sur le plat.

» Pour *galantines*, faites cuire tronçons d'anguilles et bro-
 » chets dans une poêle de vin et vinaigre; tranches de pain
 » brûlées, force épices, cannelle, gingembre, graines de paradis,
 » girofle, garingal et autres et force sucre.

» Pour *Mosteret* prenez faisans, perdreaux, volailles, cuisse
 » de chevreau, faites bouillir avec pain et fromage; pour *brouets*
 » de *cailles*, *sabourots de poussins*, coupez en morceaux et
 » faites frire avec épices; quand on sert *fromage de sangliers*,
 » enveloppez la hure d'un couvre-chef de toile blanche, etc.

» Pour *faire des gelées de viandes*, prenez vingt-cinq pous-
 » sins, dix lapereaux, quatre cochons, trente gigots de veau,
 » quatre pintes de vinaigre, six septiers de vin blanc, six aulnes
 » de toile, quatre quarterons de gingembre, graines de para-
 » dis, et mèches? six onces de safran, cinq cuillers de bois,
 » deux grandes assiettes de terre, vingt grands pots, et à boire
 » aux compagnons. »

On voit suffisamment par cette recette, que messire Taille-
 vant travaillait pour une bonne maison, et n'oubliait pas ses

aides quand ils avaient grosse besogne. Je vais maintenant, par égard pour le lecteur, sauter deux grands chapitres, celui des *Pâtés* que l'on fabriquait à peu près comme de nos jours, soit de volaille ou de pigeons, soit de gibier comme cerfs, voire même *passereaux*; ceux de vaches demandent des lopins de fromage, et force sucre, car ils sont plus fades que les autres; on en fait de toutes espèces de poissons etc., etc.; il faut y ajouter groseilles, safran et sucre; enfin je saute le long chapitre des *Rôtis* qui ne diffèrent des nôtres que pour le lièvre et le lapin, qu'on devait arroser à la broche avec du verjus, ce qui constitue la sauce appelée *bouzac*.

Les saulces.

Les saulces étaient encore bien plus nombreuses que les *ragoûts*. Pour ne pas effrayer le lecteur nous ne nommerons que les plus usuelles. D'abord la *Cameline* analysée au précédent chapitre; le *Sauptiquet* qui en diffère peu, la *sauce Madame*, faite du jus d'une oie rôtie, parfumée avec du laurier; la *Pottevine* qui au jus de poule prend le nom de *Jance*, si on ajoute du lait d'amandes, la *Dodine*. Pour les oiseaux de rivière, on ajoute au jus du lait et des jaunes d'œufs; la *Chaudume* pour les poissons, purée, pois et pain grillé; la *Cretonne*, purée pois et lait d'amandes; la *saulce Lamproie*; la *Verte* celle au riz, celle au *Moult*, etc., etc.

Les entremets.

Les entremets qui se font au sucre étaient alors d'invention récente, puisque le sucre n'était pas employé du temps d'Humbert, ils n'en sont pas moins en nombre respectable; les premiers sont les *tartres communes*: ce sont des mélanges d'œufs et de fromage, celles appelées *aux deux visages*, doivent être au sucre, et décorées de Dauphins, de fleurs de lys, et d'étoiles en crème frite, force blancs d'œufs et sucre.

La Jacopine, qui contient des tronçons d'anguilles de plus de deux doigts d'épaisseur doit être orangée par-dessus ; l'orange s'emploie également pour la tarte *Bourbonnaise*, qui se recouvre de pâte ; les *Blancs-Mangers* se font d'un mélange d'amandes et de pommes de grenades, etc.

Il faut ici se reporter au temps où furent tracées ces formules : la France venait à peine d'être délivrée des Anglais par Charles VII ; toutes nos chroniques nous disent que les routes sont couvertes de déserteurs qui sont devenus des brigands ; ce n'est qu'en escadrons que l'on peut les parcourir, et tout commerce est, disent-elles, devenu impossible ; cependant nous voyons qu'alors on trouvait chez les marchands de comestibles non seulement toutes les épices de l'Inde ; mais les fruits des bords de la Méditerranée qui ne sauraient se conserver longtemps ; les oranges, les grenades ; En vérité c'est à n'y rien comprendre ! Pauvre histoire ! comme tu changes d'aspect quand tu changes de chronique....

Mais revenons au nôtre. La *Talmouse* d'un doigt d'épaisseur se compose d'un lit d'oublies et de fromage découpé de la grosseur d'une fève, sa croûte se lève quand on la dresse ; les *Fomentines* sont des mélanges d'œufs et de farine de froment, etc., enfin le cuisinier doit savoir apprêter toutes espèces de pâtes de fruits, raisins, poires, etc., qui, après avoir été détrempées, seront mêlées à toutes sortes d'épices.

Quant aux boissons, la *peinte de Claire*, est une espèce de vin chaud préparé au miel, l'*hypocras* est parfumé soit à la *genamone* ? soit au girofle, etc., etc.

Semblable à Xénophon qui, après nous avoir indiqué l'art de dresser la cavalerie, nous la montre en action, et nous fait assister à ses batailles, l'immortel queux du roi Charles VII, après nous avoir armé de toutes ses recettes, n'hésite pas à nous montrer le succès qu'elles lui ont si justement fait obtenir ; c'est le seizième jour de juin 1455, ô jour à jamais mémorable ! à *Bois-sur-La-Mer*, qu'il remporta la plus grande de ses victoires ! ce serait une lâcheté au lecteur que de l'abandonner dans son triomphe, et je compte sur tout son courage pour

supporter, sans faiblir, les longs et menus détails qu'il va nous donner sur cette journée, la plus incomparable de toute son existence !



CHAPELET FAIT POUR MONSEIGNEUR DU MAINE

Premier service.

« Blanches ! et plumes ! couvertes de violettes et de bouquets, s'écrie notre héros, dans ce début où l'émotion l'empêche d'être compréhensible ; entremets, et autres pâtes assis sur les grands pâtés ; terrasses verdantes entre-deux, lesquelles étoient argentées, les croûtes dorées, et en chacun d'iceux une tonnelle crénelée, et argentée, avec banderolles aux armes de mon dit seigneur, les autres aux armes de Mademoiselle de Villequier, et de ma dite demoiselle de Châteaubrun, et en iceux étoient des poches, contenant oiseaux vivants, etc., etc. »

Quelle verve ! et quel feu dans ce début ! avec quelle poésie il nous dépeint l'extérieur de ces deux inimitables pâtés ! heureusement que tout en nous charmant il veut nous instruire ; il se calme donc promptement, et va nous dire avec simplicité tout ce qu'il a mis sous leurs admirables croûtes !

« Il y avoit dans chacun d'eux un chevrot entier, un oison, trois chapons, six pigeons, un lapereau et vingt gigots de veau achés, deux livres de graisse, œufs, clous de girofle, le tout bien salé et safrané, et tenu au feu pendant cinq grosses heures. Il y avoit encore, au premier service, un poulet farcy, une demie longe de veau couverte d'un bonnet d'Allemagne et dessus des oublies et des grenades, un plat de lièvre et un civet de cerf avec clous ou gruyaux ? au milieu. »

Il me semble qu'après un premier service aussi substantiel, on peut aisément attendre quelques instants l'arrivée du deu-

xième ; voyons comme intermède, Monsieur le Maître-Queux, si je n'aurais pas par hasard une grosse querelle à vous faire ?

Vous mettez sur vos redoutables pâtés, les armes de Monseigneur, de Mademoiselle de Villequier, de Mademoiselle de Châteaubrun, c'est fort galant assurément, et je n'ai pas la moindre objection à y faire, mais vous faites imprimer dans votre livre les noms de ces deux demoiselles ; la date du seizième de juin ; et, qui plus est, le nom du lieu où se passe la fête : *Bois-sur-la-Mer*, désignation peu rassurante, et que je ne sais où prendre sur ma carte de France moderne ; permettez, je vous prie, tout cela constitue un *Chapelet* supplémentaire, que ces demoiselles, qui ne l'ont pas commandé, je présume, vous auraient volontiers dispensé de leur servir. Monseigneur du Maine était jeune alors, et s'il y a eu quelques cancans, chose qui ne ferait pas faute en notre siècle, qui est-ce qui peut nous dire maintenant si votre menu, si bien détaillé, n'en fut un peu la cause ? En général la discrétion est une vertu que l'on doit enseigner, même aux cuisiniers, et cependant vous leur donnez dans cette circonstance un exemple contraire et qui vient de *haut* ; je crois de mon *devoir* de les prémunir contre ses conséquences, et de les engager très vivement à ne pas s'en autoriser, à suivre exactement vos recettes, mais à ne pas imiter votre conduite en pareilles circonstances.

Second service.

« Une longe de veau, un chevreau entier, un cochon, deux » oisons, un chevrolat, une douzaine de poules, une douzaine » de pigeons, six lapereaux, deux hérons, un chapon hérissé » (piqué) avec saultereau propice le tout doré d'œufs et autres » mixtions convenables et soupoudré de poudre de duc. »

Gargantua eût été, ce me semble, un convive obligé pour une pareille collation ; cependant ce ne fut pas tout ce que l'on servit à ces demoiselles : elles eurent encore un *Sauterel* convenable de paons, un esturgeon au vinaigre, un sanglier fait avec des *Dartoles*, une gelée, mi-partie douce et aigre, servie sur un

plat de vermeil, une crème faite poudre de duc, un fromage à la crème, le dessert, et des épices pour leur chambre.

Je pourrais peut-être sans trop de fatuité, après avoir étalé un semblable menu, déclarer que j'ai gagné ma cause, que le lecteur est convaincu que l'art culinaire, à l'instar de ses aînés, a cheminé depuis notre examen de 1300 ; qu'il n'a pas attendu les alliances Florentines pour se mettre en campagne, me croiser les bras, et dormir sur les lauriers que me peut valoir cette importante démonstration ! mais mon respectable auteur, Taillevent, ne me donne pas ce lâche exemple. Une victoire pour lui quelque éclatante qu'elle soit, n'est que le prélude d'une nouvelle campagne ; il vole d'un récit de chapelet à un autre, et, sans avoir la prétention de le suivre dans ses minutieuses ordonnances, il me semble que je ne puis priver le lecteur d'un rapide coup d'œil sur ses élucubrations gastronomiques.

« *Monseigneur de Foix* eut, dit-il, dans son chapelet, des
 » poussins au sucre, un lièvre à la crème d'amandes, etc. ; au se-
 » cond service des épaules de chevreau farcies, et des *cailles*
 » au sucre. »

« *Monseigneur de la Marche* avoit, en son banquet, un
 » *brouet* (potage) de canelle, des perdrix au sucre, des chapons
 » farcis à la crème, et une foule d'autres friandises.

« *Monseigneur d'Etampes*, avoit commandé pour le sien
 » moins de sucreries, et plus de grosses viandes.

« Il en fut tout autre pour celui préparé pour *Mademoiselle*,
 » tout y étoit magnifiquement sucré, et, dès le premier service,
 » ce n'étoient pas seulement les pigeons, les pâtés, les jambons,
 » et les autres viandes de choix, mais jusqu'aux *capres* et à la
 » *moëlle* ; toutes les bandes de la volaille avaient été soigneu-
 » sement sucrées avant qu'on les fit passer à la broche, et pour
 » clore ce splendide repas, on apporta de superbes dauphins en
 » gelée blanche, et autres crèmes aux poires et aux amandes. »

Hélas ! dans ce bas monde, les plus intéressants et les plus précieux livres ont une fin, et la grande œuvre de Taillevent a subi la règle commune ; mais elle s'est terminée d'une manière

bien digne, sans phrases, et avec la même simplicité et le même laconisme que nous avons déjà signalé dans son inimitable préface !

« Cy finit le livre de cuisine, nommé Taillevant, lequel traite » de plusieurs choses appartenant à la cuisine. »

Le sucre.

Ce qui étonne d'abord le lecteur en parcourant le *Vivandier du Roi*, c'est de voir la quantité de ses recettes dans lesquelles il exige l'emploi du sucre à grandes doses ; si nous n'avions que les récits qu'il fait des banquets et chapelets des grands seigneurs de la cour, on pourrait croire qu'il était encore fort rare à cette époque, que les grands du royaume pouvaient seuls, et à des prix exorbitants, le faire paraître sur leurs tables. Mais l'ordonnance même de son livre prouve qu'il n'était pas seulement écrit pour la cour et qu'il l'avait composé en vue de cuisines bien moins somptueuses. En effet, ce n'est guère que comme preuve de ce que peut faire sa science, qu'il cite, à la fin de son livre, les menus prodigieux dont nous avons donné un échantillon au lecteur.

Du temps du dauphin Humbert, cent ans avant Taillevant, le sucre était encore presque entièrement inconnu ; ce prince quand il habitait à la cour de Naples, port le plus en relations alors avec l'Orient, et qui aurait dû ainsi en être approvisionné de préférence à tout autre, n'en usait guère, à ce qu'il paraît ; car on ne trouve dans les comptes de Poncy, diacre de Capoue, trésorier du Dauphin, qu'un article concernant cette substance alimentaire ; c'est l'achat, pour la maison du prince, de cinq livres de poivre et d'un quart de sucre désigné sous le nom italien de *Zaccaro* ; le silence du Dauphin sur son emploi pour sa table, et la si minime quantité dont il fait provision durant son séjour en Italie, ont fait croire généralement, qu'il le considérait bien plus comme un remède, que comme un assaisonne-

ment agréable, et que l'on n'y avait recours que dans les cas où l'on jugeait qu'il pouvait être de quelque utilité aux malades.

Que s'était-il donc passé pendant le siècle suivant pour en rendre l'usage si ordinaire ? et quel pays pouvait ainsi tout à coup le fournir en abondance à la cour éloignée de notre roi Charles VII ?

Ce ne pouvait être alors l'Amérique, qui l'envoya en quantité dans les siècles suivants à notre vieille Europe, car sa découverte par Christophe Colomb, date de 1492 et est plus récente que le livre qui nous occupe ; d'ailleurs, ce navigateur ne signale pas même son existence dans le nouveau continent qu'il vient de découvrir. Vers 1519, date plus récente encore, Fernand Cortez, qui aborde le Mexique, se contente de dire que ses habitants en connaissaient l'usage ; ce n'est donc que du monde ancien qu'il pouvait provenir. Mais alors de quelle partie ? Je croyais cette question bien facile à résoudre ; mais après quelques recherches dans le peu d'ouvrages que j'ai sous la main, j'ai trouvé qu'elle était bien plus difficile que je ne le présumais à première vue ; je me contenterai donc de transcrire le peu de notes que j'ai recueillies, pensant qu'elles pourraient aider un lecteur qui désirerait étudier cette question, et qui serait à même, par son voisinage, de consulter quelques-unes de nos grandes bibliothèques publiques.

» Valmont de Bomare, *Dictionnaire d'histoire naturelle*,
 » à l'article *canne à sucre* se contente de dire que les anciens
 » ont connu le sucre, et qu'il leur venait d'Arabie : *Strabon*,
 » *Lucain*, *Sénèque*, *Gallien* et *Plin*, dit-il, en parlent ; ce der-
 » nier l'appelle *Sacharum* et les autres *sel Indien* ; il ajoute
 » que la canne croît naturellement aux Indes, aux îles Canaries
 » et en Amérique. » Il n'y a pas grande lumière à tirer de cette
 courte note pour le sujet qui nous occupe. On sait que les anciens en faisaient peu d'usage, et le remplaçaient, probablement par économie, par le miel qu'ils récoltaient en abondance.

La qualification de *sel Indien* qu'ils lui donnent, ne nous vient que médiocrement en aide dans notre recherche, vu l'immense étendue des terres à peu près inconnues auxquelles ils l'appliquaient à cette époque.

» Bruce, dans son *Voyage en Egypte*, dit qu'il fut étonné de
 » trouver la canne à sucre cultivée à *Nizelet-el-Arab*, qui n'est
 » qu'au 29^{me} degré de latitude, que les Egyptiens la coupent en
 » morceaux de trois pouces de long, et la font tremper dans des
 » vases pleins d'eau, ce qui leur fournit une liqueur agréable.
 » Il m'est, dit-il, impossible jusqu'à présent de savoir d'où vient
 » cette plante ; le tabac, le coton, et d'autres usuelles sont dans
 » le même cas. »

Un auteur moderne assure que les Croisés, compagnons de Godefroy de Bouillon, furent les premiers français qui eurent connaissance de la canne à sucre, originaire d'Arabie, mais qu'après en avoir usé en Syrie, il ne songèrent nullement à la transporter en Europe.

« Elle fut cependant apportée plus tard en Sicile, vers 1230,
 » et on réussit à la cultiver dans l'Italie méridionale, en Espagne dans l'Andalousie et la province de Grenade, mais elle y
 » était regardée comme une plante curieuse, plutôt que d'un
 » produit usuel. »

Chardin, dans son voyage en Perse, donne une traduction d'un ancien poète persan, Saadi, contemporain du roi saint Louis qui écrivait vers 626 de l'hégire, l'année 1222 de notre ère ; ce poète y parle de ses voyages, et dit qu'il en a rapporté autant que possible les choses qui avaient attiré son attention.

» J'ai perdu, dit-il, l'affection que j'avais pour le Grand-Caire et l'Asie-Mineure ; mais je n'ai pas voulu en revenir les
 » mains vides : *qui vient du Caire doit en apporter du sucre*
 » et j'en reviens les mains pleines de sucre Egyptien, pour en
 » faire présent à mes amis, et les faire participer aux raretés
 » des lieux que j'ai visités. »

Il paraît, d'après ce passage, que vers 1200 le sucre était rare en Perse et commun en Egypte, ce qui ne devrait pas être s'il venait des Indes. Au reste ces renseignements ne sont pas concordants et n'expliquent pas son abondance sous Charles VII.

H. DE P.



RECHERCHES HISTORIQUES

SUR CLAVEYSON (DRÔME)

(SUITE. — Voir les 58^e, 59^e, 60^e, 62^e et 64^e livraisons.)

CHAPITRE IV.

La maison de Lionne. — Claveyson érigé en marquisat.

La maison de *Lionne-Claveyson* portait : *Ecartelé : au 1^{er} et 4^e, d'Hostun ; au 2^e et 3^e, de Claveyson ; sur le tout, de gueules à la colonne d'argent, au chef cousu d'azur chargé d'un lion léopardé d'argent, qui est Lionne.*

Supports : *deux lions rampants ; cimier : un lion issant.*

Devise : *Impavidus sursum vigilat.*

Les Lionne, successeurs des Hostun-Claveyson, n'étaient pas d'aussi vieille race que leurs devanciers. D'après le manuscrit du château de Claveyson (déjà cité), ils étaient notaires dans le Royans, et leur nom primitif était *Berton*. Selon les généalogistes, ce nom de Berton, n'aurait été qu'un simple prénom porté par un des membres de la famille, le père de Sébastien I^{er} ; d'autre part, on trouve quelques-uns des ancêtres compris comme nobles dans des révisions de feux, entre autres celles de 1457 et de 1474. Il n'en est pas moins certain que Berton, notaire à

Pont-en-Royans, sieur de Flandènes, fut le premier, vers l'an 1545, à joindre à son nom celui de *Lionne*, à cause du voisinage de la rivière de ce nom ; et que Sébastien, son fils, fut officiellement anobli en 1580 (1).

Le même Berton inaugura les armoiries portées par ses descendants. La colonne d'argent sur champ de gueules vient de Humbert Colonel, du Royans, camérier du Dauphin en 1342 ; Claude Ferrand-Teste, du même lieu, en écartela ses armes, en épousant Guicharde Colonel, en 1490. Enfin Berton la mit sur son écu, après son mariage avec Paule Ferrand-Teste (1543), en ajoutant en chef un lion, comme armes parlantes de sa famille (2).

Cela n'empêcha point Guy-Allard, après que cette maison fut parvenue à la fortune et à une grande illustration, de dresser une généalogie dans laquelle, tout en donnant une filiation vraie, il passait sous silence tout ce qui pouvait indiquer la modestie de l'origine. Chorier fit mieux : il écrivit sans sourciller que les Lionne descendaient de *Homoleius Lionus*, citoyen de Nîmes sous les Romains. C'est ici le cas de citer une spirituelle parole d'un homme du monde, écrivain à ses heures : Les premiers ministres, à défaut d'ancêtres, n'ont jamais manqué de généalogistes.

De nos jours, M. le docteur Ul. Chevalier a fait précéder sa publication de *94 lettres inédites d'Hugues de Lionne*, ministre des affaires étrangères, sous Louis XIV, d'une notice généalogique et biographique, dressée d'après les documents provenant de la succession léguée à l'Hôtel-Dieu de Paris, en 1754, par la dernière marquise de Lionne, ainsi que des archives de l'hôpital de Romans et

(1) Arch. du château. — D' Ul. Chevalier.

(2) *Ibid.*

de la préfecture de la Drôme. Ce travail, auquel j'ai fait de nombreux emprunts, est certainement l'expression de la vérité sur les origines de cette famille. J'y renvoie le lecteur pour bon nombre de détails qui n'ont pu trouver place ici.

Voici les noms et la filiation des premiers ancêtres connus :

I. — *Humbert*, gardien de la chambre du Dauphin Humbert II; il reçut de ce prince, en 1339, quelques terres à St-Nazaire-en-Royans.

II. — *Pierre*, son fils, servit sous Charles V et Charles VI, et se trouva à la bataille de Roosebeke (nov. 1382). Il eut, de Jacquemette Robert de Pollenc :

III. — *Claude*, qui soutint l'autorité de Charles VII en Dauphiné, et fut, pour ce fait, enfermé par Louis XI au château de Cornillon, où il mourut en 1465. Il avait épousé Jeanne Alleman de Rochechinard.

IV. — *Pierre II*, fils du précédent, compris comme noble dans deux révisions de feux (1457 et 1458), quitta St-Quentin (1), où habitaient ses ancêtres, et vint dans le Royans; il eut de Henriette de Girondes :

V. — *Jean*, notaire, compris comme noble dans une révision de feux de l'an 1474. Il épousa Catherine Brun de Flandènes, dont il eut Berton, qui suit (2).

(1) Petit village près de l'Isère, à deux lieues de Grenoble.

(2) Devenu trésorier de l'écurie du Roi, Jean contracta un second mariage avec Marguerite Godefroy (selon Guy-Allard avec Félicie Déagent), dont il eut un fils nommé Claude, tige de la famille de Lionne de l'Ile-de-France, qui a encore des représentants de nos jours. Cette branche porte : *d'azur à la fasce d'argent, accompagnée de trois têtes de lionne léopardées d'or*. (D^r Ul. Chevalier, d'après une note communiquée par M. le comte Henri de Lionne, officier d'artillerie.)

VI. — *Berton* prit le nom de *Lionne*, et épousa, le 17 juillet 1542, Polie ou Paule Ferrand, fille d'Arnaud Ferrand, dit Teste, seigneur de Guimetières, et de Françoise Baile. Berton portait le titre de seigneur de Flandènes (1). Il eut, entre autres enfants :

1° Sébastien, qui suit ;

2° Florence, mariée à Guillaume Pourroy, de Pont-en-Royans.

VII. — *Sébastien*, 1^{er} du nom, seigneur de Flandènes, de Bernin, de Lesseins, d'Aoust et de Triors (2), fut un homme remarquable et le principal fondateur de sa maison. Guy-Allard le qualifie : « homme extrêmement doux et prudent. »

Son père et sa mère lui firent une donation universelle de tous leurs biens, par acte du 28 octobre 1563. Il rendit de nombreux services à ses compatriotes, et fut envoyé plusieurs fois à la cour, par les Etats du Dauphiné, sous les règnes de Henri II, Charles IX et Henri III ; « il » y servit notablement l'Estat et ladite province durant les » factions de la ligue, ce qui obligea le roy Henry trois^e, » en l'année mil-cinq-centz-soixante-dix-neuf, de luy » accorder par son brevet une pension annuelle de six centz » escus d'or sol, à prendre en son espargne, mais sans » aucun effet, à raison des troubles survenus alors » (3).

L'année suivante, en 1580, Sébastien de Lionne, de retour en Dauphiné, se trouvait prisonnier des protestants, à Pont-en-Royans, où commandait Gabriel Odde de

(1) Commune de St-Martin-le-Colonel, en Royans.

(2) Lesseins, commune d'Aoust-St-Didier, canton de Pont-de-Beauvoisin (Isère) ; Triors, près de Génissieux, canton de Romans.

(3) Lettres d'érection en Marquisat, de la terre de Claveyson.

Triors ; il le gagna au Roi et lui fit rendre les places qu'il occupait. A Grenoble, « il hasarda courageusement sa vye, » en l'Hostel-de-Ville, y ayant souttenu le party du Roy » contre la ligue, et estant sorti avec honneur et gloire » des mains des factieux et de leurs espées nûes, aussi bien » que des barricades que les factieux eslevèrent dans les » rues de lad. ville. » En récompense, le Roi le nomma intendant de son armée en Dauphiné (19 décembre 1589), charge qu'il exerça jusqu'à la prise de Grenoble. Il contribua à maintenir les châteaux et forteresses du Royans sous l'obéissance du Roi ; aussi les ligueurs saccagèrent-ils sa maison de Grenoble, « et de tous ses biens il ne sauva que » sa vie et sa vertu. » Sur la recommandation de Lesdiguières, il fut nommé, en 1590, premier président de la Chambre des Comptes de Savoie et Piémont, « en cas que » lesd. provinces fussent mises sous l'obéissance du Roy, » mais la paix survenue fist que ce bienfait demeura encore » sans effet. »

Sébastien I^{er} occupa encore plusieurs charges et emplois, outre ceux déjà cités ; quelques-uns assez importants : il fut nommé, le 3 janvier 1581, secrétaire de la chambre du Roi et de la Reine Catherine de Médicis. Anobli par lettres données à Blois en décembre 1580 et enregistrées le 18 juillet suivant, il devint, en 1582, receveur des Finances dans le Briançonnais et trésorier des Etats ; en 1583, premier consul de Grenoble ; le 2 décembre 1584, contrôleur des greniers à sel du Dauphiné.

Sébastien de Lionne avait épousé, le 6 novembre 1574, Bonne de Portes, fille de Guillaume, président au Parlement de Grenoble, et de Jeanne d'Aragon ; elle testa le 1^{er} mai 1615.

Ils eurent six enfants :

1^o Hugues, qui suit ;

2° Artus, auteur de la branche cadette, dont nous parlerons plus loin ;

3° Humbert, « homme fort sage, dit Guy-Allard, de » grand mérite et d'un savoir tout singulier, » conseiller à la Chambre des Comptes du Dauphiné. Il refusa l'ambassade en Savoie et à Venise. C'est à lui que sont adressées les lettres de Hugues de Lionne, son neveu, publiées par M. le Dr Ul. Chevalier. Il épousa Virginie Rabot d'Avrillac, dont il eut, outre un fils mort jeune et une fille mariée à Laurent Le Bout, de St-Didier, *Joachim*, dit le comte de Lionne. Après s'être fait recevoir docteur en droit à Valence, le 24 octobre 1658, Joachim devint conseiller au Parlement de Grenoble. Peu après, il vendit sa charge, un peu contre le gré de sa famille (1), pour suivre la carrière des armes. Il s'enrôla dans une compagnie de 211 gentilshommes volontaires, parmi lesquels beaucoup de Dauphinois et plusieurs Romains, pour aller, avec le duc de Beaufort (l'ancien roi des Halles), purger la Méditerranée des pirates barbaresques qui l'infestaient : à la prise de Djidjelly, le 22 juillet 1664, Joachim fut blessé de deux coups de mousquet. Capitaine de cheval-légers en 1665, il fut nommé, par lettres du 28 décembre 1671, écuyer commandant la grande écurie du Louvre, en remplacement d'Armand-Claude de Bullion, décédé. Après s'être de nouveau distingué en Flandre, en Franche-Comté, en Hollande, il montra des talents dans la carrière diplomatique ; son parent le ministre dit qu'il fit « merveilles en Pologne, » en 1670. Joachim mourut sans alliance, le 31 mars 1716.

(1) Voyez : Dr CHEVALIER, *Lettres inédites*....etc., pp. 185, 206, 207, 208, 209.

4° Catherine, mariée à Humbert Odde de Triors ;

5° Isabeau, femme de Jean-Baptiste de Franc ;

6° Louise, mariée en 1604, à Jean de Valernod, seigneur de Champfagôt, en Vivarais. Etant veuve, elle devint, en 1637, première supérieure de la confrérie de la Charité, à St-Vallier.

VIII. — *Hugues*, seigneur de Lesseins, Aoust, Triors et Flandènes, docteur en droit, devint conseiller au Parlement de Grenoble, par lettres du 3 janvier 1613, en remplacement de son frère Artus.

Ainsi que nous l'avons dit, il épousa, le 15 juillet 1615, *Laurence d'Hostun-Claveyson*, fille de Charles 1^{er} et de Renée du Peloux. Il fit son testament en faveur de sa femme, le 14 octobre 1630, et mourut le 17 du même mois, de la peste, qui faisait alors de grands ravages à Romans.

Pendant son long veuvage, Laurence de Claveyson s'occupa avec beaucoup de soin des intérêts et de l'éducation de ses sept enfants, dont l'aîné avait à peine quatorze ans, à la mort de son père. Elle acheta, en 1631, une portion de la terre de Parnans, qui avait appartenu à une branche de la première maison de Claveyson (1). Les archives du château contiennent un grand nombre de pièces où figure le nom de Laurence ; ce sont des transactions ou des contrats de diverses sortes, avec les membres de la famille de son mari, ou avec ses enfants devenus majeurs. On y trouve également des lettres ou des notes d'affaires, écrites de sa main ; l'écriture en est grande, régulière, presque masculine.

(1) Notes de Moulinet.

Son caractère ne paraît pas avoir été bien agréable, à en juger par ce passage d'une lettre d'Hugues de Lionne, ministre, à son oncle Humbert : « Je vous remercie de » toutes vos nouvelles et vous prie de faire un compli- » ment de ma part à M. le Président du Faure sur la mort » de Madame de Claveyson. Je vous laisse à juger s'il devait » être de *conjouissance* ou de *condolérance*. » C'est sans doute sur quelque faux bruit de la mort de Laurence qu'Humbert en avait donné la nouvelle à son neveu, car elle vivait encore à la fin de 1656, et la lettre ci-dessus est du 14 février de la même année. Dans une autre lettre du même au même, datée du 18 décembre 1656, on lit : « Entre vous et moi, je ne trouve pas que mon cousin de » Lesseins (1), qui est arrivé depuis deux jours, soit si satisfait que vous me l'aviez mandé de ce qui s'est passé » de là entre Madame *sa mère*, son frère et lui. »

Laurence de Claveyson fit son testament le 2 avril 1656. Elle avait eu pour enfants :

- 1° Sébastien, qui suit ;
- 2° Alexis, mentionné dans le testament de son père, mais dont nous ne connaissons pas autrement l'existence ;
- 3° Humbert, seigneur de Flandènes, gentilhomme de la Manche du Roi (2). Charles de Claveyson, son oncle, lui céda, en 1650, le gouvernement de Romans. Le pont sur l'Isère s'étant écroulé, dans la nuit du 1^{er} décembre 1651, il obtint de le faire reconstruire à ses frais, à condition de percevoir pendant 30 années les droits de passage. Il fut envoyé auprès de l'Electeur de Brandebourg, mais ne voulut pas aller en Suède, où son cousin Hugues désirait

(1) Il s'agit ici de Humbert et Charles de Lionne, enfants d'Hugues et de Laurence.

(2) Arch. de l'assistance publique.— D^r UL. CHEVALIER.

l'avoir (1). Il fit aussi l'expédition de Djidjelly. Le roi l'avait envoyé porter des ordres à son armée navale : « il » s'embarqua à Marseille, et, étant dans un vaisseau battu » par la tempête et en grand péril, il prit terre dans un » petit lieu de l'île de Sardaigne, où, considérant le danger » dans la continuation de son voyage, il fit son testament » qu'il écrivit de sa propre main, et institua son frère héritier universel de tous ses biens, fit quelques legs, voulant et entendant que sa dernière volonté fut exécutée. » Il revint proche de Sa Majesté pour rendre compte de son emploi, et, l'année presque révolue, il eut encore un autre ordre du Roi pour des affaires en Allemagne, et, étant sur le point de partir, il décéda sans avoir fait un autre testament (2). » C'était le 12 avril 1666 ; selon Chorier, il fut « enlevé par un triste accident. »

4° Charles, dit l'abbé de Lesseins, né à Romans en 1626, chanoine-sacristain de St-Barnard, seigneur de Triors et de Génissieux, abbé de St-Calais, prieur de St-Marcel-de-Sauzet, d'Antonave, de Ballons-Lachau et de Beaumont, agent général du clergé de France. Malgré son état de prêtre, il fut nommé gouverneur de Romans, en 1675.

Il fit le voyage de Rome pendant le conclave de 1655 (3). Plein de goût pour les arts, et aussi pour le faste et la dépense, il bâtit le château de Triors, qu'il orna de nombreux et beaux tableaux acquis pendant son voyage à

(1) Arch. de l'assistance publique. — D^r Ul. CHEVALIER.

(2) Arch. du château. — Il y eut quelques difficultés pour ce testament militaire, daté du 24 septembre 1664, à cause de son manque de forme.

(3) Son cousin Hugues y était alors en ambassade.

Rome, et l'hôtel des allées, à Romans, où il eut l'honneur de recevoir, en mars 1701, les ducs de Bourgogne et de Berry, petit-fils de Louis XIV (1). Il fit son testament le 8 juillet de la même année en faveur de son neveu Joachim de Lionne, à charge de rendre l'héritage, après son décès, à Charles-Hugues, son petit-neveu, mourut le 16 août suivant et fut inhumé dans l'église de St-Barnard.

« Ce fut, dit M. Chevalier, un personnage important » par sa naissance, ses dignités, son faste et le double » pouvoir ecclésiastique et civil qu'il exerça pendant cin- » quante ans dans une ville où son nom est resté dans le » souvenir de la population. »

5° Charlotte, se fit religieuse dans le monastère de Sainte-Ursule, à Grenoble.

6° Bonne, entra dans le même couvent, puis fut appelée par les Ursulines de Chambéry, pour être leur supérieure.

7° Laurence, prit l'habit dans l'abbaye de Montfleury, où se trouvait en même temps une de ses parentes, Marguerite de Lionne.

Toutes les trois testèrent en faveur de leur mère : Charlotte, le 12 mai 1642 ; Bonne, le 10 avril 1638 ; Laurence, le 5 décembre 1640 (2).

J. VOSSIER.

(A continuer.)

(1) D^r UL. CHEVALIER.

(2) Archives du château.

LA MAISON DES TÊTES

Au 16^{me} Siècle.

I

M^{re} Fortunat de Dorne, chanoine de l'église St-Pierre du Bourg, fils et héritier de Jean de Dorne, docteur en droit et régent de l'Université de Valence, venait de mourir. Par son testament en date du 1^{er} juin 1583, il avait institué pour héritière universelle Jeanne de Dorne, sa sœur, femme de noble Jean Regnard, seigneur de St-Auban (1), qui n'accepta cet héritage que sous bénéfice d'inventaire.

Le 25 juin 1583, à midi, dans la grande salle basse de l'hôtel de Dorne, sept personnes se trouvaient donc rassemblées « à l'effet de procéder audit inventaire ». C'était d'abord le seigneur de St-Auban, représentant l'héritière, sa femme ; puis Jean de Mirepoix, greffier et commissaire député par le juge mage, et Claude Delandes, notaire royal ; plus, quatre voisins ou amis du défunt, savoir : « noble Antoine de Cluzet, Claude Marconis, bourgeois, Sébastien Lemoyne et Antoine Fontbonne, artisans, tous habitants de Valence. »

Le greffier dressa l'inventaire, chacune des personnes présentes prêta serment, et l'on se mit en devoir de parcourir la maison.

Mais, avant d'aller plus loin, il est bon de jeter un coup d'œil rétrospectif.

(1) La même dame, devenue veuve, épousa plus tard Barthélemy de Marquet.

Ainsi qu'il a été dit dans les précédentes livraisons, Jean de Dorne, père de Jeanne et de Fortunat, était fils d'Antoine 1^{er} et d'Anne Lambert. Comme aîné de la famille il fut héritier universel, à la charge de payer les divers légats de ses père et mère, et les dots de ses frères et sœurs, au nombre de six.

En 1546, Jean épousa Clauda de Blou ; en 1550 il perdait son père, et, à cette occasion déjà, on fit l'inventaire des biens de la famille. L'acte, dressé le 13 janvier 1550, fut reçu par M^e Antoine de la Faurie, et signé par un Marquet, de Valence.

Il n'est peut-être pas inutile de noter en passant qu'Antoine de Dorne avait hérité, en 1528, de Louis Rambaud, docteur en droit. A quel titre ? Cela n'est pas expliqué. Le fait est que, par cet héritage, Antoine entra en possession de plusieurs immeubles, entre autres d'une maison limitant celle de la Grand'rue, et qui fit plus tard partie des biens de François de Dorne, et de trois prairies situées au mandement d'Etoile, toutes trois achetées par ledit Louis Rambaud.

Anne Lambert, femme d'Antoine de Dorne, avait un frère nommé François qui mourut en 1542, ne laissant que des filles. Jean de Dorne, en qualité d'héritier substitué de Giraud Lambert, son grand-père, fut appelé à la succession de François. Mais il transigea avec ses cousines, et, le 15 juin 1543, Antoine de Dorne, au nom de son fils, passa un accord avec « honnêtes Françoise, Suzanne et Magdeleine Lambert, filles « de François. »

Le 3 septembre 1555, les enfants d'Antoine de Dorne se partagèrent le mobilier de leur père, ainsi que les biens qui leur venaient des Lambert, et dont jusque là ils avaient joui par indivis.

Jean de Dorne acheta le 14 janvier 1554, de Pierre Fornet ou Fournet, d'Etoile, « une maison avec jardin joignant, posée à Valence, en la rue tirant au puits de l'Official. »

Les Fornet étaient alliés aux de Dorne. Plus tard il y eut encore d'autres alliances entre les deux familles.

Quelles relations existait-il d'autre part entre Jean de Dorne et Pierre de Rouvier, docteur en droit, qui traita avec lui en 1556 ? Les actes ne le disent pas.

En 1557, Claudine de Dorne, fille aînée d'Antoine, fut demandée en mariage par noble Alexandre de Genas. Jean, son frère, réunit à ce sujet un conseil de famille dans lequel on régla les conditions du contrat et, quelques jours après, Alexandre de Genas épousait Claudine de Dorne.

Peu de temps après, c'est-à-dire au mois de septembre suivant, Jean de Dorne mourait prématurément, et ce fut à sa veuve qu'Alexandre de Genas donna, le 20 octobre 1557, quittance finale du paiement de la dot de sa femme, se montant à 2,500 livres.

En mourant, Jean de Dorne laissa trois enfants mineurs, deux fils et une fille, dont Clauda de Blou, leur mère, devint tutrice.

Par son testament du 13 septembre 1557, il instituait pour son héritier universel Fortunat, son fils aîné, le chargeant de payer, avec ses légats, les dots de son frère et de sa sœur ainsi que celles de ses tantes Barbe, Suzanne et Geneviève, qui n'étaient pas encore mariées. Il nommait, en outre, pour curateur de ses enfants, dans le cas où leur mère convolerait à de secondes noces, « honnête homme Giraud Frère, marchand de Valence, son parent. »

Claude Frère, fils de Giraud, dont la biographie a paru dans le *Bulletin*, était donc bien un valentinois, la preuve en est là.

Les prévisions de Jean ne tardèrent pas à se réaliser, car le 1^{er} février 1558, c'est-à-dire cinq mois à peine après son décès, Clauda de Blou, sa veuve, épousait noble Antoine Audeyer, seigneur de Mars, de Valence.

La veille de son mariage elle avait rendu à Giraud Frère le compte de la tutelle de ses enfants, signé par Gaspard Faure et Félix Mayaud, habitants de Valence.

La noce d'Antoine Audeyer et de Clauda de Blou se fit dans la maison du nouvel époux, à raison du deuil récent de l'épousée.

A partir de cette époque ce fut donc Giraud Frère qui représenta Fortunat dans toutes les affaires que celui-ci fut appelé à traiter. Ainsi nous voyons qu'il reçoit pour son pupille, de noble Pierre Le Normand, écuyer, de Montélimar, plusieurs quittances pour des sommes faisant partie de la dot de Barbe de Dorne que ledit Le Normand avait épousée, et s'élevant ensemble à environ 2,500 livres.

Le 24 février 1560, Giraud Frère, encore au nom de Fortunat de Dorne, avait vendu à « demoiselle Claude Chaberte, femme de M. de Mirabel, » une terre située au mandement d'Etoile, au lieu dit des Routes.

Je crois utile de mentionner encore deux frères d'Antoine I^{er} de Dorne, dont il n'a pas été question ailleurs. L'un d'eux, nommé Georges, était curateur de Pierre, Barbe, Geneviève et Suzanne de Dorne, ses neveux et nièces.

A ce titre il passa une transaction avec Clauda de Blou, le 20 janvier 1558.

L'autre, appelé Fortunat, était entré dans les ordres et devint chanoine de St-Pierre du Bourg-lès-Valence. Le 15 octobre 1551, il faisait donation à « Messires Jean et François de Dorne, » ses neveux, de sa part de droits sur le moulin de Dorne dont il jouissait par indivis avec ses frères ou leurs héritiers.

Le même Fortunat vendit, le 15 juillet 1553, un pré situé aux Baumes de Valence et mourut vers 1558, faisant héritier son filleul et petit-neveu Fortunat, fils de Jean, qui fut plus tard pourvu du canonicat de ce grand oncle. Celui-ci avait fait un légat à l'église de St-Pierre du Bourg. Son héritier le paya au mois de novembre 1558, comme on le voit par une quittance du prieur et abbé du Bourg-lès-Valence.

En prenant possession de son canonicat, le 26 mai 1566, Fortunat de Dorne fut exonéré du paiement de 5 florins d'or qu'exigeait le chapitre de St-Pierre à la réception de ses membres. A cette époque Fortunat avait à peine 18 ans.

Suzanne de Dorne, sœur de Jean et tante de Fortunat, avait épousé, en 1570, noble Jacques de Brotin, seigneur du Faulcon

à Poët-Laval et, l'année suivante, sa sœur Geneviève fut mariée à noble Antoine des Isnards, de Soyans. Fortunat paya leurs dots et reçut les quittances de leurs maris.

Cette même année 1571, François de Dorne mourait aussi. Il laissait quatre enfants en bas âge, Antoine, Aymar (1), Marguerite (2) et Méraude, sous la tutelle de Michel de Dorne. Que leur était ce Michel ? Peut-être un autre frère d'Antoine 1^{er}, de Georges et du premier Fortunat.

Quoi qu'il en soit, après la mort de François (appelé le conseiller), le tuteur de ses enfants fit faire un inventaire de leurs biens et un partage avec leurs oncles, tantes et cousins qui jouissaient de la plupart des immeubles par indivis, et au mois de décembre de la même année il fut passé entre eux une transaction.

Le 12 juin 1572 Giraud Frère rendait compte de la tutelle de Fortunat de Dorne.

II

Fortunat mourait à la fleur de l'âge en 1583. Par le mariage de sa sœur et le décès de son frère qui ne laissait pas de postérité, il était resté seul habitant de l'hôtel avec une cuisinière, un valet de chambre et un palefrenier pour serviteurs.

Il ne faut donc pas s'étonner si la maison paraît vide et dé-garnie : quelques pièces lui suffisant pour son logement, il avait comme abandonné une partie de l'hôtel, et la plupart des chambres étaient à peine meublées, ce qui s'explique aussi par les ventes de mobilier qui furent faites à diverses époques, notamment après le décès d'Antoine et de Jean.

La grande salle où se tenaient les personnes citées plus haut, et appelée, comme nous l'avons déjà dit, la *salle basse*,

(1) Marié à Blanche de Salles.

(2) Femme d'Antoine Gaillot.

était tendue de tapisseries de Flandre à personnages (1). Un immense buffet ou bahut en noyer sculpté, « ayant deux portes et deux tiroirs, » en garnissait tout un côté ; au milieu de la salle était « une longue table aussi en noyer supportée par des tréteaux à pieds tournoyés, et deux bancs à dossiers et garnis de cuir, » espèce de canapés, complétaient, avec quelques chaises, aussi garnies de cuir, l'ameublement de cette pièce.

Que nous sommes loin aujourd'hui de cette simplicité ! Nos salons, encombrés d'objets inutiles, ressemblent à des bazars et ne servent qu'à témoigner de notre vanité ou de notre futilité. Autrefois on enfermait dans un meuble la plupart de ces objets que nous étalons maintenant à tous les regards, et l'on avait ainsi plus d'espace pour agir et pour respirer.

En sortant de la salle, on se rendit dans les caves, et en passant on prit note d'un autre buffet, d'un autre banc à dossier et d'un coffre qui garnissaient le vestibule.

Au *tinal* il y avait trois « *tines* », de différentes dimensions ; la première de la contenance d'environ 100 sommées ; la 2^e de 80 sommées ; la 3^e plus petite. De plus, il y avait sur deux tréteaux une planche à bouteilles.

Dans la cour du *tinal* se trouvait « un ancien *aste* ou tourne-broche cassé », et dans l'autre cour intérieure étaient placées deux pierres à huile.

De là on se rendit à la cuisine. Outre les divers ustensiles qui servaient au ménage, on y voyait un buffet et une longue table en noyer.

De la cuisine on passa dans une pièce appelée l'*arrière-chambre*, dans laquelle était un grand coffre en bois de sapin, « plus deux tréteaux supportant une planche servant de table. »

La dépense ou *charnier*, attenante aussi à la cuisine, contenait « un vieux banc tournoyé. »

(1) Il ne faut pas oublier que les manufactures de tapisseries de haute et basse lisse ne furent établies en France que sous le règne de Henri IV. Avant cette époque on faisait venir les tapisseries de Flandre, d'Angleterre et du Levant.

Avant de monter aux étages supérieurs on voulut finir de visiter le rez-de-chaussée. On se rendit alors à l'écurie qui était précédée d'une cour où s'entassaient « *seize marches d'escalier* en pierre de taille toutes parées et prêtes à servir. »

On trouva dans l'écurie « un vieux cheval d'Espagne *morfondu* et chargé de médecine de maréchal, » plus un harnais de cheval et une selle en peau blanche avec étriers argentés.

On monta ensuite au 1^{er} étage, et la première porte que l'on ouvrit fut celle d'une pièce appelée la *chambre basse*, située au-dessus de la salle du rez-de-chaussée, et ayant vue sur le jardin. Elle avait aussi une tapisserie de haute lisse encadrée dans des boiseries, et elle était meublée d'une armoire en noyer, « forme buffet, et fermée à clef », et d'un *chalict* ou bois de lit également en noyer.

Un cabinet ou arrière-chambre s'ouvrait dans cette pièce ; il contenait « un coffre en noyer sculpté servant à placer des vêtements. »

Vis-à-vis cette arrière-chambre était un autre cabinet qui avait vue sur la cour et dans lequel se trouvait aussi un coffre.

Une porte s'ouvrant sur l'escalier donnait accès dans une salle dont les fenêtres avaient vue sur la Grand'rue. Elle était tapissée de cuir doré (1) et meublée d'une grande table carrée à pieds contournés, et de deux bancs à dossiers dont les sièges étaient rembourrés.

A la suite de cette salle venait une chambre à coucher dans laquelle se trouvait un lit en noyer, à pieds *contournés*, surmonté d'un ciel-de-lit, garni d'un matelas de plumes et d'un chevet, et recouvert d'une étoffe damassée.

Deux cabinets étaient contigus à cette chambre, et l'un d'eux contenait un autre lit avec un grand coffre.

(1) Il y avait des manufactures de cuir doré à Paris, à Lyon, à Avignon et à Montélimar. Cette industrie qui avait commencé en Espagne y a disparu aujourd'hui.

Une pièce appelée la *chambre haute* et ayant vue sur le jardin, était celle du défunt. Un lit, une table, deux sièges et un coffre, tel en était l'ameublement. Un grand cabinet boisé attenant renfermait la vaisselle d'étain, les armes, les papiers et les livres.

La vaisselle, contenue dans une sorte de bahut, consistait en 46 pièces, savoir : « 10 saucières ou *esculons*, 10 assiettes, 6 petits plats, 6 grands plats, une aiguière, 2 salières, 8 écuelles, 2 *eschauffettes* et 2 chandeliers. »

A des clous plantés dans la boiserie étaient suspendus : « une arquebuzé pour la chasse, une épée à deux mains, une dague dans un fourreau blanc à aiguillettes, un *arcellet* et une espingolle. »

Une chaise en noyer, garnie de cuir, était l'unique siège de ce cabinet.

La bibliothèque se composait d'environ 150 volumes, tous in-quarto, solidement reliés en peau rouge, noire ou verte, quelques-uns couverts de bazane ou de parchemin.

Les principaux ouvrages que l'on y voyait étaient :

Les œuvres d'Erasme, de Térence, de Cicéron, de J.-César Scaliger, de Codrus (Ant. Urcéus), d'Horace, de Machiavel, de Reymond Lulle, de Jean Faber, de Calvin, de Justin, de Galeoti, d'Hugues Salel, de Mélancton, d'Adrien, Cardinal de St-Chrysogone, de Torquemada, de Jérôme Angériani (napolitain), de Properce, de Laurent Valle, de Juvénal, de R. Sebon, de Suétone, de Valère Maxime, de Watt (*Vadianus*), etc., les métamorphoses d'Ovide, l'histoire des successeurs d'Alexandre le Grand traduite par Claude Seyssel, le *Décameron* de *Boccace*, les Lettres de Wicellius, les Fables d'Esopé, les Commentaires de Jean de la Rocca ; les Dialogues ? de Vinet, la Dialectique de la Ramée, l'Histoire Française de Sforza ? la Théologie naturelle, la Vie des Saints-Pères, un vieux livre intitulé : *Liber astronomicus Guidonis Bonati* de Forlivio ; un autre livre sans nom d'auteur, intitulé : *De scriptoribus ecclesiasticis* ; un manuscrit ayant pour titre : *Commentarii de Galéazzo Cappella delle cose fatte per la restitutione de Francisco Sforza, etc., etc.*

Un coffre fermé à clef et placé près de la bibliothèque était plein de papiers et de parchemins. On inscrivit sur le registre le titre de chacune de ces pièces dont les dates ne remontaient pas au-delà de 1500. C'étaient des actes de vente, des transactions et autres contrats de famille, comme les mariages de l'aïeul, du père, des tantes et sœurs de Fortunat.

Un des parchemins portait pour titre : « Quittance concédée par noble Jehan de Chaste du Triol (Triors), en faveur des hoirs de feu François Lambert, pour le cautionnement qu'il avait fait pour sieur Pierre Garinaud » ; il était daté du 13 décembre 1565.

Un autre était un « *compte-rendu* par Pierre Engelain à noble Fortunat de Dorne, clos et signé par Louis de Dorne et honnête Claude Marconis, le 7 décembre 1572. »

Ce sont les seuls que je n'aie su rattacher à l'histoire de la famille.

Dans la succession de Fortunat de Dorne se trouvaient compris les immeubles suivants :

1° « Une maison appelée la Grand'Maison (1), sise à la Grand'rue de Valence, près la place aux Clercs, ayant cour, jardin, et établissement par derrière, avec issue au devant de la maison appelée le *Logis du Dauphin*, et autre issue en la rue appelée de l'Official, et 3° issue vis-à-vis la maison d'Etienne Gordol ». Elle confrontait ; « du levant, une rue n'ayant pas de nom ; du couchant, la Grand'rue ; de bise, la maison d'Antoine Lafont, cordonnier, et en partie le viol qui est au derrière du Logis du Dauphin ; et du vent, partie de la maison de noble André du Cluzet, et en partie la maison qui fut de M. Rambaud, et en partie ledit viol de l'Official. »

Le jardin s'étendait « entre le grand corps de la maison et son établissement sus-nommé. » Il y avait un puits au fond du jardin.

(1) Maison des Têtes.

2° « Une autre maison située au Bourg-de-Valence, rue de Pontpéry, et appelée du *Franc-Archier*, confrontant : du levant, le pré d'Antoine Milhan ; du couchant, ladite rue ; de bise, la maison qui fut de J.-François Souchier, et du vent, une autre maison. »

Ce fut Giraud Lambert qui fit construire cette maison, et à cette occasion il avait eu quelques démêlés avec son maçon, nommé Grégoire Armand, de Valence ; un procès en naquit même et Giraud Lambert le gagna, ainsi que le constate une pièce signée de Mirepoix, greffier de Chabeuil, et datée du 4 décembre 1502.

3° « Une terre située au mandement de Valence, terroir dit de Championnet ou de St-Victor, d'une contenance de 3 ou 4 sétérées, confrontant : du levant, le grand chemin public allant de la Porte Saunière au Mont-Calvaire ; du couchant et bise, maison Gauthier ; et du vent, terre des hoirs de feu Antoine Charrier, boulanger. »

Cette terre avait été acquise en 1555 par Jean de Dorne.

4° « La huitième partie du Moulin de Dorne, tant du bâtiment que de ses dépendances, situé en dessous de l'Evêché, ayant pour confronts : du levant, une maison avec chemin entre-deux ; du couchant, un béal avec autre chemin entre-deux ; de bise, un autre chemin, et du couchant, le grand chemin allant de la Porte-Saulnière au port, avec le béal du moulin. »

5° « Une maison avec colombier, posée aud. Valence, en la rue de Bezebeguyne, confrontant : du levant, maison de Louis et Isabelle Paix ; du couchant ladite rue, et de bise, un passage de la maison Paix. »

6° « Un petit domaine au mandement de Châteauneuf-d'Isère, consistant en maison, jardin et bois. » La maison était sise « au lieu de Châteauneuf-d'Isère, » et avait pour confronts « la place et la *motte* dudit lieu, la maison de Guillaume Rispert et une rue. » Le bois confrontait celui de « Monseigneur de Valence » et de M. de Brion.

7° Un autre domaine appelé de Dorne, au mandement d'Étoile, consistant en une maison de grange composée de 7 pièces

toutes meublées, avec étables, cour, margilière et jardin attenants et environ 200 sétérées de terres, vignes ou prés. • Parmi les divers confronts de ces terres on mentionne le chemin d'Etoile à Beauchastel, le chemin de Lavoulte, le hameau de Jossierand, les prairies de M. Claude Dupin, de Mademoiselle Fornet dite de Dorne, d'autres terres appartenant à M. de Bouzols, à Antoine Ferrailhon, à un nommé *le Bédoc*, habitant de Beauchastel, etc...

Tel était donc en 1583 l'état de cette maison qui est longtemps restée comme un problème.

Si les Dorne l'ont fait bâtir vers 1532, comme on le suppose non sans motifs, ils n'en sont pas longtemps restés possesseurs. Il appartenait aux Marquet de lui rendre la vie, et ce sont eux, en effet, qui l'ont le plus illustrée pendant les deux siècles qu'ils s'y sont succédé de père en fils, en donnant constamment des preuves de leur courage et de leur patriotisme (1).

E. LAS COMBES, NÉE COMTE.

(1) Archives des Marquet au château de la Tour à St-Pierreville.



L'HOTEL DE VILLE DE PARIS

(Suite. — Voir la 64^e livraison.)

E. Fournier prétend qu'un nouveau caprice d'Humbert la retira du Domaine royal auquel elle avait fait retour, ou peu s'en faut, en devenant la propriété du fils de l'héritier de la Couronne; qu'il « s'ennuya » d'être dominicain; que créé par le Pape, patriarche d'Alexandrie « et d'Aquilée », il n'en fut pas satisfait; que nommé administrateur perpétuel de l'archevêché de Reims, il n'en fut pas content encore; qu'il voulait revenir à Paris et que le roi Jean, autant pour le contenter que pour achever de le ruiner, lui donna le droit de reprendre, à son choix, une maison qu'il avait eue à Reuilly, vers l'abbaye de Saint-Antoine, ou bien la maison de la Grève; enfin qu'Humbert choisit très probablement cette dernière, pour être plus à portée de son église métropolitaine, quand il aurait été transféré au siège de Paris. Cette condescendance du Monarque envers un prince, son proche parent, et à qui il avait de si grandes obligations, n'aurait pu assurément étonner personne. Mais Humbert mourut en 1355, avant que le Pape eût confirmé sa nomination, et il est hors de doute qu'après la donation définitive de 1349, il n'habita plus jamais la maison de la Grève, mais demeura toujours dans la maison de son Ordre, aux Jacobins. Ayant renoncé aux grandeurs et aux pompes du siècle, ce prince que l'on représente comme frivole et inconstant, mena la vie la plus

pieuse et la plus édifiante, témoigna le plus grand attachement aux Frères-Prêcheurs, qu'il comblait de ses bienfaits, vécut toujours et mourut au milieu d'eux. Le Pape l'avait tout d'abord nommé patriarche, non d'Aquilée, vu que les patriarches d'Aquilée étaient princes souverains du Frioul, mais d'Alexandrie, ce qui était un titre honorifique, comme les évêchés *in partibus*. Il le nomma ensuite administrateur perpétuel de l'archevêché de Reims, premier siège ecclésiastique de France, auquel était attachée la dignité de premier duc et pair de France. Si Humbert le résigna par la suite, ce ne fut pas par ambition, mais à cause de sa mauvaise santé, qui ne lui permettait pas de supporter un si lourd fardeau. « *Desiderans permutare dictam suam ecclesiam Remensem et de eâ transferri ad ecclesiam Parisiensem, aut aliam, cui tantus non incumberet labor et onus regiminis sicut illi Remensi, cum propter suæ personæ debilitatem et ægritudinem, laborem ipsum et onus Remensis ecclesiæ ad ipsius honorem et ecclesiæ commodum nequeat supportare, etc., etc. . . .* »

Ce sont les propres termes de la renonciation qu'il envoya au saint Père, le 22 février 1355. L'acte en fut passé en la présence d'Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, de François de Parme, seigneur d'Aspremont, chancelier du Dauphiné, d'Hugues de Rivière, damoiseau, et d'Humbert Pilati, notaire delphinal, *en la maison des Frères-Prêcheurs de Paris*, où Humbert demeurait (1).

Par son testament fait dans leur couvent, à Clermont-en-Auvergne, le 21 mai 1355, il légua aux Frères-Prêcheurs de Paris, sa mitre, tous ses joyaux, les ornements

(1) VALBONNAIS. — *Loc. cit.*

de sa chapelle, ses livres, ses lits, tous ses meubles et tous les objets lui appartenant, qu'ils avaient en garde ou en dépôt dans leur maison. Il voulut aussi que son corps y fût rapporté, pour y demeurer après sa mort et être enseveli près du grand autel de leur église, à côté du tombeau de la reine Clémence.

Ces faits contredisent d'une manière évidente les allégations de M. Fournier et de quelques autres écrivains. On n'a pas moins dénaturé la vérité historique, et le caractère du grand acte de la donation de 1349, en prétendant qu'Humbert avait « vendu » ses Etats à la France; il les lui donna.

Albert II, Albert III, Albert IV, Humbert I^{er} étaient issus par femmes, de la maison de France, et elle aussi en est issue; c'est d'une princesse du sang de France qu'Humbert I^{er} de la Tour avait tenu le Dauphiné de Viennois; le dauphin Jean II était beau-frère du roi Louis X, et oncle du petit roi Jean I^{er}; le dauphin Guigues VIII était gendre du roi Philippe V et neveu du roi Charles IV; Humbert II était cousin germain par sa femme et fils d'une cousine germaine du roi Philippe VI, et l'acte de 1343 dit formellement que la donation avait lieu *« eüe considération et regart à la grans conjunction et proximité de lignage qui est entre le Roy notredit seigneur et ses dix enfans d'une part, et notre très-chière dame et mère et nous et notre très-chière compagne la Dalphine d'autre part. »*

Humbert descendait en effet de Louis VIII, roi de France, et de Blanche de Castille; il descendait de Charles d'Anjou, roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem, de Charles-Martel, roi de Hongrie, de Rodolphe de Habsbourg, empereur d'Allemagne; il était le descendant, le parent de tous les Souverains de l'Europe. Comment en

adoptant Charles de France pour « *son fils* », en lui remettant, de son vivant, la souveraineté de tous ses Etats, ne se serait-il pas réservé de quoi subvenir aux dépenses de sa maison et à ses libéralités envers l'Eglise ? C'est ce que l'auteur du *Gallia Christiana* a résumé en ces termes : « *Philippo Valesio Francorum Regi, consanguineo suo, consentientibus subditis ut potentem principem haberent qui eos à vicinis hostibus, præsertim à comite Sabodiæ tutari possit, cessit amplos principatus et toparchias ; retinuit tamen sibi usum fructum aliquarum e suis toparchiis, cum pensione annuâ quæ ad tanti principis conditionem esset satis* » (1). C'est ainsi du reste que les Rois de France l'ont compris dans tous les temps, et voici en quels termes Philippe VI et le duc Jean, son fils, depuis Roi, lui concédèrent la très modique somme de cent mille florins : « *Nos rex Francorum et Johannes ejus primogenitus, considerantes liberalitates et mutuam affectionem nobis et dicto filio nostro Karolo per dictum charissimum consanguineum nostrum exhibitas, et nolentes eas sine aliquâ retributione vel remuneratione relinquere, sicut nec debemus : damus, concedimus et donamus eidem Delphino, centum millia florenorum auri, etc. . . .* » Qu'était-ce qu'une pareille somme dont une partie ne fut même pas payée, en compensation d'Etats si vastes qu'ils s'étendaient du Rhône au lac de Genève et au delà des Alpes, à quelques lieues de Turin ? Il faut beaucoup de légèreté pour regarder comme une simple vente, un acte d'une si grande générosité (2) et d'une si haute portée politique.

(1) GALL. CHRIS. IX, 130.

(2) Hugues de Coligny qui assista à la conquête de Constantinople l'an 1202, et qui fut choisi des princes chrétiens pour défendre

Il reste donc acquis que Clémence de Hongrie, reine de France et le dauphin Guigues, son neveu, possédèrent la maison aux Piliers; qu'Humbert II la posséda ensuite, y habita, qu'elle prit alors le nom de la maison ou « *Hostel au Dauphin* » et que si elle appartint, après lui, à Charles de France, et revint ainsi au Domaine, ce fut à titre de Dauphin de Viennois, et par succession d'Humbert de la Tour-du-Pin : lui-même, Charles l'appelant « *maison nostre et de nostre héritage à cause de nostre Dalphiné* » (2).

la ville de Ferres contre Janiza, roi de Bulgarie, où il mourut laissant deux filles, dont l'aînée, mariée dans l'ancienne maison de la Tour-du-Pin, fut aïeule de Humbert, sire de la Tour et Dauphin de Viennois, qui « fit don du Dauphiné » à Charles de France fils aîné de Jean, Duc de Normandie, depuis Roi, et « de laquelle fille aînée nous et tous les autres princes souverains de l'Europe qui vivent à présent, sommes descendus. »

(Lettres de novembre 1648 en faveur de « Gaspard, comte de Coligny, seigneur de Châtillon-sur-Loing, lieutenant général de nos armées, *notre cousin*, fils de feu notre cousin le maréchal de Châtillon son père, érigeant en duché la terre de Châtillon-sur-Loing, sous le nom de *Duché de Coligny*.

Lettres de février 1696 en faveur de Paul Sigismond de Montmorency-Luxembourg, comte de Luxe, fils de François-Henry de Montmorency, duc de Luxembourg, pair et maréchal de France, érigeant la terre de Châtillon-sur-Loing et autres en duché-pairie, sous le nom de *Duché-de-Châtillon*. (*Grands officiers de la Couronne*, tome V, 784, édit. de 1730.)

NOTA. — La terre de Châtillon, érigée en Duché sous le nom de *Coligny*, en novembre 1548, en faveur du comte de Coligny passa à Paul Sigismond de Montmorency-Luxembourg, le 24 juillet 1595, par la mort d'Elisabeth-Angélique de Montmorency, veuve de M. de Coligny et duchesse de Meckelbourg, sa tante, et il obtint l'érection de cette terre en duché-pairie, par lettre de février 1696, enregistrée le 3 mars 1697, sous le nom de *Châtillon*.

(2) Donation à Jean d'Auxerre.

Sauval assure que Charles vint habiter la Grève, et après avoir été habitée par un prince aussi magnifique que le dauphin Humbert, cette maison était certainement digne que son successeur y fit son séjour.

Le Prévôt des marchands, Estienne Marcel, alors tout puissant à Paris, voulait mettre à profit son immense influence pour doter la grande ville, dont il était le premier magistrat, d'un centre municipal, d'une véritable maison commune, ce qu'elle n'avait encore jamais eu : l'hôtel de la Grève, si bien placé au cœur même du Paris bourgeois, du Paris des métiers et du commerce, était précisément celui qu'il convoitait. Les conseillers du dauphin Charles, qui voyaient poindre ce désir, se hâtèrent d'y parer en plaçant, par une donation, l'hôtel sous la sauvegarde d'un tiers, d'un simple particulier. Revenu à Paris, un mois après que le roi Jean, son père, eut été fait prisonnier à Poitiers, Charles donna en octobre 1356, à Jean d'Auxerre, l'un de ses conseillers, ancien receveur des gabelles de la ville, la maison que Marcel désirait. C'était, dit Leroux de Lincy, un homme très dévoué au Dauphin et son ami particulier (1).

Frustré par cette donation, Marcel commença par se venger du conseiller donataire, le fit dénoncer aux Etats par Lecoq, évêque de Laon, prélat turbulent et non moins révolutionnaire que lui, et parvint à le faire renvoyer des Conseils du prince ; puis il s'en prit à la donation elle-même. Le 14 avril 1357, parut une ordonnance arrachée au Dauphin, qui révoquait tous les dons faits depuis Philippe-le-Bel, soit « de choses du domaine, » soit « de choses sentant nature de domaine. » Une seule réserve était

(1) *Histoire de l'Hôtel de Ville de Paris.*

faite : les révocations ne devaient être opérées qu'après un examen de la Chambre des Comptes dont une ordonnance ultérieure réglerait la date. Jean d'Auxerre et le Dauphin lui-même se voyaient donc pris dans une impasse ; il fallait ou vendre sans délai, la maison donnée, ou, si l'on attendait l'ordonnance de renvoi devant les officiers des Comptes, courir le risque de voir révoquer la donation.

On vendit ; il n'y avait qu'un acheteur prévu, Estienne Marcel, et comme il disposait de l'argent du public et ne l'épargnait guère, il acheta « *l'hostel au Dauphin* » au prix de 2880 livres parisis de forte monnaie. La vente se fit en juillet 1357, par les soins de Gilles Marcel, frère d'Estienne, « procureur certain » de la Prévôté et Echevinage, et d'ailleurs voisin de l'hôtel vendu. Le Dauphin, qui était au Château Gaillard, en Normandie, et près de qui Gilles alla comme « especial messagier », donna immédiatement son approbation, le 7 juillet 1357. Estienne Marcel était donc arrivé à ses fins, et, grâce à ses manœuvres, Paris possédait enfin un Hôtel de Ville ; car c'est ainsi que désormais on appela l'ancienne demeure du dauphin Humbert II (1).

L'acquisition d'Estienne Marcel fut d'abord un triomphe pour lui, mais il eut bientôt à s'en repentir ; car il fit de cet Hôtel de Ville, l'arsenal, puis le quartier général de la Révolution et c'est de là que partirent ses meurtriers. Ses complices expièrent aussi la part qu'ils y avaient prise et ils furent décapités le 2 août 1358, devant la maison même où ils avaient aidé Marcel à s'installer. Cependant le Dauphin ne voulut pas pousser plus loin les représailles ; il eût pu reprendre sa maison ; il la laissa à la

(1) FELIBIEN. (*Histoire de Paris*, III, 274).

ville et consentit ensuite à ce qu'elle fût agrandie, et servît de demeure au Prévôt des Marchands.

Paris perdit son Hôtel de Ville, à la suite de la révolte des Maillotins, sous la minorité du roi Charles VI. On le trouve appelé « *Maison de la Prévôté* » en 1383 ; « *l'hostel du Roy en Grève* » en 1403 ; « *l'ancienne Maison de Ville* » en 1404. Paris ne recouvra définitivement son Hôtel de Ville qu'en 1415, pour ne le plus perdre jusqu'à nos jours, « où il vit s'abîmer dans la plus abominable révolution, » cette maison qu'une autre révolution lui avait acquise (1). »

En 1470, des réparations considérables paraissent avoir été faites à l'ancien « *Hostel au Dauphin* ». Des travaux partiels y furent exécutés successivement ; il menaçait ruine et devenait insuffisant pour les divers services qu'on y voulait centraliser. On commença par acheter les maisons voisines, et finalement on procéda à la construction d'un nouveau monument, dont la première pierre fut posée le 15 juillet 1533¹, avec la plus grande solennité.

Au mois d'octobre 1583, les restes de l'ancienne maison en Grève, servant d'habitation au concierge de l'Hôtel de Ville, menacèrent tout à coup de s'effondrer ; sur le rapport de maître Durantel, maître des œuvres, il fut décidé que ces constructions seraient démolies au plus vite, et les matériaux qui en proviendraient vendus au profit de la ville (2).

La cour intérieure avait été, comme dans les palais italiens, l'objet de soins tout particuliers, et nous voyons dès 1535, les officiers municipaux préoccupés des *représenta-*

(1) E. FOURNIER. *Paris à travers les âges*.

(2) LEROUX DE LINCY. *Reg. de l'Hôtel de Ville*.

tions en pierres ornées de peintures, suivant l'usage de l'époque, qui devaient être placées, sans doute, sous le premier portique du bâtiment sur la Grève. Thomas Chocqueux, sculpteur, entreprenait ces ouvrages, à raison de 4 livres tournois par figure, et pareille somme était accordée au peintre chargé de les enluminer. Quels personnages représentaient ces « *histoires*, » ainsi que les nomme le Registre ? « On ne peut que le conjecturer », dit Leroux de Lincy, « mais j'ai tout lieu de penser que c'étaient les portraits des magistrats municipaux. »

La chambre qui servait de bureau aux officiers municipaux avait été ornée de peintures *dès le XIV^e siècle*, à l'époque où l'*Hostel aux Dauphins* avait été transformé en Hôtel de Ville.

Toutes ces « *histoires* » ne représentaient-elles que les portraits des magistrats municipaux ? — Aucune d'elles n'était-elle destinée à transmettre à la postérité, le souvenir d'Humbert de la Tour-du-Pin, de ce prince généreux et somptueux qui avait possédé et habité *cet hostel*, et l'avait donné à « *son fils adoptif* », Charles de France, qui le posséda ensuite « *à cause de son Dauphiné* ? » C'eût été toute justice, mais Humbert avait été enseveli dans l'église des Frères-Prêcheurs, à côté de la reine de France, Clémence de Hongrie, sa tante : la Révolution a détruit l'église et ses tombes, et personne depuis lors n'a songé, ni à Paris, ni à St-Denis, ni à Versailles, à consacrer un monument, un souvenir quelconque, au prince qui, en donnant ses Etats aux Monarques Français, avait imposé à perpétuité le nom et les armes de Dauphin, aux héritiers de la Couronne. Où trouver cependant un lieu plus convenable pour perpétuer la mémoire du grand acte de 1349, que dans cet Hôtel de Ville qui avait succédé à la demeure des Dauphins du Viennois, et qui, renaissant

aujourd'hui de ses cendres, doit réunir dans ses murs les images de toutes les gloires parisiennes ? Ce fut, il y a 500 ans, un bonheur inestimable pour la France, que l'acquisition pacifique d'une de ses plus belles et plus patriotiques provinces ; l'acquisition de l'Hôtel de Ville par les magistrats parisiens en fut la conséquence immédiate, et le souvenir de ces glorieuses origines n'est pas de ceux que le temps puisse effacer.

COMTE DE LA TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE.



DE LA COLONNE DITE DE HENRI IV SUR L'ESQUILIN

(SUITE. — Voir la 64^e livraison).

Les Antonins avaient été établis dans le Viennois en l'an 1095 par Gaston et Giraud. Leur institution se lie avec la convocation de la première croisade, et avec la translation du corps de saint Antoine de Constantinople à Vienne. L'approbation de cet ordre fut accordée par Boniface VIII en 1297, date qui concorde pleinement avec le temps où l'Ordre lui-même fut invité à Rome à desservir l'église et l'hôpital de St-André (4).

Examinons maintenant quelles étaient les opinions répandues sur la colonne ; quelle part eurent les Antonins à son érection ; quand et comment nous en sont parvenus d'autres et de plus certains documents.

Et premièrement je dirai qu'en général on croit tout ce qu'affirme l'inscription de Benoit XIV, à savoir que la colonne a été élevée par Clément VIII, et qu'on y avait placé à l'origine cette inscription : *d. o. m. | Clemente viii pont. max. | ad memoriam | absolutionis Henrici iv | franc. et navar. regis christianissimi | q. f. r. d. xv. kal. oct. MDXCV*. Cette inscription toujours ainsi rapportée par les écrivains sera dans la suite rectifiée par moi. Il est en outre communément admis que cette pierre fut enlevée par les Antonins qui lui substituèrent une pierre présentant au milieu une petite flamme, symbole de S. Antoine (2).

Cancellieri sur le vu du journal de *Francesco Valesio* fit un pas considérable vers la connaissance du monument en révélant l'auteur, dans les paroles suivantes : « Il en fut érigé un souvenir (de la bénédiction du Roi) par le P. Charles Anisson, abbé de

St-Antoine, près Ste-Marie-Majeure, avec une inscription placée sur la base d'une croix de granit (*sic*) dont le tronc affectait la forme d'un canon, et avec cette devise au-dessus : *in hoc signo vinces*. L'inscription n'existe plus, une autre lui ayant été substituée par Benoit XIV. Dans le bas-relief du mausolée de Léon XI, est exprimée la ratification faite au pontife, quand il était Légat *a latere* de Clément VIII, par Henri IV, de ce qu'il lui avait promis par l'intermédiaire de ses ambassadeurs. » (3)

Avant de commenter ces documents, je dois rapporter l'autre passage du même auteur, qui permet de corriger l'inscription originale et d'ajouter d'autres faits nouveaux : « Valesio raconte que, en mémoire de la conversion etc..., fut érigée une croix de bronze d'un côté avec le Christ, et de l'autre avec la Vierge, sur une colonne de granit rouge taillée en forme de canon, et posée sur un piédestal et contre la colonne était placée une statue de bronze du même Roi, laquelle maintenant est renfermée dans une pièce du portique de St-Jean-de-Latran édifié par Sixte V. Sur cette colonne s'élève une voûte soutenue par quatre colonnes de granit blanc. » — Le même auteur ajoute ailleurs : « En face de l'église de St-Antoine se trouve un grand et beau ciboire ou tabernacle, soutenu par quatre colonnes d'ordre dorien en granit blanc reposant sur un piédestal ; sous ce tabernacle est élevée une colonne de granit rouge présentant la figure d'un canon avec la bouche en haut. Elle supporte une croix vert antique avec lys de bronze doré aux extrémités ; à la partie antérieure, tourné vers l'église est le Christ, au côté opposé la Vierge Marie tenant l'enfant Jésus, avec la lune à ses pieds, et le tout en bronze. Cet édifice fut fait en mémoire de la réconciliation de Henri IV, roi de France, comme l'indiquait l'inscription qui était sur le piédestal, jadis enlevée par ces Pères (les Antonins) il y a quelques années sous prétexte de la restaurer, et à la place de l'inscription, ils ont mis la flamme de saint Antoine sculptée. Je ne sais toutefois par quelle autorité ils ont pu enlever un souvenir public, et dans l'espèce un souvenir dont il résultait pour le St-Siège tant de prérogatives et tant

d'honneur, et qui était ainsi conçu d'après Ciacconio : *D. O. M. | Clemente IIX, P. M. | ad memoriam absolutionis Henrici IV. Franc. et Navar. | Reg. Christianissimi. | q. f. A. D. XV. Kal. Oct. M. D. XCV.* En fait Cracas rapporte (t. 143, n° 4143, 15 febr. 1744) que le jeudi à 19 heures tomba l'antique édifice soutenu par quatre colonnes en face de St-Antoine, et toute la maçonnerie et trois colonnes furent brisées, une seule resta entière ainsi que l'enfant Jésus en métal. Il fut ensuite restauré par Benoit XIV qui y substitua ce souvenir • suit l'inscription moderne (4). De tout cela nous apprenons que l'auteur du monument fut le prieur ou abbé de St-Antoine Charles d'Anisson; que le piédestal de la colonne soutenait à l'origine la statue Laterane de Henri IV ; que l'inscription originale que nous connaissons par Ciacconio, disparut, et qu'un tabernacle recouvrait le monument. Aujourd'hui il est bien difficile de vérifier le renseignement donné par le piédestal et qui paraît bien invraisemblable, attendu la probable différence de temps entre la colonne et la statue, celle-ci fondue par les soins de *Cordieri*, fut peut-être postérieure. Il ne semble pas plus facile de restituer ce tabernacle dont l'existence ne peut-être mise en doute, après les paroles de Valesio et le passage de *Cracas*. En examinant quelques reproductions de la colonne de Henri IV, on n'y voit aucun indice d'une construction aussi imposante c'est-à-dire d'un édifice qui devait contenir la colonne elle-même. Il est vrai que je n'ai pu voir le cuivre de Philippe *Tomassini* qui est antique (1596) mais celui contemporain de Jean Majo présente la seule colonne, comme elle est actuellement (5). Un dessin plus récent du monument, mais tiré d'une collection, dans laquelle se trouvent des originaux de date aussi ancienne, est celui du *Magasin Pittoresque* qui représente cette colonne avec l'anneau contenant cette devise : *in hoc signo vinces* (6). Toutefois je répète que de l'exemple du petit temple on ne peut pas douter ; et pour ma part j'en apporterai une preuve dès à présent, à propos de l'auteur de l'édifice entier. C'est inexactement que Valesio a donné quelques indications ; ainsi celle de la croix, que Cancellieri dit de bronze, est d'après Valesio vert antique, tandis qu'au

contraire elle est gris brun verdâtre. En ce qui concerne les fleurs de lys, que Valesio dit de bronze doré, quoique la dorure n'apparaisse pas aujourd'hui, on peut toutefois supposer qu'à l'origine elles étaient dorées. Relativement à la forme de la colonne qui, d'après Valesio, et après lui par tous ces descripteurs modernes, est celle d'un canon, il convient d'observer qu'une telle ressemblance, est fondée seulement sur la partie décorative du fût, c'est-à-dire à cause des deux anneaux qui l'entourent l'un sur le milieu, l'autre près du sommet. Ce peut-être un caprice de l'architecte et très probablement à une époque où le genre baroque commençait. Ce peut-être aussi une allusion à la cessation d'une guerre civile qui, par cet acte solennel, était assurée. Toutefois on doit aussi se rappeler ce fait que le placement sur un fût d'un crucifix n'est habituellement, dans l'art religieux moderne, jamais autre que celui de notre colonne, qui ne devait représenter autre chose qu'un crucifix sous un tabernacle. Restent à discuter les deux autres indications données par Valesio, sur d'*Anisson* auteur du monument, et sur la disparition de l'inscription primitive. Je les réduirai en une seule parceque toutes deux sont éclairées par la notice suivante qui éclaircit également la question relative au tabernacle. Dans les notes inédites de Benoît Mellini sur les *Antichità di Roma* on lit : « en sortant de l'Eglise de St-Antoine, on voit devant soi le souvenir de rebénédition de Henri IV avec une colonnette sous un tabernacle de marbre isolé sur quatre colonnes de granit avec ces inscriptions. En face :

D · O · D
 CLEM · IIX · P · P ·
 F · CAROLVS · ANISSON
 DELPHINAS · VICARIVS
 S · ORD · S · ANT · DE · SVO · POS
 V · NON · MAII · CIOIOXCVI

Sur les côtés etc...» Mellini rapporte là l'épigraphie connue *ad memoriam absolutionis*, et ajoute qu'elle fut enlevée au temps de Urbain VIII (7). On peut en conclure que le temple existait, et

que si les dessinateurs ne l'ont pas reproduit, c'est peut-être pour ne pas empêcher la vue de la colonne. On peut en conclure également que l'auteur du monument fut le *frater Carolus Anisson*, vicaire de l'abbé général Antonin, *de suo*, c'est-à-dire à ses frais ; et enfin que non seulement l'inscription qui faisait allusion à l'origine du monument, mais que l'autre de l'auteur de ce monument ont certainement disparu. Quelle qu'ait été la cause de ce fait, il est assez difficile de la retracer. Tous les lecteurs se rappellent le célèbre conflit politique entre Louis XIV et le pontife Alexandre VII, à cause de la rixe élevée à Rome entre les gardes Corses pontificales et les gens du duc de Créquy, ambassadeur de France ; et comment Alexandre VII dut en faire réparation par l'érection d'une pyramide qui reçut une inscription commémorative. Les écrivains affirment que, lorsque Clément IX eut gagné la confiance de Louis XIV pour avoir été le médiateur de la paix d'Aix-la-Chapelle entre le roi de France et Charles II, roi d'Espagne en 1668, il obtint que la pyramide où était gravée la déclaration d'Alexandre VII, serait abattue ; et qu'en contre échange de l'adhésion accordée par Louis XIV, il fit enlever l'inscription de Henri IV de la colonne de l'Esquilin (8). Tout cela ne peut s'admettre qu'avec une certaine répugnance, attendu la perte si importante des deux inscriptions. Celle de la pyramide était si humiliante qu'elle fut généralement désapprouvée des contemporains, au dire de Muratori ; et Alexandre VII rédigea contre cette inscription une protestation qui devait être publiée en consistoire après sa mort (9). Celle de Henri IV est au contraire de teneur plus modérée ; et il n'y a aucun motif de supposer qu'il y en avait une autre plus violente. Si le renversement de la pyramide Chigienne et l'enlèvement de l'inscription de Henri IV avaient donné lieu à des démarches diplomatiques entre Clément IX et Louis XIV, il devrait en rester quelque trace, mais je n'ai pas eu la bonne fortune de les retrouver ni à Rome ni à Paris (10). Probablement l'affaire fut traitée sans formalité, excepté le procès-verbal de la démolition rapportée sur le dessin de l'*Archivio Vaticano*, et qui doit exis-

ter au *Ministère des Affaires Etrangères*. Ce dut être un empressement et pensée spontanée de Clément IX ou des Antonins d'enlever l'inscription de Henri IV seulement parce qu'elle rappelait les actes de soumission, que le Roi avait faits (11). Certainement l'inscription ne dut pas être enlevée sans bruit; autrement la tradition populaire, rapportée par Valesio, n'aurait pas attribué le fait aux Antonins, auxquels, l'auteur du journal en fait un violent reproche, qui a déjà été rappelé plus haut (12).

(A continuer.)

NOTES.

(1) Peut-être le Cardinal Capocci n'eut pas l'intention de confier ces édifices, qu'il ne vit pas restaurer, aux Antonins. En effet, le *tau*, signe distinctif de l'Ordre ne figure pas dans la construction, mais seulement sur la porte de bois de l'église qui est d'une époque postérieure. L'histoire des Antonins a été écrite par Molinet, par Fulcon, par Pennotti. Je crois que le culte de saint Antoine en France, est étroitement lié aux croisades. Un ordre chevaleresque s'appelait de St-Antoine et se trouvait en Abyssinie. Il en est fait mention par da Michieli, par Tellez, par Mennenio, par Lope de Castagneta, par Ramuzio, par Zabarella, par Ritterhus et par Ludolf qui, dans son histoire d'Ethiopie (imprimée à Francfort en 1681), a détruit les nombreuses légendes qui enveloppaient l'origine de cet ordre Africain. Une particularité digne d'être notée me semble la suivante : Giustinian dans ses *historie cronologiche dell'origine di tutti gli ordini militari e di tutte le religioni cavalleresche*, Venise, Combi et la Noù 1692, I p. 69, examinant l'histoire des chevaliers de saint Antoine, y a inséré une gravure tirée de la série des *costumi del mondo* dessinée par Titien et produite par Cesare Vecellio son frère (f. 418). Dans cette gravure, la croix que tient le chevalier aussi bien que celle suspendue à son cou, sont terminées aux trois extrémités par une fleur de lys, exactement comme celle de la colonne de Henri IV. La nationalité française de l'Ordre ne fut pas étendue à l'hôpital de l'Esquilin, et cela confirme notre opinion que l'instal-

lation des Antonins fut indépendante de la fondation du Cardinal Capocci. En effet, l'hôpital fut principalement destiné aux malades de *sona*, c'est-à-dire de cette particulière efflorescence, dite vulgairement *feu de saint Antoine*, sans distinction de nationalité, et aussi, à raison de la rareté de cette maladie, aux infirmes par suite du feu (Piazza, *Opere pie di Roma*, p. 32). L'hôpital était entretenu par les rentes laissées par le susdit fondateur, et avec les aumônes généreusement données à l'église, par les possesseurs de chevaux et de juments qui avaient l'habitude, le jour de saint Antoine, de les amener pour les faire bénir. En 1778 les moines Antonins furent réunis à l'ordre de Jérusalem, l'église fut remise aux moines *Camaldolesi* ; l'hôpital fut fermé et une partie des revenus fut attribuée à l'hôpital du Très-Saint-Sauveur, dit de St-Jean ; l'autre partie fut attribuée à l'Académie des *Nobili Ecclesiastici*. Dans les archives de ce collège se trouvent en effet les parchemins et les actes des Antonins de Rome, dont quelques-uns ont été transcrits par Galletti.

(2) Venuti Ridolfino : *descrizione di Roma moderna*, I p, 112. Nibby ne décrit pas ce monument, bien qu'il ait promis de le faire dans le premier volume, *Roma mod.* I p. 103. Venuti se montra prudent lorsqu'il écrivit que la colonne, etc. . . Dans le *Ritratto di Roma moderna* de Pompilio Totti (Rome. Mascardi 1638, p. 485), il est seulement dit : devant cette église (St-Antoine) est une colonne en l'honneur de la rebénédition de Henri IV, roi de France : phrase courte, mais exacte.

(3) *Op. citat.*, p. 164, en note.

(4) Cancellieri. *Op. citat.*, p. 505.

(5) Le recueil d'où est tirée cette gravure est intitulé : *Ornements de fabrications ancienne et moderne de la belle ville de Rome avec leurs explications* par Barthélemy Rossi Florentin, chez André della Vaccaria à l'enseigne de la Palme, 2^e partie. Sous le frontispice on lit : *Ioannes Maius romanus delineavit anno jubilei MDC.* Sous la gravure on lit : à l'éternelle mémoire de l'absolution et bénédiction faite à l'invincible et très chrétien Henri IV roi de France par N. S. Clément VIII l'an 1595 et le 15 octobre, le T. R. P. Charles d'Anisson, abbé de St-Antoine, a élevé cette colonne placée en face de l'hôpital de cette église des Français près S. Maggiore sur le mont Esquilin.

(6) *Magasin Pittoresque*, vol. IX, p. 72. M. le Comm. Geffroy, directeur de l'*Ecole Française de Rome*, m'a indiqué cette gravure. Dans l'inscription du piédestal on rencontre quelque variante, dont on ne peut tenir grand compte, parcequ'elle se présente comme chose accessoire et négligée dans une gravure de petites dimensions. Au-dessous on lit: *estampe tirée de la collection historique de M. Hennin*.

(7) *Archivio Vaticano*, arm. VI vol. 38 f. 302 b.

(8) Muratori *Annali* 1664, 1668.— De Novaes *Elementi della storia dei sommi pont.* t. X. p. 139, 190. Muratori dit que Clément IX fit enlever la croix placée en face de St-Antoine avec l'inscription offensante pour Henri IV, et de Novaes a copié cette même inexactitude. Au contraire il ne fut enlevé que la seule inscription.

(9) Je reproduis en note un texte authentique de l'inscription Chigienne bienveillamment communiquée par MM. les gardiens de l'*Archivio Vaticano* où se conserve un dessin de la pyramide accompagné de ces paroles: pyramide qui fut achevée le mercredi 21 mai 1664. Elle fut démolie vendredi 1^{er} juin 1668, étant pape Clément IX de la maison Rospigliosi, et il en fut fait acte public chez l'ambassadeur de France, le duc de Chaulnes, au palais Farnese. On y lit cette inscription: *in execrationem damnati facinoris contra. e. d. duces Crequium oratorem | regis christianissimi | a militibus coris | ziti hal. sept. an. MDCIXII, patris | corsica natio inhabilis et incapax | ad sedi apostolicæ inserviendum | ex decreto iussu | ss. d. n. Alexandri vii p. m. | edito | in executionem concordis pisis initæ | ad perpetuam rei memoriam | declarata est | anno MDCLXIV.*

(10) Je remercie M. Elie Berger, qui a bien voulu me prêter son concours et faire dans les Archives Nationales de Paris des recherches infructueuses.

(11) La lettre par laquelle le Roi demandait l'absolution au pape contenait des sentiments de profonde soumission (Cf. *Requête du Roi*, dans les notes d'Amelot à D'Ossat, vol. I, p. 160). Les cérémonies de la bénédiction dans le portique de St-Pierre confirmèrent l'opinion de la soumission complète de la part du Roi, comme on le constate par la description de Mucante. D'Ossat représente la chose avec une indifférence étudiée (I. p. 268) comme le remarque Ranke (*op citat.* p. 168). Toutefois Formeron dans l'*Histoire de Philippe, II* (IV, p. 237)

exagère la description de la cérémonie, et rapporte que les deux français furent battus par le pape ; tandis que dans la description il n'y a que ceci : « il frappait légèrement sur les épaules » ; forme très connue de l'absolution des Pénitents. De ce fait Formeron déclare *grotesque* une telle humiliation ; et il affirme que les Espagnols en furent contents. Et cependant tous les documents établissent le contraire. Il affirme également et avec inexactitude que Clément VIII fit enlever la croix (la colonne) ; et, je ne sais sur quel fondement, l'ambassadeur Français, M. de Courcelles, en a récemment demandé la translation à St-Louis-des-Français.

(12) La raison adoptée par Valesio est juste, personne ne peut porter préjudice aux monuments publics même de médiocre valeur. Pour cela la Commission, à laquelle incombe l'obligation de les conserver a fait réélever la colonne. A ce sujet il y a tout intérêt à rappeler un souvenir du défunt P. E. Visconti, qui en 1840, étant Commissaire des Antiquités, adressait au Cardinal Giustiniani, Secrétaire d'Etat, la lettre suivante que son neveu, M. le Commissaire Charles Ludovic, a bien voulu me communiquer et me permettre de publier : « Tandis qu'on se propose de restaurer le monument élevé en mémoire de l'absolution de Henri IV, j'estime qu'il est du devoir de mes fonctions de soumettre à la sanction autorisée de V. E., un moyen pour rendre une telle restauration encore plus utile et plus complète. Ce serait de faire placer en premier lieu l'inscription mise jadis pour signaler par qui et comment le monument a été dédié ; cette inscription a été enlevée vers 1695 (?) ; elle se lit dans plusieurs livres imprimés, et notamment dans Ciacconio. ainsi (suit le texte). » Visconti finit par recommander en général la conservation de la colonne dont il montre la valeur historique. Il va sans dire que la date qu'il donne à la disparition de l'inscription est fondée sur l'expression de Valesio, *anni addietro* (années passées) ; mais d'après tout ce que nous avons exposé l'enlèvement paraît être quelque peu antérieur. Il va sans dire aussi que l'inscription de Ciacconio était la seule authentique alors connue ; nous pouvons aujourd'hui la rectifier, comme on le verra plus loin.

MONOGRAPHIE DE LA FAMILLE DE LOULLE

DE ROMANS

(Suite). — Voir les 63^e et 64^e livraisons.

III

UNE ÉMEUTE A BRESSIEU

Pierre II, fils aîné d'Arnoux et de Madelaine du Boys, reçu docteur en droit le 19 janvier 1600, puis avocat consistorial, publia en 1619 un ouvrage intitulé : *Le Digeste du droit françois et pratique de France*, qu'il dédia au garde des sceaux, du Vair, et dont la bibliothèque de Grenoble possède un exemplaire. D'après le témoignage de Richard, notaire, dans l'enquête de 1655, il fut 1^{er} consul de Romans et contracta mariage, le 3 juin 1611, avec Hélène Tardy. N'ayant pas eu d'enfant d'elle, il l'institua son héritière universelle, par testament fait à la Parisière le 31 octobre 1628, et mourut le 9 octobre 1629.

Nous donnerons plus loin la biographie de cette bienfaitrice insigne des pauvres ; pour le moment, relevons quelques erreurs commises par des auteurs sérieux, la première confondant l'auteur du *Digeste du droit françois* avec son petit-neveu, Pierre III, anobli en septembre 1654 ; la seconde, reportant au 13 mars 1623 l'anoblissement de ce Pierre III et la troisième, faisant traiter Ar-

noux (et non Arnaud) avec l'abbé de St-Antoine en 1620, alors qu'il était décédé en 1619, selon toute apparence (1). Pierre II, dans son testament, ouvert à la requête de sa veuve, le 6 décembre 1629, en présence de Louise de Loulle, veuve de Joseph Bernard, d'Ennemond de Loulle et de Pierre Richard, visiteur général des gabelles, mariés, d'Arnoux et Pierre de Loulle, fils d'Ennemond, et de Jean-Antoine Ricol, leur cousin et leur curateur, déclarait vouloir être enterré, avec les solennités accoutumées pour un homme de sa qualité, dans la tombe de ses prédécesseurs; léguait 150 livres aux Capucins, autant aux Récollets, Clarisses et Ursulines, 300 aux Cordeliers pour réparer leur église, 50 aux confréries du S. Sacrement et de N. D. de Grâces, 200 aux pauvres de l'aumône générale, 50 à ses sœurs Louise et Ennemond, 2400 à chacun de ses neveux Arnoux et Pierre de Loulle, fils d'Ennemond, décédé à Marseille; chargeait Hélène Tardy, son héritière universelle, de transmettre l'héritage à celui des parents du testateur qu'elle voudrait, et au cas où, surprise par la contagion, elle décéderait *ab intestat*, lui substituait Pierre, le puîné de son frère Ennemond, et à Pierre, Arnoux.

Ce testament établit donc parfaitement l'état de la famille en 1629.

Ennemond, frère cadet de Pierre II, s'étant fixé à Marseille, dès la fin du XVI^e siècle, y épousa en 1605 Catherine de Moret, fille de Claude, écuyer, et de Marguerite Ratonne. Il était déjà décédé en 1622.

Arnoux et Pierre, ses fils, furent reçus avocats vers 1627 ou 1628. Arnoux exerça d'abord ses fonctions d'une manière brillante à Marseille et à Romans, puis obtint vers

(1) Voir *Biographies du Dauphiné* et *Armorial du Dauphiné*.

1638 la charge de président de l'élection en cette dernière ville.

Comme il dut à cette occasion payer au fisc d'assez fortes sommes, nous avons cru devoir les relever :

1° 1370 livres au trésorier des parties casuelles pour les 40 sols de chaque paroisse dont il vérifiait et signait les rôles de tailles et les 16 sols de son office (1^{er} octobre 1638);

2° 1190 livres, pour être déchargés, lui et son résignataire, des prêt et avance du 5^e denier de l'évaluation de son office, pour la dispense de 40 jours de son office, et de 100 sols par paroisse avec les dix autres élus et contrôleurs, pour l'union du garde scel et pour les 60 livres d'augmentation attribuée par édit;

3° 222 livres 45 sols pour la conservation de l'hérédité des 40 sols dus par chaque paroisse (17 juillet 1642);

4° 800 livres pour la réduction des offices de toutes les élections et pour autorisation d'exercer à la fois la charge de président de l'élection et celle de juge civil et criminel de Romans pour l'archevêque de Vienne et les chanoines de St-Barnard, coseigneurs de la ville, dont il fut revêtu en 1641 ;

5° 559 livres 7 sols pour jouissance des $\frac{3}{4}$ d'un denier par livre du principal de la taille et de tous les deniers qui s'imposeront (31 décembre 1643) ;

6° 134 livres 19 sols 9 deniers pour taxe faite au conseil (20 mai 1644);

7° 80 livres pour dispense de 40 jours de son office de juge en 1649 et 7 années après (15 juillet et 28 décembre 1648).

Ayant eu l'occasion dans l'exercice de ses fonctions de signaler son zèle pour le bien de l'Etat, il fut anobli en 1654. L'enregistrement de ses lettres donna lieu à deux

enquêtes et à différentes formalités qui témoignent des précautions infinies, usitées en pareil cas.

D'abord, du 8 janvier au 7 mars 1655, Arnoux et Pierre de Loulle, les firent signifier aux châtelains et consuls de Romans, Tain, Mercurol, Clérieu, Chanos-Curson, Veauve, Pizançon, Chatuzanges, Onay, Miribel, St-Quentin, Beaumont-Monteux, Montmiral, Samson et Rochefort, Charpey, Châteauneuf-d'Isère, Beauregard et Meymans et adressèrent une requête à la Chambre des Comptes, qui nomma commissaire Humbert de Lyonne, écuyer, seigneur de Commiers, doyen des conseillers et maître ordinaire.

Une première enquête eut lieu sous sa direction pour Arnoux, et onze témoins furent entendus, savoir : Félicien de Micha, sieur de Prunières ; Charles de Claveyson, seigneur de Claveyson, Hostun, etc., gouverneur de Romans ; Jacques Coste, comte de Charmes ; François Guerin, fils d'Henri, conseiller au Parlement ; Benoit Courbis, marchand ; Jean-Antoine Patin, substitut du procureur général ; Pierre Guigou, receveur général des finances ; Pierre Guillaud, marchand ; Dominique Cappus, avocat en la Cour ; Claude Antoine Geoffroy, agent du prince de Monaco (mars 1655).

Une seconde enquête pour Pierre commença à Marseille le 8 avril devant Jean Martin, seigneur de Champourcin, juge royal au tribunal de S.-Louis, commissaire député de la Chambre des Comptes de Dauphiné. Seize témoins y déposèrent en sa faveur savoir : de Beausset, prévôt de la cathédrale de la Majeure ; Pascal, chanoine de Notre-Dame des Accoules ; Antoine de Valbelle, seigneur de Montfuron, chevalier, premier lieutenant général en l'amirauté des mers du Levant ; Gaspard de Villages ; de Gravier, lieutenant de sénéchal ; Déléon, écuyer ; de Bourgui-

gnon de Bissière; de Moustier, 1^{er} consul et gouverneur de Marseille; de Félix, sieur de La Reynarde; de Cabanes, avocat; de Gras, juge royal au tribunal de St-Lazare; César François, capitaine de navire; Solleilhet, procureur au siège de Marseille, etc.

L'enquête de Romans se continua le 26 avril devant Jean-François Reynaud, docteur en droit, juge de la ville, qui entendit 4 nouveaux témoins: Pierre Peloux, bourgeois; La Terrasse et Mathieu, marchands-drapiers; Rozeron, marchand et Teuvenot, assesseur en la prévôté de Dauphiné.

Malgré l'adhésion formelle des syndics et consuls des communautés intéressées, et malgré les enquêtes favorables, la Cour des Aides de Vienne en ordonna le 17 août une nouvelle devant Pierre de Muzy, seigneur de Romanesche, écuyer, qui entendit encore les dépositions de François de Chazotte, de Lhoste, de Gazon, d'Ennemond de Chastain, d'Arnaud, de Sozin et de Collet, déjà analysées dans cette étude à l'occasion des événements de 1597, et celles de Nicolas Soison St-Didier, du marquisat de Bressieu, et de Guélix, etc.

Enfin, sur la requête du procureur général comparurent devant le même de Muzy, le 28 octobre, Charles de Lionne de Leyssins, conseiller et aumônier du Roi, seigneur d'Antonave, prieur de Lachau, etc., Pierre de Garat, Guillaume Chabran, Claude Drène, Jean Robin et Millard, avocat à Romans.

Ces formalités ne témoignent pas seulement des précautions nombreuses que l'autorité prenait avant d'admettre un nouveau noble, elles renferment aussi des révélations historiques sur des événements secondaires, oubliés aujourd'hui, tels que l'émeute survenue en 1645 dans le marquisat de Bressieu à l'occasion des tailles.

Voici les détails donnés à ce sujet par les témoins entendus et notamment par Courbis (Benoit) :

« Les sieurs de Loulle, dit-il, sont passés advocats
 » depuis plus de 25 ans, et il y en a environ 20 que le sieur
 » Arnoulx exerce l'office de président en l'élection de
 » Romans, et depuis plus de 14 celle de juge de la mesme
 » ville, ayant exercé l'une et l'autre avec grande satis-
 » faction et applaudissements des habitants, et tousjours
 » fait paroistre aux occasions qui se sont présentées grand
 » zele et affection au service du Roy et du public, mesme
 » et particulièrement en l'année 1645, sur la fin de l'esté,
 » ayant ledit déposant esté employé par le sieur Romanet,
 » receveur en l'élection, du costé de la Valloire. Comme il
 » fust au marquisat de Bressieu avec quelques autres
 » employés, pour l'exaction des tailles, seroit arrivée
 » grande rebellion parmy le peuple, personne ne voulant
 » payer leurs cottes et au contraire se mettoient en estat
 » d'assommer ceux qui les leur demandoient. De quoy
 » ayant promptement donné advis au sieur Romanet et
 » iceluy au sieur de Lozieres, intendant de la province,
 » ils auroient envoyé à Arnoulx de Loulle, qui estoit en
 » la ville de Vienne à la poursuite des procès, pour s'y
 » transporter et faire les procédures necessaires; et cepen-
 » dant le sieur Mourral, advocat du Roy en l'élection, et
 » Pierre Richard, greffier se seroient rendus au lieu de
 » Viriville pour y attendre le sieur de Loulle, lequel s'y
 » seroit rendu le mesme jour environ la minuit, avec un
 » temps de pluye, ayant eu peine d'éviter le peril qu'il y
 » avoit de traverser ce pays à cause des mouvements qui
 » y avoient esté suscités; ayant entendu dire au sieur de
 » Loulle et à son laquais, Moret, qui l'accompagnoit,
 » que lorsqu'ils demandoient le chemin ou des guides
 » pour les conduire à Viriville, les paysans leur refusoient

» et mesme disoient qu'il les falloit assommer, que peut
» estre ils estoient de ceulx qui estoient là pour faire payer
» la taille. Estant enfin arrivé audit lieu, il auroit fait de
» grandes procédures et formalités de justice, et par ce
» moyen ou par les remonstrances qu'il faisoit à ce peuple,
» auroit tout apaisé, en sorte que le deposant et austres
» employés au recouvrement des tailles, après avoir receu
» beaucoup de deniers, se seroient acheminés au lieu de
» Bressieu, où la nuit on auroit sonné le toccassin en
» toutes les paroisses du mandement, et sur ce, le peuple
» s'estant mis en armes, auroit poussé et contraint une
» compagnie de fuziliers, qui avoient esté envoyés par
» le sieur de Lozières, de se refugier au chasteau où le
» déposant les suivit, et y furent incontinent investis par
» les habitants qui avoient fait des barricades et des corps
» de garde par tous les chemins, en sorte que personne
» n'osoit aborder, à cause de la furie où estoit le peu-
» ple mutiné, et ayant demeuré deux jours en cet estat,
» le sieur de Loulle avec Richard, son greffier, se seroient
» hasardés et seroient venus jusques auprès du chasteau,
» ayant traversé les barricades et corps de garde tout
» seuls, non sans grands dangers de leur vie. Mais il ne
» peust pour lors, à cause de l'heure tarde, aller jusqu'au
» chasteau, ayant fait dire à ceulx qui estoient dedans qu'il
» y retourneroit le lendemain : ce qu'il fit, accompagné
» d'un gentilhomme, nommé le sieur de Poyaud et du
» sieur Mourral, au grand estonnement de tout le monde,
» chacun croyant qu'ils seroient assommés par les che-
» mins ; et comme ils feurent entrés dans le chasteau, les
» fuziliers se sentant encouragés, auroient fait sortir à son
» insceu cinq ou six de leur troupe, qui pour se venger
» de ce qu'on leur avoit fait, auroient voulu prendre quel-
» ques prisonniers et fait quelques desordres, dont le peu-

» ple se seroit animé de nouveau et auroit sonné le toccas-
 » sin partout, en sorte que dans moins d'une heure, ils
 » auroient repris les mesmes postes que le sieur de Loulle
 » leur avoit fait abandonner par ses remonstrances, et
 » vindrent investir le chasteau plus fort que jamais avec
 » armes à feu et autres, ce qui fit que tous ceux qui se
 » rencontroient dans ledit chasteau, croyoient d'estre
 » perdus, ayant desjà demeuré quelques jours sans pro-
 » visions et ne croyant pas d'en recouvrer d'aucune part.
 » Et comme le sieur de Loulle remonstroit aux fuziliers
 » qu'ils n'avoient pas bien fait, d'avoir excité ces desor-
 » dres et aigry le peuple qu'il avoit appaisé, survint un
 » gentilhomme nommé le sieur de Poysieu de Gottafrey
 » qui demanda à luy parler et luy dit que le peuple le
 » prioit de sortir, parce qu'il vouloit faire perir de faim
 » tous les autres. Et sur ce, s'estant le sieur de Loulle
 » acheminé du costé des escueries du chasteau pour faire
 » brider ses chevaux, le deposant se seroit présenté pour
 » ayder à son laquais, et estant entrés dans l'escuerie, un
 » des habitants seroit venu aux murailles du ravelin, et
 » ayant appuyé son mousquet auroit tiré dans l'escuerie,
 » la balle ayant passé tout aupres dudit sieur de Loulle
 » qu'on croyoit en avoir esté blessé, et ayant donné à la
 » muraille de l'escuerie, auroit rejailly sur la face du depo-
 » sant, qui en auroit demeuré blessé; ce qui ayant donné
 » l'espouvante, tous ceux qui estoient allés jusques aux
 » escueries avecque le sieur de Loulle, pour le voir partir,
 » mesmes les sieurs de Poyaud et Mourral, qui vouloient
 » sortir avecque luy, seroient rentrés promptement, et
 » auroient fait tous leurs efforts pour persuader le sieur
 » de Loulle de rester avec eux; mais il auroit respondu
 » qu'il vouloit tascher d'appaiser ce peuple et luy fai
 » quitter les armes, et ayant fait sortir ses chevaux, s'en

» seroit allé avecque M^{re} Richard et son laquais, ayant
 » traversé tous les corps de garde des habitants, qui
 » s'estoient despartis en diverses troupes, et le deposant
 » et autres demeurerent dans le chasteau où ils faillirent
 » perir de faim, faute de vivres, pendant deux ou trois
 » jours, pendant lesquels le sieur de Loulle, venoit de
 » Viriville proche ledit chasteau parler aux habitants, les-
 » quels il porta enfin par son adresse et par ses remons-
 » trances à quitter les armes. Après quoy, ceux qui estoient
 » dans le chasteau eurent la liberté de sortir, chascun
 » ayant demeuré grandement satisfait de la conduite et
 » des soins que le sieur de Loulle y avoit apportés, ayant
 » le sieur deposant du despuis assisté ceux qui exigeoient
 » les tailles, sans qu'il soit survenu aucune résistance ni
 » rebellion, et le sieur Romanet, receveur, fust payé par
 » ce moien de grandes sommes de deniers qui estoient
 » deubes à S. M. pour arrérages de tailles, » s'élevant à
 60,000 livres, d'après le témoignage d'un autre déposant.

Sébastien Guélix, de Viriville, ancien collecteur des tailles, dans une déposition fort circonstanciée et tout à fait semblable à celle de Courbis, fixe l'époque de la rébellion de Viriville au mois de septembre 1645 et appelle Segaud le gentilhomme qui accompagna de Loulle à Bressieu et de Lafertey, le capitaine des fusiliers; que de Loulle, après la pacification de Viriville, malgré les instances du seigneur de ce lieu et de M. de Lestang, n'hésita pas à se rendre dans le mandement de Bressieu où sa vie était exposée; qu'il alla d'abord à Châtenay chez le déposant et apprit que les habitants de cette paroisse n'avaient en rien trempé dans la conjuration; qu'il dressa procès-verbal de leurs dépositions, attesté par le comte de Viriville, et MM. de Lestang, de Blanc et d'Auteville, et poursuivit sa marche jusqu'à Bressieu avec son greffier et un laquais, et y demeura 7 ou

8 jours tout occupé à calmer les esprits ; que M. de Lozières, intendant de la province, instruit des mouvements populaires de Bressieu y serait venu avec MM. de Viriville et de Lestang, « et ayant appris la conduite du sieur de » Loulle et la façon avec laquelle il s'estoit heureusement » comporté, y seroit resté jusqu'à ce que tout fust apaisé, » et qu'après avoir retiré du déposant un extrait de tous » les verbaux et procédures du sieur de Loulle, il les » envoya à S. M. par le sieur Froment de Valence, capitaine au régiment de Mazarin. »

Gazon, de Romans, vieillard octogénaire, autre témoin, proclame Arnoux de Loulle « un homme d'esprit, de » conduite, probité et expérience en toutes choses, mesme » aux affaires de S. M. et de la ville où il s'est comporté » avec toute la generosité possible, ayant dans les quartiers » d'hiver que les gens de guerre ont heu à Romans, par » sa conduite et vigilance, esvité beaucoup de desordres » qui auroient causé peut estre la desolation de la ville. »

Cet Arnoux, II^e du nom, exerça les fonctions de président de l'élection de Romans jusqu'à sa mort. Son frère Pierre lui succéda en cet office par lettres du 21 octobre 1668, enregistrées au Parlement le 18 décembre, paya encore 320 livres, outre les 80 dues annuellement. Pierre vendit cette charge le 13 juin 1680 à Jean Albanel 12,000 livres et 10 pistoles d'étrenne, l'acquéreur demeurant obligé au paiement annuel des prêt et paulette.

Arnoux II mourut le 15 septembre 1668 ; il avait testé le 29 novembre 1660, en partant pour Paris avec la mission de défendre les droits et privilèges du Chapitre de St-Barnard. D'après ses dernières volontés, il devait être inhumé dans le tombeau de ses prédécesseurs et placé dans une bière fermée et non ouverte, ainsi que le comportaient sa qualité et celle d'associé à la Confrérie des Pénit-

tents de Confalon ; les Capucins et les Récollets recevaient 100 livres ; Pierre Arnoux, fils de son frère Pierre, avocat à Marseille, tous les biens et droits provenant de la succession de Catherine de Moret, sa mère, avec substitution pour les 6000 livres léguées à son frère Pierre, s'il n'était pas choisi héritier de Pierre II par Hélène Tardy ; celle-ci, sa tante, était instituée son héritière universelle, pour tous ses autres biens avec charge de les laisser à Jean-Augustin ou à Pierre Arnoux de Loulle, à son gré ; enfin Thérèse de Loulle, sa nièce, recevait sa dot pour entrer chez les religieuses de Sainte Elisabeth de Bellecour à Lyon (1).

Il était dit dans le testament d'Arnoux II qu'Hélène Tardy élèverait et entretiendrait Jean-Augustin et Pierre Arnoux ; que les intérêts du legs fait à Pierre seraient doublés s'il devenait infirme et hors d'état de plaider comme avocat ; que Jean-Augustin, élevé par ses soins dès l'âge de 6 ans, recevrait une pension de 200 livres jusqu'à ce qu'il fût établi et, de plus, le testateur recommandait instamment à ses neveux les intérêts du Chapitre de Saint-Barnard.

A. DE B.

(1) Elle fit profession chez les Ursulines de Romans, le 25 octobre 1663.



ESSAI HISTORIQUE

SUR LA TOUR DE CREST

(SUITE. — Voir les livr. 58, 60, 61, 62, 63 et 64).

XII

UN CONFLIT

Il est évident que le service de la tour laissait à désirer, et, de 1757 à 1789, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer de la patience du major, qui laissait soupçonner jusqu'à son honneur dans l'intérêt de ses chers prisonniers, ou la longanimité de l'autorité qui se bornait à d'incessantes mercuriales.

M. VICTOR DE ST-GENIS, *Une prison d'Etat... Manusc.*

Avant d'exposer les luttes inévitables que la création d'un commandant de la tour allait susciter à M. de Mont rond, il faut lier connaissance avec le baron de St-Michel.

La famille Bruyère, peu connue des généalogistes dau phinois, a trouvé des historiens complaisants avec d'Ar tefeuil et la Chesnaye-des-Bois, qui ont reculé son origine au XII^e siècle, en la rattachant aux Bruyères-Chalabre du Languedoc.

A leur dire, Jaume, un des combattants de Ravenne et de Marignan, aurait eu pour père Jean de Bruyères III, commandant pour le pape à Valréas, et pour mère Honorée de Vesc de Comps.

Ce Jaume laissa deux fils : 1° Robert, l'aîné, auteur de la branche de Nyons, reconnue noble par Bouchu en 1699, en la personne de César, sieur du Castelet ; d'Esprit, sieur de Laucaze, major de la citadelle d'Antibes ; de Claude-Joseph, lieutenant de Roi et commandant au gouvernement de Luxembourg, et de Jean-Baptiste, sieur de Lauzette ;

2° Jean, qui s'établit à Crest, après avoir été gouverneur de Nyons et guidon de la compagnie de Gordes.

Ce dernier épousa Ennemonde Forez, fille de Charles, seigneur de Blacons, et de Justine de Gouvenet, et laissa d'elle entre autres enfants, Pons, capitaine de cent hommes des ordonnances de S. M., mort commandant à Crest, après avoir été marié à Françoise de Vogué.

Antoine, un de ses fils, vendit en 1629, à Gasparde de la Baume, baronne de Montoisson, la maison forte de la Bruyère en Maron, sur le chemin de Valence à Crest, et se qualifia seigneur de St-Michel. Florence de Pourroy, sa femme, fille de Paul, maître ordinaire en la Chambre des Comptes de Grenoble, lui donna Pons II et quelques autres enfants.

Pons II uni, en 1648, à Florence de Vincent, laissa Jean-François, capitaine de cavalerie.

Jean-François eut de Marie-Anne de Lers de Jony, Pons Laurent-François, lieutenant des maréchaux de France et lieutenant de roi à Crest, en 1723.

Il est connu sous le nom de baron de St-Michel et devint syndic de la noblesse de la sénéchaussée.

Marie-Anne de Reynier, sa femme, le rendit père, entre

autres enfants, de Pons Laurent-François II, lieutenant d'infanterie, capitaine en 1747, chevalier de St-Louis en 1766, major en 1765, lieutenant-colonel en 1766, maréchal des camps et armées du Roi, gouverneur de Morlaix et commandant de la tour de Crest, marié en 1755, le 4 mai, à Paris, avec Anne de Quatre-Sous (Quate-Sous et Quate-Saux) la Motte, fille de Nicolas et de Anne de Mirey (1).

Marie-Anne-Louise-Aimée de Bruyère, née de cette alliance, fiança, le 21 février 1789, François-Marie, marquis de Bonfils, chevalier, lieutenant au régiment d'Augvergne, fils d'un viguier d'Orange.

La plupart de ces renseignements, tirés de la *Noblesse héroïque de Provence*, ne nous ont pas toujours paru bien exacts. Ainsi, le jugement de maintenue du 5 février 1699 ne commence la noblesse authentique de la famille qu'avec Jaume de Bruyère, vivant à Nyons en 1515, père de Robert et de Jean ; fait épouser Victoire d'Urre, en 1592, par Robert et vendre à ce dernier, en 1581, la portion héréditaire de Jean.

D'autres documents donnent la qualification de noble à Antoine, mari de Florence de Pourroy, dans l'acte de naissance de Pons, son fils en 1611, et de lieutenant particulier au siège de Crest.

Laurent-François Pons devint greffier civil et criminel au Parlement de Dauphiné, secrétaire du Roi, maison et couronne de France, par lettres du 22 octobre 1733.

Jean-François fut gentilhomme ordinaire en la fauconnerie du Roi.

(1) Archives de la Drôme E. 2006. Il faut à ce propos rectifier l'Inventaire sommaire, qui, par suite de l'omission d'une ligne de texte, a confondu la mère avec la fille.

Pons Laurent-François, coseigneur de Valernes, lieutenant des maréchaux de France et syndic de la noblesse du Bas-Dauphiné, eut pour fils François-Pons-Laurent-Jacques-Louis, baron de St-Michel, seigneur du vicomté de Valernes, de Saou, Celas, Francillon, etc., chevalier de St-Louis, commandant de la tour de Crest, héritier universel de Marguerite-Françoise ou Florence de Bruyère, sa tante, et de Marguerite de Reynier, sa mère (1).

Marville, professeur en l'Université de Valence, après avoir rappelé la légende, d'après laquelle un Bruyère ayant souffleté sa sœur, s'enfuit à Paris, y entra dans le commerce, épousa la veuve de son patron et, devenu riche, maria sa fille à Brignon, conseiller d'Etat, ajoute que les Bruyère St-Michel sortaient de Crest.

Effectivement, on y trouve en 1540, Pons Bruyère, marchand et fermier de la leyde; en 1583, sire Guillaume Bruyère; en 1611, Laurent, fils d'André, et en 1619, Antoine (2).

Ces détails révèlent suffisamment d'assez nombreux points encore obscurs et incertains qui n'entrent pas dans notre sujet.

Les relations du major avec M. de St-Michel furent d'abord agréables. Le 30 juillet 1780, après les remerciements obligés au sujet de félicitations pour le brevet accordé à son fils, le commandant ajoutait :

« Je ne puis que vous répéter le plaisir que j'aurois à ce » que M. le comte de Tonnerre présente vos intérêts ;

(1) Archives de la Drôme B. 975, C. 31, E. 694. 2006.

(2) Archives de l'Isère 11, p. 71, introduct. — Etat civil de Crest.

» alors je pourrai m'y intéresser pour les succès... Croyez
 » que, dès que les circonstances me le permettront, je ferai
 » le possible pour tout ce qui pourra vous être utile. Tout
 » autre que moi vous auroit donné des détours de cour ;
 » mais, quoique je l'habite souvent, je ne pratique pas
 » cette méthode.

» Agissez pour faire faire la première démarche, et je
 » serai sûr du oui ou non. »

Il faisait allusion sans doute à quelque demande de pension ou de secours.

A quatre ans de date, une autre lettre de Versailles laisse poindre un commencement d'aigreur.

« Je ne crois pas, écrit M. de Bruyère, que vous ayez
 » pu voir dans mes lettres que j'y aie exprimé que vous
 » m'aviez compromis, mais je l'ai été certainement par
 » d'autres : le fait n'est que trop vrai.

» Quoique j'habite sans cesse à la cour, je n'en ai pas
 » adopté les usages pour distribuer l'eau bénite, et je ne
 » puis me décider à vous dire qu'il a été fait telle démarche
 » pour vous, lorsqu'il n'en existe pas vestige, et cela est
 » d'autant plus désavantageux pour vous, que plus les ob-
 » jets s'éloignent, plus les difficultés redoublent, et qu'ac-
 » tuellement le ministre a cédé 700.000 livres de ses fonds
 » pour subvenir aux dépenses de l'année malheureuse.

» Vous me demandez quand je compte revenir en Dau-
 » phiné ; ce seroit vous en dire plus que je n'en sais, car
 » les circonstances décident tout en ce pays-ci, et elles
 » peuvent y être pour moi fort importantes ; et mon
 » usage est d'être uniquement à ce que l'on fait. Aussi je
 » suis mes affaires avec la façon qui conduit quelquefois
 » au succès en ce pays-ci ; j'ai le bonheur d'y réussir sou-
 » vent pour les autres dans les choses possibles, et je vais

» ensuite planter mes bois et mes vignes avec le même intérêt : chaque objet a son tour.

» J'espère que vous aurez signifié les intentions du Ministre à MM. les officiers de la garnison, et que personne ne s'écartera désormais de ce qui forme le principal devoir et la base militaire. Vous convenez que l'abus des permissions distribuées par l'un et l'autre en cette tour peut causer des événements graves ou tout au moins des essais d'évasion. Assurez-vous bien qu'il y a 3 prisonniers qui sont fort de remarque pour un Ministre qui ne plaisante pas (M. le baron de Breteuil).

» Il vient tout récemment de faire sauter le major de Vincennes. Il est fort déplaisant d'éprouver le plus léger reproche pour tolérer ce que le Roi proscriit. » (30 avril 1784).

L'année suivante, une lettre de cachet contresignée par le maréchal de Ségur consignait M. de Courtet de Boulot dans la ville de Crest, et il prenait l'engagement formel de ne point contrevenir aux ordres de S. M. (1).

Or, le 6 janvier 1788, après quelques joyeux repas où le jeune homme se compromet sans doute, M. de St-Michel le fit enfermer à la tour. De là protestations auprès du Ministre et auprès de M. de Marcieu qui lui fit dire qu'il avait reçu sa lettre, qu'il n'était pas d'usage de répondre, mais qu'il adressait sa réclamation à M. de Loménie de Brienne. Effectivement M. de Boulot fut mis en liberté le 10 mars 1788.

(1) Parmi les internés dans la ville de Crest, on trouve en 1770 un M. du Ris... de Vern... qui ayant sommé sa femme de venir habiter avec lui l'accueillit par des injures, et la repoussa brutalement. (Archives de la Drôme. B. 946.).

Pendant ce temps, le commandant profitait de ses intelligences avec les officiers d'invalides pour tourmenter le major et lui reprocher son indulgence, et celui-ci réclamait de son côté le renvoi de la troupe indocile. Des lettres contemporaines nous révèlent quelques détails assez piquants de la lutte engagée à ce propos.

La compagnie d'invalides d'Hébrail, arrivée à Crest le 30 octobre 1783, comprenait MM. Bernillon, Des Essards, Carlet, Durand et Delhemme, lieutenants, Puspan, Shée et Thibaud, capitaines en second, Des Essards et d'Hébrail, capitaines. Thibaud remplaça ce dernier le 30 mars 1789 et avec lui restèrent Bernillon, Durand, Des Essards, Chalon, Carlet, Delhemme, et Des Essards, neveu.

Ces officiers, logés chez M^{me} Dumond, chez Gauthier, Lerat et Portier, recevaient par trimestre de 18 à 24 livres d'indemnité.

Le 18 janvier 1788, une lettre du capitaine Des Essards, au baron St-Michel, à Versailles, révèle les incidents survenus à la tour, depuis le 8, jour de son départ.

» Le même jour, le fils Lodibert est allé chez M. de
 » Boulot, ensuite M. Richard, qui a fait retirer le sergent
 » de garde. Le lendemain MM. de Montrond et de Blacons
 » fils ont été voir les prisonniers et même M. de Boulot
 » ensemble, disant au sergent qu'ils répondaient de tout.
 » J'ai encore monté à la tour ; le sergent m'a dit avoir
 » surpris le porte-clefs au guichet de MM. de Levesque et
 » Boulot, qu'il avoit ouvert, disant qu'il portoit des pommes.
 » Je le lui ai défendu. Il a répondu qu'il n'avoit
 » point d'ordre à prendre de moi. M. de Montrond s'est
 » contenté de me dire qu'il avoit tort. Nous avons été, le
 » 9, faire des visites de corps à M. le major, en lui faisant
 » les représentations les plus fondées pour qu'il fasse exé-
 » cuter votre consigne, à moins qu'il ne donne la sienne

» par écrit; ce qu'il a refusé. Je lui ai dit que ce n'étoit
» pas la règle; que cela nous compromettoit tous; que
» nous étions tous mécontents de ne savoir à quoi nous en
» tenir. Il a répondu qu'il commandoit, qu'on le prenoit
» pour rien, qu'il attendoit la réponse de M. de Marcieu.
» Je lui ai répliqué qu'il ne nous rendoit pas justice; qu'il
» feroit mieux de ne pas écouter les conseils des mal inten-
» tionnés qui ne font que lui mettre le feu sous le ventre;
» qu'il étoit honteux à des gens qui pensent bien de pren-
» dre le parti d'un sujet si méprisable et que je le soutien-
» drois à qui que ce puisse être; que ce n'étoit que la
» suite de la cabale. Tout le monde crie, vous blâme; on
» a écrit contre vous de tous côtés, et sans doute contre
» moi, comme partisan. Je m'en ferai toujours honneur
» et gloire, tant que ma santé et mes forces me permet-
» tront de voir tout par moi-même, puisque les infirmi-
» tés de mon confrère ne lui permettent pas d'agir. » Suit
le détail d'un conflit au sujet des clefs entre l'invalidé
Jacquey et Lodibert auquel des excuses durent être faites
par l'ordre du major.

Ces détails irritèrent vivement M. de St-Michel qui écri-
vit à M. de Marcieu au sujet des rapports établis entre M.
de Boulot et un autre prisonnier, habile à comploter, et
des évasions, meurtres et assassinats commis par d'exé-
crables détenus, « auxquels on avoit donné trop de liberté,
« en laissant entrer des visites, qui leur procuroient des
» armes, outils, cordages et autres moyens de sortir... J'ai
» travaillé, chaque fois que je suis revenu en Dauphiné, à
» rectifier le plus possible les abus; j'ai fait des reproches
» à M. de Montrond, major, en particulier, et ensuite de-
» vant les officiers de la garnison, de sa foiblesse qui le
» porte à se laisser gagner par le premier venu et je lui ai
» montré que le relâchement au sujet des consignes que

» j'avois fait afficher avoit causé ces événements malheu-
 » reux... Dès l'instant que j'ai eu fait placer M. de Boulot
 » à la tour, j'ai donné les consignes les plus expresses et
 » par écrit pour ne pas le laisser communiquer avec M. de
 » Levesque, avec ordre qu'ils prissent seuls les heures de
 » *spaciment* et que toute fréquentation avec les autres dé-
 » tenus leur fut interdite. Comme je connaissais par une
 » longue expérience la faiblesse et le peu de tenue de M. de
 » Montrond, il était chez moi le 6 de janvier avec tous les
 » officiers, je leur donnai un double écrit pour faire obser-
 » ver la plus exacte règle et dit à ce major devant tous ces
 » MM. que j'étois certain que je n'aurois pas les talons
 » tournés qu'il se laisseroit aller à l'impulsion du premier
 » venu pour *invertir* le bon ordre, mais que ces MM. m'en
 » instruiroient et que je m'en plaindrois. Il me répéta sa
 » parole d'honneur qu'il ne changeroit rien à d'aussi justes
 » consignes. Eh bien ! M. le marquis, ce major, contre
 » toute règle du devoir de l'honnêteté, au mépris du bon
 » ordre et de sa parole d'honneur, le jour même de mon
 » départ, a fait communiquer les détenus, a laissé entrer
 » plusieurs personnes qui ont forcé les consignes, disant
 » de la part de M. de Montrond qu'ils se chargeoient de
 » tout ; on a ôté les clés de l'intérieur qui devoient rester
 » sous la clé du sergent de confiance et de ronde. Aussi je
 » viens vous prier de rendre compte de mes justes plaintes
 » contre la conduite de M. de Montrond à M. le comte de
 » Brienne, afin que ce ministre prononce ainsi qu'il le ju-
 » gera à propos pour l'observation de la règle en cette
 » prison royale. »

Voici la réponse froide et digne du gouverneur de la
 province : « Je reçois, Monsieur, par le courrier de ce ma-
 » tin, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire
 » le 28 de janvier, et j'y répons sans délai, en vous an-

» nonçant que vos plaintes sur M. le baron de Montrond
» me paroissent si graves, en disant qu'il a manqué à sa
» parole d'honneur et à la subordination, en levant la con-
» signe que vous aviez donnée, que je ne puis prendre sur
» moi d'en rendre compte directement, comme vous le
» voudriez, au ministre. J'espère que vous approuverez
» que je me borne à en instruire M. le duc de Tonnerre à
» qui je fais le renvoi de votre lettre et de celle du sieur
» des Essards. Je vous observerai quant à ce dernier, qui
» a été douze ans sous mes ordres, que je n'eusse pas
» donné, il y a trente ans, une grande confiance à son
» rapport ; sans doute que cet officier, depuis longues an-
» nées, s'est corrigé dans sa morale et dans ses mœurs. »

M. de Marcieu, le 12 février, s'enquit de la vérité des faits auprès de M. d'Hébrail, capitaine d'invalides : « On
» me mande que le 4 février courant, MM. les officiers se
» sont assemblés, ont signé et dressé un mémoire, les uns
» disent au ministre, les autres à M. de St-Michel, contre
» M. de Montrond, major et commandant. Si le service a
» été véritablement en danger et que l'importance du cas
» exigeât que le ministre fût diligemment instruit, je ne
» puis qu'approuver la conduite de MM. les officiers, à cela
» près qu'ils ont manqué à leur devoir en ne m'en rendant
» aucun compte, car ils ne doivent pas ignorer que M. de
» Montrond commande et répond seul du service. Vous
» voudrez bien, Monsieur, me marquer en réponse ce qui
» s'est véritablement passé, en m'adressant une copie fidèle
» de ce qui aura été écrit au ministre ou à M. de St-Michel,
» pour être remis au ministre. Je me plais à croire que
» j'ai été mal informé et que la garnison de Crest ne sera
» pas tombée dans une insubordination aussi extraordi-
» naire et si rare, sans avoir des motifs puissants et sans
» reproche ; s'ils existaient, n'usez d'aucune réticence ;

» elle ne pourroit qu'être funeste et contraire au bien du
 » service, dont je vous crois animé. — P. S. Cette lettre
 » sera commune à M. des Essards. Je vous invite l'un et
 » l'autre à ne rien dissimuler : tout se sait avec le temps et
 » les recherches. Si vous vous êtes laissé gouverner à un
 » premier mouvement, enfin que vous ayez fait une fausse
 » démarche, avouez-le franchement ; donnez-y cependant
 » la meilleure tournure que vous pourrez trouver ; mais
 » surtout n'avancez rien que de vrai, que d'incontestable-
 » ment vrai ; car les probabilités ne sont pas des vérités. »

L'absence de la réponse de ces capitaines ne nous permet pas de savoir « la tournure » donnée à leur récit ; toutefois une querelle en pleine rue de Crest entre M. de Boulot et M. Bernillon, officier d'invalides, amena les parties devant le major. Là, chacun isolément se prétendit le premier offensé et M. de Montrond fit mettre aux arrêts M. Bernillon pour refus de subir une confrontation, et dans la crainte d'une rencontre avec M. de Boulot. « Quelle fut ma surprise ! écrit M. de Montrond au marquis de Marcieu, le 19 mars, lorsqu'on m'apporta hier à mon lever le placard diffamatoire dont j'ai l'honneur de vous envoyer copie. Vous verrez la façon abominable avec laquelle nous y sommes traité, comme l'on y couronne M. de St-Michel, bien mal à propos, ce qui me fait croire que l'auteur est de la garnison, pour se venger de la punition du S^r Bernillon. Il est bien malheureux pour moi que je ne puisse pas le découvrir. Je vous réitère, M. le marquis, ma prière pour que ces deux compagnies d'invalides soient changées ou bien les officiers, sans quoi les honnêtes gens seront exposés à leur mauvaise plume, ou bien il arrivera quelque mauvaise affaire, comme aussi je vous demande avec la plus vive instance que justice me soit rendue sur toutes les plaintes qu'on a portées

» contre moi, dont j'ignore encore le contenu ; si je suis
» coupable, je ne demande aucune grâce, sinon que mes
» accusateurs soient traités de même ; mon honneur et ma
» tranquillité y sont intéressés ; aussi j'attends tout de vo-
» tre bonté et de votre équité. »

Le major recourut en même temps à M. de Grammont, gouverneur de Crest, un de ses amis, qui lui répondit en ces termes, le 8 avril : « Vous avez été bien tardif, mon
» cher Montrond, à me faire part de vos contestations avec
» M. de St-Michel que je savais longtemps avant : cela n'a
» pas empêché que je sollicite le duc de Tonnerre de vous
» rendre justice ; mais vous êtes trop circonspect avec ce
» commandant, et lorsque votre honneur et votre senti-
» ment de subordination sont compromis, on demande
» justice avec toute la véhémence qu'exige une âme hon-
» nête et qui n'a rien à se reprocher Cette négligence a fait
» soupçonner que vous pouviez avoir des torts ; ce qui est
» cause qu'on n'a point instruit le ministre du point d'hon-
» neur et de subordination.

» Je sais cependant que vous avez été instruit qu'on vous
» accusoit d'avoir manqué de parole d'honneur et d'insu-
» bordination ; ces deux chefs sont bien graves et deman-
» doient plus de vivacité. M. le duc de Tonnerre a besoin
» d'être poussé, et je ne puis rien sans lui, et croyez qu'on
» ne fait pas tout ce qu'on veut. Si vous voulez qu'on dé-
» cide votre importante affaire mettez-y plus de chaleur
» et ne discontinuez pas de réclamer justice. Si vous avez
» raison ne restez pas si tranquille. Si la chose dépendoit
» de moi, j'aurois bientôt décidé... »

Il fallut encore quelques démarches sans doute ; mais le major obtint justice, et les invalides furent remplacés, témoin le billet suivant de M. le duc de Grammont : — Caderousse, en date du 26 juin : « Vous voilà avec un

» poids de moins sur le corps ; je vous exhorte de mettre
 » les choses en règle avec de la douceur et de maintenir
 » exactement la discipline à la nouvelle compagnie d'in-
 » valides qui vous arrive à Crest, et de la tenir sur un bon
 » pied, sans rien relâcher à l'avenir. C'est à vous à régler
 » ce qui concerne la tour ; vous ferez pour le mieux. (1) »

Les souffrances morales n'étaient pas, on le voit, le privilège exclusif des prisonniers ; leur gardien en supportait sa part, et cela à cause d'eux.

XIII

LES LÉGENDES COMBATTUES ET LA TOUR JUSTIFIÉE

La Tour de Crest est fort vaste... La plupart de ses cachots sont pratiqués dans l'épaisseur des murs et ne reçoivent le jour que par de petites fenêtres. Les plus étroits et les plus sombres sont ceux de St-Julien, des Cordes de la Volière.

DOURILLE, *La Tour de Crest*.

Non content d'écrire une histoire fort incomplète de la tour, Dourille, enfant de Crest, publia en 1833, une légende sur le cachot de S. Julien. Selon lui, au commencement du XIII^e siècle, Aimar de Poitiers, emporté et laid, avait épousé Alix de Claustral, jeune, belle, douce et po-

(1) Titres originaux et *Une prison d'Etat sous l'ancien régime*, par M. VICTOR DE ST-GENIS, manuscrit.

lie. Confinée dans son château silencieux, Alix revit un de ses premiers adorateurs, Julien de Montaux, et le comte de Valentinois qui en fut instruit le punit d'une façon barbare en l'enfermant dans un cachot de la tour, après lui avoir fait arracher la langue et crever les yeux.

Quant à la malheureuse épouse, elle alla mourir de chagrin, à la fleur de l'âge, dans son château de Forcalquier.

Or, depuis l'événement fatal, les gens de Crest se gardaient avec soin de passer devant la porte de la chambre où de Montaux avait rendu le dernier soupir. On ne parlait de cette pièce qu'avec effroi, et en la désignant sous le nom de la *prison de Julien*.

« Ce nom lui fut conservé jusqu'au XVIII^e siècle, et » lorsque le château fut converti en prison d'Etat, elle reçut la dénomination de cachot de S. Julien qu'elle porte » encore aujourd'hui. » (1)

Il n'a pas fallu, on le voit, de grands efforts d'imagination pour trouver cette nouvelle ; mais le choix des acteurs n'a pas été heureux. En effet, les Montaux à cette époque sont tout à fait inconnus ; Béatrix (au lieu d'Alix) de Claus-tral épousa le Dauphin Guigues-André et non le comte de Valentinois.

Voilà donc une légende controuvée et son auteur convaincu d'ignorance.

D'après M. l'abbé Vincent, un serviteur des Poitiers, nommé Julien, ayant refusé de servir les passions de son maître, trouva la mort dans un affreux souterrain. « Le » peuple découvrit le mystère d'iniquité, et dans sa compassion pour une si grande infortune, protesta contre » l'acte tyrannique du châtelain, en canonisant le malheu-

(1) *Courrier de la Drôme*, du 17 décembre 1832.

» reux prisonnier; de là le nom de St-Julien appliqué au
 » cachot qui avait été le témoin muet d'un forfait exé-
 » ble. » (1).

L'absence de dates et de noms rend difficile l'appréciation de cette légende nouvelle, assez peu vraisemblable.

D'ailleurs, le culte de St-Julien paraît fort ancien à Crest, puisqu'au XVI^e siècle, sa fête y était célébrée le 28 août. Or, ce jour-là est consacré à un Dauphinois, né à Vienne et martyrisé à Brioude en 304, qui s'appelait aussi Julien.

Serait-il plus vraisemblable d'expliquer ce nom par la présence d'un prisonnier ou le concours d'un architecte ?

Nous n'osons l'affirmer, car les St-Julien sont nombreux en France; pour le Dauphiné seul, n'y a-t-il pas, les Bayle, les Bouvier, les Emé, les Langon, les Odde de Bonniol, les Reynard, les Saillans, les Prunier, les Gilliers, et peut-être d'autres encore ?

M^{me} Genthon (Adèle) nous a laissé une autre légende, plus moderne, qui confirme les détails déjà connus sur le régime paternel de la maison de correction crestoise, mais totalement étrangère aux cachots mystérieux.

« Vers la fin du règne de Louis XVI, dit l'auteur, la tour regorgeait de prisonniers très choisis appartenant presque tous aux classes distinguées de la société; plusieurs étaient détenus par lettres de cachet. Or, il arriva que ces prisonniers excitant l'intérêt, et le gouverneur de la forteresse, le baron de St-Michel, se trouvant d'humeur assez facile, des relations s'établirent entre la société de la ville de Crest et les jeunes et aimables détenus. . . ., de telle façon que ces derniers vinrent à donner des bals hebdomadaires aux dames et demoiselles de la ville. . . ., sous la

(1) *Notice historique sur la ville de Crest.*

conduite d'une respectable demoiselle qui leur servait de chaperon. . . . On entrait par la petite porte dérobée et l'on sortait de la même manière. Plusieurs musiciens se trouvant parmi les détenus se chargeaient de l'orchestre, et dans ces petites réunions fort gaies et agréables, tout se passait à merveille, au vu et su des familles. »

Choisir entre les détenus un jeune homme distingué, à l'air mélancolique, et parmi les jeunes filles une héroïne au caractère généreux, puis combiner une évasion en déguisant le prisonnier sous un costume féminin, tel est le fonds de la légende.

Malheureusement, quand l'œuvre de délivrance est accomplie, Raoul se trouve lié déjà par des liens indissolubles, et Louisa, sa libératrice, prend le voile ; puis, l'un se fait tuer au siège d'une place forte, et l'autre meurt sur l'échaffaud révolutionnaire avec le ministre persécuteur de Raoul. (1).

Cette légende, parfaitement contée, ne manque ni d'intérêt, ni de mouvement ; toutefois elle ne paraît guère vraisemblable, car nos lecteurs n'ignorent pas que le surveillant commode des prisonniers de la tour n'était pas le baron de St-Michel, mais le baron de Montrond et que de tous les détenus, un seul y était entré sans lettres de cachet. Ces deux détails controuvés suffisent peut-être à faire rejeter le reste comme fabuleux.

Enfin, une dernière légende nous a été signalée naguère, et nous la reproduisons à titre de renseignement curieux sur la fécondité des inventions romanesques auxquelles la tour a donné lieu.

Il y avait chez les Capucins de Crest un manuscrit fort

(1) Le *Dauphiné* du 15 septembre 1873.

ancien qu'un prêtre espagnol réfugié en France, vers 1835, déchiffra et traduisit.

Ce document, perdu depuis lors, contenait l'histoire de la tour et des Poitiers et il avait été écrit par Raoul Glaber, natif de Gigors, près de Crest.

Comme cet historien est connu, et qu'il mourut vers 1050, son œuvre serait très certainement curieuse si elle était authentique.

Toutefois avant 1050, l'histoire de la tour et celle des Poitiers offraient-elles déjà des faits intéressants ?

Il faudrait d'autres preuves pour nous convaincre.

La tour une fois connue au double point de vue de l'histoire et de la légende, il reste à la justifier contre les exagérations des écrivains plus passionnés que véridiques dont la fin du XVIII^e siècle fut étourdie.

Nous avons pour cela des arguments péremptoires tirés de documents authentiques et nullement suspects et ces documents les voici :

La loi du 29 septembre 1792, ayant décidé qu'il y aurait près de chaque tribunal de district une maison d'arrêt sûre, commode et saine, la ville de Crest proposa sa tour par l'organe du procureur syndic :

« Supprimé par la loi du 10 juillet dernier (1) et destiné
 » à être aliéné comme bien national, cet édifice présente,
 » dit ce dernier, tous les avantages réclamés par la justice
 » et l'humanité ; ses *appartements sont vastes, élevés et*
 » *bien aérés* ; ils n'ont besoin que de quelques réparations légères pour présenter la sûreté nécessaire à ces
 » sortes de prisons et la propreté que la loi exige. On

(1) La loi du 8-10 juillet 1791 range la tour de Crest et le château de Beauregard (à St-Péray) parmi les places à supprimer. (Duvergier, collection des lois III, 97),

» pourrait aussi y trouver un logement convenable pour
» un concierge et de vastes emplacements pour serrer et
» conserver toutes sortes de provisions. Enfin il est diffi-
» cile de rencontrer autant de convenances rassemblées. »

Le directoire du district de Crest « prenant en considé-
» ration le projet d'acquisition énoncé dans le réquisitoire
» du procureur syndic » chargea « un expert d'évaluer la
» tour et ses dépendances » pour après l'examen du pro-
» cès-verbal d'estimation être pris tel parti que l'intérêt
» des administrés exigerait. »

Le 19 février 1793, le Directoire du département ap-
prouva « la justice de la demande formée par la muni-
cipalité de Crest et par le district, et, en attendant les
formalités légales, après avoir ouï le procureur général
syndic, il prit l'arrêté suivant :

« La tour de Crest est provisoirement destinée pour
» servir de maison d'arrêt, de gêne, de force et de déten-
» tion, à cet effet, il sera alloué au concierge un traite-
» ment analogue sur l'avis du directoire du district de
» Crest. »

Une note de la lettre d'envoi de cet arrêté ajoute ces
détails : « Les maisons *d'arrêt* ne doivent pas être con-
fondues avec celles de *peine* ; elles sont même déclarées
incompatibles par la loi ; il faut substituer au mot arrêt
celui de peine qui correspond à celui de maison de réclu-
sion ou de force, de gêne, de détention, maisons proscrites
par la loi, les maisons d'arrêt ne sont que pour les simples
prévenus non encore jugés. » (1)

Voilà donc la tour de Crest justifiée comme prison.

A. LACROIX.

(1) Archives de la Drôme.

NÉCROLOGIE

LE MARQUIS ALPHONSE DE VIRIEU.

« La vie humaine est semblable à un chemin dont l'issue est » un précipice affreux. » Ces paroles de Bossuet nous sont revenues en mémoire, quand nous avons appris la mort prématurée de notre regretté confrère : M. le marquis de Virieu. Il ne nous appartient pas de retracer, en détail, cette carrière trop courte, hélas ! mais si remplie : nous désirons seulement rendre hommage à celui qui aima d'une égale affection, le bien, l'honneur et son pays.

Son père, Gabriel-Henri-Aymon, comte de Virieu, né à Paris, épousa, en 1822, Joachine-Emma de Meallet de Fargues : une étroite amitié l'unissait à Lamartine, et les vers du plus harmonieux des poètes en ont immortalisé le touchant souvenir. Pleins de jeunesse et d'espérance, ils s'étaient rencontrés en Italie sous les citronniers de la Chiaja, en face de ce golfe admirable où la nature a déployé, au milieu des parfums et de la lumière, toutes les séductions de son éternelle beauté. Aymon de Virieu fut obligé de regagner le Dauphiné : au départ, il prêta sa bourse à ce touriste improvisé dont la France allait acclamer les chants incomparables, mais qui s'était enfui de la maison paternelle en écolier espiègle et imprudent. Le cœur a toujours ses revanches : Lamartine, en 1826, tint sur les fonts baptismaux le fils de son fidèle ami : Jean-Aymon-Alphonse de Virieu.

Notre confrère perdit son père, en 1841, et sa mère quatre ans plus tard : ce dernier deuil vint le frapper pendant qu'il était encore au pensionnat de Fribourg, bientôt dispersé par la révolution. Il a laissé de ce tragique événement un récit pitto-

resque où la verve éclate à chaque page (1), et vingt-trois ans plus tard, ces mêmes jeunes gens reformaient leurs rangs, sous les obus prussiens, autour du drapeau français.

Persuadé avec La Bruyère : « Que l'ennui est entré dans le monde par la paresse, » il voulut donner un complément à ses études littéraires : dans ce but, il se rendit à Grenoble pour y suivre le cours de droit. En 1850, il fut envoyé à Florence en qualité d'attaché d'ambassade ; c'était un brillant début dans la diplomatie. Après une étape à Hambourg, le gouvernement le nomma à Dresde, en 1856, secrétaire : de là, il fut désigné pour aller à Berlin.

La naissance de son fils Wilfrid le rappela en France : mais la patrie semblait tant lui sourire, après cette longue absence, qu'il n'eut plus le courage de la quitter. Le Dauphiné l'attirait d'une façon particulière, car notre belle province est le berceau de sa famille : Sylve Bénite garde encore le souvenir de la donation que lui fit, en 1228, le chevalier Jacques de Virieu.

Nommé membre du Conseil général de l'Isère, il y représenta, pendant dix-sept ans, le canton du Grand-Lemps. Dès lors, son temps, sa fortune et son intelligence furent consacrés à l'étude des questions agricoles, et le château de Pupetière devint le champ de remarquables expériences. Ses collègues ont souvent apprécié et loué la clarté de ses idées, son jugement, ses connaissances variées dans la discussion de ces délicats problèmes où la culture et l'élevage sont si gravement engagés. Ses observations ont été consignées dans des brochures pleines d'intérêt qui font autorité auprès des hommes compétents (2). Il avait un esprit original, ami des inventions sérieuses, et s'il

(1) *Réunion des anciens élèves du pensionnat de Fribourg*. Brochure : 1882. Lyon, Louis Perrin.

(2) VIRIEU (Marquis de). *De la production et de l'élevage du cheval en Europe*. Bourgoin (Isère).

n'a pas composé d'ouvrages de longue haleine (1), c'est que la mort l'a saisi au milieu du travail de la moisson. Membre du conseil d'administration de la société bibliographique, il y a laissé d'impérissables souvenirs et M. le baron de Chamborant rappelait hier encore, dans un noble langage, les services signalés qu'il a rendus à cette nouvelle Ligue du bien et de la vérité.

Nous avons raconté ailleurs avec quelle courtoisie le marquis de Virieu nous accueillit, avec quelle libéralité il nous communiqua les trésors de sa bibliothèque, alors que nous cherchions le précieux manuscrit contenant la vie de Prunier de Saint-André, le célèbre président du Parlement de Grenoble. Nous n'avons point oublié ses entretiens où perçait une érudition voilée avec autant de charme que de modestie.

Il avait épousé le 7 juin 1882, Antoinette-Alix de Vallin, fille de Léonard-Antoine, comte de Vallin, dernier du nom, et de Clotide de la Guiche. Il nous semble inutile de dire comment est mort ce chrétien qui avait si bien vécu ; on le devine : ses croyances religieuses et ses convictions politiques n'ont jamais varié dans un siècle où les apostasies mènent droit au pouvoir et à la fortune. Le devoir accompli a d'austères attrait, mais ceux-là seuls sont dignes de les goûter, (et il était de ce nombre), qui ont foi en la récompense divine. Ainsi se trouve justifiée, une fois de plus, la devise des Virieu : « *virescit vulnere virtus.* »

ALFRED VELLOTT

(1) VIRIEU (Marquis de) *Aux pères et aux mères de famille*. Paris, 1880.

Légendes et traditions provençales : in-18, Toulouse. 1877.

L'art et la science en agriculture. Amélioration des races d'animaux domestiques. Lyon 1882.

CHRONIQUE

Un de nos collègues, infatigable chercheur, a trouvé de nouveaux documents sur l'origine de Championnet et nous a promis une étude en ce sens pour la livraison prochaine.

Par suite du mauvais temps, il a été impossible d'aller explorer un cimetière gaulois ou romain qui nous a été signalé dans le canton de Valence.

L'inventaire des archives de cette dernière ville a permis de constater, le 20 avril 1427, la représentation du mystère de S. Jacques, appelé dans le texte *ludum seu exemplum et ystoriā miraculī Sⁱ Jacobi*. Les acteurs associés reçurent 4 florins des consuls.

Le 21 mai 1473, une subvention de 50 florins fut accordée aux acteurs du mystère des trois martyrs Félix, Fortunat et Achillée. Une délibération du 26 juin 1499 nous apprend que ce mystère fut alors retouché par un *faciste* ou *fatiste*, chargé de revoir les rôles. Il s'appelait Aimar Duchêne (*de Quercu*) et reçut 12 florins, s'engageant à livrer les rôles dans 12 jours, et à rendre le manuscrit original contenant 102 feuillets en 4 cahiers. Nous ignorons ce qui se passa ; mais le 6 mars suivant, Guillaume de Genas, Aimar de la Colombière, François de Beauchastel, François Seytres et Garriot Allot reçurent la mission d'abrégier et de corriger les rôles et de choisir les acteurs. C'est aux fêtes de la Pentecôte que le spectacle dut avoir lieu.

Le conseil de ville décida le 11 septembre que tout le mystère (*totus ludus ystorie martyrum*) serait conservé dans une cassette ou coffret.

Il est question d'un autre mystère de S. Jean-Baptiste, dans une délibération du 10 mai 1487, et d'un vote de 50 florins pour le représenter.

Indépendamment de ces pièces de théâtre, il est fait mention, le 3 mars 1490, d'*histoires* à préparer pour l'entrée du roi Charles VIII à Valence, et le 22 janvier 1506, de danses (*coreis*), de farces (*farciis*) et de joyeusetés (*jocunditatibus*) pour le jour de l'arrivée de l'évêque.

La ville fit appel à maître Claude Chivalet (*alias* Chavalet) de Vienne, pour arranger ces représentations (*farsicula*) ; mais cet auteur (*facista farciarum*) ne voulut pas continuer l'œuvre entreprise sans être sûr du prix ; trois députés lui furent donc envoyés et 110 florins votés pour préparer les farces et morisques. Déjà le 18 juillet 1492, Bruyère avait reçu 4 florins pour une moralité en pareil cas.

Le 17 octobre 1450, jour du pardon de St-Ruf, il est fait mention d'une jôûte entre le seigneur de Crussol et Jean Blosset (*qui volunt jostare*), et le 28 octobre 1498, pour la réception du nouveau duc de Valentinois, il avait été résolu d'appeler de Montélimar des mimes pour les histoires, de faire des cirques (*torneamenta super equis in aere*) et des branles et danses (*unum branle morisque*) en costumes de satin.

Parmi les publications récentes signalons : 1° Une *Notice des tableaux et objets d'art du Musée de Valence* (Valence, Chenevier et Pessieux), br. de 20 p., in-12, rédigée et éditée par M. Belat, maire de la ville. C'est là une très heureuse idée; nous espérons que dans une prochaine édition, de nouveaux détails initieront enfin le public aux beautés artistiques de nos toiles et de nos statues, trop peu nombreuses pour ne pas être étudiées avec quelques développements.

2° *Autobiographie de Caire Morand, ou mémoire historique de la manufacture de cristal de roche, établie en 1778 à Briançon sous les auspices du gouvernement....* publié par Paul Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes (Gap, 1883, Jouglard, br. in-8°).

3° *Etat des diocèses de Die et de Valence en 1509 d'après un document original inédit*, par M. l'abbé L. Fillet (Valence, Céas, 1882, in-8°, tirage à part du *Bulletin*).

4° *Voyage autour de Privas*, par le docteur Francus (Privas, 1882, Roure, 1 vol. in-8°, 622 p.) Le spirituel auteur des *Voyages aux pays volcaniques du Vivarais et autour de Valgorge*, sait à merveille allier le passé au présent et tirer des leçons utiles de l'histoire locale. Son livre est bien présenté, bien écrit, instructif et attachant : qualités rares de nos jours.

M. H. Jouve, directeur de la Société des écrivains français nous prie d'annoncer la publication d'un journal destiné à faire connaître tous les écrivains et poètes dont le talent mérite d'être apprécié du public. N° spécimen, 15 centimes. Paris, St-Mandé, 1, avenue Ste-Marie.

M. Chauffard, éditeur, rue des Feuillants, 20, Marseille, publie, depuis le mois de février dernier, une Revue mensuelle rédigée par une société d'ecclésiastiques et de littérateurs provençaux, sous le titre d'*Annales de Provence*. Livraison de 100 p. par mois. — Prix : 9 fr. par an.

A Paray-le-Monial, M. Alexis de Sarachaga a aussi commencé la publication de la *Revue du règne de N.-S. J.-C.* destinée à faire connaître le Musée eucharistique fondé par le P. Drevon, un Dauphinois : il y a là de l'histoire et de l'archéologie religieuses, traitées par des écrivains de talent.

L'alouette dauphinoise de M. Morice Viel, n° 50 (2° supplément).

Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Gap, Grenoble et Viviers (15^e et 16^e livraisons). On y remarque entre autres articles : les *Mémoires des frères Gay pour servir à l'histoire des guerres religieuses en Dauphiné*, publiés et annotés par notre érudit collègue, M. l'abbé Jules Chevalier ;

Les cens et rentes de l'Ile-sous-St-Vallier en Vivarais, document en langue vulgaire de 1282, publié par M. l'abbé Ulysse Chevalier, chanoine honoraire, et une *Notice historique sur le Mont-Calvaire de Romans*, par M. le docteur Ulysse Chevalier.

Le *Bulletin épigraphique de la Gaule* de M. Florian Vallentin a commencé un recueil des inscriptions du Tricastin dont nous rendrons compte.

Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes, n^o 1^{er} de la 2^e année, plein d'articles intéressants.

Les chercheurs et les écrivains dauphinois rivalisent de zèle, comme on le voit, pour élucider l'histoire et populariser l'archéologie. Espérons au succès définitif de la vraie science pour détrôner enfin la littérature malsaine et vide des publications en vogue aujourd'hui.

M. Zénon Fièrè vient d'obtenir un succès au concours des *Jeux floraux* de Toulouse : cette nouvelle ne surprendra aucun des amis de l'habile écrivain.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1883

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER.

MM. Vallentin et Brun-Durand, vice-présidents, et M. A. Nugues s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la séance.

M. Jouffray, capitaine d'artillerie actuellement à Grenoble,

M. Piollet, substitut du procureur général, à Grenoble,
Et M. Champavier Maurice, à Paris, sont proclamés *membres correspondants*, à l'unanimité.

Il est donné lecture d'un passage de la récente biographie de Carle, sous le titre de *Discours prononcé par M. Piollet à la rentrée de la Cour d'appel de Grenoble du 3 novembre 1882. Etude historique sur Geoffroy Carle, président du Parlement de Dauphiné et du Sénat de Milan*. Ce travail de notre nouveau collègue est trouvé parfaitement écrit et savamment discuté.

Vient ensuite l'examen des questions discutées en ce moment à la réunion des sociétés savantes.

La 4^e concernant les routes suivies par les pèlerins français se rendant en Italie ou en Terre-Sainte, attire un instant l'attention. Outre la route actuelle de la vallée du Rhône, l'établissement de maisons de l'Ordre de S. Jean de Jérusalem permet d'indiquer une autre direction : Mont-falcon, le Laris, St-Paul, Crispalot, St-Vincent, Chabeuil,

Crest, Manas, Charols, Châteauneuf-de-Mazenc, Poët-Laval, Dieulefit, Venterol, Mirabel aux Baronies.

Sur l'histoire des petites écoles avant 1789 (11^e question) il est donné des indications générales par M. le secrétaire. Les livres étaient les *heures de Notre-Dame, le Caton et la Civilité*. Chaque village avait son école entretenue par les pères de famille ou par la commune ou par les deux en même temps. Plusieurs exemples de gratuité sont produits ; mais rien de fixe et de permanent sur ce point. Les classes duraient 11 mois et dans les localités peu importantes 6 mois. Les gages des maîtres varient de 30 à 150 livres.

A ce propos, M. Thannaron, donne des détails sur les écoles de son temps et parle avec respect du Frère Evariste, qui traversa la Révolution sans être inquiété. Notre honorable collègue émet ensuite un vœu qui sort de notre programme : la plantation de mûriers le long des routes.

M. Alphonse Nugues soumet, par l'intermédiaire de M. le président à l'examen de la Société le dessin d'un sceau que nous avons fait graver, et qui sera reproduit dans une livraison prochaine.

M. Girardon nous indique le titre exact d'un ouvrage cité dans la notice sur la *Tour de Crest* : c'est le *Triomphe du célibat*, et il ajoute que d'après la tradition, il aurait eu pour auteur une compatriote. La Société émet le vœu que notre honorable collègue fasse apprécier avec détails ce livre inconnu de nos bibliophiles dauphinois.

TABLEAU DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

ET DE STATISTIQUE

de la Drôme

Président d'honneur

M. NAJEAN, préfet de la Drôme.

Présidents honoraires

MESSIEURS

M^{gr} COTTON, évêque de Valence.

GIRAUD (Emile), ancien député, à Romans.

Membres fondateurs

MESSIEURS

GIRAUD (Emile), ancien député, à Romans.

LACROIX SAINT-PIERRE, ancien député, à Chabeuil.

Marquis DE PISANÇON, à Pisançon.

MONTLUISSANT (DE), général d'artillerie, à Paris.

MORIN, ancien député, à Dieulefit.

Membres titulaires

MESSIEURS

- ALLEMAND (l'abbé), supérieur du petit-séminaire, à Valence.
ALLÉOUD, ancien membre du Conseil général, à Luc.
ARCES (le marquis d'), à Mercurol.
ARNAUD, pasteur, à Crest.
BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.
BEGOU (l'abbé), supérieur du grand-séminaire, à Romans.
BELLET (l'abbé), à Tain.
BELLON, ancien maire de Charpey.
BERNARD, ancien maire de Valence.
BERNON (le baron Prudent DE), ancien maître des requêtes, à Saint-Sorlin.
BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.
BERNON (le baron Just DE), ancien trésorier-payeur-général, à Senaud, près Beausemblant.
BERGER, conseiller d'Etat, à Paris.
BIMARD (le marquis DE), à Chabeuil.
BOISSON, ancien percepteur, architecte au Pont-Saint-Esprit.
BONNET, docteur en médecine, vice-président de la Société, à Valence.
BORDAS (Joseph Michel), à Saint-Martin-d'Août.
BOREL-SOUBÉRAND (Louis), à Crest.
BOREL-SOUBÉRAND (Charles), à Crest.
BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.
BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.
BOVET, notaire, à Crest.
BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Valence.
BOURG (Gontran DU), au château de l'Ile-Vieille, près Mont-dragon.
BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.
BRUN-DURAND (Justin), ancien juge de paix, à Crest.
BRUYAS (Emile), à Lyon.

- CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur-général, à Lyon.
CHABRILLAN (le comte Fortuné DE), à Paris.
CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.
CHARRAS (Edouard), négociant, à Nyons.
CHENEVIER, imprimeur, à Valence.
CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé C. U. J.), correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé Jules), aumônier, à Romans.
CLÉMENT, directeur de la Société générale de Vals, à Valence.
COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance *La France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.
COLONJON (DE), à Saint-Donat.
COSTON (le baron DE), à Montélimar.
DÉRIARD, directeur de la verrerie, à Rive-de-Gier.
DIDELOT (l'abbé), curé de la cathédrale, à Valence.
DUMONTEIL (l'abbé), curé, au Buis-les-Baronnies.
DUPORT-ROUX, à Romans.
DUPRÉ-LATOUR (Théophile), ancien substitut du procureur de la République, à Ecully.
DUVERNET, secrétaire général de la préfecture, à Valence.
EPAILLY, architecte, trésorier de la Société, à Valence.
FAURE-BIGUET, conseiller à la cour d'appel, à Paris.
FAURE, président du tribunal, à Valence.
FILLET (l'abbé), aumônier, à Valence.
FLORANS (le marquis DE), à La Roque, par Lambesc.
FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.
FORCHERON (Emile), juge, à Valence.
FORQUET DE DORNE, président de Chambre à la Cour d'appel de Grenoble.
FRANÇOIS (Eugène), avocat à Valence.
GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.
GILLY (Louis), à Valence.
GIRARDON, avocat, à Valence.
GUILLEMINET, professeur au collège d'Arles.

GRÉGOIRE (Antony), employé des Postes et Télégraphes,
à Valence.

ISNARD (l'abbé), curé, à Tulette.

JASSOUD (l'abbé), curé, à Mureils.

LABAREYRE (DE), juge, à Valence.

LA BAUME (le comte DE), marquis du Puy-Montbrun, à la
Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la
Société, à Valence.

LALANDE, juge suppléant, à Valence.

LAMAN, notaire, à Valence.

LAMBERT, ancien maire de Combovin.

LARNAGE (le comte Vincent DE GARCIN DE), à Tain.

LATUNE (Henri), à Crest.

LATUNE (Gustave), à Crest.

MALENS, sénateur, à Paris.

MARC-AUREL (Jules), à Paris.

MARCIEU (le marquis DE), à Crépol.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (l'abbé), aumônier, à Valence.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MEYNOT (ainé), ancien maire de Donzère.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte Fernand), à Beausemblant.

MONTCHENU (le vicomte DE), à Montchenu.

MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*,
à Lyon.

MORIN (Henri), négociant, à Dieulefit.

MORIN (Adolphe), à Dieulefit.

NUGUES, banquier, à Romans.

NUGUES (Alphonse), à Romans.

PELOUX (Jules), ingénieur en chef des ponts et chaussées.
à Valence.

PERROSSIER (l'abbé Cyprien), curé, à Parnans.

POMPÉI, avocat, à Valence.

PROMPSAL (Louis), receveur de l'enregistrement, à Saint-Laurent de Chamousset (Rhône).
REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au Conseil d'Etat, à Paris.
REY, architecte, à Valence.
RODILLON (l'abbé), professeur, à Montgré.
ROMAIN, docteur en médecine, à Valence.
SAYN (Gustave), à Montvendre.
SOLLIER, avocat, à Valence.
SOUBEYRAN, agent-voyer d'arrondissement, à Nyons.
SIÈYES (le marquis DE), au château du Valentin, Bourg-lès-Valence.
SOULIER (l'abbé), curé, à Vesc.
THANNARON, ancien maire du Bourg-lès-Valence.
TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.
TRAPIER-LE-FRANC, à Paris.
VALLENTIN, juge, vice-président de la Société, à Montélimar.
VERTUPIER (Louis), à Crest.
VEYRENC (l'abbé), curé, à Mollans.
VIGNE (Mgr), évêque de Digne.

Membres correspondants

MESSIEURS

ADHÉMAR (le comte Victor D'), à Toulouse.
ALÈGRE (Léon), fondateur et conservateur du Musée de Bagnols.
ALLMER, ancien conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.
ANDIGNÉ (le marquis D'), général et sénateur, à Paris.
AUZIAS (Théodore), avocat à la Cour d'appel de Grenoble.
BARRÈS, bibliothécaire de la ville de Carpentras.
BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.
BELMONT, à Lyon.
BERGER (Emile), conseiller à la Cour d'appel d'Aix.
BERNARD, conseiller à la cour d'appel de Grenoble.

BESSET, architecte, à Tournon.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.

BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.

BOISSIN (Firmin), rédacteur en chef du *Messenger de Toulouse*.

BOUCHARDON (Gustave), à Bonnevaux, près la Côte-Saint-André.

BROUCHOUD, avocat à la Cour d'appel de Lyon.

BULOT, architecte départemental, à Melun.

CAIZE (Albert), à Louveciennes.

CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.

CHAPER (Eugène), ancien député, à Grenoble.

CHABRAND, docteur en médecine, à Grenoble.

CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.

CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.

DELLOYE, conservateur du musée Calvet, à Avignon.

DUBOIS, ancien juge de paix, à Thueyts.

DUFOUR (Louis), aide archiviste d'Etat, à Genève.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FALSAN, géologue, à Collonges, près Lyon.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAYARD, conseiller à la Cour d'appel de Lyon.

FERRAND (Henri), avocat, à Grenoble.

FIÈRE (Zénon), avocat à la Cour d'appel de Paris.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra sur Saint-Geoires.

GALLET (Louis), directeur de l'hôpital de Lourcine, à Paris.

GAP (Lucien), instituteur, à Roaix.

GARIEL, bibliothécaire de la ville de Grenoble.

GAUTHIER, à Vaison.

GENTHON, juge, à Saint-Marcellin.

GIRODET, ancien directeur des contributions directes, à Soyons.

GRÉAU (Julien), à Paris.

GUEYFFIER, juge de paix, à Saint-Etienne de Saint-Geoirs.

GUILLAUME (Paul), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

HELME, vice-président du tribunal, à St-Etienne (Loire).

JOUFFRAY (A.), capitaine d'Artillerie au 2^e régiment, à Grenoble.

LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard.

LAMOTTE, docteur en médecine, au Pouzin.

LASCOMBE (M^{me}), née Comte, à Saint-Pierreville.

LEBLANC, bibliothécaire et conservateur du musée de Vienne.

LE GUAY, architecte, à Paris.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MACÉ, doyen de la Faculté de Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), à Grenoble.

MAZON, publiciste, à Paris.

MONTALIVET (Georges DE), à Paris.

MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.

MONTs (le vicomte DE), au château d'Armanais, à Balbin,
près la Côte-Saint-André.

MOREL, receveur des finances, à Carpentras.

OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.

PALLIAS (Honoré), négociant, à Lyon.

PARISOT DE LABOISSE (Jules DE), à Montpellier.

PERROSSIER (Ernest), chef de bataillon au 126^e de ligne,
à Toulouse.

PEYROT, chef de division retraité de la préfecture de l'Isère.

PILOT DE THOREY (Emmanuel), à Grenoble.

PIOLLET, substitut à la Cour d'appel de Grenoble.

POINÇOT, à Châteauroux-les-Alpes.

PONCINS (le comte DE), à Feurs.

PRUNIÈRES (le comte DE), membre du Conseil général, au
château de Prunières, par Chorges.

REYNAUD (Horace), avocat à la Cour d'appel de Lyon.

ROBERT-GENTIL (Charles), à la Ferté-sur-Aube, par Clairvaux.

ROCHER (Henri DE), à Bollène.

ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.

ROUIN (Flavien), receveur principal des postes, à Gap.

SAINT-FERRÉOL (le vicomte DE), à Uriage.

SAINT-GENIS (Victor DE), conservateur des hypothèques,
à Arras.

SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.

TAILLAS (DE), à Grenoble.

TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.

TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (le baron DE LA), à Nantes.

TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (le comte DE LA), à Bezouville.

VALLIER (Gustave), à Grenoble.

VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

VILLEPERDRIX (l'abbé DE), aumônier militaire en Tunisie.

VOSSIER, lieutenant au 68^e de ligne, à Issoudun.

Communes abonnées

AOUSTE. — BARBIÈRES. — CREST. — MONTÉLIMAR. — MONTRI-
GAUD. — NYONS. — BIBLIOTHÈQUE DE MARSEILLE.



RECHERCHES HISTORIQUES

SUR CLAVEYSON (DRÔME)

(SUITE. — Voir les 58°, 59°, 60°, 62°, 64° 65° et livraisons.)

IX. *Sébastien*, II^e du nom, *marquis de Claveyson*, seigneur de Triors, de Lesseins, d'Aoust, d'Hostun, Mercurol et Mureils, reçu docteur *in utroque jure* à Rome, le 27 octobre 1637, avocat en la cour de Grenoble le 1^{er} mars 1638, conseiller au parlement le 20 juin 1641 ; il exerça cette charge avec distinction jusqu'en 1666, époque où il devint gouverneur de Romans, par suite de la mort de son frère Humbert. Il prêta le serment de cette charge entre les mains du duc de Lesdiguières, en août 1666.

Il fut fait conseiller d'Etat, par lettres du 20 avril 1648, et intendant de la justice, police et finances de Casal, par lettres du 30 mai suivant. (1) De concert avec Laurence de Claveyson, sa mère, il céda, le 24 avril 1652, le château de la Bâtie à son frère Charles et transmit la seigneurie de Triors à Humbert, son autre frère, par une vente secrète du 22 janvier 1658.

La maison de Lionne était parvenue à une brillante fortune ; Hugues de Lionne, cousin germain de Sébastien, rendait d'éclatants services à la monarchie, et se distinguait parmi les hommes les plus illustres de la première

(1) Arch. du château. Arch. de l'assistance publique. — D^r Ul. Chevalier.

partie du règne de Louis XIV. Ce fut grâce à sa haute situation et à son crédit que le Roi, par lettres-patentes données à Lyon en décembre 1658, érigea la terre de Claveyson en marquisat, en faveur de Sébastien de Lionne, l'aîné de la famille, et de ses descendants.

Après avoir énuméré les services rendus par « ceux de la maison de Lionne, » notamment par Sébastien 1^{er}, Hugues, secrétaire d'Etat, et l'abbé de Lesseins, gouverneur de Romans, les lettres-patentes contenaient ce qui suit :

« Scachant que le S^r de Claveson n'a pu jouir, à cause
 » des troubles survenus ces années dernières, de la com-
 » mission que nous luy avons donnée d'Intendant de la
 » justice, police et finances, en la ville citadelle et chasteau
 » de Casal, pour l'entrée duquel employ il aurait faict
 » une despanse considérable, sans qu'il aye eu de nous
 » aucune rescompanse ;

» *A ces causes*, et aultres considérations à ce nous mou-
 » vants, estant plainement informés que le mandement,
 » terre et seigneurie de Claveson, scize en nostre Province
 » de Dauphiné, au ressort du bailliage de St-Marcellin,
 » ayant haulte, moyenne et basse justice, mouvants de
 » nous comme Dauphin de Viennois, est des plus ancien-
 » nes et considérables dud. pays ; que trois grandes paroiss-
 » ses en despendent ; que la terre et chastellenie de Murel
 » est contigüe à lad. terre de Claveson et unie à icelle il
 » y a près de quatre-cents ans ; que le lieu de Claveson est
 » recommandable par son chasteau ; que la paroisse de
 » St-Andéol dans lad. terre l'est aussi depuis plusieurs
 » siècles, par le concours de nos sujets des provinces voisi-
 » nes du Dauphiné, qui vont y visiter les reliques qui y
 » reposent, pour la garde desquelles nos sujets des dittes
 » terres demeurent vingt-quatre heures sous les armes, à
 » chaque premier jour de may ; que de lad. terre de Cla-

» veson, dans l'estendue des dittes paroisses et terres de
 » Murel, relèvent plusieurs fiefs nobles ; qu'elle consiste
 » en beaux droits et revenus suffisants pour soutenir un
 » titre honorable ; mesme que le nom de Claveson est
 » des plus anciens et des plus illustres de lad. province,
 » auquel led. s^r de Lionne a succédé :

« *Nous avons*, de nos grâce spéciale, playne puissance
 » et autorité royale et delphinale, créé, érigé et eslevé,
 » créons, érigeons et eslevons par ces présentes signées de
 » nostre main, lesd. mandements, terres et seigneuries de
 » Claveson, Saint-Andéol, Murel et leurs ameaux, avec-
 » que leurs appartenances et despendances..... en nom,
 » qualité, titre, dignité et prééminence de *marquisat*.....
 » etc, etc...

« Donné à Lyon, au mois de Décembre, l'an de grâce
 » mil-six-cent-cinquante-huit, et de nostre règne le sei-
 » ziesme. » (1)

Cette haute faveur était de nature à combler les vœux de toute la famille, et le ministre des affaires étrangères se rendait compte de la joie qu'il allait causer, quand il écrivait ce qui suit à son oncle Humbert, à la date du 18 décembre 1658 : « Quand vous verrez M. de Claveyson, » je vous prie de lui dire de ma part que j'ai sur ma table » son marquisat scellé et bridé, et que je ne le retiens que » pour y faire mettre la signature d'un secrétaire d'Etat ; » après quoi je le remettrai à son frère, quand il sera de » retour. »

Cependant les choses n'allèrent pas toutes seules. Lorsque M. de Chevrières de St-Vallier eut connaissance des lettres-patentes, il ressuscita la vieille querelle de la mouvance de Claveyson vis-à-vis de Clérieu ; soutenant que

(1) Minute conservée aux Archives du château.

cette érection en marquisat portait atteinte à ses droits, il voulut s'opposer à l'enregistrement des lettres au parlement de Grenoble, qui seul pouvait leur donner force de loi. Cette prétention de M. de Chevrières contrariait fort M. de Claveyson, et aussi Hugues de Lionne, qui regretta un moment que l'on n'eût pas songé à mettre le marquisat sur la terre d'Hostun, où les difficultés de ce genre n'étaient pas à redouter.

On peut voir, dans la correspondance du ministre, que ses talents de diplomate ne lui furent pas inutiles pour mener à bonne fin cette négociation *pro domo suâ*.

Il écrivait de Lyon, le 3 janvier 1659, à son oncle Humbert : « M. le Président de Chevrières m'est venu voir ici trois jours, où je l'ai fort entretenu. J'ai tout sujet d'être satisfait, sur la manière dont il m'a parlé sur toutes choses. Il m'a mis le marché à la main de disposer souverainement de son intérêt en tous les différends qu'il a avec mon cousin de Claveyson, et nommément m'a demandé ce que je voulois qu'il fit sur le marquisat que j'ai obtenu pour lui. Il dit que Claveyson dépend de Clérieu comme il le prouvera par bons titres, et que s'il ne s'oppose pas à l'enregistrement des lettres de marquisat, il perd cette mouvance, que néanmoins, si je le désirois, il la sacrifieroit. Je n'ai pas cru devoir abuser de cette civilité, ni lui demander que, pour l'amour de moi, il se fit un si grand préjudice ; et ai été bien fâché que l'on n'ait plutôt mis le marquisat sur Hostun, où il n'y eut point eu de pareil obstacle. Il m'a offert ensuite de traiter de cette mouvance et de l'échanger contre d'autres choses qu'il peut désirer de mon cousin, et de s'en remettre absolument à des arbitres, comme aussi d'échanger de certaines rentes qu'ils ont enclavées l'une dans la terre de l'autre. »

Mais M. de Claveyson s'entêtait : ne reconnaissant pas

la mouvance de Clérieu, il préférerait un procès à une transaction. Aussi son cousin écrivait-il de lui, le 31 janvier suivant : « Je ne le trouve pas fort fin de choisir plutôt le parti de tenir dans un coffre ses lettres de marquisat, sans oser les montrer : mais chacun se fait fouetter à sa guise... Si M. de Claveyson m'écrit aux termes qu'il vous a dits, et comme trouvant étrange qu'il ne m'ait pas pu faire déclarer en sa faveur contre un homme qui a des différends avec lui, je répondrai que si le plus grand ennemi que j'ai au monde en avoit avec mon père et que voulant les accommoder à l'amiable, mon père voulut plutôt plaider, je donnerois raison à mon ennemi et laisserois plaider mon père sans l'assister. »

Cependant on finit par s'entendre, comme l'indique une autre lettre du même au même, datée du 24 juin 1659 : « J'ai recommandé à M. de Chevrières la parole qu'il m'avoit une fois donnée de ne point s'opposer à l'enregistrement des lettres de marquisat de Claveyson, en lui donnant pour mon cousin de Claveyson une déclaration que cela ne préjudiciera point à son droit. Il me promit d'écrire le même jour à madame sa femme en conformité. Il a fait la chose de fort bonne grâce et m'a même offert d'en passer par où je désirerois de tous ses autres différends avec mon cousin ; ce que je n'ai pas voulu accepter. »

Dès ce moment, rien ne s'opposait plus à l'enregistrement des lettres de marquisat. Hugues de Lionne, afin de hâter le plus possible la solution tant désirée, ne négligea pas de faire quelques démarches auprès des membres du parlement de Dauphiné, dont plusieurs étaient amis ou alliés de sa famille. Après la requête présentée par Sébastien II, l'audition des témoins requis, la vérification des pièces et autres formalités d'usage, les lettres furent enfin enregistrées au Parlement le 27 juin 1659, puis, le 3 juillet

suivant au bailliage de St-Marcellin, et enfin au greffe de la judicature de Claveyson, le 7 du même mois.

Alors le nouveau marquis voulut qu'un monument transmît aux âges futurs le souvenir de la distinction qu'il venait de recevoir. Il fit frapper une médaille commémorative. J'en ai eu entre les mains un exemplaire en bronze, du module d'une pièce de dix centimes de notre monnaie; en voici la description :

AV. — Les armes de Lionne-Claveyson : Ecartelé au 1^{er} et 4^e d'*Hostun* ; au 2^e et 3^e de *Claveyson*, sur le tout, de *Lionne*. L'écu timbré d'une couronne de Marquis ; supports : deux lions. Légende : SEB. DE LIONNE MARQUIS DE CLAVESON. 1660.

REV. — Les armes de Catherine-Béatrix Robert de St-Germain, femme de Sébastien : parti au 1^{er} de *Lionne* au 2^e, de... au chevron de... chargé de 3 étoiles de..., au chef de... au lion issant de..., qui est *Robert de St-Germain*.

Légende : CAT. BEATRIX ROBERT MARQ. DE CLAVESON. L'écu accosté de deux palmes et timbré d'une couronne de marquis. (1)

Le 2 mars 1673, Sébastien de Lionne acheta à Just-Louis de Blanchelaine, au prix de 24.000 livres et 24 pistoles d'étrennes, la terre de Blanchelaine, près de Tain. Le 20 octobre suivant, le Conseil communal de Romans l'exemptait des droits de pontonnage pour les denrées de ses domaines, « en considération que sa maison était dans » la ville, et de ses bons offices de charité à l'endroit des » pauvres d'icelle. » (2)

Il fit son testament le 13 mars 1675, mourut le 18 du même mois, à l'âge de 61 ans, et fut enseveli dans le tom-

(1) L'exemplaire décrit ci-dessus appartient à M. Henri Bidon-Chanal, propriétaire à Claveyson.

(2) D^r Ul. Chevalier.

beau de la maison de Claveyson, au couvent des Cordeliers de Romans. Il instituait sa femme son héritière universelle, en lui substituant son frère l'abbé de Lesseins. Il avait donné tous ses autres biens, par contrat de mariage, à sa fille Jeanne-Renée, « avec charge de payer ses dettes jusqu'à concurrence de six-vingt mille livres : » (1)

Sébastien II épousa, par contrat du 24 décembre 1642, Catherine Béatrix Robert de St-Germain, fille de Pierre, conseiller au Parlement de Grenoble, et de Catherine de Bouguerau ; elle survécut vingt ans à son mari, partageant son temps entre Romans, Grenoble et Claveyson, où elle édifia tout le monde par sa grande piété. Elle fit son testament le 20 mai 1695, à l'Hôtel-Dieu de Grenoble. (2)

De ce mariage naquirent seulement deux filles :

1^o Jeanne-Renée, mariée à son cousin Louis de Lionne, fils du ministre, auquel elle apporta en dot le marquisat de Claveyson.

2^o Clémence, *alias* Laurence (d'après le testament de son père,) qui fut religieuse à Montfleury, et pour laquelle Hugues de Lionne obtint du Roi, en 1665, le brevet de Prieure générale dudit monastère. (3)

Branche cadette, ou de Paris.

VIII. *Artus*, — second fils de Sébastien 1^{er} et de Bonne de Portes, né le 1^{er} septembre 1583, seigneur d'Aoust, docteur en droit, conseiller au Parlement de Grenoble le 29 janvier 1605. Il épousa, le 17 mars de la même année, Isabeau Servien, fille d'Antoine, seigneur de Biviers, et de Diane Bally, sœur d'Abel Servien, surintendant des Finances, qu'Artus avait remplacé dans la charge de Conseiller.

Un fils unique, Hugues qui suit, naquit de ce mariage.

(1) et (2) Archives du château.

(3) *L' Chevalier*, lettres inédites, etc.

Il éprouva tant de chagrin de la perte de sa femme, morte en 1622, à l'âge de 21 ans, qu'il s'engagea dans les ordres sacrés. Chanoine de N. D. de Grenoble, en 1623, il devint le 13 août 1634, coadjuteur de l'Evêque de Gap, qu'il remplaça en mai 1637. Il fit reconstruire sa cathédrale, ruinée par les Protestants, il écrivit une histoire de ses prédécesseurs ; doué d'un goût très vif pour les mathématiques, il écrivit aussi sur cette matière. Après avoir refusé l'archevêché d'Embrun et le riche évêché de Bayeux, Artus de Lionne donna sa démission en 1661, pour se retirer à Paris, auprès de son illustre fils. Il fit son testament le 16 avril 1661, et mourut le 18 mai 1663. (1)

IX. *Hugues*, fils unique du précédent, marquis de Berni et de Fresnes, (2) ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères, Commandeur, Prévôt et Grand-maître de cérémonies des ordres de Sa Majesté, etc., etc., naquit à Grenoble, le 11 octobre 1611.

Donner la biographie détaillée d'un homme comme Lionne équivaut à écrire l'histoire de toute la première partie du règne de Louis XIV. Outre que cela dépasserait les bornes d'une simple monographie, je ne suis pas de taille à m'acquitter d'une pareille tâche. Si les historiens du dernier siècle ne se sont pas suffisamment rendu compte du grand rôle rempli par Lionne dans la politique de son temps, en revanche les écrivains du XIX^e siècle sont unanimes à lui rendre une éclatante justice, en lui donnant une des premières places parmi les immortels

(1) Moréri, D^r Chevalier, etc...

(2) Berni et Fresnes, près de Sceaux (S et O.) — Hugues de Lionne y possédait un fort beau château, où il eut plusieurs fois l'honneur de recevoir le Roi et la Cour.

collaborateurs du grand Roi. Les personnes désireuses de connaître, au moins sommairement, les états de service de l'éminent diplomate, trouveront dans la note ci-dessous quelques indications utiles. (1)

Hugues de Lionne, malgré les relations affectueuses qu'il aimait à entretenir avec les siens, n'est probablement jamais venu à Claveyson; c'est pourquoi j'en parle ici sous le rapport purement généalogique, car son fils Louis devint marquis de Claveyson, par son mariage avec sa cousine Jeanne-Renée.

Hugues épousa, le 10 septembre 1645, Paule Payen, fille de Paul Payen-Deslandes, conseiller au Parlement, et de Marguerite de Rives. « C'était, suivant Saint-Simon, une femme de beaucoup d'esprit, de hauteur et de magnificence. » Malheureusement l'irrégularité de sa conduite n'a que trop fourni matière à la chronique du temps; ce fut au point que le Roi la fit enfermer dans un couvent, à Angers, où elle resta jusqu'après la mort de son mari. Elle décéda le 20 mars 1704, âgée de 74 ans, étant « dans la même indigence » et gardant toujours « la même hauteur », dit encore Saint-Simon. Le chagrin que Lionne éprouva de la conduite de sa femme ne contribua pas moins que ses excès personnels à abréger ses jours. (2)

(1) On trouve dans presque tous les dictionnaires historiques des notices plus ou moins complètes, sur Lionne : voyez notamment Moréri, Bouillet, etc. : une des meilleurs est celle de M. Weiss, dans la *Biographie Universelle de Michaud*. Voyez aussi les *Lettres inédites de Hugues de Lionne*, publiées par M. le Dr Chevalier (Valence, Chenevier. 1879) et la notice qui les précède. — Dernièrement, M. Valfrey, du ministère des affaires étrangères, a publié la correspondance diplomatique de Lionne.

(2) A ceux qui voudraient s'édifier plus amplement sur les fredaines de M^{me} de Lionne, j'indiquerai : *La France Galante*, faisant

Six enfants étaient nés de ce mariage :

1° Louis-Hugues, qui suit ;

2° Jules-Paul, dit l'abbé de Lionne, conseiller, aumônier du Roi, abbé de Marmoutiers, de Chalis et de Cercamps, abbé commendataire du prieuré de St-Martin-des-Champs, à Paris, où il habitait. C'était un dépensier, un joueur et un original : « tous les matins il buvait vingt à vingt-deux pintes d'eau de la Seine. » (St-Simon). Il mourut à peu près ruiné, le 5 juin 1721, à l'âge de 66 ans.

3° Paul-Luc, que son père fit nommer chevalier de Malte, par le crédit de l'ambassadeur de l'ordre, à Paris. Il mourut jeune.

4° Elisabeth-Mélanie, élevée avec sa sœur Madelaine au couvent de la Visitation de la rue St-Jacques ; elle y prit l'habit, et y mourut le 25 mai 1725, âgée de 76 ans, dont soixante de profession.

5° Madelaine, née en juillet 1651. Elle fut mariée, le 10 février 1670, à François-Annibal d'Estrées, fils du duc d'Estrées, lequel portait alors le nom de comte de Nanteuil. (1) Elle en eut huit enfants. Elle mourut avant son beau-père, et sans avoir porté le titre de duchesse d'Estrées, le 18 septembre 1684, après avoir, dit-on, mené une vie très galante et même pris part aux débauches de sa mère.

6° Artus, né à Rome, en 1655, pendant l'ambassade de son père, entra, à la suite d'un chagrin de jeunesse, dans

suite à l'*histoire amoureuse des Gaules*, de Bussy-Rabutin, et les *lettres de M^{me} de Sévigné*, (édition Firmin Didot, Paris, 1867) T. I. p. 349, T. III. p. 31, et *ibid* p. 112.

(1) Dans un ouvrage intitulé : « *Fables ou Histoires allégoriques dédiées au Roy, par madame de Villedeieu*, » (à Paris, chez Claude Barbin, au Palais sur le second Perron de la Sainte-Chapelle, M.D.CLXX), se trouve un *Epithalame sur le mariage de M^{lle} de Lionne avec M. de Nanteuil*.

l'état ecclésiastique. Il devint, en 1671, évêque de Rosalie *in partibus*, et fut sacré en Chine, à Canton, le 30 novembre 1699. Il mourut au séminaire des missions étrangères, à Paris, le 2 août 1703.

X. *Louis Hugues*, marquis de Fresnes et de Berni, et, par son mariage avec sa cousine Jeanne-Renée, fille de Sébastien II, *marquis de Claveyson*, seigneur d'Hostun, Mercurol, Blanchelaine, etc., fils aîné du précédent, naquit en 1646. Son père obtint pour lui, par lettres du 14 février 1647, la survivance de sa charge de secrétaire-d'Etat. Mais, peu apte au travail, il acquit la charge de maître de la Garde-Robe du Roi, qu'il ne remplit pas mieux, et qu'il vendit au marquis de Souvré, moyennant 550,000 livres, qui furent attribuées à son fils, par brevet du 6 mai 1689.

Saint-Simon nous a laissé de Louis de Lionne, un portrait peu flatté : « une assiduité d'une année entière (dans la charge de maître de la Garde-Robe), et de deux années l'une, fut plus forte que Lionne. Il servit peu sa première année, encore moins la seconde, après quoi, il ne prit plus la peine de paraître à la Cour. La Salle (qui alternait avec lui dans la même charge) servit continuellement pour tous deux. Lionne passa sa vie à Paris avec des novellistes. Il avait son banc fixe aux Tuileries avec eux, dont pas un n'était connu de personne. Il avait été riche, s'était brouillé avec sa femme, Lionne aussi et héritière, qu'il avait perdue, et ne vit jamais un homme qui eût un nom ou un état. »

Selon M. Chevalier, ses facultés intellectuelles s'étaient dérangées après une terrible chute qu'il avait faite sur la tête, à Versailles.

Louis de Lionne fut interdit par sentence du Châtelet, le 7 juillet 1703, le Parlement confirma cette sentence le 9

mars 1704. Sa femme, séparée de lui au bout de quelques temps de mariage, déclara dans son testament qu'elle le privait, après son décès, de l'usufruit de ses biens, « étant d'ailleurs assez riche pour soutenir son rang. » (1)

Louis-Hugues parut rarement à Claveyson : peut-être même n'y vint-il qu'une seule fois, pour y épouser sa cousine. Ce mariage eut lieu en grande pompe, le 27 avril 1675 ; un grand nombre de « hauts et puissants seigneurs, » parents ou amis de la famille, signèrent au contrat. (2)

Lionne fut nommé gouverneur de Romans, en 1701, après la mort de l'abbé de Lesseins et révoqué deux ans après, lors de son interdiction. Sa mort arriva le 22 août 1708. Sa femme minée par le chagrin, était morte vingt-huit ans avant lui, âgée seulement de 24 ans, le 18 décembre 1680, après avoir fait son testament en faveur de *Charles-Hugues*, son fils unique, le 21 octobre précédent. Guy-Allard a écrit ce qui suit, de Jeanne-Renée : « chez elle, l'esprit est aussi beau que le jugement est solide. Elle est née sans doute pour toutes les belles choses, qu'elle connaît, et dont elle se sert adroitement, même sans le secours de son âge. »

Louis de Lionne, cinq mois après la mort de sa femme, contracta une seconde alliance, le 31 mai 1681, avec demoiselle Denise Raymond, de laquelle il n'eut pas d'enfants. (3)

(A suivre)

J. VOSSIER.

(1) Archives du château.

(2) De Gallier.

(3) Contrat reçu par MM^{es} Gilles et Pillaut, notaires à Paris. — (Arch. de l'assistance publique.)



NOTE SUR LA SUCCESSION

dans la Maison de la Tour-du-Pin.



« Il y a des gens, disait Pascal, (1) qui voudraient qu'un auteur ne parlât jamais des choses dont les autres ont parlé ; autrement on l'accuse de ne rien dire de nouveau. Mais si les matières qu'il traite ne sont pas nouvelles, la disposition en est neuve. » Par exemple la cession du Dauphiné aux princes français est un sujet connu et peut-être usé aux yeux de certaines gens. Mais nous ne voyons pas qu'on ait jamais expliqué clairement pourquoi Humbert II céda sa souveraineté au fils du duc de Normandie, plutôt que de la transmettre à la seconde branche de sa propre famille, celle des sires de Vinay. Ici nous ferons observer, en passant, que le président de Valbonnais a donné la filiation de cette branche dans sa généalogie de la maison de la Tour-du-Pin, et que jamais aucun écrivain n'a exprimé le moindre doute sur son origine. Nous n'entendons donc nullement revenir sur les preuves d'une filiation incontestée. Mais cette branche de Vinay, exclue de la succession des Dauphins ses parents, a fini à son tour sans que ses cadets héritassent de la vaste succession de ses aînés. Il en est résulté naturellement que ces cadets ont été de riches, mais

(1) *Pensées*, Éd. de 1824, 1^{re} partie, X, § IX, page 208.

modestes seigneurs, qui n'ont possédé aucun fief important pendant deux cents ans ; et certains critiques ont cru y trouver un motif plausible de mettre en doute leur origine, comme si le temps n'avait pas réduit aussi les cadets de Dreux ou de Courtenay, à des situations bien différentes de celle des Princes du sang royal de France.

Notre désir, en étudiant cette question, n'est donc pas de prouver que les Dauphins de la troisième race et les sires de Vinay, leurs agnats, étaient les aînés des ancêtres de la maison de la Tour-du-Pin qui existe encore aujourd'hui. Nous établirons seulement :

1° Que la succession d'Humbert II ne *devait* pas passer aux sires de Vinay, deuxième branche de la maison de la Tour.

2° Que la succession des sires de Vinay, coseigneurs de la Tour-du-Pin, ne *devait* pas passer à Girard de la Tour de Clelles, leur collatéral, « fils de Girard de la Tour, de la maison de la Tour-du-Pin de Dauphiné, marié à Almade de Miribel, » auquel César de la Tour de Gouvernet, marquis de la Charce, faisait, en 1635, remonter les preuves de sa généalogie. (1) C'est ce même Girard auquel remontaient les preuves faites en 1532 et 1534, devant le Parlement de Grenoble, par Guigues de la Tour de Clelles, mari d'Anne Alleman, Hugues de la Tour de Clelles, seigneur de Darne, et Pierre de la Tour de Clelles, seigneur de Gouvernet, ses deux fils.

La conclusion évidente est la diminution de puissance et de fortune dans les branches cadettes : puisque les puînés ne comptaient presque pour rien dans la famille, n'héritaient d'aucune de ses seigneuries et souvent ne pouvaient prendre part aux événements considérables de leur temps, il était naturel qu'ils comptassent aussi pour peu de chose dans leur province. On aurait tort cependant de dédaigner les puînés des anciennes familles. Car souvent l'un d'eux, devenu un personnage

(1) *Tableaux général. de la maison de la Tour-du-Pin*, publiés en 1870, Annexe de ce travail, publiée en 1881.

illustre, a rendu à sa maison son éclat primitif. Puis, pour peu qu'on veuille bien examiner les généalogies des familles souveraines et des maisons les plus connues, on s'aperçoit que presque toujours c'est par leurs puînés qu'elles se sont continuées. La maison de France en offre un exemple frappant et il faut croire que c'est une loi établie par la Providence dont les secrets desseins ne sont pas toujours aussi faciles à pénétrer que ceux des hommes.

Ainsi les terres patrimoniales et féodales de la maison de la Tour ont cessé depuis près de cinq cents ans, de lui appartenir; de même les baronnies principales du Dauphiné, les terres de Clermont, de Sassenage, de Bressieu, de Maubec, de Montlaur ont, ainsi que les terres des familles les plus distinguées, passé entre des mains diverses, à différentes époques. L'histoire de toutes ces mutations fournit les preuves les plus certaines de l'origine de la maison de la Tour-du-Pin. Il est donc utile d'approfondir des faits qui sont en partie connus, mais qui nous semblent n'avoir jamais été présentés que sous un jour entièrement faux. Alors on sera obligé, du moins nous le pensons, de convenir que si les la Tour de Vinay ont été bien moins puissants que les Dauphins, que si les la Tour de Clelles issus du châtelain Pierre I^{er} *qui n'avait eu qu'une légitime*, ont été bien moins brillants que les la Tour de Vinay, cela n'infirme en quoi que ce soit, les preuves que l'on a pu donner ailleurs de la continuation par les la Tour de Vinay, par les la Tour de Clelles et par les la Tour de Gouvernet, de l'ancienne maison de la Tour, que depuis on a surnommée la Tour-du-Pin; loin d'infirmer ces preuves, nous estimons que cet examen servira à les corroborer, par la raison que ce qui a eu lieu, *devait* arriver et ne pouvait pas être autrement.

I

Les pays que l'on a plus tard tous compris sous le nom de Dauphiné de Viennois, étaient, avant les grandes révolutions du V^e siècle,¹ renfermés dans la province Viennoise qui, sous la domination des Romains, jouissait de la prérogative du *jus Italicum*. Les Burgondes qui vinrent au commencement du V^e siècle, y fonder le premier royaume de Bourgogne dit aussi royaume de Vienne du nom de sa capitale, ne changèrent rien à la législation civile du pays ni à l'ordre de succession par elle établi. C'est pendant sa durée que les fiefs s'y introduisirent ; car la loi de Gondebaud, appelée vulgairement la loi Gombette, parle des Leudes ou feudataires. Mais quant à l'ordre de succéder, il n'y avait aucune différence entre eux et les autres sujets du royaume : cette loi disait bien que les filles devaient se contenter de leur dot et ne rien réclamer de la succession paternelle : *filia de dote suâ debet esse contenta et nihil petere potest in hæreditate paternâ* (Lex Burgundina, Titulus XV). Mais le point particulier qui nous occupe est celui-ci : la fille héritait de son père à défaut du fils. *Inter Burgundiones id volumus custodiri ut si quis filium non relinquerit, in loco filii filia in patris matrisve hæreditate succedat* (chap. 14 de *successionibus et sanctionibus*) et à défaut de fils et de filles, l'héritage devait passer aux frères ou sœurs du défunt ou aux plus proches parents. *Si fortè defunctus nec filium nec filiam relinquerit, ad sorores vel propinquos parentes hæreditas redeat*. (Id., art. 2.)

Dans le règlement général placé en tête de ces lois, Gondebaud ordonnait qu'elles seraient observées entre les Bourguignons ou entre eux et les Romains, mais que les Gallo-Romains entre eux continueraient à être régis par les lois romaines. Or, d'après celles-ci, les biens quelconques étaient sans aucune exception, de partage égal entre les enfants.

Les fils de Clovis, conquérants du royaume de Bourgogne, ne changèrent rien à cet état de choses et la célèbre loi des Ri-

puaires publiée par le roi Dagobert vers 630 (1) porte expressément (chapitre 31) que les Bourguignons continueront à suivre la justice de leur pays et ne seront pas assujettis à la loi salique dont le texte était (chapitre 62) : *de terrâ verò Salicâ, nulla portio mulieri veniat sed ad virilem sexum tota terræ hæreditas perveniat.*

Boson, beau-frère de Charles-le-Chauve, fonda en 879, un deuxième royaume de Bourgogne, ayant Vienne pour capitale : il ne changea rien à la législation quant à l'ordre de succéder.

A la mort de Rodolphe-le-Fainéant qui avait fait don de son royaume à Conrad dit le Salique, tout ce pays tomba dans une anarchie complète ; les prélats et les grands se rendirent indépendants et les empereurs étant trop éloignés et trop peu puissants pour s'opposer à leurs usurpations, aimèrent mieux les tolérer en se bornant à réserver leur droit de suzeraineté (Chorier, *Hist. abr. du Dauphiné*, I, 75, 76) : tout ce peuple de seigneurs laïcs et clercs vivait dans un esprit absolu d'indépendance comme l'exprime Muratori par ce mot d'une énergique simplicité : *Essere Conte, Marchese, Vescovo e Duca, era lo stesso che essere Principe.* (2) Mais cette nouvelle révolution ne modifia en rien les usages et les lois du pays, qui ne reconnaissaient et n'avaient jamais reconnu aucun *droit d'agnation* ; la loi Gombette qui faisait hériter les fils et les filles, mais les fils préférablement aux filles, tomba même en désuétude et l'on ne connut plus que le *jus Italicum* qui n'établissait entre eux et elles aucune différence. (3)

Les états particuliers de l'église de Vienne se formèrent à la chute du deuxième royaume de Bourgogne. D'autre part, l'empereur Lothaire avait composé un grand fief, avec les petits

(1) Le plus ancien titre que nous connaissions, où soit mentionné le lieu de la Tour-du-Pin en Viennois, est de l'an 653. (*Annales des Bénédictins*, I, 691.)

(2) *Monumenta hist.*, patr. IX, 124. — V. DE ST-GENIS, *Hist. de Savoie*. I, 183.

(3) MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, livre 28, chap. 9.

états formés à la mort de Rodolphe II et l'avait donné au duc Conrad de Zehringen qui en jouit et dont le fils Berthold céda tous ses droits à Guigues, comte d'Albon, malgré les prétentions de Guillaume de Mâcon qui se qualifiait comte de Vienne. Mais ces droits étaient subordonnés à la suzeraineté impériale, partant aux archevêques à qui les Empereurs avaient délégué leur suzeraineté. (Voyez les hommages des Dauphins à l'église de Vienne en 1217, 1283, 1308, et celui du dauphin Charles en 1349). Or, dans ces états dépendants de l'église de Vienne, on ne connaissait ni les lois Françaises, ni les lois dites Lombardes. On ne suivait que l'antique loi Romaine quant à l'ordre de succession. Ainsi Stéphanie succéda en 1060 à son père Gérard, comte de Vienne ; Alix de Vienne, femme de Jean de Dreux, succéda en 1233 à Guillaume II, comte de Vienne, son aïeul ; Guillaume III hérita d'elle en 1238 et eut pour héritière en 1255, Béatrix de Vienne, mariée à Hugues de Pagny qui vendit ses droits à l'archevêque en 1266. Ce sont autant de preuves de la libre disposition de ce fief.

Le Dauphiné de Viennois, le comté d'Albon et celui de Graisivaudan, appartenant à Béatrix, héritière de sa maison, passèrent à son fils André de Bourgogne et de même plus tard à Humbert I^{er} de la Tour, mari d'Anne Dauphine, héritière de cette deuxième dynastie.

La terre de la Tour, *Terra Turris*, baronnie indépendante qui ne relevait pas de l'église de Vienne pour la majeure partie de ses terres, mais de l'abbaye de Saint-Pierre de Lyon à laquelle la ville de la Tour-du-Pin, son chef-lieu, était inféodée depuis l'an 653, avait aussi pour règle la succession féminine. Ainsi le baron Albert II, par son testament de 1190, appela à son hérité, son fils aîné, puis son second fils, puis chacune de ses filles et à défaut de tous ses enfants, celui qui devait lui succéder selon le droit héréditaire. *Si omnes hæredes mei defuerint, hæreditatem meam habeat qui jure hæreditario succedere debet.* On peut lire ce testament dans Justel. Il est vrai que Valbonnais l'a cité, mais seulement jusqu'à l'énumération des témoins. Il en a donc retranché cette phrase :

« Testes sunt Arbertus abbas, Comes Robertus, Durannus
 » de la Mota, Petrus Laurentius, Bernardus Cospel, Ugo de
 » Mauffrac, Petit Cocqs, Petrus Sacramant, Bertrannus de la
 » Sala, Eustorgius de la Mota, Baraton, Gofredus de Moirenc,
 » *Berlio de Turre*, Jocelinus de Morestel, Berlio de la Tars, (?)
 » Aynardus de Favergas, Willelmus de la Porta, Amblardus
 » de Dreu, Othmatus Bollat et ferè omnes milites Arberti
 » testes fuerunt et sunt qui omnes juraverunt quod hoc actio
 » secundum quod definitum est teneatur. »

Justel a non-seulement mentionné le sceau appendu à cet acte, et où est représentée une tour sans avant-mur, mais il en a même fait reproduire le dessin. Valbonnais a passé ce sceau sous silence, quoiqu'il ait cité cet acte, ce qui prouve qu'il le regardait comme authentique, et il a dit dans l'article de Berlion de la Tour, seigneur de Vinay, à propos d'un titre de 1236 : « On voit au bas de l'acte les armes de la maison de la Tour, qui sont une tour avec son avant-mur, semblables à celles qui paraissent dans *tous les sceaux* qui nous restent de la branche aînée de cette maison. » Puisqu'il citait le testament de 1190 où la tour n'a pas d'avant-mur, il y a là contradiction. (1)

Mais nous voulons seulement, en rappelant la phrase omise par Valbonnais, insister sur ce fait que Berlion de la Tour, frère d'Albert, était témoin de cet acte fait au moment de son départ pour la Terre-Sainte : acte où il était ordonné qu'Albert aurait pour héritiers, ses fils, puis ses filles et par conséquent son frère à leur défaut seulement. Ce testament est donc une preuve manifeste du droit des femmes à la succession paternelle.

On trouve des exemples de filles héritières dans les maisons de Beauvoir, de Moirenc, de Virieu, de Sassenage, de Maubec, etc., etc., et l'étude de leur généalogie prouve que non-seulement les fiefs du pays Viennois étaient successibles égale-

(1) VALB., éd. de 1722, *Généal. de la maison de la Tour-du-Pin*, pp. 162, 172, 182.

ment aux femelles et aux mâles, mais qu'ils étaient même susceptibles de division et sujets aux hypothèques, disponibles et transmissibles en toute liberté, sans que les agnats ou le suzerain pussent s'en plaindre. Ils étaient même transmissibles à un étranger, le mot *haeres* employé dans l'investiture, s'appliquant à l'hoir quelconque testamentaire ou *ab intestat*, quoique ne faisant pas partie de l'agnation du premier investi.

Dans le Dauphiné, spécialement vers 1340, la loi Salique n'était pas reçue et quand les filles se trouvaient exclues de la succession, ce n'était qu'en vertu des fidéicommiss contenus dans les testaments de leurs pères ou aïeux, ce moyen étant le seul que les seigneurs pussent employer pour perpétuer leur héritage universel à leur descendance.

On remarque de grandes différences à cet égard, entre les événements qui s'accomplirent en Savoie et en Dauphiné. Mais elles tinrent beaucoup plus à l'empire des circonstances qu'à la force d'un droit reconnu. En Savoie, les états généraux étaient souverains juges de la loi de succession, (1) et le soin qu'ils eurent de choisir toujours un chef habile en dehors du droit héréditaire, mais dans le sein de la même famille, sauva l'autonomie de leur pays. C'est que « les états généraux étaient le prince-né, attirant à soi la puissance suprême dès que le prince était mort, jugeant les successions contentieuses entre les divers prétendants, nationaux ou étrangers, sans appel ni recours pour le bien public. » (2) L'élection du comte Pierre en 1263, celle du comte Philippe en 1269 en sont des exemples. Celle du comte Amédée V, en 1285, en est un plus frappant encore ; étant dans toute la vigueur de l'âge, associé depuis plusieurs années aux soins du gouvernement, il fut préféré au fils de Thomas, son frère aîné, Philippe de Savoie, qui n'était encore qu'un enfant et qui n'eut que le comté de Piémont, de manière

(1) DAL POZZO, *Essai sur les assemblées*, I, 173. — MULLER, *Hist. des Suisses*, III, chap. XVI.

(2) EMM. TESAURO, *Origini delle guerre civili del Piemonte*.

que, bien qu'étant le chef de sa maison, il ne fut que le vassal de son puiné. Plus tard, en 1329, la succession du comte Édouard se trouva en litige entre Jeanne de Savoie, fille de ce prince, mariée au duc de Bretagne, et Aymon de Savoie, chanoine de Lyon, frère puiné d'Édouard. Les états généraux l'adjugèrent aussitôt à Aymon et répondirent aux ambassadeurs Bretons : « La coustume de la comté de Savoye n'a pas ufance » de choir en quenouille tant qu'on puisse trouver aucun hoir » masle *quel qu'il soit*. Ores donc il nous reste le feigneur » Aymon de Savoye, Philippe, prince de la Morée, et encore » Loys, feigneur de Vaud ; si ces trois s'en alloient sans en- » fants légitimes, nous prendrions assurément Madame mieux » que nulle autre, ains luy direz-vous qu'elle nous pardonne si » nous ne faisons pas ce que vous demandez pour elle ; car de » droit nous ne le pouvons faire. (1) »

Cette grave question venait alors d'être jugée en France à la mort de Louis X (1316), à celle de Philippe V (1321) et à celle de Charles-le-Bel (1328). Mais partout ailleurs les femmes régnaient quand le droit héréditaire les appelait au trône, et il s'en faut que ce fût au détriment de leurs états. M. Albert du Boys a rendu un juste hommage à cet esprit de gouvernement chez les femmes, en ce qui concerne le Dauphiné.

Dans ce pays, les États ne paraissent pas avoir agi directement sur la succession delphinale ; car il y a très loin de la décision souveraine prise par ceux de la Savoie en pareil cas, à la reconnaissance demandée et exigée par le nouveau prince qui succédait à la précédente dynastie des Dauphins.

Humbert I^{er} de la Tour, baron de la Tour-du-Pin et de Coligny, cousin issu de germain d'Aynard II de la Tour, seigneur de Vinay et coseigneur de la Tour-du-Pin, n'était devenu souverain du Dauphiné que par suite de son mariage avec Anne

(1) CHAMPIER, *Chroniques*, 80. — CAPRÉ DE MÉGÈVE, *Traité hist. de la ch. des comptes*, II^e partie, chap. V, 182.

Dauphine, et de la mort du Dauphin Jean I^{er}, dernier prince de la dynastie de Bourgogne. En l'an 1305, il voulut que la terre de la Tour, son état héréditaire, ne formât plus qu'un corps avec le Dauphiné de Viennois et que ces pays ne fussent plus qu'une même souveraineté : ce que l'empereur autorisa et confirma par lettres spéciales en leur accordant les mêmes privilèges. Il n'y a donc pas lieu, à partir de cette date, d'établir une distinction entre la terre de la Tour et le Dauphiné, dès lors indissolublement unis.

Guigues VIII, son petit-fils, mourut sans enfants et Humbert II, frère et successeur de ce prince, perdit André son fils unique, dans les premiers jours d'octobre de l'année 1335. Humbert qui était né en 1312, n'avait donc alors que 23 ans. L'histoire nous apprend d'ailleurs qu'il eut plusieurs enfants naturels ; néanmoins, se voyant le dernier descendant mâle d'Humbert I^{er} et d'Anne Dauphine, il pensa presque aussitôt à assurer sa succession, comme s'il craignait de n'avoir plus de postérité désormais. Ce n'est pas qu'il manquât de proches parents, car il avait pour le moins une trentaine de cousins germains ou cousines germaines, petits-enfants de Humbert I^{er} de la Tour et d'Anne Dauphine.

C'étaient : 1^o Raymond de Baux, prince d'Orange ; ses frères Guillaume, Guigonnet, Bertrand, Jean, ses sœurs Tiburge, Éléonore, Annette et Catherine d'Orange, enfants d'Anne de Viennois, sa *cousine germaine*, princesse d'Orange, morte en 1344.

2^o Jean, Hugues, Louis et Jacques de Châlon, enfants de sa tante Béatrix de Viennois et d'Hugues de Châlon, sire d'Arlay. Cette princesse mourut en 1347.

3^o Guy VII, comte de Forez, marié à Jeanne de Bourbon, Renaud de Forez, marié à Marguerite de Savoie-Achaye, Jeanne de Forez, mariée à Aymar de Roussillon, enfants de sa tante Alix de Viennois et de Jean comte de Forez.

4^o Thomas, marquis de Saluces, marié à Richarde Visconti, fils de sa tante Marguerite de Viennois et de Frédéric de Saluces.

5° Jacques de Savoie, prince d'Achaïe et comte de Piémont, marié à Béatrix d'Este-Ferrare, puis à Sibylle de Baux, puis à Marguerite de Beaujeu ; Amédée de Savoie, évêque de Maurienne et de Lausanne ; Thomas de Savoie, évêque de Turin ; Édouard de Savoie, évêque de Belley et archevêque de Tarentaise ; Aymon de Savoie, seigneur de Villefranche, marié à Mencie de Ceva ; Isabelle de Savoie, mariée à Jean, comte de la Chambre ; Alix de Savoie, mariée à Manfred, marquis de Savone, del Carretto et de Finale, puis au baron d'Urtières ; Léonore de Savoie, mariée à Manfred de Saluces, marquis de Cardé ; Jeanne de Savoie, mariée à Amédée de Poitiers de Valentinois, seigneur de Saint-Vallier ; Béatrix de Savoie, mariée à Humbert de Thoyre, sire de Villars ; Agnès de Savoie, mariée à Jean de la Chambre, vicomte de Maurienne ; tous enfants de Catherine de Viennois, *tante* du Dauphin Humbert II et de Philippe de Savoie, comte de Piémont et prince d'Achaïe et de Morée.

Ces nombreux parents d'Humbert II étaient comme lui, les petits-enfants de Humbert I^{er} baron de la Tour, et d'Anne Dauphine ; ils étaient donc ses héritiers naturels en suivant l'ordre de primogéniture que nous avouons ne pas connaître ; car les historiens ne nous ont pas appris les dates de naissance des enfants d'Humbert I^{er}. Il y a lieu de noter ici l'erreur commise par le P. Anselme quand il dit (1) que Jean de Châlon et sa mère étaient les héritiers les plus proches d'Humbert II et *les seuls rejetons des Dauphins de la maison de la Tour* ; car cette rapide énumération démontre qu'il y en avait d'autres au même degré et en grand nombre. Mais ce qui étonne bien davantage, c'est que cette phrase du P. Anselme est tirée textuellement de Valbonnais (éd. de 1722, t. I, p. 332), qui ajoute : « le degré de proximité où ils se trouvaient avec ce prince, leur offrait un titre légitime sur sa succession. » On pourrait déduire de là que Béatrix de Viennois, mère de Jean de Châlon, était la fille

(1) *Hist. des Pairs de France, etc., etc.*, II, 21.

ainée du Dauphin Humbert I^{er}; mais Valbonnais, en mentionnant les enfants de ce prince (I, 170), place deux de ses sœurs avant elle. D'ailleurs il semble que les droits d'Anne de Viennois princesse d'Orange issue d'un fils d'Humbert I^{er} devaient primer ceux des princes issus de ses filles.

Quoi qu'il en soit, la conclusion est qu'Humbert II, bien loin de manquer de parents de son sang, *nous voulons dire du sang des Dauphins*, en avait un grand nombre et que cette raison même était la cause des soucis que lui donnait la pensée de sa propre succession. Il prévoyait les tristes conséquences que la rivalité, l'ambition, la jalousie de tous ces princes pourraient avoir pour ses états et ses sujets, et il n'en voyait pas parmi eux d'assez puissants pour s'imposer aux autres, sauf peut-être les princes d'Achaïe, aînés mais vassaux des comtes de Savoie, et il est probable qu'il n'admettait pas l'idée que des princes de cette maison, la rivale séculaire des Dauphins de Viennois, pussent jamais venir leur succéder.

Humbert II avait d'autre part, des parents de son nom, les seigneurs de Vinay, qui étaient coseigneurs de la Tour-du-Pin et possesseurs de terres considérables dans le Viennois et le Graisivaudan. Le chef de cette branche, Aynard III de la Tour, était déjà un chevalier de renom à cette époque et jouissait d'une grande faveur à la cour delphinale ainsi que les commandeurs et les châtelains, ses oncles et ses cousins, continuellement investis des charges les plus importantes par les Dauphins, depuis de longues années. Mais la branche de Vinay, issue de Berlion de la Tour frère puîné d'Albert II le testateur de 1190, ne descendait pas des Dauphins et n'avait aucun droit à hériter de leurs états ni de leurs biens. Si la succession de leur parent Humbert II avait été réglée selon l'ordre naturel, elle aurait passé aux enfants de ses oncles et tantes ; un prince d'Orange ou un prince de Piémont, un comte de Forez ou un marquis de Saluces, ou un comte de Châlon seraient devenus la tige d'une quatrième dynastie de Dauphins, et cela en vertu de l'hérédité par les femmes, comme André de Bourgogne était devenu la tige de la deuxième et Humbert de

la Tour, celle de la troisième. La branche des sires de Vinay et à plus forte raison toutes les autres branches, fort nombreuses alors, de la maison de la Tour, n'avaient rien à prétendre dans une succession qui était particulière à une seule, celle qui avait hérité des Dauphins.

Il est vrai que s'ils ne descendaient pas d'Anne Dauphine, les sires de Vinay étaient issus en ligne directe d'Albert I^{er}, baron de la Tour-du-Pin, ainsi que le président de Valbonnais l'a démontré. Il semble donc qu'Aynard III aurait pu prétendre à l'hérédité de cette terre dont il était coseigneur avec le Dauphin, et que ce prince en bon parent, aurait pu lui en léguer quelque partie, de manière à augmenter la puissance de cette branche quand elle deviendrait l'ainée de sa maison. L'historien Mézeray prétend qu'Humbert n'avait nulle affection pour ses parents; (1) il n'y a cependant aucune raison de le supposer quand on voit les Dauphins cautionner leurs dots, les appeler à leurs traités, à leurs testaments, les investir des premières charges, les qualifier constamment de cousins, les emmener avec eux dans leurs guerres, etc., etc..... Si le jeune Guigues VIII allait se couvrir de gloire à la bataille de Cassel, l'histoire nous apprend que le jeune Aynard de la Tour y commandait la *douzième bannière* de son armée, les onze autres étant sous les ordres d'Albert de Sassenage, d'Aymar de Bressieu, de Guigues de Morges, de Guillaume de Tournon, d'Aymar de Poitiers, de Pierre de Vesc, de Guigues Alleman de Valbonnais, de Jean Aynard, d'Antoine d'Hostun, d'Aymon de Maubec et de Gauthier de Briançon de Varces. (2) Si le dernier Dauphin Humbert II rêvait d'aller cueillir des lauriers dans l'Asie-Mineure à la tête de la flotte et de l'armée chrétiennes, Aynard de la Tour l'y accompagnait à Nègrepont, à Smyrne, à Rhodes et revenait avec lui par Milan où il assistait au traité conclu avec les

(1) MÉZERAY, *Hist. de France*, 1643, t. I^{er}, 799-800, et 1667, t. II, 551.

(2) GUY ALLARD, *Dict. hist.*, I, 503.

Visconti et les marquis de Montferrat et de Saluces. (1) Il n'y a rien de sérieux dans la supposition faite par Mézeray.

Il semble que le Dauphin et le Sire de Vinay avaient jugé la question tout autrement; car le Dauphin qui trouva à propos de *désintéresser* Jean de Châlon et sa mère pour que leur opposition n'entravât pas ses projets, ne crut pas devoir agir de même envers Aynard, et l'histoire nous montre ce dernier parmi les *magnifiques, puissants et nobles seigneurs* qui, dès le 31 juillet 1343, s'empressèrent de prêter serment de fidélité au futur successeur du Dauphin Humbert : serment que prêta de même son oncle Pierre de la Tour, (2) représenté par Guigues de la Tour, son fils, qui vint recevoir de nouveau en son nom l'investiture de la châtellenie d'Oulx. (3)

Tout le monde sait que le dauphin Humbert, après de longues hésitations, finit par donner et remettre ses états à Charles de France, fils de Jean Duc de Normandie et petit-fils du roi Philippe VI de Valois : que Charles traita par la suite Aynard de la Tour, sire de Vinay, avec une haute considération, l'employa comme chevalier banneret dans ses guerres et comme conseiller en son hôtel, et lui confia souvent des missions importantes. (4)

On sait également quelles raisons Humbert donna du choix qu'il avait fait de ce jeune prince : la nécessité d'assurer la

(1) VALB., II, 564. On remarque que les deux premiers témoins de cet acte, cités même avant le chancelier de Dauphiné, sont les nobles et magnifiques seigneurs Hugues de Genève, sire d'Anthon, et Aynard de la Tour, sire de Vinay.

(2) Titre original parchemin de 1350, aux archives de la famille dont le fac-simile a été publié en 1881. (Annexes aux tableaux généalogiques de la maison de la Tour-du-Pin.

(3) VALB., II, 462. — Valbonnais a négligé de dire qui était ce Pierre de la Tour, déjà mentionné par lui comme châtelain de Séderon en 1342. (I, 52.)

(4) Il y a aux archives nationales plusieurs titres importants, dont quelques-uns scellés, qui concernent Aynard de la Tour, seigneur de Vinay.

concorde, la paix et le bonheur futur de ses sujets, celle de prévenir les guerres civiles résultant de sa mort sans enfants ; celle de maintenir leur prospérité et *leur unité*. Il ajoutait un autre motif tiré de la très proche parenté qu'il avait de plusieurs côtés avec la maison royale ; mais nous ne nous y arrêtons pas, puisqu'il avait une foule d'autres parents ; et nous constatons seulement que s'il avait choisi le jeune Charles encore enfant, c'était en invoquant pour lui et pour le Dauphiné, la protection du Roi, le seul prince assez puissant, pensait-il, pour assurer la paix dans ses états.

Mais il faut croire qu'Humbert eut de plus sérieux motifs que celui de la phraséologie banale si souvent employée dans les actes du moyen âge, quand il se plut dans plusieurs circonstances à appeler Charles *son fils adoptif*, de même que Charles l'appelait *son très cher père* : ce qui est prouvé par beaucoup d'actes de la Chambre des Comptes dont un ou deux seulement ont été cités par Valbonnais. Il nous paraît évident que son intention en adoptant cet enfant de France, était de couper court aux prétentions et aux revendications de tous ses héritiers naturels légitimes. Peut-être aussi, comme le Dauphiné relevait nominalement de l'Empire, jugeait-il cette précaution utile pour ne pas froisser la juste susceptibilité du puissant suzerain à qui très probablement il n'avait pas demandé son consentement dans cette circonstance : car il était évident que par suite de cette cession, le Dauphiné deviendrait tôt ou tard partie intégrante de la monarchie française et que les limites de l'Empire se trouveraient ainsi transportées des bords du Rhône et de la Saône aux sommets des Alpes.

Mais ces considérations sortent du cadre étroit de cette étude. Nous avons voulu seulement prouver qu'Humbert II, héritier des Dauphins de Viennois, avait de nombreux parents, tous ses cousins germains, issus comme lui d'Humbert I^{er} et d'Anne Dauphine ; que c'est à eux qu'il appartenait, suivant toutes les lois établies, de lui succéder ; que s'il adopta un prince de sa famille maternelle préférablement à eux tous, ce ne fut que par

suite de différentes considérations politiques ; enfin que les seigneurs de Vinay, aînés après lui de la maison de la Tour-du-Pin, n'avaient aucun droit à sa succession. C'est ce qu'ils prouvèrent eux-mêmes en prêtant serment de fidélité à son successeur et en le servant ensuite, comme ils l'ont toujours fait depuis, avec *courage et loyauté*.

COMTE DE LA TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE.

(A continuer.)



LE DAUPHIN HUMBERT II

ET LA

Ville de Romans.

Sous le dauphin Humbert II, le Dauphiné atteignit son apogée d'extension, de puissance et de prospérité. Ce fut aussi pour la ville de Romans une époque bien mémorable : celle pendant laquelle elle joua un certain rôle politique, fut réunie au Dauphiné, ensuite à la France, et perdit son autonomie et son indépendance.

A ces motifs intéressants doivent être attribués les nombreux écrits spécialement consacrés à cette partie de l'histoire de ce pays. Voici, par ordre alphabétique, l'énumération des ouvrages dont le dauphin Humbert II et la ville de Romans ont été l'objet principal ou accessoire.

I. — ALLARD GUY. *Hist. d'Humbert II, dauphin de Viennois*. Verdier, petit in-12 de 110 pp. 1688.

II. — BALUZE. *Vitæ pap. Avenien*. 1693. I — 290.

III. — BARGINET. *Humbert II et les Dauphins français*. Poème. Grenoble, in-8°, 1817.

IV. — BARJAVEL. *Biographie de Vaucluse*. 1841. I — 74.

V. — BERRIAT ST-PRIX. Dans le *Magas. Encyclop.* 1801. XLII — 297.

VI. — CHAPUIS-MONTLAVILLE. *Hist. du Dauphiné*. 1827.

VII. — COSTE HILARION. *Les éloges de nos roys et des enfans de France qui ont esté daufins de Viennois*. Paris. in-4° 1648.

VIII. — DOCHIER J.-Bapt. *Mémoire sur la ville de Romans*. in-8°. 1812. Valence, Marc-Aurel.

IX. — FABRICIUS. *B. M. Cl.* 1735. III — 898.

X. — GACOGNE, Alph. Dans la *Revue du Lyonnais*. 1858. — 29.

XI. — GIRAUD, P.-E. *Essai hist. sur le Chapitre de St-Barnard et sur la ville de Romans*. Lyon. Louis Perrin. 1865. T. II.

XII. — GUIFFREY. *Hist. de la réunion du Dauphiné à la France*. Paris, 1868, et compte-rendu de cet ouvrage dans la *Revue critique*, par V. G^r. n° du 28 novembre.

XIII. — GAYA. *Hist. générale du Dauphiné de Viennois*. Paris, in-12. 1683.

XIV. — LELONG. *Bibliothèque française*. 1771. III. — 37947.

XV. — LEQUIEN DE LA NEUVILLE. *Hist. des Dauphins de Viennois, d'Auvergne et de France*. Paris, 1760. — 2 vol. in-12.

XVI. — PILATI HUMBERT. *Memorabilia*.

XVII. — QUETIF ECHARD. *Script. Prædic.* 1719. I — 641.

XVIII. — ROCHAS. *Biographie du Dauphiné*. — t. II, p. 289 et suiv.

XIX. — STRUVE. *Bibliothèque historique*. X. I. — 32.

XX. — TAULIER. *Hist. de Dauphiné*. in-8°. Grenoble. 1855.

XXI. — TEXTE. Dans le *Journal de Verdun*. 1745. oct. — 251.

XXII. — THOMASSIN. *Registre delphinal*, ms. Bibliot. de Grenoble, et *Designatio dignitatum... a domino Delphin.* Vienn.

XXIII. — TOURON. *Hom. illust. Dominic.* 1745. II — 395.

XXIV. — *Transact. d'Imbert dauphin, avec les communes de la principauté de Briançon...* 1646.

XXV. — TRICAUD. *Hist. des Dauphins françois.* in-12. Paris. 1713.

XXVI. — VALBONNAIS. *Mém. pour servir à l'hist. du Dauphiné*, in-f° Paris. 1711. — *Généalogie de la maison de la Tour-du-Pin, justifiée par titres.* Paris. in-f°. 1717. — *Hist. de Dauphiné et des princes qui ont porté le nom de Dauphin...* in-f°. Genève, 1722. — *Hist. abrégée de la donation du Dauphiné*, trouvée dans les papiers de l'abbé de Longuerue. in-12. Genève. 1769. — *Lettre écrite à M. l'abbé de Vertot par M. de Valbonnais*, insérée dans la continuation des *Mém. de littérature de P. Desmolets*. T. VI, p. 149.

Une erreur, trop fréquente et générale pour ne pas être inconsciente, est celle que commettent bien des historiens et des biographes, en confondant les mœurs et les idées des temps anciens avec celles de leur époque, et en jugeant la foi profonde du moyen âge d'après le scepticisme léger de notre siècle : Enfin, pour ceux qui trouvent tout mauvais avant 1789, hommes et choses, rétablir des textes supprimés ou mutilés est une trahison, réhabiliter un personnage défiguré est un paradoxe.

La postérité, qui devrait être impartiale, trouve des préjugés établis et des partis-pris difficiles à modifier, parce que, comme le remarque Montesquieu : « Il y a des choses que tout le monde dit, parcequ'elles ont été dites une fois. » Aux appréciations passionnées sur le caractère du dauphin Humbert II de l'abbé de Vertot, (1) répétées et même amplifiées par quelques auteurs contemporains, nous préférons le jugement motivé de l'impartial et savant Valbonnais, à qui l'érudition et le grand âge donnaient une force d'intuition pour juger sainement les personnes et les choses anciennes. Cet historien avait entre les mains les titres et les documents authentiques qui réduisent à sa juste valeur cette fantaisiste déclamation qui fait de Humbert II un pacha de comédie, un *schaabaham* dauphinois.

Malgré une imagination vive et inquiète, apanage ordinaire des personnes destinées, par une sorte de rançon, à une mort prématurée, Humbert II, sans être à l'abri de tout reproche, fut un prince remarquable pour son époque. Il a été, chose rare en tout temps, aimé et regretté de ses sujets, bien conseillé et bien servi. Il sut dans les affaires montrer de l'adresse et de la patience, de la loyauté et de la résolution. Il réussit généralement dans ses entreprises. Il se rendit maître des villes de Vienne et de Romans, malgré l'excommunication de l'archevêque (2) et celle du pape,

(1) Dans son *Histoire des Chevaliers de St-Jean de Jérusalem*, l'abbé de Vertot, que la lettre si judicieuse de Valbonnais n'éclaira pas (son siège était fait), a été bien jugé par M. Villemain, qui a dit de lui que de son temps « c'était une tradition et une habitude non seulement de taire et d'altérer certains faits... mais de falsifier la couleur générale des événements et des choses par respect pour les temps présents. » Il n'y a pas de pire historien, a dit M. Léon Gautier, que celui qui ramène tout à l'époque où il vit.

(2) Bertrand de la Chapelle, 80^e archevêque de Vienne, abbé de St-Barnard de Romans du 19 décembre 1327 à 1352. — Il fut incarcéré dans le château de Clérieu par le seigneur de St-Vallier.

et conquit le bourg de Miribel (1) malgré le comte de Savoie. On s'est moqué de la croisade dont il fut le chef : c'est cependant la seule expédition d'outre-mer qui, après un succès honorable pour les armes chrétiennes, se soit terminée sans désastre. On lui a reproché sa vanité, une religion timorée et sa prodigalité en faveur des couvents. Mais alors la religion était la règle de la conscience humaine, la base de l'ordre social et le mot de *chrétienté* était synonyme de monde civilisé. On semble vouloir dire que s'il avait eu des sentiments et des principes différents et eût gouverné conformément aux idées aujourd'hui dominantes, il passerait maintenant pour un prince philosophe, un grand homme en avance de plusieurs siècles sur son époque.

Le dauphin Humbert II affranchit ses peuples du servage, de la main morte et des guerres particulières et même, par un sentiment d'humanité, des joutes et des tournois. Il accorda des chartes de libertés aux communes et des bienfaits aux établissements charitables. Il créa le conseil Delphinal, (2) réorganisa l'université de Grenoble. (3)

(1) La terre de Miribel en Bresse appartenait au sire de Beaujeu. Le bourg fut pris d'emblée le 6 avril 1348. La plupart des habitants se réfugièrent dans le château qui capitula quinze jours après. On convint d'une trêve jusqu'à la Toussaint. On a vivement discuté au siècle dernier la question de savoir si le Dauphin était de sa personne présent à ce siège ou s'il y était seulement représenté par ses lieutenants et avait continué à résider à Beauvoir. C'est le refus de rendre cette seigneurie qui causa, comme on le verra, la rupture du projet de mariage du Dauphin et de Blanche de Savoie.

(2) Ce conseil fut d'abord établi à Saint-Marcellin, le 22 février 1337, pour l'administration de la justice, et composé de sept juges, puis transféré à Beauvoir, résidence du Dauphin, enfin à Grenoble, où il fut plus tard constitué par Louis XI en parlement. « La supériorité du Conseil delphinal mit « tout le Dauphiné sous une même loi. » (VALBONNAIS).

(3) Créée en juillet 1339, incorporée en 1462 à celle de Valence, qui datait seulement de 1452. A l'occasion de cette fondation, Chorier (*Hist. de Dau-*

Il introduisit de sages réformes dans la justice en la rendant supérieure à celle des seigneurs, dans l'administration des finances et dans la fabrication des monnaies, et quoique avec des goûts de grandeur qu'il avait contractés dans les cours de Hongrie et de Naples, il mit un ordre parfait dans l'intendance de sa maison. (1)

Après avoir refusé le titre de roi que lui fit offrir l'empereur Louis de Bavière (2) par son ambassadeur (3) et

phind, t. II, p. 288,) fait la réflexion suivante : « Le froid est ennemi des » fonctions de l'esprit. Afin que le bois ne manquât point aux étudiants, il (le » Dauphin) fit détruire tous les martinets et tous les fournaux servant à la » fonte de l'acier, à trois lieues aux environs de cette ville (de Grenoble) et » défendit absolument d'y en faire de nouveau. Ils sont, dit-il dans sa lettre, » des abîmes de bois, qui les détruit et les extermine. »

Ainsi, par cette sollicitude exagérée, renouvelée en 1346, ce bon prince ruinait une importante industrie afin de permettre à quelques jeunes gens de se chauffer à bon marché, ne se doutant pas que si des étudiants devaient un jour ruiner leur parents, ce ne serait point par de trop grands achats de bois à brûler.

(1) Par son ordonnance du mois d'avril 1340, Humbert II organisa sa maison et celle de la Dauphine, et en divisa le service entre une vingtaine d'offices dont il repartit les attributions par une réglementation très minutieuse, laquelle, paraît-il, n'empêcha pas, sinon le gaspillage, du moins, la profusion ou le manque de modération dans la dépense. Plus tard, il réduisit la dépense de sa maison et de celle de sa femme aux revenus de quinze terres.

(2) Fils de Louis, comte Palatin du Rhin, et de Mathilde d'Autriche, fut élu roi des Romains à Francfort, au mois d'octobre 1314. Il prit la couronne impériale à Aix-la-Chapelle le jour des Rois, en 1315, dans le temps qu'on faisait la même cérémonie à Rome pour son compétiteur Frédéric III. Il fut excommunié par le Pape et ne put se faire absoudre. Il mourut le 11 octobre 1347.

(3) Louis, comte d'Ottenghen, ambassadeur de l'empereur, arriva au château de la Balme le 16 avril 1335 pour donner, au nom de son maître, au Dauphin, en fief de l'empire, le royaume de Vienne, offrant de lui fournir des titres pour la preuve du droit et des forces pour les appuyer. Mais Humbert refusa pour ne pas se brouiller avec le Pape.

qu'ensuite Edouard III, roi d'Angleterre (1) sollicita pour lui. Il céda au puissant roi de France ses Etats (2) qu'il mit ainsi à l'abri d'un morcellement et auxquels il assura plusieurs siècles d'illustration et de prospérité. Son dernier acte politique, avant son abdication, fut un souvenir durable de son affection pour son peuple, c'est-à-dire la promulgation de la charte municipale connue sous le nom de *Statut delphinal*. (3)

La dynastie des Dauphins de Viennois a produit trois races : celles d'Albon, de Bourgogne et de la Tour-du-Pin.

Anne, fille de Guigues VII et de Béatrix de Savoie, succéda, en 1270, au dauphin Jean, son frère, qui l'avait instituée son héritière. Elle épousa, en 1273, Humbert de

(1) Né en 1315, mis sur le trône par les intrigues de sa mère en 1327, se qualifia de roi de France, d'Angleterre et d'Irlande. Il remporta les célèbres victoires de Créci en 1346 et de Poitiers en 1357, mais il fut moins heureux sur la fin de ses jours, il mourut en 1377. En sollicitant pour le Dauphin le titre de roi, il avait sans doute pour but, non d'être agréable à un prince avec qui il n'avait aucune relation, mais de créer un rival au roi de France.

(2) Dans son *Histoire de la réunion du Dauphiné à la France* M. Guiffrey dit que « cette réunion fut un vrai contrat de vente puisqu'il y eut acheteur, vendeur, objet vendu et prix, » mais il semble que la donation d'une province comme le Dauphiné était un assez beau cadeau pour valoir une compensation, dont la moindre était le paiement des créanciers du Souverain qui représentait alors l'Etat et une rente viagère pour le démissionnaire. La cession était naturellement faite *cum honoribus et oneribus*, avec les charges, clauses et conditions imposées par le donateur. N'a-t-on pas vu de nos jours des provinces grevées d'une part proportionnelle de la dette des Etats dont elles avaient été détachées.

(3) Le même M. Guiffrey remarque « qu'un droit d'équité très rare, même » au XIV^e siècle, présida à cette tentative de codification : le dernier article » surtout, ordonne aux nobles d'accorder à leurs hommes et sujets les privilèges et libertés dont ils jouissaient eux-mêmes, sous peine de s'en voir privés, paraît mériter d'être cité comme une preuve de la sagesse et de la justice » qui présidaient à la rédaction de ce recueil. »

la Tour-du-Pin, qui se retira dans la Chartreuse du Val de Sainte-Marie où il décéda en 1306, laissant un fils Jean II, qui épousa Béatrix de Hongrie (1) et mourut au Pont-de-Sorgues le 5 mars 1319; Guigues VIII, âgé de huit ans, lui succéda sous la tutelle de Henri, baron de Montauban. Il fut marié avec Isabelle de France en 1323, et fut blessé mortellement, le 23 juillet 1333, au siège du château de la Perrière. Son frère et successeur, né en 1312, était alors à Naples où il avait épousé, dans le mois de juillet 1332, Marie des Baux, fille de Bertrand et de Béatrix, sœur du roi de Naples et tante de la mère du Dauphin. Le comté d'Andrie, dans le royaume de Naples, fut la dot de Marie, en outre, par lettres du 26 juillet, Robert, roi de Sicile, fils de Béatrix d'Anjou, assigna à Humbert, à sa femme et à leurs descendants, en considération de ce mariage, une rente annuelle de mille onces d'or (85,000 fr.).(2)

(1) Béatrix, née en 1285, était fille de Charles Martel, roi de Hongrie, et de Clémence de Habsbourg. Elle avait une sœur puînée, nommée comme sa mère Clémence, qui fut la seconde femme du roi de France, Louis X le Hutin, marié en premières nocces à cette Marguerite de Bourgogne, dont les crimes, vrais ou supposés, ont donné naissance à la lugubre légende de la *Tour de Nesle*. Béatrix après la mort de son mari, quitta le monde et devint abbesse du Val de Bressieu. Elle résigna cette dignité et se retira dans l'abbaye des Ayes pour y vivre en simple religieuse. Enfin son fils, le dauphin Humbert, ayant fondé à son intention, le 25 octobre 1349, l'abbaye de St-Just de Claix, elle y entra et y décéda en 1354. Ses restes furent transportés en 1680 à Romans, où ils sont encore dans la chapelle de la communauté du Saint-Sacrement.

(2) Par acte solennel, en date du 26 mars 1342, Humbert II donna à sa femme, Marie des Baux, les châteaux et terres de Champsaur, d'Oisans, de Vizille, de Montbonnot, de Trièves, de Montfort et de Montfleury. Cette princesse possédait en outre les revenus du comté d'Andrie qui étaient de 7,000 florins. Par son testament fait à Rhodes, son mari lui avait de plus donné la moitié de la juridiction sur la ville de Romans et la jouissance du château-fort

Humbert n'était que baron de Faucigny en partant pour la Hongrie en 1330. Il avait donné une procuration générale à Béatrix de Viennois, sœur du dauphin Jean, à laquelle plusieurs seigneurs furent adjoints. Ces pouvoirs furent renouvelés par une lettre datée de Naples, le 8 septembre 1333.

Après la mort de son frère, Humbert, devenu Dauphin, s'embarqua à Naples avec sa femme et son enfant le 15 octobre. Il mouilla à Gênes puis à Nice et arriva à Marseille le 21 novembre. Il trouva à Avignon Béatrix de Viennois et plusieurs seigneurs dauphinois qui attendaient son arrivée. De là, il se rendit à Beauvoir et enfin à Grenoble, où il fut reconnu par la noblesse et par le peuple pour légitime successeur de Guigues, son frère.

Aussitôt en possession du gouvernement du Dauphiné, Humbert, d'un caractère pacifique, s'occupa de rechercher l'amitié de son plus redoutable voisin. Il fit un traité de paix avec le comte de Savoie le 7 mai 1334, à des conditions honorables, qui furent confirmées dans une conférence tenue à Lesseins, le 18 octobre 1337, et terminées le 9 septembre de la même année dans une entrevue avec le comte à Chatonay, près de Vienne.

Il obligea le comte de Valentinois à lui rendre hommage lige de toutes ses terres dépendantes du comté de Valentinois et de Diois. Il obtint le même devoir féodal d'Aymar, seigneur de Clermont, du prince d'Orange et d'Henri Bé-

qu'il y faisait alors construire. Elle mourut vers la fin du mois de mars 1347, dans cette même ile de Rhodes. Son corps fut mis en dépôt dans une église et son époux donna par son dernier testament une somme de 5,000 florins d'or aux Cordeliers de Marseille, pour faire transporter les restes de la Dauphine, les inhumer dans leur église et lui élever un tombeau.

renger, il termina la guerre qui existait depuis plusieurs années entre les Alleman et les Aynard. Il réconcilia Aynard de la Tour, seigneur de Vinay, et Odebert de Châteauneuf, etc..

Les Dauphins possédant d'immenses terres autour de Romans, (1) firent constamment des efforts pour exercer dans cette ville une autorité qui n'avait d'autre droit que celui de la force. Ainsi, en 1134, les Romains ayant pris parti pour leur archevêque dans sa querelle avec Guigues, dauphin, ce dernier emporta la ville de vive force, la saccagea et incendia l'église. En 1160, il s'opposa à la clôture de Romans et ne permit, l'année suivante, cette construction que grâce à la médiation de l'archevêque de Vienne. En 1288, Humbert 1^{er} obligea les habitants des faubourgs de Chapelier, de Sainte-Foy et de Pailheray, alors hors des murs, de se placer sous sa sauvegarde et protection,

(1) Au commencement du XIV^e siècle, la ville de Romans était une sorte de seigneurie allodiale, dont le territoire ne dépassait pas les fossés de ses remparts. Au spirituel, elle possédait la *liberté romaine*, c'est-à-dire qu'elle était sous la protection immédiate du Saint-Siège, auquel elle payait annuellement le cens d'un sétier d'amandes. La juridiction civile était répartie, conformément aux *Statuts*, entre l'archevêque de Vienne, abbé de Saint-Barnard, dont les pouvoirs n'étaient guère plus qu'honorifiques, et le chapitre de l'église, qui avait à sa tête un Sacristain. Ce corps puissant, composé de quinze chanoines, se partageait les dignités ecclésiastiques, telles que maître de chœur, grand chantre, précenteur, clavier, et les principales fonctions civiles comme courriers, juges de première instance et d'appel. Quant aux habitants, divisés en quatre classes, ils devaient, d'après la charte de 1212, prêter serment de fidélité au Chapitre et être autorisés par les chanoines avant d'élire leurs consuls, voter et lever des impôts et des octrois. Du reste, conformément aux *bonnes coutumes*, ils jouissaient de certains privilèges et franchises pour leur liberté personnelle et pour l'exercice de leurs industries et de leur commerce alors fort prospères. C'est pourquoi ils mirent au fronton de leur hôtel de ville ce vers du poète Ennius :

Moribus antiquis stat res Romana virisque.

moyennant un cens d'une obole d'or ; enfin, en 1314, les mêmes habitants durent prêter hommage au Dauphin. En somme, les anciens Dauphins jouissaient dans Romans de certains droits utiles, qu'ils faisaient exercer par un des vâhiers de leurs châteaux voisins. On voit par le compte que Gilles Copier rendit de sa recette, le 17 juin 1318, que depuis pareil mois de l'année 1313, le tribut sur les *mariages des veuves* avait produit 6 livres 6 sols, et que celui sur les *écuelles de noces* était si minime, qu'il en avait été fait grâce. Ces droits peu productifs et sans juridiction avaient toutefois une importance politique, en donnant aux Dauphins un accès dans une ville dont ils convoitaient la possession.

Guigues VIII, le 23 novembre 1323, se trouvant à Romans, avait reconnu que le château de Pisançon était un bénéfice noble et ancien de l'église de St-Barnard, et déclaré le tenir pour lui et ses descendants de ladite église, ainsi que son père, son aïeul et son grand'oncle l'avaient longtemps possédé. (1) Il prêta l'hommage au Sacristain, dont il reçut le baiser de paix, en présence de nombreux témoins, entre autres de Gaston et Richard de Clérieu. A cet exemple et avec une arrière-pensée politique, Humbert II vint à Romans, mais au lieu d'habiter, comme ses prédécesseurs, le couvent des Cordeliers, (2) il prit son lo-

(1) Humbert de la Tour, devenu par son mariage avec Anne, fille unique de Guigues VII, souverain du Dauphiné, reçut en 1281, du Chapitre de St-Barnard, la maison forte de Pisançon, qui avait été confisquée sur Lambert de Chabeuil. C'est à partir de cette époque que les deux parties de cette terre furent nommées, l'une *parerie dephinale* et l'autre *parerie poitevine*. Après avoir été cédé, en 1296, à la famille de Mévouillon, en paiement de la seigneurie de Visan, le château de Pisançon revint, en 1306, au Dauphin.

(2) Le couvent des Cordeliers ou Frères mineurs, fondé en 1252 par la munificence des seigneurs de St-Vallier, occupait au centre de la ville un vaste

gement dans la maison de Jacques Coyratier. (1) C'est là que les chanoines allèrent chercher ce prince, le 29 avril 1338, et le conduisirent processionnellement et avec les plus grands honneurs (*cum honoribus et virtutibus*) à l'église de St-Barnard, où devant le maître-autel il prêta l'hommage traditionnel et fut ensuite reçu chanoine et installé immédiatement au haut du chœur. (2) Cette dignité, outre qu'elle faisait participer à tous les avantages tempo-

emplacement d'environ sept sétérées (2 hect. 40 ares). Il servait de résidence aux grands personnages de passage à Romans. Il était le siège de nombreuses confréries et le lieu de réunion des assemblées politiques et surtout des Etats de la province. Les notables du pays se faisaient inhumer dans son église, où existaient plusieurs caveaux funéraires. La cour du couvent, très spacieuse, s'étendait du levant au couchant, depuis l'entrée de l'église jusqu'à la montée dite des Cordeliers. C'était un lieu presque public. Elle servait à l'administration de l'Aumône générale pour y faire sa *donne* ; c'est là que fut joué le fameux *Mystère des trois Doms* pendant les fêtes de la Pentecôte de 1509. M. Giraud a publié, en 1848, une brochure très intéressante sur la *composition, la mise en scène et la représentation* de ce drame religieux, dont le manuscrit vient de reparaitre au jour, après une éclipse de près d'un siècle.

Devenu bien national, le couvent des Cordeliers avec son clos fut acquis par la ville le 28 décembre 1790, au prix de 20,000 livres. Le coteau alors planté en vigne a été nivelé et converti en promenade. L'église qui était fort belle, a été démolie en 1802. Aujourd'hui l'ancien claustral des Cordeliers renferme les établissements les plus importants de la ville : la mairie, le tribunal de commerce, la justice de paix, le collège, la salle de spectacle, les bureaux de la poste et du télégraphe.

(1) *Coyratierius*, cuiretlier, tanneur. Il habitait le quartier de la Prèle et probablement la rue des *Chauchères* (des Foulons) où une maison a longtemps offert sur sa façade la sculpture d'un Dauphin. Humbert II, en descendant chez un simple bourgeois où il ne dut pas être logé d'une manière princière, avait pour but de se faire des partisans en se montrant populaire, et de s'entendre plus à son aise avec eux sur ses projets d'établir son autorité dans Romans.

(2) Humbert II fut reçu chanoine de l'église du Puy en Velay, le 9 octobre 1330, comme l'avait été en 1282 Humbert I^{er}. Il obtint plus tard la même dignité dans l'église de Vienne.

rels et spirituels qui y étaient attachés, mettait Humbert II en communauté d'intérêt avec des personnages qui avaient une grande influence sur les populations.

Quelques années plus tard, la nécessité de consolider son autorité par sa présence, obligea le Dauphin de séjourner dans Romans et d'avoir par conséquent une habitation dans cette ville. Alors il fit l'acquisition de deux maisons contiguës, l'une le 9 octobre 1342 de Françoise de Moras, veuve de Guillaume de Chaussenc, au prix de 120 florins d'or, et l'autre de Berton de Maloc. (1) Ces maisons étaient situées en lieu agréable et commode : près de l'église, à l'entrée du pont, entre la rue Pécherie et l'Isère. Tous les actes donnés dans la ville de Romans par Humbert II ont été signés dans la maison qui fut naguère à Berton de Maloc (*in domo Delphini quæ fuit olim Berthonis de Maloco*). Après le départ de Humbert et son abdication, cette habitation fut délaissée et ensuite vendue et morcelée. Une grande partie, après plusieurs reconstructions, a été, en 1865, incorporée à la voie publique, pour élargir les abords du pont et construire un quai auquel par un souvenir un peu tardif, on a donné le nom de *Quai Dauphin*.

Cependant, pour des raisons qu'on ignore, le Dauphin semblait avoir voulu renoncer à son habitation dans la ville, car par le traité de pariage conclu avec le pape, le 31 juillet 1344, ce prince se réserva le droit de faire construire sur un point dominant de la ville, en dedans ou en dehors de l'enceinte, un château-fort (*castrum et fortali-*

(1) Damoiseau. Il passa reconnaissance le 3 avril 1331 au recteur de l'Hôpital de Sainte-Foy pour des maisons situées dans la rue de l'Aumône, et en 1367 pour des terres qu'il avait albergées. Il fut châtelain de Beaumont-Monteux.

cium). Il est question de cette construction à l'art. 86 des privilèges accordés en 1345 aux Romanais (1) et dans le compte des dépenses de la maison de Humbert II pour l'année 1352, où figure une somme de 61 livres, 3 deniers, 3 pictes pour la construction de certains édifices au château de Chapelier, lequel du reste n'a jamais été achevé et a fait place en 1587 à une Citadelle et en 1610 à un couvent de Capucins.

Dans le concordat avec le pape, dont il a été question plus haut, entre autres conditions imposées au Dauphin est celle de faire démolir, sans pouvoir la relever, la forteresse nouvellement construite au delà du pont sur l'Isère (2) et connue sous le nom de *Bastide de Beau-Secours*. Elle commandait à la fois le cours de la rivière, l'entrée du pont et l'arrivée des routes de Valence et de Pisançon. Elle était, en 1331, sous l'autorité d'Amédée de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier. Après la prise de Romans, Humbert II en confia la garde au bâtard de Lucinge, qu'il avait marié avec sa fille illégitime Catherine. (3) Il s'y arrêta quelquefois et se plaisait à y signer des actes qu'il terminait ainsi : *Acta fuerunt in Bastida Belli-Succurssus, propre pontem de Romanis*.

Cette injonction pour la démolition de cette forteresse n'eut pas de suite, et cela du consentement du Chapitre. Par compensation le Dauphin lui fit donation, par acte du 12 avril 1348, de la moitié par indivis de la Bastide, avec le bourg et la juridiction qui en dépendait. Elle servit alors

(1) *In castro nostro quod fieri et ædificari fecimus in Chapelierio.*

(2) *Teneatur noviter Bastidam ædificatam citra pontem de Romanis fonditus noviter et remove, et quod in antea non reedificatur.*

(3) Pierre de Lucinge, fils naturel de Mélincte de Lucinge, et Catherine furent fiancés par contrat dressé au Buis, le 24 avril 1337. Humbert donna à la future, sa fille naturelle, un revenu de 100 florins d'or.

de siège aux autorités du mandement de Pisançon. (1) La forteresse ne fut rasée qu'en 1633, par suite d'un édit du 24 janvier et sur l'ordre du parlement. Elle avait une superficie d'une quartelée (8 ares 1/2). Elle était carrée avec une grosse tour ronde à l'angle sud-est. Le sol fut albergé, le 27 mai, à M. de Pisançon par les commissaires chargés de la démolition des forteresses. (2)

Humbert II, profitant de quelques troubles survenus dans Vienne, y fit entrer des soldats et se rendit maître de la ville. Les habitants se soumirent et, du consentement des chanoines, il fut commis à la garde et à la défense de Vienne et de la maison des Canaux. Il prit alors le titre de *Palatin de la ville de Vienne et d'Archisénéchal du royaume de Vienne et d'Arles*. Il fut ensuite créé chanoine de l'église. (3)

L'archevêque de Vienne, expulsé de son siège, se plaignit au Pape, (4) qui cassa ce qui s'était passé sans son autorisation. Les habitants de Romans animés d'un zèle irréfléchi, prirent le parti de leur archevêque et coseigneur, et se mirent, sous la direction du Juge et du Courrier, à fortifier

(1) *Judex ordinavit ipsas litteras fore legendas circa turrem per Johannem Choleti, preconem loci Burgi Pisancii*. (Ordonnance du 24 mai 1444).

(2) Des travaux considérables exécutés récemment ont mis à découvert les fondations de l'ancienne Bastide. On a trouvé, au milieu de vieux débris, une grosse clef artistement travaillée, provenant de l'ancienne forteresse. En tous cas, par son volume, son élégance, cet objet n'a jamais pu faire partie du mobilier des masures qui jusqu'à nos jours ont recouvert l'emplacement de la Bastide de Beau-Secours.

(3) Ces faits furent ratifiés par une Bulle du 18 novembre 1346.

(4) Benoît XII, Jacques Fournier, couronné à Avignon le 8 janvier 1335. mort le 25 avril 1342.

leur ville (1) et à dresser des machines. De son côté, le Dauphin n'épargna pas les vexations aux Romains et, comme pour les provoquer, ajouta l'affront d'élever des piliers de justice à la vue des remparts. C'était un piège dans lequel les habitants de Romans ne manquèrent pas de tomber. En effet, à cette vue odieuse, ils se ruèrent sur le territoire de Peyrins, y commirent des dégâts, des violences et arrachèrent les piliers de justice qu'ils brûlèrent ensuite sur la place publique avec les armoiries du Dauphin. Tous ces actes avaient eu lieu en armes et sous la conduite d'un capitaine nommé Tartarel. Humbert, qui avait son dessein, n'opposa aucun obstacle à ces excès jusqu'à ce qu'ils fussent suffisants pour lui donner le prétexte d'attaquer la ville ; ce qui eut lieu le 25 mai 1341.

Pour éviter les dangers d'un siège, des pourparlers d'accommodement eurent lieu et suspendirent les hostilités. Un traité fut fait par des arbitres dans la salle du château de Peyrins (2) sous la présidence de Henri de Villars, évê-

(1) C'est-à-dire à réparer et à mettre en état de défense les remparts de la première enceinte qui étaient presque en ruine par défaut d'entretien et non par vétusté, car ils ne dataient que de la seconde moitié du XII^e siècle. Ils ne furent plus désignés que sous le nom de *vieux murs* lorsqu'on eut construit la seconde enceinte, laquelle beaucoup plus étendue que la première, renfermait un périmètre triple. La première pierre en avait été posée solennellement, sous la porte de St-Nicolas, le 27 février 1357, par Bernard évêque de Ferrare, délégué du pape.

(2) Le château de Peyrins ou du *Roux* était situé sur le sommet d'une colline, au nord-ouest du village. La date de sa fondation se perd dans la nuit des temps. Il était vaste et commode, sinon confortable, le nom et la chose étant inconnus de nos ancêtres. Il fut habité par de grands personnages : au milieu du XII^e siècle par les Lambert François, au commencement du siècle suivant par les Raymond Bérenger et ensuite par leurs vèhiers ; les Truanus, les Archinjaud, etc. Plus tard y résidèrent : Humbert II avant la prise de Romans, le dauphin Charles après son mariage, le comte de Savoie Phi-

que de Valence, (1) en présence des commissaires du Dauphin et des députés de Romans Jean Coste, Garin Fabre, Martin Russol, Bontoux Gibelin le vieux, Boniface Cosserie et Martin Vital. Les Romanais s'engagèrent à réparer les dommages qu'ils avaient faits sur les terres delphinales, à rétablir les piliers de justice qu'ils avaient brûlés, à démolir les fortifications commencées et à donner en garantie soixante ôtages choisis parmi les principaux citoyens.

Le même jour, à Valence, l'archevêque de Vienne, frappait d'excommunication le Dauphin, et le pape employait contre ce prince les censures ecclésiastiques, à cause du retard qu'il mettait à s'acquitter d'une somme de 16,000 florins qu'il devait à la Chambre apostolique. Cependant dans un désir de conciliation, le Saint-Père intervint dans cette querelle en qualité de pacificateur. Il nomma pour arbitres Guy d'Auvergne, archevêque de Lyon, et Henri de Villars, évêque de Valence, qui proposèrent une suspension d'armes. Le Dauphin refusa l'armistice et continua ses préparatifs contre Romans.

Se croyant forts de l'appui du pape et de l'archevêque

libert le *chasseur*, qui y vint en 1376 pour chasser dans les bois environnants la *Sauvagine*, le dauphin Louis XI, qui y signa, en 1450, une charte de libertés en faveur des Romanais. Ce château, à l'entretien duquel contribuaient les Romanais, fut démoli ou mieux rasé complètement en 1580, par des ouvriers requis à Romans et qui durent se contenter des matériaux pour tout salaire. Le château actuel date du XVI^e siècle.

(1) Il était fils de Humbert, sire de Thoire et de Villars, et d'Eléonore de Beaujeu. Il fut successivement évêque de Viviers, évêque de Valence et de Die, enfin archevêque de Lyon. Humbert II le nomma plusieurs fois son lieutenant en Dauphiné, le 4 mai 1335, le 16 mars 1345 jusqu'en 1354.

Son frère Louis fut élu, en 1361, évêque de Valence et de Die, puis archevêque de Lyon.

La maison de Villars était alliée à celle des Dauphins du chef d'Agnès de Faucigny, troisième aïeule de Humbert II et de Henri de Villars.

de Vienne, les Romanais, devenus plus hardis, commirent l'imprudence et la faute de recommencer les hostilités, c'est-à-dire des incursions et des violences sur les terres environnantes. Humbert II, poussé à bout, convoqua le ban et l'arrière ban de sa milice et son armée compta bientôt de hauts personnages, tels que Guy, comte de Forez, Raimond des Baux, prince d'Orange, Edouard de Savoie, outre les Poitiers, les Villars, les Roussillon, etc. La ville fut bientôt entourée et un blocus rigoureux établi. (1) Privée de secours, elle offrit de capituler. Le 14 février 1342, une conférence se tint dans la tente même du Dauphin pour traiter de la reddition de la place et des conditions de la paix. Les habitants étaient représentés par Ponce Mallet Pierre de Chevrières, Bontoux Gibelin, Pierre Coyratier, Jean Jeyssans et Pierre Verdier. Il fut arrêté et convenu qu'un délai de six jours, à partir du 15 jusqu'au 20 février, était accordé aux Romanais et que, si pendant ce temps-là, la ville n'était pas secourue, elle serait remise au Dauphin. Cet accord devait être garanti par vingt ôtages pris parmi les bourgeois et vingt autres parmi ceux du menu peuple qui seraient consignés dans le château de Peyrins.

Le délai accordé par la convention étant expiré, le Dauphin, accompagné seulement des principaux officiers de son armée, entra dans Romans et reçut, le 23, le serment de fidélité des habitants. Quelques jours après, le 27, dans l'église du couvent des Cordeliers, se passa une scène concertée d'avance avec les partisans du vainqueur. Devant environ 2,000 personnes assemblées dans la dite église, le

(1) En effet, la ville fut cernée, même du côté du midi, sur la rive gauche de l'Isère. Les religieuses de Vernaizon demandèrent et obtinrent une indemnité pour les dégâts faits par les troupes du Dauphin, dans une de leurs vignes, sur le mandement de Pisançon.

Dauphin fit lire par Amédée de Beaumont, (1) en langue vulgaire et à haute voix, en présence de plusieurs notaires et témoins, les injures, offenses et déprédations commises par les habitants de Romans envers le Dauphin, et en outre des vols, incendies et meurtres perpétrés à plusieurs reprises, à son de trompe et de cloches, enseignes déployées, sur les mandements de Pisançon, de Clérieu et de Peyrins, d'avoir arraché les piliers de justice et les avoir brûlés sur la place publique, d'avoir attaché les armoiries du Dauphin à la queue d'un cheval, les avoir traînées dans la boue et foulées aux pieds, d'avoir saisi et conduit à Romans des bateaux et des radeaux appartenant au Dauphin, d'avoir fracturé la caisse du receveur des péages et s'être emparé de l'argent qu'elle contenait.

Après chaque grief, les chefs des partisans du Dauphin, qui étaient au premier rang, répondaient que les faits étaient vrais et qu'ils s'étaient passés ainsi. Enfin, Humbert II, recevant les Romanais à miséricorde, estima la réparation de tous ces méfaits à une amende, dont le chiffre, par son exagération, semblait prouver qu'elle n'était pas sérieuse. C'était rien moins que 500,000 marcs d'argent pour offense à sa personne, 100,000 florins d'or pour les frais de la guerre et 100,000 autres florins pour les dommages. Les affidés, qui avaient déjà tout avoué, promirent tout ce qu'on voulut. (2)

(1) Protonotaire du Dauphin. Il épousa, en 1336, Béatrix Alleman, fille de Guigues, seigneur de Valbonnais. En considération de cette alliance, Humbert II avait donné à la mariée 1,500 florins. Dans un voyage qu'il fit à Paris en 1340, avec le Dauphin, Philippe de Valois, pour s'en faire un partisan, lui assura une pension de 200 livres sur le trésor royal.

(2) Cette contribution de guerre, énorme pour l'époque et surtout pour une petite ville de quelques milliers d'âmes, montait en valeur intrinsèque

Cette déclaration faite, Humbert, moins irrité qu'il venait de le montrer, accorda à ses nouveaux sujets, comme il l'avait promis à ses partisans, une charte de libertés rédigée par deux jurisconsultes, Rodolphe de Chevrières, (1) et Gerenton Bayle. La joie des Romains fut grande, car le premier article rétablissait le consulat avec le droit de s'assembler et de s'imposer (2) et le deuxième supprimait le droit de ban-vin, (3) mais toutefois, sans vouloir garan-

(en estimant le marc d'argent à 50 fr. et le florin à 10 fr.) à environ 26 millions de fr., soit à 156 millions en valeur relative. (En 1340, le marc d'argent valait 4 liv. 5 s. ou 5 florins estimés chacun à 17 s. ou 12 gros.) C'était comme nous l'avons dit, une créance peu sérieuse, et qui ne fut jamais payée. Mais c'était un titre que le Dauphin se ménageait contre l'inconstance bien connue des Romains, et plus d'une fois, l'autorité le rappela comme une menace, pour maintenir la ville dans l'obéissance. L'évêque de Cavaillon et Ponce Renaud, avocat d'Avignon, avaient prouvé dans des consultations longuement motivées, que cette créance du Dauphin était injuste, sans raison et nulle.

(1) Personnage important docteur en lois, membre du conseil delphinal. Il signa, le 23 juin 1341, l'appel au pape contre l'excommunication dont le Dauphin avait été frappé par l'archevêque de Vienne. En 1360, il fut nommé juge de la cour majeure du Viennois, en 1361, il accompagna le gouverneur du Dauphiné dans son inspection de la province. Enfin, remise lui fut faite par le Dauphin Charles de certains reliquats de comptes, en récompense de ses anciens services.

(2) A cette époque de libertés et de franchises municipales, les habitants de Romans réclamaient comme naturels des droits dont ils n'ont joui sous aucun régime et qui, même aujourd'hui, seraient regardés comme excessifs et subversifs.

(3) Le ban-vin ou ban du vin était un droit féodal qui permettait au chapitre de faire vendre, à l'exclusion de tous autres et pendant un temps déterminé, le vin de ses terres et celui de ses dîmes : mélange auquel le public avait donné le nom irrévérencieux de *Ripopée* du Chapitre. Toutefois les cabaretiers avaient la faculté de continuer leur débit, mais à la charge d'acheter le tiers du vin décimal. La proclamation de l'enchère ou *Sarre taverne* se faisait huit jours avant le jeudi gras par le crieur public, en ces termes : *L'enchère ! Monseignou Sant-Barnard fait à saver, de par la cort, à toute manière*

tir ces libertés, qui n'auraient d'effet qu'aussi longtemps que la ville demeurerait en son pouvoir, et que les habitants seraient fidèles à leur serment. Ces actes furent reçus par cinq notaires, accompagnés de plusieurs témoins. (1)

D^r ULYSSE CHEVALIER.

(A continuer.)

de gens de quelque condition que sia, que no sian si hardy de vindre, durant lou vin dal ban de l'églisia de Sant-Barnard et sut la pena de cent sols applica à la cort et de perdre lou vin et la bossa en que sera, del qual vin et de la bossa li meyta si doneyra per l'amour de Deu et li autre meyta se applica Sant-Barnard : On conçoit qu'un privilège aussi gênant dut donner lieu à de fréquents conflits. Il fit naître au siècle dernier un formidable procès, soutenu à l'aide de longs et nombreux mémoires remarquables par un grand luxe d'érudition. Il n'était pas encore terminé lorsque la Révolution supprima le Chapitre, le consulat et le droit du ban-vin.

Et le combat cessa faute de combattants.

(1) Ces privilèges et libertés de la ville de Romans ont été confirmés par l'empereur Charles IV, le 25 février 1366, par le roi Charles V le 12 juin de la même année, par le dauphin Louis (XI) le 25 février 1450, par François 1^{er} en juillet 1516, par Henri II en juin 1547, par Henri III en mai 1576, par Henri IV en mars 1597, par Louis XIII en juillet 1615. L'exécution en a été ordonnée par deux arrêts du conseil delphinal les 16 novembre 1381, 4 mars 1451, et deux autres arrêts du parlement de Grenoble.

Pendant un procès soutenu contre le chapitre, les consuls de Romans demandèrent au parlement un extrait sur parchemin des privilèges octroyés aux habitants de cette ville par le dauphin Humbert II. Ce qui fut accordé le 26 janvier 1762. Il en est résulté un registre petit in-4°, relié en basane, contenant 62 feuillets en velin, offrant dans le corps du dit acte 43 lacunes où le papier manque et aux marges 160 apostilles ou annotations parmi lesquelles on compte 52 lacunes, dont on n'a su lire les mots. Expédition autorisée par Adrien Molard, président, Flandy, procureur général, et Raby, conseiller maître en la Chambre des comptes.

Ce document est sans date, le dernier feuillet étant lacéré par vétusté, M. Giraud pense qu'il doit être placé entre le mois de septembre 1344 et le mois de mai 1345.



DE LA COLONNE DITE DE HENRI IV

SUR L'ESQUILIN

(SUITE. — Voir les 64^e et 65^e livraisons).

Maintenant qui aurait pensé qu'après plus de 200 ans cette inscription reviendrait au jour? C'est pourtant ce qui vient d'arriver. La direction du génie militaire ayant renversé les murs du couvent pour le transformer en grand hôpital en a fait enlever la pierre bien connue qui mentionne les restaurations faites en 1713. A cette occasion on a découvert que l'inscription était gravée au dos d'une plus ancienne, et celle-ci qui se conserve aujourd'hui dans notre musée par don du génie militaire porte les mots suivants tronqués par la retaille de la pierre pour un nouvel usage :

. (1).

IN MEMORIAM
ABSOLVTIONIS
CHRISTIANISSIMI
HENRICI . IIII
S. FRANCIAE . ET . NAVARRAE

.
.

Voici donc restituée la mystérieuse inscription sinon tout entière au moins en partie. La leçon donnée étant corrigée, nous pouvons la reproduire ainsi : *Clemente IIX pont. max | in memortam | absolutionis | christianissimi | henrici iiii | franciae et navarrae | regis | q. f. a. d. xv kal. oct. MDXCV,*

— la dernière ligne se lisant *quae facta ad diem*, etc. . . Ranke transporte par erreur, la date au mois de décembre qui coïncide du reste exactement à celle assignée par Mucante et par Piacentini, c'est-à-dire au 17 décembre. Le monument fut dédié l'année suivante (*V nonas mai* 1596) comme le prouve l'inscription inédite de d'Anisson que j'ai donnée plus haut ainsi qu'un autre souvenir très précieux par lequel je terminerai ma notice. Lorsque la Commission Archéologique fut chargée de faire démolir la colonne (1875), elle s'efforça de prendre les mesures de précaution et de soin qu'on a l'habitude de prendre en pareil cas. La précaution consiste dans l'examen du sol sur lequel repose la colonne; le soin dans le fait de tenir compte de la moindre particularité. C'est pour cela que nous pouvons ajouter aujourd'hui les renseignements suivants. Lorsqu'on démolit l'intérieur du piédestal on y trouva une cimaise de travertin soutenu par un bloc de colonne de même nature; un dé également de travertin; et une base corinthienne de marbre blanc avec plinthe brisée. En remuant ces objets on lit à la partie inférieure du bloc susdit : IO BATISTA | DAMILI | HOC OPUS FECIT 1590; toutes ces choses étaient à l'origine étrangères au monument. En poursuivant la démolition de la partie inférieure de la maçonnerie, après six couches de tuiles, on trouva un petit vide revêtu de briques dans lequel existait un massif également de tuile contenant au milieu un petit vase de maiolique avec vernis blanc, haut de 65 milim. et larg. de 114, fermé par un couvercle d'argile avec vernis rouge brisé en plusieurs morceaux. Ce petit vase fut ouvert en présence de la Commission, et au fond on trouva une grande médaille de bronze doré parfaitement conservée, diamètre 77 millim., épaisseur 4 millim. Au droit de la médaille est un aigle aux ailes déployées avec la tête tournée à droite et surmontée d'une petite couronne; au milieu sur la poitrine est un écu triangulaire dans lequel est sculpté le *tau*. L'aigle est entouré d'un ornement curviligne, composé de cartouches d'où émergent deux cariatides mi-nues et ailées. Au-dessus de tout le sujet se voit un encadrement ou

banderolle, sur laquelle on lit PAVLATIM. Au revers, la médaille est entièrement occupée par une inscription, que je reproduis ici en complétant ainsi les abréviations : *in* | (entre deux fleurs de lys) *honorem passionis domini | nostri Jesu Christi et beatæ Virgtnis Mariæ | ac S.-Antonii et omnium | sanctorum reverendus dominus Carolus Anisson ga | llus preceptor generalis precepto | riæ eius dem S. Antonii prope | Albam terram Petragori | cencis diocesis et vicarius in prioratu | S. Antonii de Urbe suis pro | priis expensis posuit | se dente sanctissimo domino nostro domino Clemente | viii pontificæ opt. max | anno Domini M D X C V I* (une fleur de lys au-dessous). Chacun voit combien solidement se confirme, par cette très heureuse découverte, l'indication à peine signalée par les écrivains qui attribuaient à d'Anisson l'érection du monument, et combien elle concorde avec l'inscription de l'*Archivio Vaticano*, qui porte *de suo posuit*. La date 1596, concorde parfaitement avec celle fournie par cette dernière inscription, tandis que l'inscription commémorative perdue et en partie retrouvée, porte la date de 1595, qui est exactement celle de l'absolution. Je dirai quelques mots sur la représentation de la médaille ; et en le faisant, je me servirai de divers renseignements envoyés de France par M. Doulcet à M. le Comm. de Rossi, qui me les a courtoisement transmis.

Le droit de la médaille qui offre l'aigle déjà décrit, reçoit son explication d'un document existant dans les archives des Antonins de Lyon. C'est un brevet délivré par *Charles Dhozier conseiller du Roy et garde l'armorial général de France* et daté de Paris du 10 octobre 1697, aux religieux Antoine de Lyon, qui sont autorisés à porter comme armoiries un *aigle de sable à deux testes au vol esployé, diadémée et couronnée d'or, chargée d'un écusson d'or attaché à un collier de gueules au T d'azur*. A ce brevet sont annexées trois copies d'un autre document bien plus ancien qui révèle l'origine de ce droit ; c'est un diplôme, par lequel l'empereur Maximilien concède à l'ordre Antonin de Viennois le privilège de porter l'aigle impériale comme em-

blème. La date de ce diplôme est du 3 janvier 1502 *in oppido nostro Haspurg*. Ceci posé la représentation du droit est éclaircie, à l'exception toutefois de la présence d'un aigle à une seule tête et non à deux têtes. *Le paulatim*, dans l'encadrement placé au-dessus, peut indiquer soit le progrès modeste mais continu de l'ordre même, soit le progrès et l'efficacité de l'œuvre de charité qu'elle exerçait. Passons au revers, c'est-à-dire à l'inscription ; elle se trouve en parfait accord avec les renseignements épars qui subsistent sur l'abbé Charles d'Anisson. Dans la *Biographie du Dauphiné* publiée à Paris en 1856, on lit que ce personnage, natif de St-Marcellin près Romans, appartient à l'ordre des Antonins, obtint la *commanderie de Aubeterre*, — c'est l'*Albaterra Petragoricensis diocesis* de l'inscription, — qu'il fut envoyé en Italie comme vicaire général de l'ordre, c'est-à-dire, comme supérieur de la maison de Rome ; et que en cette qualité il eut une part active dans l'affaire de la rébénédiction du Roi. Le silence, que gardent à son égard les autres négociateurs, dont nous sont parvenus les écrits, n'est pas un léger argument de supposer qu'ils en furent jaloux. Mais, ajoute M. Rochas, auteur du résumé biographique en question, *c'est la découverte de divers documents diplomatiques qui nous a révélé toute l'efficacité des soins d'Anisson et de l'auditeur de rote Séraphin Olivier, son ami.* (2) Quels sont ces documents ? l'auteur ne le dit pas ; mais son assertion suffit en tout cas pour notre opinion pour ajouter un motif personnel aux autres qui mentionnaient l'érection du monument. En outre cette assertion se concilie parfaitement avec le souvenir, qui s'est conservé dans les descendants de la famille d'Anisson, que l'abbé Antonin avait été *riservato* (désigné *in pecto*) pour la dignité de cardinal, mais qu'il mourut auparavant. La famille d'Anisson a un nom glorieux dans l'histoire bibliographique de la France. Un Anisson, neveu de Charles, fut échevin et imprimeur à Lyon en 1670 ; il fut père de Jean qui fut appelé en 1690 à diriger l'*Imprimerie royale* à Paris et qui transmit cette charge à sa propre descendance qui l'a toujours conservée,

même après la Révolution jusqu'à la fin de la Restauration lorsque la charge fut abolie. (3) Enfin d'intéressantes particularités sont fournies par un cahier que M. Doulcet a lu dans les archives sus-nommées de Lyon, tant sur Anisson que sur les possessions que les Antonins avaient en Italie. Ce cahier a pour titre :

Mémoire pour instruyre un vicaire au prieuré Saint-Antoine Rome venant nouvellement à la charge du vicariat, selon les anciennes coustumes et escritures, que je frère Charles Anisson estant vicaire audict prieuré ait trouvé en l'année 1580. (Voici justement la date de son entrée en cette charge), que je suis venu en icelluy prieuré par commandement de R^{me} monseigneur messire Louys de Langiac, abbé de l'abbaye Saint-Antoine de Viennois, à laquelle le dict prieuré est perpétuellement uny. Parmi les instructions, relatives à l'exercice du vicariat qui se lisent en ce manuscrit, méritent d'être notées celles qui se réfèrent aux revenus du prieuré de Rome et des autres maisons d'Italie dépendant de ce même prieuré, parce qu'elles contiennent la suivante énumération de fonds rustiques et urbains (au folio 25) : le casal Pantano de Griffi — le casal de la Chapelle St-Antoyne de Tivoly(4) — la commanderie St-Antoine-d'Amélia — la maison et hostellerie de la fontaine près plasse Judée — l'hostellerie de la campane près l'arc de St-Vitto (Esquilin) — la maison près Tour de Conty — la maison de Porte pertuse hors les murailles de Rome (5). Suit la série des maisons Antonines en Italie que je saute pour abréger, et je me limite aux renseignements spéciaux à Rome. Le prieuré St-Antoine de Rome prend tous les ans au mois de février 2 rubia de sel noir en campitolio qui se donne par aumône. — Le dict prieuré a des terrains, moles et persions par la campagne (folio 29) de Rome comme à Florentin, Segnio Gavignano. etc. . . . Les terrains vignes et canet qu'a le dit prieuré au lieu de Galère (6). Les biens de la chapelle St-Antoine de Sermonetta. Un terrain auprès Ponte Mummolo. . . . Un canet auprès Saint-Laurens hors les murs au lieu appelé Malabarba. D'autres biens trouvés indiqués dans le catalogue

des fermiers (folio 40) : les *héritiers de Vincent Capoceio pour une vigne dans Rome auprès de Porta...* Les *héritiers de Tiberio Albertini habitants auprès de la Valle pour une vigne près la susdicte* ; plusieurs vignes hors la porte S. Lorenzo ; une hors la porte Maggiore ; une près l'église de S. Matteo (sur l'Esquilin) et la *dernière vigne qu'on trouva sortant hors la porte Saint-Jehan allant à Veletri*. Les dates des contrats qui y sont relatifs passés par le notaire du vicaire du Pape, Simon Gugnet, sont contemporains du vicariat de d'Anisson.

Voilà tout ce que j'ai pu jusqu'à ce jour, réunir comme se rapportant plus ou moins directement à la colonne de Henri IV. Personne ne pourra mettre en doute la valeur historique d'un monument dont la valeur artistique est médiocre. J'ai démontré en effet, qu'il représente l'importance d'un fait à la fois religieux et politique. Lorsque la France reprit la prédominance sur l'Espagne par les soins de Louis IV, le fait de l'absolution était considéré par lui avec peu de faveur. De là s'explique facilement le motif de l'enlèvement spontané d'une inscription qui rappelait clairement la chose. Dans le cours d'un siècle, la politique française avait fait des progrès tels qu'on regardait presque comme injurieux les souvenirs qui rappelaient sa propre origine. Ce fait historique révélé par les découvertes confirme pleinement ce que M. le Comm. de Rossi avait allégué pour défendre son ordre du jour. Personne ne refusera à la *Commission archéologique* de la commune de Rome un éloge pour avoir veillé elle-même à la conservation de cette colonne. (7) Nous devons aussi nous réjouir de la circonstance qui donna lieu à la translation de la colonne puisqu'il en est résulté une nouvelle lumière sur ses vicissitudes ! c'est pour cela que j'espère que cette notice sera favorablement accueillie de tous ceux qui s'intéressent aux souvenirs historiques de notre Cité.

JOSEPH TOMASSETTI.

Pour traduction conforme :

FLORIAN VALLENTIN.

NOTES.

(1) A la première ligne les lettres sont retaillées presque à moitié. Quelques lettres conservent les traces du plomb dont elles étaient garnies.

(2) *Biographie du Dauphiné*, I p. 29.

(3) Sont connues les éditions *Lugduni apud Anissonios*. Les armoiries de ces éditeurs étaient un bourgeon qui avec cette devise tirée de leur nom *anni sunt* et aussi *anni son* — qui fleurit. La famille existe encore. Le dernier directeur de l'Imprimerie Royale mourut membre de la Chambre des Pairs de France ; et son fils est actuellement député à l'Assemblée Nationale.

(4) Je crois qu'il était près la *soljarata* sur la rue *Tyburina*.

(5) On peut croire qu'elle était voisine des murs de l'antique porte percée dans le jardin du Vatican, mais plus probablement elle doit être l'église de St-Antoine hors la porte Portese, qui est au-dessus de la vallée dite *affoga l'asino*.

(6) Ce doit être la *Galeria* de la rue Portuense.

(7) La Commission archéologique a fait reproduire 12 exemplaires de la médaille en ajoutant au droit S.P.Q.R. RESTIT. A. MDCCCXXXI ; elle a déposé l'original au médaillier du Capitole, ainsi qu'un exemplaire. Des autres exemplaires, elle en a envoyé au cabinet des médailles de Paris, d'autres à des personnages qui s'y intéressent, et elle en a placé un exemplaire sous la colonne même avec une copie du procès-verbal.

ESSAI HISTORIQUE

SUR LA TOUR DE CREST

(SUITE. — Voir les livr. 58, 60, 61, 62, 63, 64 et 65).

De 1790 à 1792, le vieil édifice paraît avoir uniquement servi à loger les vétérans invalides, et lorsque, aux heures difficiles, ses portes se refermèrent de nouveau sur d'autres prisonniers, il vit à ses pieds la maison des Visitandines partager ses tristes destinées.

C'est là, en effet qu'en 1793, nous retrouvons l'ancien major de la tour, Pierre-Paul-Alexandre de Montrond, et de Perrinet, un de ses pensionnaires d'autrefois ; puis, avec eux, Jean-Antoine de Gailhard, Joseph-François de Bonfils, (1) Jean-François Jeannin, ex-Cordelier ; André-Etienne Lunel, membre de l'ancien chapitre de St-Paul-trois-Châteaux ; Joseph Gallois, Claude Lantelme et Pierre-Louis Borel, oncle et neveu, tous les trois anciens chanoines de Crest.

(1) Jean-François de Bonfils, viguier d'Orange, âgé de 70 ans fut condamné le 28 messidor an II par la commission d'Orange. C'était le père de Jean François.

Les requêtes adressées par eux à Boisset, de Montéli-mar, représentant du peuple, existent encore, et quelques passages de celles de MM. de Montrond et de Perrinet ont leur place marquée dans cette notice.

Le premier expose que « par délibération du conseil » général de la commune de Crest, du 11 septembre 1793, » et à la majorité de 13 voix contre 12, il a été mis en état » d'arrestation dans l'édifice national du ci-devant couvent » de la Visitation.

« Que, parvenu à sa 73^e année, et privé, depuis plus » de 30 ans, d'une de ses jambes, et accablé d'infirmités » inséparables d'un âge aussi avancé, il est inconcevable » qu'on ait adopté à son égard une mesure aussi extrême, » et qui n'auroit dû être réservée, en conformité de la loi » du 2 juin, qu'à un citoyen notoirement suspect d'aristo- » cratie et d'incivisme, c'est-à-dire qu'à celui qui s'en se- » roit rendu coupable par des propos ou des actes contre- » révolutionnaires, dans des lieux publics, qui auroient » pu occasionner du trouble et du désordre.

« Que s'il a été désarmé, en exécution de la loi du 26 » mars précédent et soumis à l'appel ordonné par le départe- » ment, cette peine ne lui a été imposée, conformément à » la loi, qu'à raison de sa qualité de ci-devant noble ; mais » qu'il est impossible que les magistrats du peuple, qui ont » ordonné son arrestation, l'aient placé dans la classe des » citoyens suspects d'incivisme, puisqu'il mène la vie la » plus retirée, à raison de ses infirmités, qu'il est de la plus » grande circonspection dans ses propos, et qu'il a cons- » tamment et avec la plus parfaite résignation obéi à la » loi de l'appel. »

De son côté, de Perrinet, mis en liberté par lettre de cachet du 10 août 1789, et arrêté de nouveau comme noble, rappelle sa longue détention dans les prisons les plus

étroites pour avoir déplu aux ministres dans ses fonctions de substitut du procureur général au Parlement de Paris; qu'il n'a cessé de réclamer des juges, et que l'Assemblée nationale lui a seule procuré son élargissement; qu'il a toujours vécu dès lors fort retiré à Crest, « soumis au régime exigé par ses rhumatismes et ses 70 ans, enfin qu'il n'a aucun parent émigré, et n'a donné aucun sujet de faire suspecter son patriotisme. »

Les autres détenus invoquaient à leur tour et leur âge et leur innocence, et leurs infirmités et leur soumission aux lois. (1)

Boisset renvoya toutes les requêtes aux autorités de Crest avec une lettre datée de Montélimar du 15 septembre 1793, dont voici quelques lignes :

« Je vous fais passer les pétitions qui m'ont été remises; faites-moi parvenir vos avis sur les individus qu'elles concernent. J'attends aussi de vous une liste des hommes notoirement suspects. Soyez toujours fermes dans le sentier de la raison; exercez la plus active surveillance sur les faux frères, sur les autorités constituées mêmes; je veux pour magistrats du peuple des hommes dont on puisse dire : ils sont peuple eux-mêmes... »

Or, le peuple de Crest fit preuve en ces temps difficiles d'une grande modération, et l'histoire doit lui en tenir compte.

Nous ignorons la suite donnée aux requêtes des détenus; mais l'ancien major recouvra sa liberté et alla mourir au Plan-de-Baix le 2 ventôse an XII (22 février 1804.)

(1) M. de Gailhard avait près de 70 ans et habitait le domaine de Chosséon, à cause de ses infirmités; Lunel, âgé de 58 ans était malade. (Archives de la mairie de Crest.)

Quant à la tour, elle fut destinée par le Directoire de la Drôme à servir de maison d'arrêt et de détention le 16 avril et le 29 septembre 1792, à cause de l'insuffisance de la prison ordinaire.

Or, la ville, en revendiquant l'édifice, en avait empêché l'aliénation ; mais elle ne put justifier ses droits à le posséder et il redevint prison comme autrefois.

Au commencement de septembre 1792, les frères d'Audiffret, de Saint-Paul-trois-Châteaux, y furent envoyés. L'aîné avait été juge suppléant au Buis ; le cadet, ecclésiastique.

Une liste d'adhérents à la réunion du camp de Jalès portait leur nom, sans aucune autre indication. Pour ce motif, le département de l'Ardèche les réclama, et ils furent arrêtés à Nyons et conduits à Montélimar.

Là, des volontaires du Gard blessèrent grièvement l'aîné qui, pour être soustrait à de nouveaux dangers, fut conduit à Crest avec son frère.

L'ecclésiastique resta peu de temps à la tour, où son arrivée provoqua les observations suivantes de la commune (3 septembre) :

« Depuis que les deux compagnies de vétérans invalides
 » n'ont plus le logement, ils se sont cazernés dans la tour,
 » de façon que les portes en sont presque toujours ouvertes, et cet inconvénient rend la détention de M.
 » d'Audiffret un peu rigoureuse. Cependant, la chambre
 » qui lui a été destinée est la plus commode qu'il y ait
 » dans la tour, et de temps en temps, on lui permettra
 » de se promener dans une grande salle qui précède sa
 » chambre. Dans ces moments, on aura besoin d'user de
 » grandes précautions pour empêcher ou prévenir tout
 » projet d'évasion. »

De son côté, des Essards, officier d'invalides, écrivit en ces termes aux administrateurs du district de Crest.

« Je vous prie de nommer un concierge pour le service » des prisonniers à la tour et qui sont à sa charge. La garde est pour lui donner main forte et ne doit pas se charger des clefs des cachots et d'aucune de ses fonctions.

« Quant à la manière de garder les prisonniers, je pense » que je ne dois consulter que la loi et l'intérêt public » pour la sûreté réciproque. » (4 septembre) (1)

Le concierge fut nommé et d'Audiffret envoyé à Valence. Son frère aîné, demeuré dans une auberge à cause de ses blessures, ne tarda pas sans doute par crainte des volontaires de passage ou consignés en ville, à être placé dans la tour, sous la garde de la municipalité. (16 septembre 1793)

Il y attendait encore sa mise en liberté l'année suivante, bien que son *alibi* eût été prouvé et que son innocence fût proclamée dans les lettres officielles adressées au comité de législation et au ministre de la justice. (2)

Ajoutons qu'à la fin de 1792, l'autorité réclamait l'argenterie et les ornements d'une chapelle à la tour, malgré le silence des documents antérieurs à ce sujet, et que du 1^{er} juillet au 31 décembre de la même année on y trouve 17 détenus, 18 du 1^{er} janvier au 30 avril 1793, 21 du 30 avril au 31 juillet 1793, 16 du 1^{er} août au 31 octobre même année, 14 du 1^{er} au 31 mai 1794, 21 du 1^{er} juin au 30 et, 23 du 1^{er} juillet au 1^{er} août 1794, tous accusés de délits ou de crimes de droit commun : vagabondage, désertion, vol, incendie et assassinat.

(1) Archives de la mairie de Crest.

(2) Id. de la Drôme, série L.

Nous n'avons pas trouvé de documents explicites à son sujet, bien que le nom d'Allègre figure sur des états de prisonniers, sans autre indication.

Quant à Archinard, cadet, enfermé à la tour, il réclamait le 18 mars 1792, son élargissement provisionnel pour recevoir en ville les soins que sa maladie exigeait, parce que « ses infirmités augmentaient journellement par » les vexations et mauvais traitements qu'exerçaient contre » lui quelques individus également détenus. »

Cette prison comptait alors quarante personnes, depuis l'arrivée de 26 condamnés de l'Isère dont Gautier, représentant du peuple près l'armée des Alpes, y avait ordonné le transfert. La surveillance de prisonniers si nombreux pesait entière sur la municipalité Crestoise ; elle demanda une compagnie de 30 vétérans ou le renvoi d'une partie des détenus ; mais ses vœux ne furent accueillis ni sur l'un, ni sur l'autre point.

En l'an III, la 4^e compagnie d'invalides avait eu un moment la garde de la tour et, après son départ, le 4 floréal, les administrateurs de la ville se plaignirent au représentant Jean Debry de l'insuffisance du détachement laissé pour le service. « La compagnie entière, disent-ils, est es- » sentiellement nécessaire, surtout dans ces moments où » la pénurie des subsistances pourrait servir de prétexte à » la malveillance d'exciter le peuple, toujours facile à égarer. » Nous avons, d'ailleurs, des prisonniers de guerre répan- » dus dans la ville, faute de casernement, et la tranquillité » publique pourrait être compromise par le départ de cette » compagnie qui, quoique composée en grande partie de » vieillards, ne laisse pas que d'en imposer. Les motifs » qu'elle a pu avoir dans un temps de se plaindre n'exis- » tent plus, et elle est aussi bien ici qu'elle puisse être par- » tout ailleurs. »

Ces raisons émurent l'autorité, et les vétérans retournèrent à Crest, témoin un document officiel de l'an IV qui les représente comme les gardiens de la tour, où ils avaient leur logement.

« La maison d'arrêt et de détention, ajoute le rapport, » est une ancienne tour, située sur une élévation qui y » procure un air très salubre. Elle est très vaste et pour- » roit contenir environ 200 prisonniers. Il y en a en l'état » 15 dont 5 hommes et 10 femmes. Nous y en avons vu » jusqu'à 36, dans les circonstances ordinaires. Les fem- » mes y sont séparées des hommes, mais sans distinction » d'âge. On pourroit facilement y établir une infirmerie » dans une des chambres qui ont 33 pieds de longueur sur » 18 de largeur. On pense que cet établissement seroit » très coûteux. Il y a un chirurgien chargé de la visite » des malades. Quand les détenus savent travailler, les » marchands de la commune leur fournissent des mar- » chandises, laine ou coton, et leur paient leur travail » dont le prix leur appartient en entier. En dépensant » 12000 livres, on estime qu'il pourroit y être fait les ré- » parations et améliorations nécessaires, soit pour pro- » curer à la garde un logement très convenable, soit pour » procurer aux détenus la salubrité et un adoucissement » dicté par l'humanité dans leur détention. » La com- » mune a seule la surveillance et la police de la prison, et un des administrateurs la visite deux fois par décade et, en cas d'événements, avertit l'administration centrale. Un traitement de 1800 livres est attribué au concierge, outre une livre de pain par jour. Quant aux détenus, leur nourriture se réduit à deux livres de pain, poids de marc, tous les deux jours, fournies par la nation. Ils couchent sur la paille et en reçoivent 40 livres par tête, chaque mois. Pour vêtements ils ont ce qu'ils apportent en entrant.

A la fin de 1795 on comptait à la tour jusqu'à 30 détenus tandis que les six premiers mois, la moyenne avait été de 18. Il fut question alors d'y faire venir de Grenoble des condamnés par les conseils de guerre et Freytag, général commandant la 4^e division de l'armée des Alpes, y détacha, en attendant, la 4^e Compagnie des vétérans nationaux pour les garder. Le commandant de ces derniers, le 10 avril 1796, se plaignait de ne recevoir ni bois ni lumière pour ses hommes et signalait à l'autorité supérieure la trop facile délivrance de cartes d'entrée. Il paraît qu'effectivement, les évasions devenaient fréquentes, à l'aide des outils apportés par les visiteurs. Une lettre du 2 nivôse an V (22 décembre 1796) parle de dégâts causés aux murailles et de portes de la tour réduites en cendres.

En 1797, la moyenne des détenus arrive à 44 par mois en 1798 à 41.

Malgré ce nombre, le ministre de la police générale, dès le 19 germinal an VI (8 avril 1798) songeait à se débarrasser de la tour et en demandait soit la vente, soit la cession gratuite au département.

De son côté, le ministre de la guerre voulait la remettre à son collègue des finances, et, sans les observations des administrateurs de la Drôme, cet abandon aurait eu lieu.

Comme il était question de la convertir en maison de réclusion départementale, le 11 septembre 1799, le ministre de l'intérieur réclama de promptes mesures pour la rendre sûre et salubre, tandis que celui de la guerre y maintenait pour la garder une compagnie de vétérans invalides.

Peu de jours après, le 19 septembre, Perriolas, capitaine au corps du génie en chef, après avoir sommairement décrit la tour, comme on l'a vu au commencement de cette notice, en fit la remise à l'Administration centrale de la

Drôme. Toutefois, à cause de la présence de détenus militaires, toutes les formalités ne furent pas remplies alors et la guerre s'y réserva même six chambres pour les vétérans, cinq au rez-de-chaussée ou au premier étage et une dans le bâtiment contigu.

Dès ce moment, la tour devient une véritable prison ordinaire où nous avons compté, du 17 février 1801 au 9 juillet 1807 jusqu'à 422 détenus, d'après un registre d'écrou.

La Statistique seule pourrait s'accommoder des chiffres mensuels ou annuels des prisonniers ; l'histoire n'attache pas le même intérêt aux souffrances d'hommes régulièrement condamnés. Nous relèverons donc uniquement les particularités recueillies dans les documents contemporains.

Ainsi un rapport de l'an XII nous apprend que la tour a le grand avantage de fournir « une cazerne intérieurement » assez vaste pour une compagnie de militaires, outre la » chambre des sous-officiers, le logement du concierge, » une salle de discipline et plusieurs magasins au rez-de- » chaussée pour bois, paille etc. Les détenus sont répartis » dans des cachots divisés en deux étages. Il y manque » une cour, laquelle est remplacée par deux pièces assez » vastes qui donnent accès dans les cachots. Les détenus » restent 4 heures par jour dans ces pièces ; ils pourroient » y rester davantage, et ce seroit une grande facilité pour » y établir des ateliers si ces deux pièces ne se communi- » quoient pas ; il ne faudroit pour cela qu'établir une » séparation en bois, en haut et en bas de la montée qui » sert de communication aux étages. Alors les femmes » seroient à un étage et les hommes à l'autre. Depuis long- » temps on a senti l'avantage et la nécessité de cette sépa- » ration ; mais la construction a été retardée par défaut » d'argent.

« Il est quelques autres petites réparations qui donne-
 » roient la facilité de contenir sûrement 35 à 40 prison-
 » niers. Un ingénieur pourroit en faire le devis et le gou-
 » vernement n'auroit qu'à s'applaudir de l'employ de fonds
 » tournés vers un but aussi utile à l'état et à la société.
 » Dans l'état actuel, les prisonniers sont séparés suivant
 » le sexe, mais non suivant la nature de leurs délits. » (1)

(A suivre.)

A. LACROIX.

(1) Archives de la Drôme séries L et Y. — Archives de la mairie de Crest.



L'INSTRUCTION PRIMAIRE AVANT 1789

dans l'Arrondissement de Nyons

(Drôme)

« Les découvertes récentes de l'archéologie nous
« font entrevoir les écoles populaires établies dans
« l'antiquité et le moyen-âge, comme elles le sont
« chez les modernes. »

LE PLAY, (*Réformes sociales en France*, page 81.)

Il y a quelques années à peine, on croyait encore, en général, que les écoles primaires n'étaient pas antérieures à la Révolution. C'était là une erreur ; elle commence à disparaître, grâce aux nombreuses recherches qui ont été faites à ce sujet. De toutes parts ont surgi des documents qui sont venus nous montrer des écoles populaires établies avant 1789.

Dans le département de la Drôme, il résulte des nombreuses notes consignées dans l'*Inventaire des archives départementales*, par M. Lacroix, que ces écoles existaient dans presque toutes les communes.

L'arrondissement de Nyons, par sa position topographique, ayant été moins sujet aux mouvements révolutionnaires, les archives y ont été conservées plus nombreuses ; aussi, est-ce là qu'on trouve le plus d'écoles. Dans l'étude que nous nous proposons de faire sur l'enseignement primaire avant la Révolution nous allons commencer par cet arrondissement, pour la raison précédente d'abord, et ensuite parce que c'est l'un des plus pauvres et des moins peuplés.

Nous ne suivrons pas les auteurs qui ont écrit sur le Dauphiné et qui nous montrent, dans cette province, des écoles florissantes dès les temps les plus anciens. (1)

Dans ces temps reculés il est à peu près certain que l'enseignement était répandu dans tous les villages soit qu'il fût donné par des maîtres choisis par les administrations civiles soit que le soin des écoles appartint à l'Eglise.

L'arrondissement de Nyons qui nous occupe faisait autrefois partie, pour un bon nombre de communes, du diocèse de Vaison. En 521, un concile réuni dans cette ville décréta cinq canons dont voici le premier :

« Suivant la coutume utilement pratiquée dans toute l'Italie, » tous les prêtres de la campagne recevront chez eux les jeunes lecteurs qui ne sont pas mariés pour les élever comme de bons pères de famille, en leur faisant apprendre les psaumes, etc., etc. »

Les jeunes lecteurs dont il est parlé ci-dessus, avaient appris à lire quelque part ; or comme ce canon s'applique surtout aux prêtres des campagnes, il y avait des écoles dans les villages à cette époque. Qu'étaient ces écoles ? Il serait bien difficile de le préciser, il n'en reste pas de traces. Nous nous contenterons, faute de mieux, d'en constater l'existence.

Les archives municipales les plus anciennes ne remontent guère au-delà de la fin du 16^me siècle. Il est donc impossible de connaître ce qu'était l'enseignement pendant la période du moyen-âge. Les gouvernements adonnés à la guerre pendant presque toute cette période ne songeaient guère à l'instruction du peuple, ils en laissaient le soin à l'Eglise, aussi ne trouve-t-on que dans les monastères des écoles régulières et florissantes.

L'école la plus ancienne dont nous ayons pu constater l'existence, dans les archives municipales, est celle du Buis-les-

(1) CHORIER, *Histoire en Dauphiné* ; PILOT, *Étude sur l'état des lettres et de l'Instruction du Dauphiné* ; OZANAM, *Études germaniques*.

Baronnies ; elle existait en 1435, avant l'invention de l'imprimerie, et Bernard *de Fonte* ou de La Font, licencié ès-arts, en était recteur.

Les comptes des consuls de cette année portent 5 florins pour sa première paie.

§ 1^{er} NOMINATION

«... Le précepteur sera élu par l'archevêque ou évêque du lieu, appelés les chanoines de leur église et le maire, échevins, conseillers ou capitouls de la ville. » (édit de Charles IX, états d'Orléans 1560)

..... Les maîtres des écoles des petites villes seront approuvés par les curés. (ordonnance de 1606)

Les maîtres d'école seront établis par les curés et inspectés par les évêques. (Ordonnance de 1791)

Tels sont, en résumé, les principaux documents législatifs, antérieurs à 1789, sur la nomination des maîtres d'école.

Il résulte de ces ordonnances que le choix des maîtres appartenait au clergé. En était-il toujours ainsi dans la pratique ? Nous ne le croyons pas. Ce que voulaient les législateurs ce n'était point de donner au clergé le soin exclusif de l'instruction des enfants ; ils voulaient seulement lui laisser la haute direction de l'instruction, « trait de prudence d'un sage prince puisque les escholles sont les pépinières des royaumes et républiques. » (1)

Les régents des écoles sont nommés par les municipalités, sans l'intervention ecclésiastique dans les communes suivantes :

Nyons 1523, Mirabel 1600, Arpavon 1604, Lachau 1622, Ste-Euphémie 1623, Mollans 1637, Condorcet 1652, La Roche-sur-Buis 1655, Laborel 1658, Montbrun et Mévouillon 1666, St-Auban 1687, Eygalayes 1699, St-Sauveur 1712, etc., etc.

(1) Nicolas Frérot et Gabriel Michel, avocats au Parlement de Paris, « ordonnances royales annotées. »

Tandis qu'à Condorcet, 1644, Lachau 1652, Roche-sur-Buis 1680, le Buis 1691, Mirabel 1694, Egalayes 1740, Plaisians 1742, Vinsobres 1747, Montauban 1753, etc., etc., le clergé intervient dans la nomination ou bien l'approbation épiscopale est exigée.

Malgré les ordonnances ci-dessus, il semble résulter de la consultation donnée par un sieur Lambert, avocat, aux Consuls de Mirabel, que les communes avaient le droit de nommer et de payer leurs maîtres d'école..... Mirabel « est dans ce » cas ; or le sieur Rivière, choisi par la commune et approuvé » par l'Evêque en tournée a excité les plaintes du clergé qui l'a » interdit. Les familles étaient contentes de lui et le prélat » refuse de lui laisser finir son année, voulant le remplacer, » en vertu de la déclaration du roi. Le peut-il, les habitants » du lieu étant d'anciens catholiques ? L'avocat ne le croit » pas, et il estime que si l'Evêque nomme un autre maître, les » Consuls pourront en appeler comme d'abus au Parlement. » Cette consultation dont le coût est de 1 écu neuf est datée » de 1705. »

En 1707, le 13 juin, le Conseil de Nyons délibérait à peu près dans le même sens. Les Consuls nommant un maître qui n'avait probablement pas la confiance de l'Evêque de Vaison, celui-ci refusait son approbation. De là une délibération pour recourir à l'intendant afin « de faire cesser le préjudice que leur » cause le refus de l'Evêque de Vaison d'autoriser le maître » qu'ils présentent, cela continuant les enfants seront des idiots » et on aura peine de trouver des gens qui sachent signer. »

Nous devons ajouter que la consultation de l'avocat Lambert et la délibération municipale de Nyons semblent en opposition à l'art. 25 de l'ordonnance royale de 1695 où il est dit :

« Les régens, précepteurs maîtres et maîtresses seront » approuvés par les curés des paroisses ou autres personnes » ecclésiastiques qui ont droit de le faire et les archevêques, » évêques ou leurs archidiacres dans leurs visites pastorales » pourront les interroger, s'ils le jugent à propos, sur le caté- » chisme au cas qu'ils l'enseignent aux enfants du lieu et ordon-

» nér qu'on en mette d'autres à leur place s'ils ne sont pas
» satisfaits de leur doctrine et de leurs mœurs ; »

Et à l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 février 1696 rendu contre le Maire, Consuls et la Communauté de Forcalquier lequel ordonne que les régens seront établis par les évêques.

La nomination s'effectuait de la manière la plus simple. Une commune était-elle dépourvue de maîtres comme celle de Nyons en 1523 ? le Conseil réuni, délibère : « es ysta conclus » que l'on baillera las escollas. »

Celui du Buis en 1555 « a ista conclus que serchen ung ma-
» gister per tenir les escolles et lui dounen guages au melheur
» marcha que pourren atroubar per ung an et avancen argent. »

Cela décidé, les Consuls étaient chargés du soin de se procurer un maître. Les sujets ne manquaient pas, car beaucoup se mélaient d'enseigner ; à Nyons en 1614, le sieur Reynier, médecin de son état demandait à tenir les écoles ; à Vinsobres, en 1740, deux candidats sollicitaient le poste, l'un d'eux ne savait ni chiffrer, ni écrire.

Il va sans dire que l'un et l'autre ne furent pas acceptés.

On s'attachait généralement peu à la capacité des candidats. Les maîtres qui demandaient à exercer avaient avec eux un cahier de modèles d'écriture de leur main ; ils le présentaient aux Consuls et, si l'écriture était trouvée bonne, ils étaient admis. Quelquefois cependant on les faisait lire et écrire, mais c'était une exception. Le frère Henri qui demandait à enseigner à Nyons en 1707 et qui était patronné par l'évêque de Vaison dut écrire en présence des Consuls et lire un protocole.

La nomination faisait l'objet d'une convention particulière dans laquelle étaient spécifiées avec beaucoup de détails les charges qui incombait à l'instituteur et les avantages qu'il pouvait retirer de son emploi.

Nous avons pu recueillir beaucoup de ces conventions, et nous allons citer les passages les plus importants de quelques-unes d'entre elles.

Seyma, nommé à St-Auban en 1587, s'engage « moyennant » 3 semaines de congé, à bien instruire la jeunesse dans la » lecture, l'écriture et la doctrine, à écrire les délibérations, les » roles, à sonner l'angelus, etc., etc.

Jean-Baptiste Rastel, de la Roche-sur-Buis, nommé en cette commune en 1702 promet « de bien fidèlement enseigner » et apprendre de tout son pouvoir et savoir les enfants que » les habitants manderont à son école, sans rien leur celer » Les Consuls pourront lui faire quitter l'école dans » 3 mois s'il ne remplit pas exactement ses obligations. »

Le 15 mai 1731, les Consuls d'Egalayes « baillent la régence » des escolles, à Joseph Marcel, fils à feu Daniel de ce lieu, » présent et stipulant, à commencer du jourd'hui et finir dans » un an, promettant le dit sieur Marcel d'aprendre tous les » enfants qui seront envouiez tant à lire qu'à escrire et chiffrer » et les mener tous les jours à la sainte messe et estre assidu » aux escolles ; sera donné au dit sieur Marcel 3 sols par mois » les enfants qui aprennent à lire, et 4 sols ceux qui aprennent à » chiffrer, et outre et pardessus, les dits sieurs Consuls en » vertu de leurs pouvoirs, la somme de 75 livres qui lui seront » païés par mandats et en 4 cartiés et par avance, le premier » se fera dès aujourd'hui et les autres, cartié par cartié, aussi » par avance, proumettant les parties d'observer la présente, » obligent pour raison de ce, ledit Marcel ses biens présents et » à venir et lesdits sieurs Consuls ceux de la Communauté » suivant les pouvoirs à eux donnés, etc., etc. »

La Convention ci-dessus est écrite de la main de Marcel.

Quelquefois l'acte est fait entre les parties pardevant témoins :

L'an 1691 « et le 5^{me} jour du mois de may après-midi par- » devant le secrétaire de la communauté du Buys et les témoins » soubsignés furent présents Restuin Bertrand, Jean Giraud » et Antoine Bordel, consuls modernes dudit Buys lesquels » ensuite de la délibération du Conseil de ce jour et permission » accordée par M. l'official de Vaison, en assistance de M. Pierre » Laget, conseiller du Roy, procureur de Sa Majesté au Con-

- » sultat, ont baillé la régence des escolles à sieur Alexandre des
- » Autels ici présent et acceptant, etc., etc. »

Il en est de même à Plaisians en 1742.

- L'an 1742 « et le 24^{me} jour du mois de septembre, avant midi ,
- » pardevant le secrétaire greffier commis de la communauté de
 - » Plaisians, soussigné et en présence des témoins, les nommés,
 - » établis personnellement, sieur Louis Endgoux, chatelain, du
 - » lieu, sieurs Damien Marin et Louis Maurel, consuls modernes
 - » dudit lieu, lesquels du gré et stipulant pour la dite commu-
 - » nauté ont loué pour une année Jean Estève, fils de Simon
 - » dudit lieu, etc., etc. » (1)

Si les municipalités n'avaient pas soin de fournir des maîtres
« d'écoles, les particuliers se cotisaient et en payaient un qu'ils
» choisissaient. » C'est ce qui eut lieu en 1649 à Ste-Euphémie,
commune de 313 habitants.

- » Du 2^{me} jour du mois de may de l'an 1649 pardevant moy
- » notaire royal a esté convenu entre Jean Carriès, maître
- » d'école du lieu de Séderon d'une part et sieurs David Bayle,
- » Estienne Nicolas, Nicolas Jehan, Estienne Court et Mathieu
- » Julien, particuliers habitant au lieu de Ste-Euphémie, tous
- » cy présents lesquels de leur gré ont passé la convention qui
- » s'ensuit :

- Sçavoir que ledit Carriès sera tenu d'apprendre à lire et
- » escrire et toutes vertus honnêtes les enfants des sus-nom-
- » més et tous les autres contenus au role qu'en a esté fait et ce
- » durant une année, etc., etc.

Ont signé les sus-nommés.

Le rôle qui se trouve aux archives E 2955, et qu'il serait
trop long de relever ici comprend 28 noms et se termine de la
manière suivante :

« Tous lesquels sus-nommés ont promis de payer ce que

(1) Archives des communes E 3083.

» le chacun se trouve tiré et côté cy dessus, quartier par quartier et par avance sous les soumissions, obligations, juremens et renonciation *in forma*. »

Le montant du rôle y compris 30 livres fournies par la communauté s'élevait à 78 livres 16 sols et le 3 avril 1650 il restait encore 19 livres 6 sols à payer.

Les habitants n'étaient pas partout aussi dévoués qu'à Ste-Euphémie. A Roche-sur-Buis en 1727, une délibération du Conseil relative aux écoles s'exprime ainsi :

» Plusieurs habitants ayant menacé les Consuls de recourir » à l'intendant pour l'observation des ordonnances royales » touchant l'instruction de la jeunesse. »

De tout cela il faut conclure que la législation touchant la nomination des maîtres d'école n'avait rien de bien fixe et que les ordonnances n'étaient généralement pas appliquées surtout dans les campagnes.

§ 2. TRAITEMENT

« Levée d'une contribution sur les bénéfices ecclésiastiques » pour raisonnablement stipendier des pédagogues et gens » lettrés en toutes villes et villages pour l'instruction de la pauvre jeunesse. (Art, 12 du second cahier de la noblesse aux Etats d'Orléans de 1560). (1)

» Et si les prébendes des dites églises excèdent le nombre de » dix une autre prébende ou le revenu d'icelle demeurera destiné pour l'entretienement d'un précepteur. (Edits des Etats d'Orléans 1560.)

» Dans les lieux où il n'y aura pas de fonds, il sera imposé » sur tous les habitants la somme qui manquera jusqu'à 150 » livres pour les maîtres et 100 livres pour les maîtresses. » (Déclaration royale du 13 décembre 1698.) »

(1) Tiré du rapport sur la proposition de loi de 1865, relative à l'instruction primaire.

Les documents législatifs se rapportant au traitement des instituteurs sont peu nombreux. Il résulte de l'article 12 du second cahier de la noblesse aux Etats d'Orléans en 1560 et de l'édit qui en fut probablement la conséquence, ainsi que de l'ordonnance royale de 1698, que le traitement des maîtres avant le 18^{me} siècle était fait, pour une partie du moins, par les parents qui envoyaient leurs enfants à l'école. La partie réservée à la commune n'était certainement pas obligatoire et n'avait rien de bien fixe, même après 1698. Elle changeait suivant la générosité des Consuls et les exigences des maîtres.

Aussi le traitement est-il variable non seulement de village à village, mais d'une année à l'autre.

Sous ce rapport les Consuls n'étaient pas toujours bien généreux ; ils cherchaient avant tout, pour le plus grand nombre, l'intérêt matériel de la commune. Ceux de Buis-les-Baronnies disent qu'ils prendront un maître « au meilleur marche que »
« pouren attrobar. »

Il est juste d'ajouter que dans bon nombre de communes ils payaient « cartier par cartier et par advance. »

A Buis-les-Baronnies en 1555 le traitement était de 50 florins et de 25 en 1579. A St-Auban, de 60 livres en 1587 et de 30 en 1698. Il est vrai qu'aux 30 livres était jointe une rétribution scolaire, bien variable elle aussi. Nous étudierons cette question dans le chapitre suivant.

Le précepteur de la jeunesse de Nyons pour 1555 recevait 32 florins, il était payé 24 écus de trois livres en 1594. Dix ans plus tard, en 1605 il avait 50 escus plus « la norriture ou »
« 4 escus », tandis qu'en 1665 il n'avait que 60 livres. Son traitement était porté à 120 livres en 1675.

Pour l'année 1600, le précepteur de Mirabel recevait 10 écus comme traitement fixe et « ceux qui l'y mettront leurs enfants »
« le norriront fors les pauvres ; » 20 livres seulement formaient ses gages en 1646. Les maîtres capables n'abondaient pas avec un pareil traitement ; le Conseil, en 1662 délibéra « sur l'exiguité »
« du traitement qui empêche des maîtres capables » et porta de 15 à 45 écus, la dépense pour le régent des écoles qui se pré-

sentera « s'il est trouvé suffisant. » Ce traitement est réduit à 20 écus en 1664 et à 30 livres en 1673 et 1692. Il s'élève ensuite à 60 et même à 135 livres. Farnoux qui y enseignait en 1762 reçut ce dernier chiffre. Les archives n'indiquent pas toujours si une rétribution scolaire était jointe au traitement fixe et c'est là sans doute la cause de cette variation si fréquente de salaire.

A Lachau, en 1622, il est fixé à 30 livres plus 4 charges de blé, et à 8 écus, 3 charges de blé en 1629. Pendant une période de 100 ans de 1635 à 1735, il varie entre 15 et 60 livres ; les 4 charges de blé cessent d'être votées au profit de l'instituteur ; en 1653, elles sont remplacées par une rétribution scolaire. Lachau a 624 habitants, il pouvait y avoir intérêt pour le maître à remplacer le blé par la rétribution.

Comme à Lachau, à Arpavon en 1622, le traitement est de 30 livres, sans le blé. Il est aussi de 30 livres à la Roche-sur-Buis en 1635 ; dans cette dernière commune il descend à 18 livres en 1655, 1656, 1688. Il est élevé à 100 livres après l'ordonnance de 1698.

Si à Lachau, à Arpavon et à la Roche-sur-Buis, les maîtres n'étaient guère payés, c'était bien pire à Mollans où en 1637 ils n'avaient que 5 écus et 10 en 1681. Pendant tout le 18^{me} siècle, le traitement variait de 125 à 150 livres.

Dans la commune de Remuzat, il est aussi de 30 livres en 1688, de 40 en 1702 et de 130 en 1725.

Mévouillon, dont la population est aujourd'hui de 787 habitants ne payait le précepteur que 30 livres en 1706, mais en 1716 le traitement communal était porté à 60 livres auquel il faut ajouter 30 livres payées par les parents.

Nous trouvons 25 écus en 1690 à Vinsobres. Dans ce village « faute de ressources » les gages du précepteur sont supprimés en 1764, pour être de nouveau portés au rôle de la taille 2 ans plus tard et fixés à 200 livres. Il y avait là de quoi tenter les meilleurs maîtres.

Les rôles de la commune d'Eygayes pour 1699 portent 30 livres et la convention intervenue entre les Consuls et le maître dit qu'il aura en plus « une charge de méteil. »

Le précepteur de Laborel en 1700 était mieux partagé, il avait d'abord un traitement fixe de 30 livres, plus deux charges de blé, mesure du Buis et « un civayer par tous ceux qui cultivent le blé. »

A Barret-de-Lioure, en 1714, le traitement est de 72 livres et de 75 en 1748, tandis qu'à St-Sauveur il est de 150 à partir de 1712.

Les précepteurs de Plaisians, de Châteauneuf-de-Bordette, de Condorcet, de St-Auban, de Ste-Jalle, etc., etc. recevaient de 60 à 72 livres de 1742 à 1785.

Nous arrêtons là cette nomenclature déjà bien longue ; elle doit suffire pour faire connaître le traitement d'une manière générale.

Pour toucher ce traitement, quelque modeste qu'il fût, un titre était nécessaire. Ce titre ne pouvait être que l'acte intervenu entre le maître et la Communauté. En 1555, les Consuls des Pilles refusent de payer le prieur comme maître d'école, parce qu'il n'y a pas d'acte passé avec lui.

Le traitement était payé par les Consuls qui recevaient quittance. Nous avons eu plusieurs de ces titres, nous en citerons deux seulement, le premier est écrit d'une main autre que celle du précepteur.

« Je soubsigne et declare avoir reçu la somme de 12 livres à
» comte du premier cartier de ce que la Communauté de
» Sahune me donne. Insi je déclare, l'avoir resu de sieur An-
» toine Vial, consul de Sahune. Ce sinquième novembre mille
» sept cent vingt un.

» Je preuve ce que dessus

Signé : J. GRANJEON,

precepteur. »

Le second au contraire est écrit de la main même du précepteur, c'est un modèle de calligraphie.

« Je soussigné en qualité de régent des escolles du lieu de
» Sahune ay reçu de la communauté du dit lieu et des mains

» de M. Eydoux, premier consul d'Icelle la somme de vingt
» livres et c'est pour paiement de deux mois, par avance et la
» dite année ayant commencé le 17 septembre et finissant à
semblable jour de l'année *précédente*.

» Dont content le quitte à Sahune ce sixième octobre mille
» sept cent vingt-cinq. »

Signé : PIERRE MAZENC.

FONTANILLE, *Instituteur en congé.*

(*A continuer.*)



Étude critique

SUR

CHAMPIONNET

I

NAISSANCE ET FAMILLE

Aucun biographe du général valentinois n'a connu jusqu'ici les circonstances principales de sa naissance et de sa jeunesse ; tous avaient hâte d'exposer ses faits d'armes et négligeaient les autres détails. (1)

M. Romieu, ancien aide de camp de Championnet et M. Delacroix, ancien maire de Valence, se bornent à reporter sa naissance à l'année 1762, sans aucune indication plus précise ; de St-Albin l'assigne au 12 août, Jules Ollivier et Dourille au 24 mai, même année. Cette dernière date inscrite sur le piédestal de la statue de l'illustre guerrier, et acceptée sans contrôle, a même tellement prévalu qu'il a été question d'en faire un anniversaire.

(1) Dourille cite Jomlmi, Châteauneuf, Thiers, Coletta et l'auteur des *Victoires et conquêtes des Français* ; M. Rochas, dans la *Biographie du Dauphiné* indique l'*Eloge historique du général Championnet, commandant en chef des armées de Rome, de Naples, des Alpes et d'Italie...*, par Romieu, son aide de camp (Paris, an XI), (dont il existe une 2^e édition (Périgueux 1843) ; une *Histoire du général Championnet faisant suite au Nepos français*, par A. D. Châteauneuf (Paris, 1806), rééditée en 1810 ; une *Histoire de Championnet*,

Elle est cependant aussi fausse que celle du 12 août, inventée par de St-Albin ; car en lisant avec attention l'acte du 24 mai, où Louise Rouillié attribue à Etienne Grand, maître de poste, le fils qu'elle fait baptiser sous le nom de Jean-Antoine-Etienne, on se trouve plutôt en présence d'un frère du général, resté inconnu ou mort jeune, que du général lui-même.

A la vérité, le père de Championnet était « un M. Grand, » maître de poste, conseiller à l'Election et même avocat » qui, à son lit de mort, épousa la paysanne qu'il avait » séduite et rendue mère ; » (1) mais nul n'oserait soutenir que Louise Rouillié ait jamais passé pour l'épouse de M. Grand.

La naissance du futur héros fut donc tellement clandestine que l'auteur de la *Statistique de la Drôme* déclare ingénument n'avoir pu découvrir son acte de baptême, et insinue que la mère alla peut-être faire ses couches ailleurs. (2)

Malgré cet aveu, de St-Albin n'hésite pas à affirmer que le nom de Championnet figure sur les registres de baptême de Valence, bien que la date par lui indiquée et le témoignage de M. Delacroix prouvent suffisamment qu'il ne les a jamais consultés.

Quant au nom en lui-même, Dourille le dérive pénible-

par Henri Dourille, (Paris, 1844) ; le *Dictionnaire des généraux français*, par Decourcelles, et un bon article de Jules Ollivier dans la *Revue* et l'*Album du Dauphiné*. Nous pouvons ajouter à cette liste *Championnet, général des armées* de la République française, ou les campagnes de Hollande, de Rome et de Naples, par A. R. C. de St-Albin, (Paris, 1860) et un chapitre des *Mémoires de Championnet*, par M. Chaper.

(1) *Revue du Dauphiné*, t. VI, art. de Jules Ollivier.

(2) *Biographie du Dauphiné*, note de M. Delacroix.

ment de *Champignonnet* (petit champignon), à cause dit-il, de la naissance et de la gentillesse de « cet enfant de l'aimour », comme l'appelle M. Romieu, et dans la relation d'une tournée d'inspection du général, accomplie du 21 août au 1^{er} septembre 1799, M. Janson, ingénieur des ponts et chaussées, donne une autre version et fait raconter à Championnet lui-même « qu'il était né en 1762, et » était fils naturel du citoyen Grand, de Valence, qui » l'avait eu d'une maîtresse à laquelle il était fort attaché; » que jeune encore, son père le plaça sous le nom de *Champion*, dans une pension à Grenoble, où comme il était » encore enfant, on l'appelait *Championnet*, nom qui lui » était resté et sous lequel il était connu, quoique son vrai » nom fût Grand. » (1)

N'en déplaise au général Grand ou au grand général, son séjour à Grenoble et l'origine de son nom nous paraissent également problématiques, et nous adoptons pleinement l'opinion qui tire le nom de Championnet d'une propriété située au midi et tout près de la promenade de Valence, appelée le *Champ-de-Mars* (2) où le 13 avril 1773, son père lui donnait par testament « tout un enclos de vigne appelée Mississipi, au terroir de *Championnet*, dans » lequel il y avait une petite maison au milieu, confrontant » du levant, la grande route de Lyon à Marseille, du midi » et vent, le béal de la Cascade, du couchant et du nord » les chemins de Beauregard. » (3)

Le quartier de Championnet, en latin *Capionetus* et *Campionetus*, portait ce nom depuis le XIII^e siècle au

(1) *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 2^e année, n° 2.

(2) *Biographie du Dauphiné* et de St-Albin.

(3) Testament de M. Grand de 1773.

moins, et la petite maison de la vigne de Mississipi rappelait sans doute à M. Grand d'assez agréables souvenirs pour valoir à son fils le nom de l'endroit où elle était située.

Né à Valence, le 4 janvier 1739 de Claude Grand et de noble Françoise de Richaud, (1) Etienne Grand étudia le droit et devint avocat au Parlement de Grenoble, conseiller et lieutenant du Roi en l'Election de sa ville natale, et maître de la poste aux chevaux, sans jouer d'autre rôle important.

M. Villard, qui a pieusement recueilli une foule de notes curieuses sur Championnet, possède un portrait au pastel de M. Grand, où il est représenté en habit bleu avec jabot de dentelles, cheveux poudrés et bouclés, front large et haut, sourcils arqués et peu fournis, nez retroussé, bouche fine et régulière, le menton à double étage, teint rose et florissant, en somme, en élégant bourgeois de l'époque.

Or, il avait pour cuisinière une fille d'Alixan, appelée Marie Collion, qui ayant « eu le malheur de s'estropier au service de la mère de M. Grand, » (2) appela auprès d'elle une de ses sœurs, Madelaine, née le 14 septembre 1740, c'est-à-dire à peu près de l'âge de son maître.

L'acte de son mariage avec ce dernier ne la fait arriver à Valence que vers 1764; mais un autre document authentique du 1^{er} octobre 1786 indique avec beaucoup plus de vraisemblance l'année 1756. (3)

M. Grand possédait une fortune considérable et, demeuré célibataire jusqu'à l'avant-veille de sa mort, il se préoccupa, à diverses reprises, de disposer de ses biens,

(1) Etat civil de Valence.

(2) Testament de 1786.

(3) Acte de mariage d'Etienne Grand avec Madelaine Collion.

témoin les divers testaments qui nous ont révélé les principaux détails inédits de cette notice et qu'un hasard heureux a fait tomber en nos mains.

Dans le premier, en date du 13 avril 1773, Marie et Madelaine Collion obtiennent une pension de 150 livres chacune, les meubles, bijoux, linge et provisions du testateur et des immeubles au faubourg Saunière ; Championnet, appelé *Jean-François*, dans cet acte, par une erreur de mémoire évidente, reçoit tout l'enclos de vigne de Mississippi et une pension annuelle de 300 livres jusqu'à 25 ans accomplis « payables sur la simple quittance privée » de Marie et Madelaine Collion, sœurs, » gouvernantes de M. Grand.

Le jeune légataire, déjà surnommé Championnet avait été, d'après cet acte, élevé en partie à Soyons, et se trouvait alors en pension chez M. Savary, greffier à Chabeuil. (1)

Ce n'est pas tout. Dans un nouveau testament du 1^{er} octobre 1786, M. Grand précise bien davantage encore ses révélations :

« Je donne et lègue, dit-il, à *Jean-Etienne*, surnommé » *Championnet*, mon domaine appelé Barlatier, situé au » mandement d'Alixan,.... mon domaine des Marlhies, » situé près de Bayane,.... le terrier, ensemble les capitaux de pensions et droits seigneuriaux assis et imposés » sur plusieurs fonds des communautés de Châteauneuf-d'Isère, Alixan, Charpey et autres lieux, acquis de M. » le marquis de Lattier le 24 octobre 1784,.... mon bureau, » ma bibliothèque bois noyer et tous mes livres,.... ma » maison d'habitation, ensemble toute la maison boutique » de bas en haut qui y est contigüe,.... déclarant que le

(1) L'original a été communiqué obligeamment par M. l'abbé Mazet.

» susdit Jean-Etienne Championnet est né le 13 avril
 » 1762 ; (1) qu'il est fils naturel de Magdeleine Vachier,
 » fille à Pierre, suivant l'extrait de son baptême de l'église
 » paroissiale de St-Jean à Valence ; qu'il est le même que
 » j'avois mis en nourrice aux Pécoulets près d'Etoile et
 » que j'ai ensuite tenus à Soyons en Vivarais ; le même
 » qui a resté près de trois ans en pension chez le sieur Sa-
 » vary, greffier à Chabeuil ; le même qui est aujourd'hui
 » receveur des fermes du Roi au bureau de la Roche-de-
 » Glun, dont il fait faire par intervalle le service par M^e
 » Feugier, notaire audit lieu et autres ; et enfin le même
 » que j'habille, j'entretiens, qui mange à ma table, qui
 » me sert d'homme d'affaire, et dont j'ai toujours pris soin
 » dès le berceau ; et voulant récompenser sa douceur, et
 » lui donner des marques particulières de l'estime qu'il
 » mérite, je veux en conséquence qu'il porte à l'avenir
 » mon nom et qu'il puisse se servir de mon cachet de fa-
 » mille, tout comme s'il en était. »

Ce cachet aux armes des Richaud était *d'azur à la patte
 d'ours posée en bande* et de pareilles tendances nobiliaires
 jurent assez avec les déclamations de Durille sur « la vie
 » d'un prolétaire qui gagna ses grades en combattant, jetée
 » à la face d'une aristocratie d'hier. »

Quoi qu'il en soit, le testament du 1^{er} octobre 1786 ayant
 révélé soudain des indications précises, il convenait de les
 corroborer par d'autres documents, de façon à lever une
 bonne fois toutes les incertitudes.

Voici en effet l'acte de baptême du général copié dans
 les registres de la paroisse de St-Jean de Valence :

(1) On verra bientôt par l'acte de baptême que la vraie date est le 14 avril
 au lieu du 13.

« L'an 1762 et le 14 avril, a été baptisé un garçon né le » même jour à qui on a donné les noms de Jean-Etienne, » fils naturel non légitime de Madelaine Vachier, fille à » Pierre, travailleur de terre habitant Charpey, laquelle a » déclaré le 20 janvier 1762 à M. Jean-François Bernon, » juge royal à Romans, ne vouloir nommer le père. Le » parrain a été Jean Faure et la marraine Marie-Anne » Chaumat. » (1)

La déclaration citée dans cet acte est conservée aux archives de la Drôme ; elle porte que « Madelaine Vachier » fille à Pierre, âgée d'environ 23 ans, au moyen de son » serment prêté la main levée à la manière accoutumée » a dit « être enceinte d'environ 7 mois, d'un garçon qu'elle » n'a voulu nommer. » (2)

Ces documents, à la vérité, ne laissent planer aucun doute sur la date de naissance de Championnet ; mais ils nous ont mis un instant dans un plus grand embarras que le sage Salomon, en présence d'un enfant réclamé par deux mères ; car nous en trouvons trois au général : Louise Rouillié, dans un acte du 24 mai 1762, Marie Vachier, dans un autre du 14 avril et enfin Madelaine Collion, épouse *in extremis* de M. Grand.

Avant de prononcer un jugement définitif, il fallait éclaircir le mystère et, des recherches confiées à M. Bellon, ancien maire de Charpey, notre érudit collègue, établissent que de 1712 à 1795 aucun autre Pierre Vachier, ni aucune

(1) Mairie de Valence. Dourille affirme que Championnet reçut le jour dans une maison de campagne, clos Martin, derrière la poste aux chevaux, c'est-à-dire sur la paroisse St-Apollinaire ; pourquoi alors fut-il baptisé dans celle de St-Jean ?

(2) Archives de la Drôme B. 1847.

autre Marie Vachier ne figurent dans les registres paroissiaux de cette commune, sauf Jean-Pierre, baptisé le 27 mai 1762, Marie-Anne, fille d'Aimard, baptisée au même lieu le 21 septembre 1749 et Marie, veuve Roux, ensevelie à 75 ans, le 13 avril 1781 : ce qui ne concordait pas avec nos renseignements.

De plus, ni à Bésayes, ni à St-Didier, aucun acte ne révélait une Marie Vachier, fille de Pierre.

D'où nous avons conclu que l'acte de baptême de Championnet et la déclaration antérieure de sa mère renfermaient une fausse indication. En effet, M. Bellon, poursuivant ses recherches à Alixan, nous a copié dans les registres paroissiaux du lieu un acte ainsi conçu :

« Le 15 septembre 1740, j'ai baptisé Madelaine Collion, » fille légitime de Pierre et de Marie Vacher, mariés, née le » jour d'hier ; le parrain a été Jean Vacher et la marraine » Françoise Combet... Signé Malet, vicaire. » — C'était une révélation. Il y avait eu entente entre M. Grand et Madelaine Collion pour couvrir une faute, car, en refusant de nommer le père de son enfant, chose assez rare en pareil cas, témoin Louise Rouillié, Madelaine usait envers son maître de procédés courtois qui lui valurent plus tard un mariage *in extremis* le 12 juin 1788.

Toutefois, en dépit de cette précaution inutile, l'historien ne pouvait être dupe de la supercherie qui avait mis sur le compte de la mère (Marie Vachier Vacher ou Vachez,) une faute de la fille (Madelaine Collion), car s'il pouvait subsister encore le moindre doute, il serait complètement levé par une lettre adressée à M^{lle} Madelaine Collion chez M. Grand,... à Valence, et dont nous devons la communication à M. le baron de Coston, si bien instruit de tout ce qui touche à l'histoire de cette province :

M. Grand se trouvait alors en Provence, à cause d'un

procès engagé contre M. Brohard, son beau-frère, et le voile de l'intimité lui permettait d'ouvrir son cœur sans réticence.

Aix, le 30 janvier 1786.

« Je ne te parlerai point d'affaire, *ma chère femme*, j'ai
» bien d'autres choses à te dire depuis le temps que je t'ai
» quitté. *Ton fils* te détaillera où j'en suis avec Brohard,
» je l'en instruis amplement par ce courrier.

» Quand j'examine, ma plus chère amie, combien ma
» présence étoit nécessaire ici, je regrette moins l'instant
» fatal qui nous a séparés pour quelques temps, mais l'es-
» pérance de te revoir en bonne santé est pour moi la plus
» douce consolation. Il faut sçavoir prendre son mal en
» patience, et sans doute le mien est plus sensible que le
» tien. Je suis ici au milieu des affaires, éloigné de toi,
» objet de ma consolation et de ma tranquillité, tandis que
» toi tu es sur ton foyer avec ta sœur et *notre enfant*, avec
» lequel tu peux un peu te dédommager de mon absence,
» mais n'importe, il faut finir tout procès, pour te donner
» un bien-être que je partagerai jusqu'au tombeau avec
» toi. Il me sera bien plus doux, si par tes leçons et ta
» douceur tu maintiens *ton fils Championnet*, *qui est aussi*
» *le mien*, dans le sentier de la vertu ; je l'invite à beau-
» coup lire, pour achever de se former. Il en sçait peut-
» être plus que je n'en connoissois à son âge, mais je sens
» qu'il est fort éloigné de ce que je désire qu'il apprenne.
» J'en suis on ne peut plus content, néanmoins je l'invite
» à l'étude ; il doit être tranquille sur son sort, qui doit
» faire le tien. Je te dois tout, et pourquoi penserois-tu
» qu'avec toute la reconnaissance et l'amitié inviolable que
» je te dois pour la vie, je ne travaille incessamment à ta

» tranquillité et à la mienne. Adieu donc, ma plus chère
 » amie, ménage tes jours pour un mari qui t'aimera jus-
 » qu'à la mort. »

Signé : GRAND.

M. de Coston ajoute qu'il existe à la date du 7 Ventôse an VIII, devant le juge de paix de Valence, un acte de notoriété relatif à la maternité de la veuve Grand.

Nous croyons inutile de rechercher ce document, après le témoignage si précis de la lettre d'Aix, et la mère de Championnet est incontestablement découverte, Madelaine Collion et Marie Vachier n'étant qu'une seule et même personne.

Cependant, l'année même du voyage de Provence et le 1^{er} octobre, M. Grand appelait encore simplement Madelaine Collion « sa gouvernante » et lui léguait une pension annuelle de 800 livres ; Marie Collion en recevait une de 300 livres, et le testateur ajoutait qu'au moyen de ces legs, « elles ne pourroient repeter après sa mort aucuns gages » de près de 30 ans, ni sommes résultantes des libéralités « que leur avoient fait sa mère et la dame Brohard, sa » sœur. »

M. Grand dans le même acte donnait son nom, ses armes et d'assez grands biens à Championnet, mais ne voulant en rien enchaîner sa liberté, il nommait héritier universel, comme en 1773, Pierre Teyssonier, père, avocat du Roi au présidial de Valence et professeur en droit français dans l'Université de la même ville.

Deux ans plus tard, M. Grand testait de nouveau et choisissait cette fois Jean-André Colombier pour héritier universel ; puis il épousait Madelaine Collion, à St-Apollinaire, témoin l'acte suivant :

» L'an 1788 et le 12 juin, la dispense de trois bans leur

» ayant été accordée....., aucun empêchement canonique
» ou civil n'étant venu à notre connoissance, ont reçu la
» benediction nuptiale M. M^e Etienne Grand, avocat en
» la Cour. . . fils de Claude et de Françoise de Richaud,
» et D^{lle} Madelaine Collion, native du mandement d'Ali-
» xan, habitante en cette ville et paroisse depuis environ
» 24 ans,.... fille à Pierre et à Marie Vachier... »

Deux jours après il expirait.

Quant à sa veuve, remariée en 1801, avec Nicolas-Am-
broise Simon-Laforet, ancien employé militaire en Egypte,
elle décéda à Alixan, dans son domaine du Prieuré, le 8
mars 1823.

Après avoir éclairci l'origine , abordons la jeunesse de
Championnet ; là encore il reste de nombreuses erreurs à
détruire.

A. DE B.

(*A continuer.*)



LES ENFANTS ASSISTÉS

au Pont-Saint-Esprit.

En classant les archives communales de Montélimar, de Valence et d'autres localités de la vallée du Rhône, j'avais souvent remarqué les résolutions prises en assemblées générales ou particulières des habitants d'envoyer au Pont-St-Esprit les enfants exposés.

Je signalai ce fait à M. Adrien Boisson, notre collègue bienveillant, et voici les renseignements qu'il m'a donnés :

Sans remonter aux temps les plus anciens, on trouve dans une bulle du pape Nicolas V, du 7 des ides d'août 1448, les indications nécessaires pour résoudre la question : (1)

D'après la tradition commune (*communi assertione*), plusieurs personnes avaient péri en passant le Rhône à St-Saturnin-du-Port, diocèse d'Uzès, à cause de la rapidité et de la violence des eaux. L'ange de lumière apparut à un berger qui gardait son troupeau sur la rive du fleuve tout près de la ville et l'engagea à construire un pont, une chapelle et un hôpital. Le berger avec la grâce du St-Esprit et les aumônes des fidèles se mit à l'œuvre et acheva le pont et ensuite l'hôpital. Là sont reçus les étran-

(1) Transcription des lettres exécutoriales du Concile de Baste en faveur de l'hospital, chapelle et pont du St-Esprit au sujet de la quête avec les bulles et indulgences des saints pères en faveur de la chapelle.

gers, nourris les pauvres et soignés les malades ; là viennent faire leurs couches les femmes indigentes, là sont allaités par des nourrices à gages les enfants exposés la nuit et en secret ; puis, les garçons y sont formés aux bonnes mœurs et instruits dans les arts libéraux ou mécaniques, selon leurs dispositions ; quant aux filles elles sont mariées et dotées ou bien elles prennent l'habit blanc de l'hôpital avec un camail rouge portant le pont et la croix sur la poitrine et servent l'établissement sous le titre de sœurs *données*. Les garçons peuvent aussi y rester comme frères *donnés* et être employés aux quêtes.

Il y a de plus une confrérie du St-Esprit et une chapelle desservie par trois prêtres.

L'hôpital est administré par trois habitants de la ville, choisis chaque année par le sénéchal de Beaucaire, le prieur de St-Pierre (de Cluny) et les syndics.

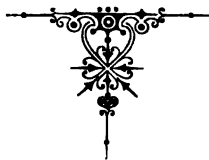
Pareil établissement, on le conçoit, avait l'approbation des papes qui accordaient des indulgences à ses bienfaiteurs et la rémission des péchés véniels, des discours oiseux, des pensées mauvaises passagères, non suivies d'effet, etc.

Calixte III en 1456 révoqua les permissions de quêter accordées par son prédécesseur aux frères de l'hôpital du St-Esprit de Saxe à Rome, que les fidèles confondaient avec ceux du St-Esprit en France, à la demande du roi Charles VIII protecteur d'une œuvre fondée par ses prédécesseurs, et de l'évêque d'Uzès qui s'était plaint au concile de Bâle.

On trouve aussi en 1659 la nomination de Pierre de Lacoste, fils de Jean-Baptiste, capitaine du Pont-St-Esprit, comme clerc de l'église du St-Esprit et confrère des pont et hôpital susdits.

D'après une notice de M. Bruguier-Roure, publiée dans le *Congrès archéologique de France* XXXVIII^e session, le pont remonterait seulement à 1265 et les habitants de St-Saturnin-du-Port en auraient eu l'initiative. Il fut bâti par des ouvriers laïcs, soumis pour la durée des travaux à une règle commune et religieuse, sans aucun vœu solennel.

L'hôpital naquit du dévouement de pieuses femmes chargées de secourir les ouvriers malades employés au pont.



NÉCROLOGIES

VALLENTIN (FLORIAN), *membre correspondant.*

Le 20 mai 1883, à Montcaud-Sabran (Gard), une mort prématurée enlevait à la science un de nos collègues les plus érudits : M. Florian VALLENTIN, né à Montélimar le 24 juillet 1851, fils de notre honorable vice-président. Le jeune savant venait de s'unir avec une jeune fille accomplie, et il explorait avec elle les environs de Rome quand la fièvre l'a atteint.

On se rappelle que la décoration d'officier d'Académie lui avait été décernée naguères, à la distribution des récompenses aux Sociétés savantes, et qu'il était correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux d'érudition ; nous pouvons ajouter que le gouvernement italien lui destinait les insignes de la Couronne d'Italie, bien que le brevet et le décret soient arrivés à Montélimar, après son décès.

Reçu docteur en droit en 1874, il était entré dans la magistrature peu après, et sa nomination de substitut à Guéret et de procureur de la République à Baugé présageait une carrière brillante et rapide.

C'est qu'en effet, chez M. Florian VALLENTIN, à une intelligence d'élite s'alliaient le goût des recherches sérieuses, l'amour du travail et de la retraite, le désir

de consacrer le temps à l'étude du droit et de l'archéologie, embrassant ainsi le passé et le présent dans leurs plus hautes aspirations : la justice et la vérité.

Si notre vaillant collègue n'a connu qu'un instant le bonheur de la vie scientifique et de la vie de famille, il n'en a pas moins attaché son nom à d'intéressantes découvertes et concouru à perpétuer le souvenir de l'antiquité, de ses grandes œuvres et de ses grands hommes.

La liste de ses publications restera comme son oraison funèbre la plus éloquente, et nous l'offrons à ce titre aux membres de la Société.

I. *Du divorce à Rome. — De la législation des noms de famille.* — Thèse pour le doctorat, soutenue devant la Faculté de droit de Grenoble le 11 août 1874. — Grenoble, Allier, 1874, in-8°, 176 p. (Quelques pages traitent de l'origine et des révolutions des noms de famille en Dauphiné.)

II. *Documents inédits pour servir à l'histoire locale, d'après les manuscrits originaux. — La garde nationale de Tèche et Beaulieu, canton de Saint-Marcellin.* — Vagnon, 1877, in-8°, 20 p. (Extrait du *mémorial* de Saint-Marcellin.)

III. *Excursions archéologiques dans les Alpes dauphinoises.* — Lecture faite au 2^e congrès du Club Alpin tenu à Grenoble les 12, 13 et 14 août 1877. — Grenoble, Maisonneville, 1877, in-8°, 16 pages.

IV. *Mythologie gauloise. — Essai sur les divinités indigètes du Vocontium, d'après les monuments épigraphiques*, par Florian Vallentin, membre correspondant de l'Académie delphinale. — Grenoble, Prudhomme, 1877, in-8°, 76 pages.

V. *Bibliographie dauphinoise. — Le patois des Alpes Cottiennes et en particulier du Queyras*, par A. Chabrand et de Rochas. — Vienne, Savigné, 1877, in-8°, 8 p. (Extrait de la *Revue du Dauphiné* et du *Vivaraïs*, 1877.)

VI. *Le Dauphiné avant l'histoire. — Les âges de pierre et de bronze dans l'arrondissement de Montélimar.* — Grenoble, Maisonville, 1878, in-8°, 35 pages.

VII. *Importance et intérêt des études préhistoriques.* — Lecture faite à la séance publique de l'Académie delphinale le 21 mars 1878. — Grenoble, Baratier et Dardelet, 1878, in-8°, 13 pages.

VIII. *Le Dauphiné avant l'histoire. — Sépultures préhistoriques découvertes dans les Hautes-Alpes.* — Grenoble, Maisonville, 1878, in-8°, 7 pages.

IX. *Souvenirs de l'exposition de Paris en 1878. — Le Dauphiné au Trocadéro. — Sciences anthropologiques. — Art rétrospectif* — 1878, Grenoble, Maisonville, in-8°, 67 pages.

X. *J. Fergusson. — (Article Bibliographique, en italien), extrait du Bulletin de Paléontologie italienne,* — 1879, in-8°, 6 pages.

XI. *Inscription Romaine récemment découverte à Grenoble.* — Lettre à M. Eugène Chaper président de l'académie Delphinale, — Grenoble, Maisonville, 1879, in-8°, 16 pages.

XII. *Les dieux de la cité des Allobroges, d'après les monuments épigraphiques,* — Extrait de la *Revue celtique*, 1879. — Paris, Vieweg, 1879, in-8°, 36 pages.

XIII. *Mythologie Gauloise. — Le culte des Matræ dans la cité des Voconces d'après les monuments épigraphiques,* — Paris, Champion, 1880, in-8°, 32 pages.

XIV. *Le Dauphiné avant l'histoire, ancienneté de l'homme en Dauphiné et accessoirement en Provence et en Savoie.* — Grenoble, Dupont, 1880, in-8°, 34 pages.

XV. *Découvertes archéologiques faites en Dauphiné pendant l'année 1879. — Rapport à l'académie Delphinale* — Grenoble, Dupont, 1880, in-8°, 35 pages.

XVI. *La voie d'Agrippa de Lugdunum au Rivage Massaliote.* — Paris, 1880, in-8°, 23 pages.

XVII. *Visite au Musée épigraphique de Gap*, — Vienne, Savigné, 1880, in-8°, 23 pages.

XVIII. *Patère d'Evaux*, 1881, in-8°, — Savigné, Vienne, 4 pages.

XIX. *Lettre à M. Chalon*, directeur de la *Revue Belge de numismatique* relative à un méreau du chapitre de Ste-Croix à Montélimar. — Extrait de la *Revue* (Belge), 1881, in-8°, 2 pages.

XX. *Le Musée épigraphique de Limoges*, — Vienne, Savigné, 1882, in-8°, 16 pages.

XXI. *Nécrologie*. — *Prévost de Longpérier*, in-8°, 1882, 8 pages. — Savigné, Vienne.

XXII. *Miscellanea*. — 1882, in-8°, Savigné, Vienne. 7 pages.

XXIII. *Temple des Matræ à Sahune (Drôme)*, Vienne, Savigné, in-8°, 4 pages.

XXIV. *Les Alpes Cottiennes et Graies*. — Géographie Gallo-Romaine. — Paris Champion, 1883, in-8°, 113 pages.

XXV. *De la colonne dite de Henri IV sur l'Esquelin*, — Valence 1883. — En cours de publication dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*.

XXVI. *L'arrondissement de Montélimar avant l'histoire*, discours de réception à l'académie Delphinale — Grenoble, 1879, Dauphin et Dupont, in-8°, 29 pages.

XXVII. *Épigraphie du Tricastin*, Vienne, Savigné, 1883, in-8°.

XXVIII. *Bulletin Epigraphique de la Gaule* publié avec le concours des principaux savants, dirigé par Florian Vallentin, — Vienne, Savigné, in-8°, 3 volumes, 1881, 1882, 1883.

Au sujet de cette dernière œuvre, le *Répertoire des travaux historiques*, publié tout récemment par le Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, s'exprime ainsi :

« C'est à l'initiative de M. Florian Vallentin qu'est due

» la fondation de ce recueil ; c'est sous sa direction
» qu'il est publié. Nous le félicitons sincèrement d'avoir
» entrepris une publication devenue absolument néces-
» saire en France où l'épigraphie n'avait pas encore
» d'organe spécial, la *Revue* de M. Allmer étant une
» œuvre tout à fait personnelle. Le succès de ce bulletin
» doit être pour son directeur un encouragement et une
» récompense. »

Parfois l'épigraphiste et l'archéologue s'arrêtent émerveillés et la larme à l'œil devant une inscription importante ou une colonne artistique, l'une et l'autre mutilées ; nous en ferons autant devant l'œuvre inachevée du jeune et laborieux érudit.

PLAN DE SIEYES DE VEYNES (LÉO, comte DE),
membre correspondant.

Elu député en 1843 et en 1846 par l'opposition libérale de la Drôme, le regretté défunt s'associa à toutes les réformes utiles : loi sur les irrigations, loi sur les brevets d'invention, sur le Conseil d'État, sur le régime des prisons, sur les colonies, supprimant le décime rural et réduisant l'impôt du sel ; il obtint avec les autres députés de la vallée du Rhône une augmentation de 800,000 fr. pour améliorer la navigation de ce fleuve ; mais échoua sur le tracé de chemin de fer de Grenoble.

Rendu à la vie privée en 1848, il se consacra à sa famille et aux œuvres utiles, sans jamais oublier Valence et la Drôme.

SÉANCE DU 23 AVRIL 1883

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

M. Brun-Durand, un des vice-présidents, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Ministre de l'Instruction publique invite la Société à proposer les questions à traiter au congrès des sociétés savantes en 1884. La Société accepte l'idée d'un programme, et propose de l'affecter non seulement au congrès, mais encore aux sociétés savantes dans leurs études écrites, de façon à avoir en même temps sur tous les points de la France des réponses aux mêmes questions ; ces réponses analysées et groupées par les Maîtres de la capitale formeraient un ensemble destiné à servir de base aux recherches futures sur les mêmes points.

La grande difficulté des livres sans nombre à acquérir serait ainsi en grande partie levée, et les sociétés auraient des jalons sûrs pour guider leurs recherches.

Pour cela, il faudrait chaque année une grande question seulement à traiter, pour ne pas absorber toutes les forces vitales des sociétés.

Le résumé des travaux sur chacune d'elles, d'abord publié isolément, serait présenté au congrès et imprimé dans les comptes-rendus.

M. le Préfet communique à la Société un questionnaire imprimé sur les statues historiques de la Drôme. La So-

ciété charge M. le Secrétaire de répondre. Il y a trois statues en bronze dans la Drôme : celles de Championnet, de M^{me} de Sévigné et de Montalivet et 2 bustes en marbre : ceux de Pie VI et Mgr Sibour.

La date de naissance de Championnet donne lieu à une intéressante communication de M. A. de Bouffier, qui sera reproduite dans le *Bulletin*.

M. de Soubeyran, agent voyer d'arrondissement, est proclamé *membre titulaire* et M^{me} Lascombe, née Comte, *membre correspondante*.

Le compte-rendu d'une visite à un cimetière Gallo-Romain de Beaumont par M. le Secrétaire donne lieu à des indications précieuses de la part de M. Vallentin.

M. Nugues signale des peintures à fresques découvertes à Romans et en présente les dessins qu'il est prié de terminer, avec l'art et la précision dont il a le secret.

De son côté, M. Lalande, juge suppléant, présente une monnaie épiscopale de Valence sur laquelle nous reviendrons prochainement.

Enfin, M. de Coston, a eu la bonne fortune de recueillir de nouveaux documents sur un personnage de l'Ardèche en correspondance avec Conrard, l'académicien, et d'autres illustrations contemporaines.

Il est prié de réserver au *Bulletin* le fruit des recherches que ses grandes connaissances en histoire ne peuvent manquer de rendre fort intéressantes.



CHRONIQUE

— Prière de corriger la date fautive imprimée dans la livraison 65°, page 214, ligne 14, et de mettre 1852.

— Le cimetière signalé par l'obligeant M. Janoyer, conseiller d'arrondissement, ne sera fouillé que l'hiver prochain, et il sera donné alors tous les détails nécessaires.

— Acquis à Nyons, mais en mauvais état, 1° la *Dissertation | sur la nature | les vertus et l'usage | des eaux | minérales acidules | du Bourg de Dieulefit | découvertes en l'année 1749* | par M. Possiam, médecin docteur de la faculté d'Avignon. — Avignon 1750, in-12; — 2° *Recueil | de prières | pour les malades | ...* par François Pillion, prestre, natif de la ville et duché d'Alençon, curé de la ville de Nions, en Dauphiné. Grenoble 1672, de Galle, in-16 (2° édition).

L'Alouette dauphinoise, sans cesser tout à fait sa chanson, fusionne avec le *Feu follet* de M. Francis Maratuech, de Tulle. (Abonnement 10 fr. par an.)

Parmi les publications récentes nous signalerons :

Les hommes de la Constituante. L'abbé Grégoire et le schisme constitutionnel, par M. Anatole de Gallier, véritable chef-d'œuvre d'érudition et d'impartialité historiques. Paris 1883, in-8° ;

Le roman dans la seconde moitié du XVII^e siècle. — *Madame de Villedieu*, du même auteur. — Tirage à part du *Bulletin*, in-8° ;

Les jetons de numismates, où nous trouvons ceux de MM. Dériard et Gustave Vallier, nos collègues ;

Canal d'irrigation du Rhône. Comité des fondateurs. Mémoire. Paris 1882, in-4° ;

Les félibres. — Aubanel. — *Mistral et Romanille*, par M. Victor Colomb. Gap 1882, in-8° ;

Le musée, la bibliothèque et le théâtre de Montélimar, par Paul Elly, 1883, in-8° ;

Donzère religieux. Notice historique, par l'abbé Fillet, 1882, in-8° ;

Montbrison religieux, du même, 1881, in-8° ;

Echevis religieux, du même, 1882, in-8° ;

La chanson de Marie Stuart, par le docteur A. Galy. Périgueux, 1879, in-8° ;

Poésies inédites de Pierre de Bourdeille, seigneur abbé de Brantôme, du même auteur, Paris 1880, in-8° ;

Numismatique gauloise. Examen de la brochure de M. Gustave Vallier, sur la trouvaille d'Hostun. Tirage à part du *Bulletin* ;

Les Ursulines de Die, par Adolphe Rochas. 1883 ;

A. Steyert. *Etude sur les francs-fiefs du Forez*, par le comte de Charpin-Feugerolles ;

Bretagne et Dauphiné. Notice sur des médailles et jetons frappés aux armes de France, Dauphiné et Bretagne, par Gustave Vallier. — Tours, in-8° ;

Document inédit sur les guerres de la ligue en Lyonnais et en Forez, par le comte de Charpin-Feugerolles, in-4° ;

Un épisode de l'histoire des Camisards dans l'Ardèche (1704). Récit publié par l'abbé Blanchard, chanoine honoraire, curé-archiprêtre de St-Péray, Montbéliard 1882, in-8° ;

Notes et documents pour servir à l'histoire des doyens

de l'Eglise de Die au XVI^e siècle, par l'abbé Jules Chevalier, Montbéliard, 1880, in-8 ;

Etat des diocèses de Valence et Die en 1509, par M. l'abbé Fillet. — Tirage à part du *Bulletin*, in-8°.

Comité des travaux historiques et scientifiques. Rapport au ministre et arrêtés, 1883, in-4 ;

Manuel complet de Lotinoplastique. — Paris, 1857 in-32 ;

Rapport sur les archives nationales pour les années 1876 et 1877, par Alfred Maury, 1878, in-4° ;

Romania, n^{os} 42, 43, 44 et 45.

Répertoire des travaux historiques contenant l'analyse des publications sur l'histoire, les monuments et la langue de la France en 1881. T. I^{er}, in-8° de 1286 pages ;

Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques, section d'histoire, d'archéologie et de Philologie, 3 livr. 1882, in-8° ;

Journal des savants, année 1882 et 5 mois de 1883. (Don du ministre de l'Instruction publique).

Annales du musée Guimet. Revue de l'histoire des religions, T. VI, 3^e année ;

Revue des langues romanes, paraissant à Montpellier.



LE DAUPHIN HUMBERT II

ET LA

Ville de Romans.

SUITE. — Voir la 66^e livraison.

Le 9 mars 1342, six consuls (deux de plus que le nombre ordinaire) furent élus dans le château de Pisançon, en présence du Dauphin. C'étaient : Etienne Bourgoin, Garimon Dorier, Jacquemon Luce, Jean Torète, Bontoux Gibelin et Pierre Gemme. On choisit ensuite seize conseillers pris parmi les bourgeois, les marchands, les artisans et les laboureurs. Tous prêtèrent serment de fidélité sur les Évangiles et promirent de remplir exactement leur mandat.

Après cet acte de souveraineté, le pape fulmina une bulle d'excommunication contre le Dauphin et quatre de ses principaux adhérents : Guy, comte de Forez, Amédée de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, Gaucher de Monteil et Amblard de Beaumont. Humbert, justement effrayé de cette sentence, se rendit immédiatement à Avignon pour justifier sa conduite et se faire absoudre. (1) Il eut, le

(1) Comme pendant son procès avec l'archevêque de Vienne, le Dauphin résida au Pont de Sorgues, où était mort son père Jean II.

28, une audience de Benoît XII, qui lui enjoignit, sous peine de 10,000 florins d'or applicables, à la chambre apostolique de désemparer la ville de Romans, au plus tard à la fête de l'Ascension prochaine, 15 mai. C'était à cette seule condition qu'il pourrait être relevé de l'excommunication qu'il avait encourue. Le Dauphin s'y engagea et donna pour garant de sa parole les personnages cités plus haut dans la même bulle. Le pape, satisfait de cette soumission, promit de les affranchir de l'interdit qui pesait sur eux. Il ordonna à l'archevêque de Vienne de suspendre la sentence de l'excommunication. (1)

En attendant la solution de ces différends, chacune des hautes parties contendantes, loin d'imiter la réserve du Chapitre de Saint-Barnard, fit au contraire acte de souveraineté. Ainsi le Dauphin, le 5 mars, autorisa Pierre Fabre (2) et Pierre Fallet ainsi que les maîtres de la monnaie de Romans (3) à frapper les pièces aux conditions

(1) V. E. GIRAUD, *Essais hist.* t. II, p. 143 et suiv.

(2) Il lui avait donné, le 17 octobre 1338, la mistralie de la châtellenie de Morestel et Goncelin, qu'il transmit à Eustache Pinel.

(3) Nous ignorons à quelle époque remonte la création d'un atelier monétaire à Romans. Ce dut être dans le principe une succursale de celui de Vienne dont les livres dites *Viennoises* étaient fort en usage dans le midi et valaient un cinquième de moins que les livres *tournois*. On voit qu'en 1337 Humbert Clavet, chanoine, reçut le compte des espèces fabriquées sur lesquelles le Chapitre prélevait un dixième des émoluments. Le Dauphin affirma d'abord cette taxe moyennant une remise fixe sur chaque marc d'argent. Mais, en 1348, il mit la fabrique de la monnaie de Romans sous la direction de Duranton du Pont et prit à sa solde les officiers monétaires : dépense qui se monta à 235 livres. Enfin des lettres du gouverneur de la province datées de Romans, le 19 octobre 1337, avaient réglé le poids et la loi des monnaies qu'on devait fabriquer dans ces établissements. C'est aussi à Romans, le 3 mai 1342, que se tint le premier *parlement général des ouvriers monayers*

stipulées dans son ordonnance ; de son côté, le 1^{er} juin 1342, le pape commit Gérard de Marguerite pour gouverner en son nom la ville de Romans (1) et ensuite concéda à Pierre Audrauld l'office de greffier de la cour séculière.

du serment de l'Empire dans « l'ostel des Frères menors. » (Cordeliers) On y fit les ordonnances de cette importante corporation. D'autres assemblées de ce parlement eurent lieu dans la même ville, savoir : le 5 mai 1355, le 4 mai 1368, le 6 mars 1384, le 6 mai 1390 et le 4 mai 1397.

Les rois de France voyaient d'un mauvais œil la fabrication particulière des monnaies. Ils les attaquèrent indirectement, même en les remboursant quand ils ne pouvaient pas faire autrement.

Le conseil de la ville délibéra le 16 mai 1508 d'envoyer, à ses frais, un député aux Etats de la province pour obtenir que l'hôtel des monnaies de Romans ne fût pas supprimé. Cette suppression eut lieu définitivement le 12 avril 1556. Charles de La Cour fut le dernier prévôt et reçut en dépôt le matériel, qui était à peu près hors de service. Un inventaire fait en 1558 mentionne seulement plusieurs trébuchets, des cizoyers, des casses à recuire, des marteaux, etc.

Les pièces fabriquées à Romans se reconnaissent à un point placé au-dessous de la deuxième lettre de l'exergue. A la suite de celle-ci il y avait quelque fois un R couronné. Les cabinets de Paris et de Munich possèdent de belles médailles du roi François I^{er} qui ont été frappées dans l'atelier de Romans.

(V. GIRAUD, *Bull. de la Soc. d'Archéol. de la Drôme*, t. VI, p. 77 ; et G. VALLIER, *ibid.* t. VIII, p. 471).

(1) Les Dauphins de France, à l'imitation du pape, établirent dans Romans des gouverneurs revêtus d'une grande autorité. Pendant les guerres de religion plusieurs fois les Consuls furent dans la nécessité de nommer ou de subir des gouverneurs en dehors des règles ordinaires.

La ville alors pour se concilier les chefs d'une soldatesque indisciplinée, leur accordait des traitements exceptionnels, qui furent pour plusieurs de 60 écus (500 fr.) par mois avec le logement et les ustensiles et autres fournitures en nature. Les Consuls obtinrent par une supplique au roi que Alexandre Sibeud de Saint-Ferréol succédât à son père en qualité de gouverneur de Romans. Il revendit cet emploi, jusqu'à lui non vénal, pour le prix de 24,000 livres à Charles de Claveyson qui le transmit à la famille de Lionne dans laquelle il est resté près d'un siècle. Ce gouvernement valait au titulaire

Après la mort de Benoît XII, son successeur Clément VI (1) se montra plus favorable au Dauphin et permit à son confesseur de l'absoudre de toutes les excommunications qu'il avait encourues, à condition de consacrer des aumônes à des œuvres pies. De là vint l'engagement que prit Humbert II d'établir un fonds pour l'entretien de trois cents religieuses ; ce qui donna lieu à la fondation de plusieurs monastères : ceux de Montfleury, de Sainte-Claire de Grenoble, de Saint-Just-de-Claix.

Enfin pour régler le différend entre le Dauphin et les Romains contre lesquels il avait de justes griefs à faire valoir, le pape chargea le cardinal Bernard d'informer sur cette affaire. En conséquence, le 7 septembre, Gérard Albert, notaire apostolique, fit assigner dans son hôtel, à Avignon, la communauté de Romans représentée par douze citoyens des plus considérables de la ville : Jean Coste, (2) Ponce Malet, (3) Jacquemet Coyratier, (4)

400 écus par an payés moitié par la ville et moitié par le roi, laquelle était prise sur la pension de 50 florins que Romans payait annuellement au Dauphin. Le nombre de ces gouverneurs a été, de 1357 à 1790, de trente-quatre. Le dernier fut M. Flodoard-Eléonor de Bally, brigadier des armées, exempt des gardes du corps, chevalier de Malte et de Saint-Louis.

(1) Pierre Roger de Beaufort, né près de Limoges, moine de la Chaise-Dieu, archevêque de Rouen, cardinal en 1337, élu pape le 7 mai 1342, couronné le 19 à Avignon, ville qu'il acheta ensuite le 9 juin 1348 de Jeanne, reine de Naples, et où il mourut le 19 décembre 1371, à l'âge de 69 ans. Le Dauphin avait assisté à ce couronnement avec plusieurs princes français : c'est même à cette occasion que furent entamés les premiers pourparlers relatifs à la cession du Dauphiné à la couronne de France.

(2) Qualifié noble, homme riche, taxé en 1367 à une cote de 16 florins.

(3) D'une très ancienne famille qui figure dans plusieurs chartes du cartulaire de St-Barnard, il avait donné son nom au pont dit des Orphelines.

(4) Le même chez qui le Dauphin avait pris logement en 1338.

Ponce de Chevières, (1) Garin Fabre, (2) Guillaume Barbillon, (3) Etienne Bourgoin, Bontoux Gibelin, (4) Pierre d'Arlia, (5) Guillaume Revolat, (6) Guigues Gras et Garin Dorier. (7)

Par ce traité, confirmé par une bulle du 3 septembre 1344, le pape Clément VI céda au Dauphin, contre la terre de Visan, la moitié de la juridiction de la ville de Romans et 12,000 florins pour la plus-value. (8) L'admi-

(1) Le 2 juillet 1363, il fut établi par François de Beaumont, châtelain de ses terres de Fiançaye et de Rioussac. Il accensa, au prix de 7 florins 112, les châteaux de Barbières et de Pellafol. En 1385, il apura les comptes des receveurs de la ville et devint, en 1387, châtelain de Beaumont-Monteux. Sa femme, Soleta d'Allevard, vendit à Garin Fabre, le 18 octobre 1362, une portion de moulin.

(2) Le Dauphin lui donna en fief, le 24 janvier 1328, une forêt près de Peyrins appelée *Nemus Gicorum*. Il acheta, le 29 octobre 1352, au prix de 120 florins, le moulin de Bernard Braza. Il fut un des rédacteurs du règlement de la draperie.

(3) Cette famille existe encore dans Romans, ayant ajouté à son nom celui de Dupré. En 1793, Barbillion-Dupré, sergent de ville, reçut du procureur de la commune, au sujet de cette addition pseudo-nobiliaire, une admonestation bien sentie qui mérita de trouver place dans les registres municipaux. Barbillion-Dupré fils du précédent, ancien militaire, fut après 1815, agent de police et ensuite huissier.

(4) Il épousa Jeanne Brunet Mercier, dont il eut une fille appelée Bbneta. Il possédait la maison forte appelée aujourd'hui *Jabelins*.

(5) Il était dans Romans bailli de l'archevêque de Vienne et commandait l'armée que la ville mit sur pied, en 1346, pour résister à l'invasion des évêques. Il était taxé en 1367 à la cote élevée de 20 florins. Il légua aux pauvres en 1363 une rente d'un sétier de blé.

(6) C'était le frère de Jean Revolat, courrier de la ville, compromis dans le meurtre de la femme de Guillaume Mercier.

(7) Garin ou Garimon, orfèvre, deuxième consul en 1342.

(8) Cet échange de la terre de Visan eut lieu malgré la désapprobation des plus fidèles conseillers du Dauphin et celle des habitants qui refusaient de changer de maîtres. Ils opposaient à ce dessein un des articles de leurs privilèges.

nistration de la justice et toutes les fonctions publiques devaient être exercées par un même juge et par les officiers que le Dauphin et le Chapitre nommeraient alternativement, sans préjudice des appellations que le pape se réservait. Les criées seraient faites au nom des co-seigneurs, les sceaux et les drapeaux, les poids et mesures seraient marquées aux armes du Dauphin écartelées de celles de l'Archevêque et du Chapitre. (1) On conserva la capitation d'une obole d'or sur chaque habitant, le droit des écuclles de noce, la dixième partie des émoluments de la monnaie que l'archevêque ferait battre. La dîme du vin fut réglée au vingtième. Le 20 septembre suivant, il fut fait un accord et un règlement touchant la justice commune de la ville de Romans.

Immédiatement après la signature de ce traité, le pape investit le Dauphin de ses nouveaux pouvoirs par la tradition d'un rouleau de papier qu'il tenait à la main. Ce prince prêta aussitôt hommage tête nue, genoux en terre. La cérémonie eut lieu, en présence de plusieurs prélats, à Villeneuve-lès-Avignon, dans l'hôtel de *Napoléon* qui avait appartenu à un cardinal de ce nom. Le secrétaire du Dauphin, le fidèle Pilati (2) désapprouva ce traité, ajou-

ges qui les déclaraient inaliénables et inséparables du Dauphiné. Enfin, les ambassadeurs du roi de France offrirent même au Dauphin de lui payer en deniers plus que le pape ne lui donnait, et en un fonds assuré autant de revenu qu'en valait la terre de Visan. Mais tout fut inutile.

(1) Sur le grand sceau de la cour séculière de Romans ces armes sont partie du dauphin et contre-parties de la main de bénédiction du Chapitre et du lion chargé d'une croix de l'archevêque.

(2) Humbert Pilati, notaire et secrétaire du Dauphin, avait servi en la même qualité sous Guigues VIII. Il mourut en 1373, étant alors prévôt de l'église de Saint-André et auditeur des comptes. Les registres qui portent son

tant que, après avoir sorti de prison les habitants de Romans, il s'y était mis lui-même.

L'abbé de Saint-Barnard, c'est-à-dire l'archevêque de Vienne, et le Chapitre conservaient les revenus et les redevances que, d'après les lois de la féodalité, ils étaient en usage d'exiger de leurs vassaux, mais les autres droits provenant de l'exercice de la justice et de la souveraineté étaient déclarés communs et par moitié entre l'abbé et les chanoines d'une part et le Dauphin de l'autre. Les clefs de la ville et de la forteresse de *Mont-Ségur* ⁽¹⁾ seraient aussi en commun. Les Romanais étaient tenus de ne donner aucun secours contre les églises de Rome, de Vienne, de Lyon, de Valence, de Die, de Romans et contre toute église en général. Ils ne devaient pas prêter hommage, mais seulement le serment de fidélité. ⁽²⁾ Enfin le Dauphin s'engageait à assigner à la ville pour banlieue un territoire convenable et suffisant (*competentem et moderatum territorium*) à prendre sur les terres environnantes de Clérieu,

nom vont depuis 1325 jusqu'en 1370. On le fait auteur d'un journal sur la vie du Dauphin Humbert II sous le nom de *Memorabilia Pilati*, dont il reste quelques fragments publiés par Valbonnais à la fin du tome II de son *Histoire du Dauphiné*.

(1) Cette forteresse (*Mons Securi*) fut construite en 1282 pour servir de refuge aux chanoines en cas de révolte des Romanais, conformément à la sentence arbitrale rendue sous la médiation du prince de Salerne. Elle devint, en 1343, la prison publique en remplacement de celle du Chapitre, située au quartier de la Pavigne et dont l'aspect peu gracieux et le séjour aussi désagréable que peu confortable lui avait valu par antiphrase le nom de *Paradis*. La forteresse de Mont-Ségur mesurait 55 mètres du levant au couchant et 15 de largeur. Cette masse informe a été démolie en 1835 pour faire place à un marché aux chevaux.

(2) Le 23 février 1345. Humbert II vint à Romans, accompagné de nombreux seigneurs et reçut le serment de fidélité des habitants sur la place devant l'église de Saint-Barnard.

de Peyrins et de Pisançon. Ce territoire serait commun aux co-seigneurs, de même que la ville. (1)

Par une bulle en date du 25 mai 1345, le Dauphin fut, sur sa demande, nommé *capitaine général de l'armée chrétienne envoyée outre-mer contre les Turcs*. Le jour de la Fête-Dieu, ayant été proclamé chef de la Croisade, il reçut des mains du pape la croix, le bâton de commandement et le drapeau où était représenté le Christ. Il fit vœu alors de servir trois ans avec 300 hommes d'armes, 1,000 arbalétriers et 100 chevaliers, et de fournir cinq vaisseaux bien équipés, à ses frais.

Le 24 juin, il déclara devant ses principaux conseillers vouloir écrire désormais son nom d'une manière plus orientale avec un y grec, ainsi *Ymbert*.

Alors, dans le besoin d'argent où il se trouvait, il vendit à Guillaume Roger, frère du pape, ses terres d'Auvergne au prix de 40,000 florins d'or et celles de Languedoc moyennant 31,000 livres.

A la veille de partir pour la Croisade, Humbert par lettres datées de Romans le 16 avril 1345, avait nommé l'archevêque de Lyon, Henri de Villars, son lieutenant en Dauphiné pendant toute son absence. Le 13 juillet suivant, près d'Avignon, dans le monastère de N.-D. de Bon-Repos, il lui assigna six florins d'or par jour et lui

(1) Ce n'est que le 18 septembre 1354 que l'ancien Dauphin, « pour obéir aux cris de sa conscience, » délivra des lettres patentes, datées du couvent des Frères Prêcheurs de Paris, pour délimiter le territoire à donner à la ville de Romans, qui devait être pris sur les mandements de Clérieu et de Peyrins, soit 4,363 sétérées (1,490 hectares) de terres, prés et vignes, et 555 sétérées (199 hectares) de bois, ce qui eut lieu. Ce territoire avec le *Voirasier*, qui appartenait au Chapitre, est à peu près celui qui constitue la commune actuelle de Romans.

donna un pouvoir encore plus ample en l'appelant « son frère et son ami de confiance. »

Henri de Villars fixa sa résidence à Romans, dans le couvent des Cordeliers et ensuite dans l'hôtel de Claveyson. (1) C'est pourquoi Bertrand de Saint-Maurice, official du cardinal Bertrand, se présenta à ce même couvent pour sommer à comparaître devant la cour romaine le Dauphin, bien qu'il sût que là n'était pas sa demeure, mais celle de son représentant : c'était donc une simple formalité de procédure qui n'eut pas de suite.

Voici les principaux événements qui se passèrent à Romans pendant le séjour qu'y fit le gouverneur du Dauphiné.

Henri de Villars convoqua les juifs de la province et tira d'eux une somme de 1,000 florins : il soumit aussi les Lombards et les banquiers à une contribution pour les dépenses de la guerre d'Outre-Mer.

Il y eut une alarme au sujet de l'intention qu'avaient les troupes épiscopales de traverser l'Isère à Châteauneuf pour aller incendier le bourg de Clérieu. Réveillés à minuit, les Romanais offrirent au point du jour trente hommes d'armes et quatre mille hommes de pied prêts

(1) L'illustre famille de Claveyson possédait au midi et au levant du couvent des Cordeliers une habitation qui fut agrandie et embellie à plusieurs reprises. Elle passa par alliance aux d'Hostun et aux Lionne, et prit le nom d'*Hôtel des Allées* d'une promenade plantée de marronniers que l'on voit encore. Les propriétaires successifs de cette résidence : l'abbé de Lesseins, MM. de Lasserre, Duvivier, de Montélegier y ont reçu de grands personnages, tels que gouverneurs et intendants de la province, en 1701 les ducs de Bourgogne et de Berri, en 1814 le prince Hesse Hombourg et le comte d'Artois, depuis Charles X, en 1815 le duc d'Angoulême, etc.

Cette habitation a été acquise en 1834 par la communauté de Sainte-Claire, qui en 1848 céda à la ville l'Allée des marronniers et le Vivier pour agrandir la promenade des Cordeliers.

à marcher. « Néanmoins, ajoute Chorier, les plus riches et le plus grand nombre des habitants ne s'étaient pas émus. » (1)

Le gouverneur reçut, le 11 décembre 1345, l'archevêque de Mételine envoyé du Dauphin. Il lui fit délivrer 18 florins d'or pour son voyage de Venise à Romans et 150 autres florins pour ses dépenses en Cour de Rome.

Le régent réunit à Romans, le 10 décembre 1346, les prélats, les barons et autres grands personnages pour les consulter sur la réponse à faire à Charles de Bohême (2) qui demandait à être reconnu en qualité d'empereur d'Allemagne.

Isarde des Baux, fille de Bertrand des Baux, frère de la Dauphine, ayant pendant la nuit du 10 juin 1346 assassiné elle-même son mari, Ponce de Malvoisin, seigneur de Penne, Henri de Villars n'hésita pas à la faire arrêter. Elle fut, par son ordre, enfermée dans le château de Vals, où le juge du Viennois se transporta pour lui faire son

(1) Ce dernier nombre paraît très exagéré, quand on se reporte à une époque où la ville était renfermée dans le périmètre de la première enceinte qui ne pouvait contenir plus de 4 à 5,000 âmes. Quant aux trente hommes d'armes, le fait est possible, car on voit vers ce temps-là un drapier de la ville léguer par son testament son cheval de bataille et ses harnais de guerre. Il devait y avoir d'autres habitants dans la même position.

(2) Charles IV, fils de Jean, roi de Bohême, duc de Luxembourg, marquis de Moravie, élu roi des Romains dans la diète de Rentz, le 15 juillet 1346.

Les électeurs qui n'avaient point approuvé ce choix lui opposèrent successivement quatre compétiteurs ; néanmoins il fut sacré en 1349 à Aix-la-Chapelle. Au mois de juin 1366, il traversa Romans où il fit une entrée splendide, qui coûta à la ville la somme de 476 florins. Cette belle réception était une marque de reconnaissance pour la bulle du 25 janvier précédent par laquelle cet empereur avait affranchi les Romains de toute espèce de tribut dans tout l'empire. Charles IV fit un voyage à Paris et mourut à son retour le 29 novembre 1378.

procès. Après avoir été mise à la question, elle fut condamnée au feu. L'exécution se fit à Romans, le 6 février 1347, près des Ormes, sur le chemin de St-Paul, (1) en présence d'une multitude innombrable : exécution qui fit exalter « l'impartialité et l'honneur de la justice du Dauphin. »

La correspondance entre Henri de Villars et le Dauphin avait été confiée à un homme dévoué : à Humbert Colonel (2) qui, à son retour, reçut une indemnité de 100 florins d'or. Il avait déjà été gratifié par Humbert II, le jour de son entrée à Romans, d'une pareille somme de 100 florins assignée sur les grandes Gabelles. (3)

(1) C'était, non la route actuelle, mais le chemin qui longe le clos de St-Ruf.

(2) Le Dauphin, dont il était un des chauds partisans, le fit son camérier et châtelain de Pisançon. Il fut anobli avec le titre de seigneur de Carrière. Il présenta dix hommes d'armes de St-Nazaire à la revue passée à Romans le 15 juillet 1365. Sa maison d'habitation était sur le bord de l'Isère, au quartier de la Prêle. Elle a été successivement occupée par le collège, la famille Gumin d'Hautefort, l'hôpital général et de nos jours par une caserne.

(3) L'empereur Frédéric I^{er} donna à Guillaume de Montferrat la faculté d'établir un péage à Albon, ce qui fut confirmé par Frédéric II en 1238 en faveur de Béatrix de Montferrat, sa parente, mère du Dauphin, qui la laissa à la famille de son fils. De là il fut transporté à Romans où il prit le nom de *Grandes Gabelles*.

Les Grandes Gabelles de Romans étaient un droit de péage, de transit *sur toutes les marchandises et denrées entrant dans les limites du Dauphiné ou sortant de la dite province et passant tant par eau que par terre, à Romans et devant les autres bureaux.*

Humbert Colonel prit à bail en 1344 les Grandes Gabelles et le péage de tout le Viennois, sous le cens annuel de 4,000 florins. Ce prix étant trop élevé (il ne fut en 1370, que de 2,310 florins) et ayant mis le fermier en perte, le Dauphin Charles dédommagea Humbert Colonel en lui accordant, le 19 octobre 1351, la recette de tous ses droits dans la ville de Romans, pour en jouir sa vie durant, aux gages de 60 florins annuellement. Ces gages

Après avoir quitté Marseille, le 2 septembre 1345, le Dauphin s'arrêta dans une île voisine, où il fit une ordonnance par laquelle « il convia le prieur de Saint-Donat, Etienne de Proux et François de Revel, ses conseillers, assistés des notaires Jean Nicolas et Guigues Froment, pour rechercher l'état de ses dettes et celles de ses prédécesseurs et de veiller à ce qu'elles soient scrupuleusement acquittées. Il leur assigne, pour cet objet, dix mille florins qui lui sont dûs par les habitants de Romans, et qui seront payés en trois termes annuels. » (1) Ensuite « il fit commander dans toutes les Châtellenies que ceux qui prétendaient être ses créanciers ou avoir quelque droit contre lui eussent à faire leur déclaration, lesquelles seraient enregistrées et qu'ensuite le Conseil Delphinal en prononcerait le paiement. » (2)

Nous ne suivrons pas le Dauphin dans son expédition d'Outre-Mer, nous constaterons seulement sa présence à Venise où, au mois de septembre 1345, le Doge Dandolo le déclara par une bulle noble Vénitien.

Après avoir remporté quelques avantages sur les Turcs auprès de Smyrne, le chef de la Croisade revint à Rhodes, où était son quartier général. En prévision des événements de la guerre, il fit à la date du 19 janvier 1347, son testament dans lequel, après de minutieuses dispositions con-

furent affirmées jusqu'au 27 septembre 1628, époque à laquelle la vente en fut passée moyennant le prix de 37,800 livres. La moitié appartenait à l'époque de la Révolution à l'hôpital de la Charité et rapportait 682 livres par an. Ces droits furent supprimés sans indemnité, comme entachés de féodalité.

(1) Le gouverneur du Dauphiné lui répondit le 4 juin 1347 : « Je n'ai rien » pu retirer de l'argent dû par ceux de Romans. »

(2) CHORIER. — *Hist. du Dauphiné*, t. II, p. 288.

cernant ses funérailles et de nombreux legs à des églises et à des couvents, et des aumônes aux pauvres des deux sexes, il donne une dot de 25 florins à vingt jeunes filles pour les marier. Il fonde des hôpitaux de 25 lits dans chacune des villes de Saint-Marcellin, d'Hauterives, de Nyons, de Gap, de Briançon et de Moyrenc ; des hospices de 20 lits à Grenoble pour des vieillards, à Romans pour des aveugles, à Vienne pour des infirmes, à Valbonne pour des lépreux. Il lègue à sa femme la moitié de la juridiction de Romans et le château qu'il y possède (*Castrum meum quod habeo in dicta villa*). Il fait des dons à ses intimes conseillers et en particulier laisse 5000 florins d'or à Jean-le-Bâtard, son neveu, (1) pour le château de Bellegarde qui reviendra à Amédée, son fils naturel, (2) outre au premier le château de Riotort et au second une rente de 200 florins d'or.

La Dauphine ne profita pas de ces affectueuses libéralités car elle mourut, comme il a été dit, dans cette même île de Rhodes.

(1) C'était un enfant illégitime que Guigues VIII avait eu d'une des filles de François de Bardonnèsche. Il mérita par ses bonnes qualités l'affection de Humbert II qui le fit chevalier et lui donna la terre de Château-Villain. On sait que c'est pour se venger de cette tache faite à sa famille que Bardonnèsche livra le château d'Exille au comte de Savoie et se mit en révolte ouverte. Fait prisonnier, il s'échappa du château de Pisançon où il était enfermé. Il recommença la guerre : sa tête fut mise à prix et enfin arrêté de nouveau, on lui fit son procès. Il fut condamné à mort et noyé dans le Rhône.

(2) Tige de la maison de Viennois. Il reçut de son père une dotation dans l'Oisans et épousa Coffière Alleman de laquelle il eut une fille religieuse à Montfleury. Le dernier marquis de Viennois décéda à Septème en 1816, ayant eu un fils, mort à l'âge de huit ans, et une fille, dernière de la maison, mariée en 1803, au marquis d'Albon, pair de France, à qui elle apporta la terre de Septème.

Pressé par ses conseillers de revenir dans ses Etats et relevé de son vœu par le pape, Humbert II se hâta de faire une trêve avec les Turcs. A son retour, après deux ans d'absence, il fut félicité par une bulle donnée à Avignon le 15 septembre 1347. Après avoir rendu compte de son voyage au pape, il partit pour Romans, où satisfait des services rendus par son chancelier (2) qui ne l'avait pas quitté, il le gratifia d'une somme de 2,000 florins d'or.

Blessé dans ses intérêts et dans sa dignité par la Charte de franchises et de libertés accordée aux Romains par le Dauphin, le Chapitre de Saint-Barnard lui députa quatre chanoines : Aymar de Curson, Aymar Gay, Didier Artaud et Pons de Haut-Villars, qui se rendirent à Beauvoir en Royans où résidait Humbert II. Ils lui exposèrent en plaintes amères la perte de leurs privilèges et en termes exagérés les usurpations commises par les officiers de la Cour commune. Le Dauphin fit examiner par ses Conseillers les titres du Chapitre et, à la veille d'embrasser la vie religieuse, il crut devoir, par un remords de conscience, rendre aux Chanoines de Romans tous leurs anciens droits, d'autant plus qu'il était disposé à céder ses États au roi de France. En conséquence, par un acte rédigé le 12 avril 1348 par sept notaires, à la tête desquels était le fameux Humbert Marchand, qualifié dédaigneusement par les consuls de *titrier* et de *faussaire*, le Dauphin, d'ailleurs mécontent des Romains, révoqua solennellement les

(2) Jacques Brunier, docteur ès-lois, membre du Conseil Delphinal en 1340, chancelier en 1342. Il fut envoyé à Paris au sujet des projets de mariage avec la fille du duc de Bourbon. Il mourut de la peste qui fut le prétexte du retard du mariage pour lequel il avait été employé.

libertés et franchises qu'il avait octroyées le 27 février 1342. (1)

Pendant son séjour à Avignon et durant son expédition contre les infidèles, le Dauphin avait beaucoup augmenté ses dettes par un faste presque royal. C'est alors que, veuf depuis peu de temps et ayant perdu son fils unique, (2) il songea à se remarier, comptant, disent quelques historiens, payer ses créanciers avec la dot de sa future : calcul qui de sa part semble douteux. Quoiqu'il en soit, on lui proposa d'abord Blanche de Savoie, jeune princesse de 14 à 15 ans, qu'on disait douée des plus précieuses qualités. Un contrat fut même dressé et le frère de la fiancée, le comte de Savoie lui constitua une dot de 120,000 florins. Mais la question de la restitution du château de Miribel fit tout de

(1) A propos du droit de ban vin, les Consuls contestaient avec tenacité et quelque peu de mauvaise foi, les titres du Chapitre. Ainsi ils arguaient de faux les prétendues lettres confirmatives particulièrement par la raison que, à cette date, le Dauphin était en personne à la tête de l'armée qui assiégeait Miribel et non à Beauvoir où les dites lettres étaient censées avoir été signées. D'où des procès interminables et d'interminables contestations qui n'avaient pas pris fin à l'époque de la suppression des droits féodaux.

(V. *Moyens de faux pour les sieurs Maire, consuls et Communauté de Romans contre... les prétendues lettres confirmatives du 12 avril 1348*, in 8°, 1757. Grenoble, Giroud.

(2) Ce fils, nommé André, périt misérablement en tombant d'une fenêtre. Chose étonnante et incompréhensible, cet événement si douloureux pour une famille souveraine, si intéressant pour toute une population et qui devait avoir une conséquence politique considérable, n'est venu jusqu'à nous que par quelques renseignements aussi brefs que contradictoires. Né à Naples, le 5 septembre 1333, on ignore la date de la mort de cet enfant. En effet, sur le mausolée du prince André placé dans l'église des Jacobins de Grenoble, cette date est marquée le 21 juillet 1338. D'après Valbonnais, cet événement serait arrivé dans les premiers jours d'octobre 1335, parce que depuis ce terme, il n'est plus fait mention de ce prince. Bien plus, dans les articles de dépenses concernant les funérailles et le tombeau, il n'y a aucune indication

suite abandonner ce projet. Cette princesse fut mariée, en 1350, avec Galéas Visconti, seigneur de Milan.

Jeanne, fille aînée du duc de Bourbon, (1) fut aussitôt mise sur les rangs. Cette alliance fut agréée et avancée par Guy, comte de Forez, parent et ami des deux familles. Le contrat de mariage fut rédigé à Lyon le 24 juin 1348. Il devait être consommé le 1^{er} août à Vienne. La dot était fixée à 100,000 florins d'or (environ un million) payée intégralement à la fête de la Purification, et le douaire devait être de 16,000 florins. Jeanne elle-même donna son consentement et déclara acquiescer aux volontés de son père par acte passé le 3 août à Belleperche. Le 11, il fut convenu avec les envoyés du duc de Bourbon de remettre le mariage : le Dauphin y consentit, sauf à fixer la cérémonie à la fête de Notre-Dame, le 8 septembre. Dans cet intervalle, la peste s'étant déclarée et exerçant de grands ravages, (2) le

de date. On ne sait en outre si c'est à Beauvoir ou à Grenoble que la catastrophe a eu lieu, par la faute du père ou celle de la nourrice de l'enfant. Enfin l'historien cité plus haut, croit que le décès a été la suite d'une maladie, c'est-à-dire que le blessé a survécu quelques jours à sa chute. La famille Suarez d'Aulan posséderait du prince André un buste sur le crâne duquel on remarquerait des traces de fracture. Dans un voyage que Humbert II fit à Paris en 1335, il fiança son fils, par contrat du 9 août 1335, avec Blanche d'Evreux qui fut mariée en 1340 avec Philippe de Valois, alors fort âgé.

(1) Pierre 1^{er}, duc de Bourbon, comte de Clermont et de La Marche, grand chambrier de France, né en 1301, était fils de Louis 1^{er} et petit fils de Robert de France, 4^e fils de Saint-Louis, tige des princes de cette maison. Il combattit à Crécy et périt à la bataille de Poitiers le 19 septembre 1356. Il avait épousé en 1336, Isabelle, sœur de Philippe de Valois, dont il eut sept enfants.

(2) Elle survint à la suite d'une horrible famine et fit de nombreuses victimes dans le midi de la France. Elle causa la mort à Romans de Jacques Brunier, chancelier du Dauphin, et à Avignon, le 6 avril 1348, celle de la célèbre Laure de Noves dont les chants de Pétrarque ont immortalisé le nom.

duc de Bourbon fit valoir ce prétexte légitime pour différer le départ de sa fille jusqu'à la Toussaint. Après cette époque, des messagers vinrent demander au nom de ce prince, un nouveau délai. Le Dauphin, croyant voir qu'on manquait de franchise avec lui, déclara qu'il retirerait sa parole si la princesse n'était pas arrivée le 30 novembre. Au jour indiqué le duc ni sa fille n'ayant pas paru, (1) le Dauphin fit voir son mécontentement aux mandataires du duc de Bourbon et leur signifia qu'il renonçait à son projet de mariage. Le duc lui-même vint à Romans, le 19 janvier 1349, pour renouer le mariage. On fit de nouvelles conventions : la dot devait être comptée à Vienne huit jours après la Chandeleur et la princesse devait s'y rendre dans ce temps-là. Mais Humbert fit savoir au duc qu'il ne songeait plus à se marier et qu'il le dégageait de l'obligation où il était envers lui. (2)

Humbert II assistant aux offices de la Toussaint dans l'église de St-Barnard, monta en chaire, pour reprocher aux hommes de porter des habits trop courts et aux

(1) La princesse Jeanne épousa, le 8 avril 1350, à Tain, son cousin Charles, nouveau Dauphin. Elle fut reine de France et mère de Charles VI et de Louis, duc d'Orléans.

(2) Il est évident que dans le cours de ces négociations matrimoniales, Humbert II a été trompé. Mais, il faut le reconnaître, la position du duc de Bourbon, était fort délicate. Il lui était difficile de refuser sa fille, quoique à peu près promise au petit-fils du roi, à un prince qui était disposé à faire cadeau à la France d'une province de l'importance du Dauphiné, et qu'un refus trop net pouvait porter à rechercher une autre alliance et par suite à conserver ses états. Le plus prudent parut donc de chercher à gagner du temps et à lasser la patience du prétendant. Mais Humbert, comme on l'a vu, devina ce manège et, blessé dans sa dignité, retira sa parole et renonça à se marier.

femmes de se couvrir la tête avec des capuces, ce qui était contre l'usage. Il défendit de s'habiller ainsi, à peine de cent sols. (50 fr.)

Pour expliquer, sinon pour excuser, cette étrange démonstration, un pareil oubli des convenances et de sa dignité, il faut se rappeler d'abord que le Dauphin était chanoine de l'église et qu'ensuite il était singulièrement contrarié au sujet de ses projets de mariage, et avait, comme on dit, besoin de décharger sa mauvaise humeur sur quelqu'un.

Après la perte cruelle de son fils, le Dauphin, peu disposé à contracter une nouvelle alliance, avait songé à préparer après lui la transmission paisible de ses états, n'ayant aucun parent un peu proche. (1) Il ne put s'entendre avec le roi de Sicile à qui il s'adressa d'abord. Mais Naples était bien éloigné et il fallait une puissance plus forte pour tenir en respect le comte de Savoie, ennemi héréditaire du Dauphiné. D'ailleurs pressé par ses créanciers, conseillé par le pape et ses principaux confidents, il se décida par un premier traité passé au bois de Vincennes, le 23 avril 1343, à résigner, en cas de mort sans enfant, ses

(1) Ce n'est pas, fait observer Chorier, (t. II, p. 293) que la maison de la Tour-du-Pin dut finir avec lui : la branche qui avait eu la terre de Vinay pour son apanage était florissante et ne finit qu'environ soixante ans après. D'ailleurs les enfants de Béatrix de Viennois, fille de Guy dauphin, baron de Montauban, son oncle; ceux d'Alix, comtesse de Forez, de Marguerite, de Béatrix et de Catherine, ses tantes, avaient droit de lui succéder s'il mourait sans enfants. Mais pour dédommager les héritiers de son sang, ajoute Valbonnais, il accorda à Béatrix de Viennois la jouissance pendant sa vie de plusieurs terres dans le Faucigny et affecta sur ces mêmes terres un revenu de 700 florins dont elle pourrait disposer. Jean de Châlon, outre le don qu'il avait reçu des terres d'Orpierre et de Trescléoux, fut gratifié d'une rente féodale de 1,000 livres viennoises pour lui et pour ses descendants.

Etats à Philippe, deuxième fils du roi de France : ce qui fut juré solennellement entre les mains du Pape et devant les ambassadeurs du roi. Par un traité, en date du 11 avril 1344, Charles fils aîné du duc de Normandie et d'Aquitaine, fut substitué à Philippe, duc d'Orléans, son oncle, et le Dauphiné rendu héréditaire dans la branche aînée de France.

Les principales conditions de ce contrat furent que celui des fils de France, en la personne de qui cette donation aurait effet, s'appellerait *Dauphin de Viennois* et que ses successeurs porteraient ce titre et les armes du Dauphiné écartelées de celles de France et que « *ne puisse estre uni ni ajouté ledit Dauphiné au royaume de France fors tant seulement comme l'empire y seroit uni.* »

Après ces résolutions bien arrêtées et celle d'embrasser la vie religieuse (1) Humbert, le 14 février 1349, se rendit à Tain, pour y conférer avec les députés du roi de France qui se trouvaient déjà à Tournon et, le 20 mars, il renouvela toutes ses déclarations. Le 31, le roi Philippe de Valois vint à Romans. Le Dauphin se réserva les châteaux et les terres dénommés dans l'acte de cession au nombre de dix-sept, entre autres la seigneurie de Beauvoir-en-Royans en toute propriété. Il fit don au roi de tout ce qu'il possédait à Sainte-Colombe, en face de Vienne, et renonça à la succession de sa tante, Clémence de Hongrie. (2)

(1) Comme le remarque M. Giraud, les conseils et les exhortations de Jean Birel, général des Chartreux, eurent une grande influence sur sa détermination. Au reste la profession religieuse pouvait seule lui assurer une position convenable après son abdication.

(2) Elle était sœur de Béatrix de Hongrie, mère de Humbert II. Mariée à Louis X le Hutin, roi de France, elle mit au monde, après la mort de son mari, un fils qui mourut peu après son baptême où il avait reçu le prénom

Le roi de son côté, promit « six vingt mille florins d'or de Florence » pour acquitter les dettes du Dauphin, 10,000 livres de rente en propriétés dans le Dauphiné, plus les 2,000 livres qu'il tirait chaque année du trésor royal (1) et la *maison des Piliers* à Paris. (2) Enfin Philippe de Valois fit une déclaration que, pour se conformer aux volontés de son père, il avait cédé à son neveu tous les droits qu'il pouvait avoir sur le Dauphiné par le transport que le Dauphin Humbert lui en avait fait.

de Jean. Clémence quitta la Cour et se fit religieuse à Aix en Provence, en 1318, dans un couvent de Dominicaines. Enfin, elle testa, au Temple à Paris, le 5 octobre 1328, donnant un legs à sa sœur Béatrix et faisant héritier son neveu Humbert Dauphin. Elle fut inhumée dans le chœur de l'église des Jacobins de Paris.

Sur la déclaration *in-extremis* et par le testament authentique de l'ancienne nourrice du petit prince Jean, Marie de Carix, l'enfant décédé aurait été le sien propre et le survivant serait le fils du roi. Sur cette déclaration admise comme véridique par la municipalité de Siennne, ville où résidait le prétendu roi légitime de France, par Rienzi, tribun de Rome, par Louis, roi de Hongrie, et par des juifs qui fournirent un subside de 50,000 florins, Jean Gouges (c'était le nom du prétendant) se rendit d'abord à Rome, puis à Avignon où, à la tête de quelques mercenaires, il revendiqua les armes à la main ses droits à la couronne de France. Ayant été vaincu et fait prisonnier, la reine Jeanne, au pouvoir de qui il était tombé, l'envoya à Naples où il mourut en 1362, dans le donjon du château de l'OEuf. (V. E. TAVERNIER, le *roi Gianino*. Mém. de l'Ac. d'Aix. t. XII, p. 212, 1882).

(1) Philippe-le-Bel avait fait don à Humbert I^{er} et à Jean son fils, en 1204, d'une rente de 500 livres tournois, à prendre sur le temple à Paris. Louis X le Hutin accorda depuis au Dauphin, en augmentation de fief, une pension de 2,000 livres.

(2) La *maison des Piliers*, place de Grève, avait été donnée en 1328 par Philippe de Valois au Dauphin Guigues peu de temps après la bataille de Cassel où il s'était trouvé. Elle prit alors le nom d'*Hostel au Dauphin* et devint l'hôtel de ville après avoir été vendue le 7 juillet 1357, au prix de 2,880 livres, à Estienne Marcel, prévôt des marchands de Paris.

Mais avant d'abdiquer définitivement Humbert confirma les usages du pays et les libertés dont y jouissaient ses habitants dans le statut delphinal qui contient 51 articles et fut signé à Romans le 14 mars 1349. (1) Le nouveau Dauphin Charles jura, le 16 juillet suivant, entre les mains de l'évêque de Grenoble de conserver ces libertés et franchises; serment qu'il renouvela le 1^{er} février 1350 à la réquisition des barons du Dauphiné.

Afin d'empêcher la conclusion d'un traité qu'ils regardaient comme attentatoire à leurs libertés et indépendance, plusieurs gentilshommes formèrent le hardi projet d'enlever Pierre de Laforest, chancelier du duc de Normandie, (2) que le Dauphin constituait héritier de ses états. Rabutel et Artaud de Chabrillan, Raymond d'Eurre et quelques autres seigneurs du voisinage s'emparèrent de force du chancelier qui se promenait seul dans la campagne de Pisançon. Ils le conduisirent dans un château du Valentinois, d'où il fut bientôt délivré. Les ravisseurs se réfugièrent dans le château de Livron où ils furent arrêtés par autorité de justice, mais presque aussitôt relaxés.

Enfin, le 30 mars 1349, toutes les conditions du transport du Dauphiné à la France étant réglées, l'acte fut signé solennellement dans l'église de Saint-Barnard, en présence d'une nombreuse assemblée et des personnages délégués à cet effet par le roi de France. Comme dernière formalité, le 16 juillet suivant, Humbert confirma son abdication dans le couvent des Frères Jacobins de Lyon,

(1) Cette simple confirmation ou ratification de la jouissance d'anciennes libertés en Dauphiné justifie cette remarque du célèbre de Maistre: « En France, c'est la liberté qui est ancienne et le despotisme qui est nouveau. »

(2) Plus tard chancelier de France, cardinal et archevêque de Rouen.

où il avait pris son logement, par la tradition au prince Charles du sceptre, de l'anneau, de l'épée dont la poignée était du bois de la vraie Croix et de l'étendard de Saint-Georges du Dauphiné. Toutefois l'épée et l'étendard ne furent remis que le 15 novembre 1355 aux délégués du nouveau Dauphin à Cercelles, près St-Denis. (1) On envoya des lettres dans tous les bailliages pour informer les peuples du changement arrivé dans le gouvernement et que le prince Charles était désormais leur seul prince légitime.

Le lendemain, c'est-à-dire le 17 juillet, Humbert prit dans le même couvent l'habit religieux. Ce qui permet à Chorier de placer la réflexion suivante : « S'anéantir dans Dieu et pour lui, c'est élever la bassesse au-dessus des grandeurs et donner au néant un être immortel. » (2)

Il se retira ensuite à son château de Beauvoir pour achever l'année de son noviciat. (3)

De Beauvoir, Frère Humbert se rendit à Avignon où, le jour de Noël 1351, il reçut tous les ordres sacrés des

(1) Le roi de France, en souvenir de l'ancien Dauphin, fit frapper une médaille sur laquelle on voit d'un côté une tour surmontée d'une fleur de lis et de l'autre une croix de France.

(2) *Hist. du Dauphiné*, t. II. p. 337.

(3) Suivant le même historien, il se repentit d'avoir si facilement changé de position. Il quitta même, dit-il, sa robe de religieux et voulut rentrer dans le monde. Mais le général des Chartreux, Birel, son directeur spirituel, ne l'abandonna pas dans ce danger, dans ce moment de défaillance. Il soutint sa vertu chancelante et releva sa résolution abattue par une longue homélie que l'historien du Dauphiné reproduit textuellement, comme s'il avait été présent à cette scène intime. (*Ibid.* t. II, p. 341) Enfin, M. Dochier (*Mémoires sur la ville de Romans*, p. 881) cite cet épisode, ce retour mélancolique de l'ancien Dauphin vers les grandeurs de la terre, et termine par cette citation classique :

Et dulces moriens reminiscitur Argos!

maines du pape Clément VI, dans l'intervalle des trois messes qui se disent en cette solennité. Il prit le sous-diaconat à celle de minuit, le diaconat et la prêtrise aux deux autres, ensuite il la célébra immédiatement lui-même. Huit jours après, il fut sacré patriarche d'Alexandrie, et la même année, nommé administrateur perpétuel de l'église de Reims, sans sortir de l'ordre des Frères Prêcheurs.

Le 25 janvier 1354, le roi de France, « qui n'avait rien à lui refuser, » le nomma, sur son désir, évêque de Paris.

Après avoir résigné l'administration de l'église de Reims, sous le prétexte que sa mauvaise santé ne lui permettait pas de supporter un si lourd fardeau, Frère Humbert partit pour aller à Avignon presser l'expédition de ses bulles, mais la maladie l'obligea de s'arrêter à Clermont en Auvergne, où il mourut à l'âge de 42 ans, le 22 mars 1355. Par son testament fait la veille dans le couvent des Frères Prêcheurs, il laissa, entre autres legs, une somme de 10,000 florins d'or pour la fondation à Romans d'un couvent de Frères Servites, où des prières devaient être consacrées chaque jour pour le repos de son âme et celles de ses prédécesseurs. Comme beaucoup d'autres, ce legs n'eut aucune suite.

Après avoir voulu être enterré dans l'église des Jacobins de Grenoble, puis dans celle de l'abbaye de Montfleury, il choisit pour sa sépulture, dans son dernier testament, l'église des Frères Prêcheurs de Paris, auprès de sa tante la reine Clémence. On mit sur son tombeau une plaque de cuivre où il était représenté revêtu de l'habit dominicain, avec la croix patriarcale, la mitre et le pallium. Valbonnais donne à la fin du premier volume de son *Histoire du Dauphiné*, le dessin de cette plaque sur laquelle on lisait l'építaphe suivante : *Hic jacet pater et dominus amplissimus*

dominus Himbertus, primo Vienne Delphinus, deinde, relicto principatu, Frater ordinis predicatorum in hoc conventu parisiensi, ac demum patriarcha Alexandrinus et perpetuus administrator Remensis et precipuus benefactor hujus conventus : obiit autem M. CCCLV, die XXII may. Orate pro eo. Pater noster. Ave.

D^r ULYSSE CHEVALIER.



NOTE SUR LA SUCCESSION

dans la Maison de la Tour-du-Pin.

— *over* —

SUITE. — Voir la 66^e livraison.

— *over* —

II

Nous avons parlé du testament qu'Albert II de la Tour fit en 1190 à Clermont en Auvergne, avant de partir pour la Terre-Sainte, et dont son frère Berlion fut témoin et jura l'exécution. Le testateur avait ordonné la transmission de son héritage à son fils aîné, puis au suivant, puis à sa fille aînée, puis à la suivante et s'ils venaient tous à manquer, à celui de ses parents qui devrait succéder d'après le droit héréditaire : c'est-à-dire au parent *le plus proche* sans s'occuper de l'agnation. Il y a tout lieu d'en conclure que Berlion devait se conformer par la suite aux mêmes coutumes, aux mêmes règles de succession en ce qui le concernait personnellement.

D'ailleurs, Berlion avait partagé les terres et biens de la Tour-du-Pin, *par moitié et par indivis* (1) avec son frère Albert, chacun d'eux étant par conséquent seigneur souverain au même titre que l'autre. Donc, les lois et coutumes qui régissaient la part de l'un en matière de succession, devaient nécessairement régir la part de l'autre ; ces lois et coutumes étaient sanction-

(1) « *Medietatem liberam et absolutam pro indiviso Turris de Pyns.* » — VALB., t. 1^{er}, 206.

nées par les privilèges concédés par les Empereurs Romains, à la suprématie desquels nous voyons qu'Aynard III de la Tour, sire de Vinay, faisait encore appel jusqu'à la fin de sa vie, longtemps après la cession du Dauphiné et de la *Terre de la Tour* à un prince français, qui lui-même s'honorait d'être le vicaire de l'Empire sur les bords du Rhône.

Valbonnais a donné la filiation sommaire de la branche de Vinay issue de ce Berlion, frère d'Albert II ; et nous n'en voulons parler ici que pour faire une seule remarque : c'est qu'il a intitulé les deux tableaux de cette généalogie, l'un : *Table généalogique de la maison de la Tour-du-Pin* ; l'autre : *Seconde branche de la maison de la Tour-du-Pin, seigneur de Vinay* ; et que dans l'un comme dans l'autre, il a appelé les personnages qui y figurent, du nom seul de la Tour. Il dit d'abord : Berlion seigneur de la Tour-du-Pin en 1107, puis (ses deux fils) Géraud seigneur de la Tour et Walon de la Tour. Il en faut conclure évidemment que pour lui, la Tour et la Tour-du-Pin ne sont qu'un seul et même nom : ce qui est en effet parfaitement vrai et absolument incontestable : et il en résulte que si les cadets de cette maison n'ont rien possédé de la terre de la Tour-du-Pin, ils n'en ont pas moins conservé le nom, puisque la Tour-du-Pin et la Tour sont identiquement la même chose.

Quant aux terres de la seigneurie de Vinay, elles étaient comprises dans l'étendue du diocèse de Vienne, en sorte qu'on ne peut douter qu'elles ne fussent assujetties à ses lois. Ainsi le cas venant à se présenter où la succession de cette branche deviendrait vacante, elle ne pouvait être dévolue qu'aux héritiers naturels les plus proches, indépendamment de tout droit d'agnats, puisque le droit des agnats, implicitement contenu dans la loi salique, n'était pas reçu, ne l'avait jamais été dans les terres de l'archevêché de Vienne ni dans celles du Dauphiné.

Dans la branche aînée, Albert III fils aîné d'Albert II, avait été son héritier universel, comme le testament de ce dernier l'avait ordonné dès l'an 1190 ; son fils aîné Albert IV lui succéda et comme il mourut sans enfants, il eut lui-même pour

successeur son frère Hugues de la Tour, sénéchal de Lyon, qui ne voulant pas se marier, remit tout l'héritage des maisons de la Tour et de Coligny, à Humbert son frère cadet. Enfin Humbert devenu Dauphin et Anne sa femme remirent leurs états de leur vivant, à Jean leur fils aîné. (1)

Dans la seconde branche, toute la succession de Berlion frère d'Albert II, fut transmise par lui, à son fils aîné Aynard de la Tour qui périt en Espagne, puis à son fils cadet Berlion, et *cela de son vivant*, comme le prouve la charte de fondation de l'abbaye de Beaulieu, de 1219-1240. (2) Cette succession universelle eut lieu de même pour Aynard II fils de ce Berlion II, pour Henry, Hugues dit Turpin, Aynard III, et Antoine mort en 1394. Mais ce qu'il importe d'examiner, c'est le mode de cette transmission ; il nous est parfaitement expliqué par la donation entre-vifs faite par Aynard II de la Tour, seigneur de Vinay et coseigneur de la Tour-du-Pin, en faveur de son fils aîné Henry, en l'an 1279, le 15 des calendes d'août, à l'occasion du mariage de ce jeune homme avec Béatrix de Baux. Nous disons qu'Henry était encore un *jeune homme* ; car les titres nous apprennent que son père ne cessa d'être sous la tutelle de Chabert de Murinais qu'en 1360, en sorte qu'Henry ne dut naître vraisemblablement qu'à peu près à cette époque qui est celle du mariage d'Aynard II de la Tour avec Agnès de Villars, fille d'Etienne de Thoyre, sire de Villars, et de Béatrix de Faucigny. (3) Par cet acte de 1279, Aynard après avoir émancipé Henry, son fils aîné, lui donna purement et simplement la *totalité* de ses biens, terres, domaines,

(1) On peut en voir les preuves dans Valbonnais.

(2) *Charte de fondation de l'abbaye de Beaulieu* (1219-1240), publiée par M. l'abbé Ulysse CHEVALIER. Berlion I^{er} vivait encore à cette époque, à laquelle cependant Berlion II avait déjà succédé *in dominio terra*, à Aynard son frère aîné. — Cette charte n'a pas été connue de Valbonnais.

(3) Les sires de Vinay étaient par là proches parents des Dauphins de la 3^e race, issus de Anne dauphine dont la mère Béatrix était fille du comte Pierre de Savoie mort en 1268 et d'Agnès de Faucigny.

seigneuries etc. etc., et lui en fit rémission entre les mains d'un notaire, ne s'en réservant que l'usufruit et ne s'en regardant plus comme le propriétaire qu'au nom dudit Henry, de manière à ce que celui-ci le fût déjà de plein droit et n'eût pas à le devenir après sa mort. Quant à ses autres enfants, il retenait pour chacun d'eux, seulement une légitime suffisante *tantum in quâ de jure eos gravare non posset* : et elle devait être assignée non en châteaux, maisons-fortes, seigneuries, fiefs, arrière-fiefs ou juridictions quelconques, mais seulement en biens meubles et simples possessions : *possessionibus planis*, qui fussent et demeurassent toujours au nom d'Henry, sous sa domination et directe seigneurie et sous celles de ses héritiers. (1)

Cet acte reçut sa pleine exécution et l'on comprend quelle était sa portée en ce qui concernait la situation faite à l'ainé et aux cadets de la maison de la Tour-Vinay. C'était une véritable substitution graduelle fondée, sur une donation entre-vifs et sur un fidéi-commis renouvelé à chaque génération. L'ainé était chargé de perpétuer l'éclat et la grande situation seigneuriale de sa famille, et les cadets pourvus d'une petite dot ou d'une mince légitime, étaient dédommagés par des emplois militaires, des bénéfices ecclésiastiques et formaient une pépinière toute trouvée pour les armées, les églises et les monastères.

Beaucoup de familles illustres avaient recours à ce moyen qui était tout-à-fait contraire au droit commun et se rapprochait beaucoup du droit féodal : il était cependant approuvé par le souverain, comme le prouve cet acte de 1279, qui fut confirmé par le Dauphin Jean I^{er} et la Dauphine Béatrix de Savoie sa mère, et revêtu de leur approbation. Il suffit de dire que la succession universelle passa ainsi aux aînés de cette branche

(1) Ce titre important n'a été produit que très incomplètement par Valbonnais (Voir les annexes aux tableaux général. de la maison de la Tour-du-Pin. 1881.)

jusqu'à Antoine, mort en 1394, fils aîné d'Aynard III, le vaillant banneret contemporain du Dauphin Humbert II et de Charles de France, son successeur. C'est précisément de la succession d'Aynard III et de ses deux fils Antoine et Hugues, qu'il est question ici ; cela nous oblige à revenir un instant en arrière pour examiner quel était du temps du Dauphin Humbert II, l'état des membres de la maison de la Tour-Vinay et quelles lois pouvaient et devaient la gouverner.

Sans parler des branches qui pouvaient être descendues plus anciennement de la tige principale, nous dirons que celle-ci était représentée alors par cinq frères fils de Henry de la Tour et de Béatrix de Baux, savoir : Bertrand et Aynard commandeurs de l'ordre de Saint Antoine de Viennois, Raymond prieur de Beaulieu, Hugues et Pierre les deux aînés, tous deux châtelains et baillis des Dauphins.

De Hugues dit Turpin mort en 1334, vinrent entr'autres enfants : Aynard III, Guy, Guillaume, Henry, et Hugonette mariée à Henry de Bérenger, seigneur du Pont-en-Royans et ensuite baron de Sassenage.

De Pierre de la Tour-Vinay mort vers 1349, vint entr'autres enfants : Guigues ou Guigonet, châtelain delphinal, marié à Béatrix de Bérenger, dame de Darne, sœur de Raynaud Bérenger de Morges ; il en eut deux fils : Girard, châtelain d'Oulx après son père et marié à Aynarde de Miribel, en Trièves, et Jean, dit de Montroman marié à Guigonne d'Arces de Domène.

A l'époque de la translation du Dauphiné et de l'extinction de la branche des Dauphins, Aynard III fut le chef de la maison de la Tour-du-Pin. Petit-fils d'une Baux, fils d'une Tournon, allié par sa femme aux Bressieu et aux Roussillon, il s'était signalé par ses exploits à Cassel, à Smyrne, et tenait un rang considérable dans les armées et les conseils des princes, ses contemporains. Il avait prêté serment de fidélité au nouveau Dauphin et il le servit avec un entier dévouement jusqu'à sa mort ; mais il est à croire qu'il avait tenu malgré cela à persuader au jeune prince, que le chef de la maison de la Tour n'était pas un simple

gentilhomme, mais un feudataire de l'Empire avec lequel le Dauphin lui-même devait compter. Car en 1357, deux ans après la mort d'Humbert II, il alla demander, à Metz, à l'empereur Charles IV, la concession du droit de péage dans ses terres, en considération de ses éminents services et de sa fidélité à l'Empire : *considerantes igitur multiplicia probitatis merita ac indefessa fidelique servitia quibus nobilis Aynardus de Turre dominus Vignayci, noster et sacro Romani Imperii fidelis, dilectus nobis et sacro Imperio Romano* etc. etc..... Cet important document a été cité par Valbonnais qui a prévenu ses lecteurs que s'il avait conduit ses recherches jusqu'à la branche collatérale des seigneurs de la Tour-Vinay, « c'est parce qu'il s'est présenté plusieurs documents dignes de paraître au jour pour l'illustration de cette maison » (Valb. I, 179.) Ce motif suffit pour excuser le peu de recherches qu'a fait cet historien sur la généalogie d'une branche dont il ne s'occupait qu'incidemment ; mais il est regrettable qu'il n'ait pas cru, « pour l'illustration de cette maison, » devoir citer, comme l'avait fait Justel (1) la fin de cette bulle impériale ; car on voit que la concession faite à Aynard de la Tour, eut pour témoins, l'Archevêque de Trèves, archichancelier de l'Empire pour la Gaule et le royaume d'Arles, l'Archevêque de Mayence, archichancelier pour l'Allemagne, l'Archevêque de Cologne, archichancelier pour l'Italie, Robert comte Palatin du Rhin, duc de Bavière, archisénéchal, Rodolphe duc de Saxe, archimaréchal, Louis dit le Romain, marquis de Brandebourg, archichambellan, princes électeurs de l'Empire, les évêques de Strasbourg, de Metz, de Toul, de Verdun, de Lubeck etc. etc..., Guillaume duc de Juliers et autres princes, comtes, barons et feudataires du saint Empire Romain. N'est-il pas curieux et vraiment « digne de paraître au jour pour l'illustration de cette maison, » de voir tous ces illustres prélats, tous ces ancêtres des empereurs et des rois d'aujourd'hui, réunis

(1) JUSTEL. *Hist. de la maison d'Auvergne*, Preuves du livre V, p. 201.

pour servir de témoins à une concession faite par l'Empereur et Roi, à Aynard de la Tour, son fidèle et bien-aimé?... Il est vrai que plusieurs d'entr'eux n'étaient pas si puissants alors que leurs descendants le sont devenus depuis !...

Ce vaillant banneret mourut en 1371 après avoir fait son testament le 20 février : « l'illustre prince Charles régnant par la grâce de Dieu dans l'Empire romain. »

Quand il fit ce testament, Aynard avait deux fils et deux filles : son oncle Pierre était mort, ainsi que Guigues son cousin germain, et Girard fils aîné de Guigues : mais il restait Jean, fils cadet de Guigues, et Girard alors âgé de six ou sept ans, (1) fils de Girard et neveu du dit Jean. Or Aynard ne pouvait pas ne pas les connaître. Car nombre d'actes établissent sa parenté et ses relations avec le châtelain Pierre son oncle pour qui sa femme Artaude de Bressieu paya des sommes en 1345, pour qui il en paya lui-même avant 1350, avec le châtelain Guigues qui prêta serment au Dauphin en même temps que lui en 1343, avec Jean de la Tour, surnommé de Montroman, qui servit dans la compagnie du baron de Sassenage, fut témoin et caution au mariage d'Aymar de Sassenage avec Humilie Aynard, fut exécuteur testamentaire d'Henry de la Tour mari d'une Murinais, au château même de Vinay etc. etc... Les titres qui sont relatifs à ces personnages sont nombreux et authentiques et quant à Pierre, Guigues et Girard, leur vie nous est connue particulièrement parce qu'ils étaient châtelains et baillis delphinaux et que leurs comptes de châellenie étaient ce qu'on appellerait maintenant des documents officiels. Examinons donc quelles considérations dictèrent à Aynard III, son testament de 1371 dont nous parlerons tout-à-l'heure.

Rien n'est plus clair que le traité de cession du Dauphiné, de l'an 1343. Humbert le donnait aux princes français, dans

(1) Il était né en 1364 environ, comme il le déposa lui-même, étant témoin dans l'enquête faite en 1414 sur la noblesse de Claude Gelat, de Mens.

le cas où il mourrait sans enfants *mâles ou femelles* et ce traité était fait par délibération et consentement de nombreux prélats, barons, nobles et sages hommes, ses vassaux et sujets. Il y est dit : « et avec ce tendra et gardera et sont tenus de »
 » garder et tenir ledit Monsieur Philippe et ceux qui seront
 » Dalphins à toujours mais perpétuellement, toutes les libertés,
 » franchises, privilèges, bons us et bonnes coutumes du Dal-
 » phiné, des Comtés, Dignités, Baronnies, et terres susdites,
 » des Prélats, Clergé, Barons, Châtelains et autres sujets
 » nobles et non nobles d'icelles, des cités, châteaux, églises.
 » villes franches, fiefs et arrière-fiefs, propriétés et communes
 » et des sujets et de leurs personnes, *tant de succession* comme
 » de toute autre chose et *spécialement que les plus prochains du*
 » *lignage, mâles ou femelles, en montant et en descendant, et les*
 » *collatéraux aussi, nobles et non nobles, succèdent sans testa-*
 » *ment ou par testament, eux ou autres selon la volonté du testa-*
 » *teur*, tant en fiefs et arrière-fiefs nobles et autres comme
 » en autres choses, » etc., etc....., et ces termes sont
 répétés par le Roi de France dans l'acte d'acceptation et le
 traité du 7 juin 1344 confirme expressément ces stipulations et
 de même celui du 30 mars 1349 : et le jeune Dauphin Charles
 jure solennellement le 16 juillet 1349, de maintenir « *inviolable-
 ment et parfaitement* » les usages et coutumes du Dauphiné.

Ainsi le droit de succession n'était pas un droit nouveau créé par Humbert II, mais un droit établi, séculaire, constant dans ses états : et, il est essentiel de se le rappeler, à ces actes de la cession du Dauphiné adhèrent solennellement Aynard III de la Tour, sire de Vinay, et même Guigues de la Tour fils de « *son oncle* » Pierre, châtelain d'Oulx, et père de Girard et de Jean.

Mais Humbert II, voulut faire plus encore et avant de remettre le sceptre des Dauphins au *fils adoptif* qu'il s'était choisi parmi ses plus proches parents, il publia les Libertés Delphinales destinées à définir et consacrer les privilèges et les droits de ses « chers sujets » (mai 1349). Or dans l'article 26 de ces libertés, on lit :

« Item ordinationes et declarationes olim habitas et factas in
 « pactionibus primis habitis inter S. principem Philippum.....
 « et D. Delphinum suprâ concessionem Delphinatûs et aliarum
 « terrarum suarum *quoad successionem bonorum et hæreditatem*
 « *subjectorum* ipsius Delphinatûs et ceterarum terrarum D. Do-
 « mino subjectarum, concessit iterum ipse Delphinus quantum
 « in eo est dictis subjectis Delphinatûs, prout in dictis pactio-
 « nibus continetur, *hoc adjecto* quod omnia feuda et retrofeuda
 « Delphinatûs presumantur et intelligantur esse *antiqua* nisi
 « ipsa D. Delphinus vel successores sui ipsa vel aliqua ex ipsis
 « clarè ostenderent esse nova. » (1)

Ainsi non seulement cet article confirme le mode de succession stipulé en 1343, mais il y ajoutait non par restriction mais par ampliation, que tous les fiefs seraient réputés *anciens* à moins que le contraire ne fût clairement prouvé. Par *fief ancien*, il ne faut pas entendre *fief masculin*. Le droit de succéder aux fiefs n'appartenait aux mâles et aux femelles qu'autant qu'ils étaient issus du premier investi, de sorte que la postérité de celui-ci venant à manquer, le fief retournait au seigneur ; ainsi le fief nouveau passait aux descendants mâles ou femelles du premier investi, et s'ils s'éteignaient, revenaient au seigneur sans que les collatéraux y pussent prétendre. C'est pourquoi l'on avait imaginé de concéder parfois les fiefs à titre de *fiefs anciens*, pour rendre la faveur plus grande en leur accordant la transmission en ligne collatérale à défaut de la ligne directe. On voit donc que l'article 26 précité, maintenait la succession libre et féminine, en y ajoutant comme une faveur plus étendue la succession en ligne collatérale. Quant aux terres et seigneuries de la Tour et de Vinay,

(1) *Statuta Delphinalia, hoc est libertates per Illustrissimos Principes Delphinos concessæ etc., etc..... Gratianopoli. Impensis Petri Charvays ejusdem urbis Bibliopolæ in vico Palatii, anno salutis MDCXIX.* (Très curieux livre provenant de la bibliothèque de M. Douët d'Arcq.)

elles étaient fiefs anciens *ab antiquo*, ne relevant dès l'origine que de l'empire ; et la *parerie* de la Tour-du-Pin relevait des Dauphins comme seigneurs de la Tour, et la seigneurie de Vinay, des Dauphins et des comtes de Valentinois. Elles étaient donc transmissibles aux mâles et femelles en ligne directe et même en ligne collatérale ; et par collatérale, il ne faut pas entendre les agnats, mais bien les parents les plus proches *quant au degré*, en montant et en descendant, oncles et tantes, neveux et nièces, cousins-germains, etc., etc.....

Ainsi s'était exprimé Albert de la Tour en 1190 : « *Si omnes hæredes mei defuerint, hæreditatem meam habeat qui jure hæreditario succedere debet.* »

Or quel était ce *jus hæreditarium* ?

« *Quod universæ gentes dicti Delphinatûs, mares et feminae, ex iis etiam venientes collaterales et propinquiore, uti fuerunt succedendi ab intestato vel ex testamento, in feudis, retrofeudis, et aliis bonis feudalibus quibuscumque etiam nobilibus et antiquis.* »

Tel était le droit héréditaire d'alors et nous en citerons ici quelques exemples fameux.

Albert II baron de Sassenage étant mort sans postérité en 1339, le Dauphin voulut d'abord s'emparer de ses terres qui étaient trop importantes et trop rapprochées pour ne pas lui convenir, au nom du droit de réversion à défaut d'héritiers directs. Mais François père d'Albert avait par testament institué son héritier universel, dans le cas où Albert mourrait sans enfants, le fils de sa fille Béatrix de Sassenage, Henry de Bérenger, seigneur du Pont. Celui-ci prit le nom et les armes de Sassenage, qu'il substitua aux nom et armes de Bérenger, et fut l'héritier universel de cette maison, en vertu du droit qu'avaient les femmes de succéder, aussi bien que les hommes, aux fiefs anciens ; le Dauphin n'avait pas contesté ce droit féminin, mais invoqué seulement le droit de réversion à défaut d'enfants quelconques d'Albert, en sorte que l'erreur fut reconnue et qu'Henry de Bérenger fut investi par arrêt du 30 avril 1339 de tout l'héritage des Sassenage.

Cependant quand cette transmission des biens, du nom et des armes eut lieu conformément aux usages du Dauphiné et en vertu d'un décret spécial du Dauphin, la maison de Sassenage existait encore, représentée par Didier de Sassenage, châtelain et bailli delphinal, seigneur d'Izeron puis de Montrigaud, et par ses enfants dont la postérité subsista non sans éclat jusqu'au milieu du XVI^m siècle. Ce Didier était un des plus importants personnages de son temps, ainsi que l'a constaté Chorier, (1) et le *cousin germain* de François de Sassenage aïeul maternel d'Henry de Béranger. Ce n'était pas un cadet obscur que ce Didier, chevalier, châtelain, bailli, et conseiller des Dauphins, marié à une Alleman et à une Clermont, et ayant trois fils pour continuer cette illustre race de Sassenage dont l'origine se perdait dans les temps fabuleux. Cependant quand il resta l'ainé de cette grande maison, il n'en eut que le nom, n'héritait de rien et toute la succession passa aux Béranger.

Aymar de Sassenage

Albert I. Baron de Sassenage Marguerite Alleman.	Hugues de Sassenage 1 ^o Bérangère ; 2 ^o Aymonette de Salvaing.
---	---

François I de Sassenage Agnès de Joinville. — 1328.	Didier de Sassenage : châtelain et bailli 1 ^o Alix Alleman ; 2 ^o Marguerite de Chaste — après 1350.
---	---

Albert II, B ^{on} de Sassenage — 1339.	Béatrix ép 1 ^o : Aymar Eléonore ép. Béranger, S ^{sr} . du Pont 2 ^o Bertrand Béranger de Morges. S ^{sr} . de Follians.	3 autres Jean Béranger filles. Antoine continue la maison de Sassenage qui a duré jusque dans le 16 ^e siècle.
---	--	---

Henry de Béranger S^{sr}. du Pont :
ép. 1336 : Hugonette de la Tour
devient B^{on} de Sassenage (1339).

(1) CHORIER. — *Hist. de la maison de Sassenage.*

Le droit de succession féminine existait donc pour les Sasse-nage ; il existait de même chez les Clermont ; car en 1340, un traité confirmant un autre traité de 1338, fut conclu entre le Dauphin et Aynard de Clermont, (Valb. II. 421) chacun d'eux stipulant *pro se, hæredibus et successoribus suis* et Aynard pour lui et tous ses enfants et héritiers quelconques : *quicumque liberi, hæredes et successores dicti Dom. Aynardi*. Ainsi cet acte s'appliquait aux filles comme aux fils et admettait même la divisibilité puisqu'il parlait de portions à faire entre les enfants.

Aynard de Clermont « pour récompense des services de ses ancêtres et de ses propres services et mérites, » fut alors créé par Humbert II qui avait rapporté de la Cour de Naples le goût des titres pompeux, Vicomte de Clermont-en-Trièves, Capitaine général de ses armées, Grand maître de sa maison et de celle de la Dauphine, etc., etc.... et le Dauphin l'investit de ces dignités pour lui-même et pour ses héritiers et successeurs qui seraient aussi Seigneurs de Clermont, par la tradition d'un anneau et d'une épée en signe de la Vicomté, d'un penonceau à queue attaché à une lance aux armes du Dauphin, en signe du Capitonat général et d'un bâton ou verge d'argent comme symbole du grand maître. Or dans les actes de cette création des plus considérables titres, dignités et offices qui aient jamais été créés par les Dauphins, on voit qu'elle eut lieu pour Aynard, ses enfants quelconques mâles ou femelles, et ses successeurs quelconques dans la baronnie et la vicomté, fussent-ils même d'une autre famille, et cela est tellement vrai que les hypothèses autorisées par cette expression : *Successores quicumque in dicto Vicecomitatu Clarimontis in Triviis et Dominio Clarimontis in Viennesio*, se réalisèrent par la suite ; car sans parler de faits plus anciens, la Comtesse de Lannion fille et héritière de Philippe-Aynard, comte de Clermont et de Tonnerre, hérita au 18^me siècle, de tous les biens et droits de sa maison, et sa fille ayant épousé en 1766, le vicomte de Pons, celui-ci possédait en 1788 le Comté de Clermont et était comme possesseur de cette terre, premier baron, grand maître et connétable

héréditaire du Dauphiné, et cela après de longs procès où il avait eu gain de cause contre les réclamations du Maréchal Duc de Clermont-Tonnerre, son cousin, devenu le chef de nom et d'armes de la maison de Clermont, mais ne possédant puisqu'il était de la branche puinée, aucune portion de l'antique patri-moine de cette illustre famille. (1) Il est donc prouvé que dans la maison de Clermont, la succession passait aux hoirs quelconques, mâles ou femelles, et non aux agnats, même quand l'éclat de leurs vertus, de leur mérite, de leurs dignités, les rendait capables à un si haut degré de succéder à leurs ancêtres.

Du reste les privilèges des Baronnie de Bressieu, de Maubec, de Montlaur n'étaient pas non plus inhérents aux familles de leurs anciens seigneurs, mais à la possession des terres elles-mêmes, et différentes maisons les ont possédées en divers temps et ont joui à ce titre de leurs honneurs et privilèges. Ainsi le même cas s'est présenté, la même règle s'est appliquée pour les quatre grandes baronnies du Dauphiné.

La maison de Roussillon nous offre un exemple analogue. Amédée de Roussillon étant mort sans enfants, (1354) les officiers delphinaux s'emparèrent de sa succession à titre de réversion au Domaine ; mais la dame de Briançon sa veuve et divers légataires du défunt s'opposèrent à cette saisie comme contraire aux bons us et anciennes coutumes du Dauphiné accordés par le Dauphin Humbert alors encore vivant, et notamment au traité de 1343 dont ils citaient textuellement l'article qui envoyait les héritiers apparents, en possession, sans distinction de sexe. Le gouverneur ne fit aucune difficulté de leur accorder main levée et de leur remettre l'héritage. (2)

Même chose arriva pour le fief de Pariset. Le Dauphin

(1) Mémoires imprimés pour la comtesse de Lannion contre le maréchal de Clermont-Tonnerre — et principalement, consultation signée de Cochu, en 1766.

(2) Titres cités par les mémoires pour la comtesse de Lannion d'après les Archives de la Chambre des Comptes de Dauphiné.

Humbert II, qui avait réclamé la réversion de ce fief à la mort de François fils de Disderon, seigneur de Pariset, consentit à le restituer dès qu'elles le lui eurent réclamé, à la veuve et à la fille de ce Disderon, n'y ayant pas de mâles à qui il pût passer, et dès lors elles ne furent nullement troublées dans leur possession.

Il est donc clairement établi que suivant la coutume et le droit du Dauphiné, les femmes succédaient aux fiefs, que tous les enfants étaient admis au partage, enfin que les substitutions et donations entre vifs usitées fréquemment dans la noblesse, ne s'admettaient qu'à condition de désintéresser les puînés par des *légitimes* convenables et proportionnées à la richesse et à l'état de leur famille. Or, nous le demandons, quelle coutume pouvait suivre Aynard III de la Tour, si ce n'est celle du Dauphiné de Viennois, celle de sa propre maison dont maintenant il était devenu le chef, celle enfin que son cousin le Dauphin Humbert avait imposée au prince Charles, comme un dernier bienfait accordé à ses fidèles vassaux et sujets avant de renoncer à sa couronne ?

COMTE DE LA TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE

(*A continuer.*)



ANTOINE DE VOCANCE

Bien que la famille de Vocance soit originaire du Vivarais, comme l'indique assez l'étymologie de son nom qui s'écrivait autrefois *Vaucance* et *Valcance*, (1) par ses alliances elle appartient tout autant au Dauphiné, et Valence peut revendiquer comme siens quelques uns de ses membres. Le plus ancien que l'on connaisse, *Sébastien Vaucance*, habitait cette ville où il possédait une maison place des Ormeaux.

Mais le premier qui ait illustré ce nom et dont nous allons essayer de retracer l'histoire, fut Antoine, fils de Sébastien et de Sébastienne Petit. (2)

Il naquit le 23 juillet 1554, d'après la note suivante du journal tenu par son père :

« L'an 1554 et le 23^e de juilhet, le Seigneur Dieu tout-puissant nous a envoyé ung fils lequel est né le sabmedy matin. Et la porté aux fonts messire Jehan Assanater, et le sa *marrine* a esté la fame de maistre Staubandy. Et luy ont donné nom Anthoyne. Je supplye le Seigneur Dieu que par son fils Jésus-Christ luy donne toujours la connoissance de la sayne, clayre et entière vérité pour faire et accomplir la volonté du seul Dieu tout-puissant.

Amen. »

(1) La Cance est une rivière du département de l'Ardèche, et le nom de Vocance est celui de plusieurs localités de ce département.

(2) Fille de Pierre Petit, notaire des Granges-lès-Valence.

Au commencement de l'année 1564, la peste qui régnait à Valence et dans ses environs atteignit plusieurs des enfants de Sébastien Vaucance qui succombèrent en peu de jours. Afin de préserver les deux qui lui restaient, Antoine et une fille nommée Jeanne, Sébastien les envoya à Chomérac, chez un de ses parents qui les garda environ deux mois. Au bout de ce temps le fléau ayant disparu, ils revinrent dans la maison paternelle, aux Granges-lès-Valence. (1)

Quelques mois après, ils furent mis tous deux chez les religieuses de Soyons, ainsi que le constate cette note de Sébastien :

« L'an 1564 et le 15 de novembre je ay mis mes deux enfants, Anthoyne et Jehanne, vers les dames de Soyon, chez M^{me} de Genas, et luy ay donné à ladicte dame pour nourriture et logement de mes dits enfants pour ung moys, six livres tournois, et la susdite dame me a promys de les nourrir et apprendre comme une fame de bien doit fayre. »

Ils y demeurèrent six mois.

L'année suivante Antoine, âgé de onze ans, entra au collège de Tournon. Son père nous l'apprend lui-même par les lignes suivantes de son journal :

« Au nom de Dieu soyt faict. De ce soyt mémoyre que ce jourd'huy 13^e du moys de novembre 1565, moyennant l'ayde de Dieu, je ay envoyé mon fils Anthoyne au collège de Tournon avec le fils de feu M. le Conseiller de Dorne, nommé aussi Anthoyne. »

(1) Depuis son mariage avec Sébastienne Petit, héritière de son père, Sébastien habitait là.

D'après le compte qui suit, le prix de la pension à ce collège était alors de 4 livres par mois, le « *logement non compris.* »

Le trousseau d'Antoine, quand il partit pour Tournon, se composait de 2 paires de draps, 2 serviettes et 6 chemises « dont trois neufves et 3 uses, le tout signé du signe de la maison qui est une croix double, » écrivait Sébastien.

Outre les 4 livres qu'il donna au maître de pension, il envoyait quelquefois de l'argent et du linge à son fils, ce qu'il note exactement.

Le 2 août de l'année suivante, Antoine revint du collège pour passer les vacances dans sa famille, « ce qui mit « en grande joye la mayson, » écrit son père, et il y retourna le 29 septembre « accompagné de M. *le Chanoyne de Dorne* qui y conduisait ses neveux, les fils du Conseiller. »

Antoine de Vocance passa deux autres années au collège de Tournon qu'il quitta définitivement en 1568. Il avait alors 14 ans.

A partir de cette époque on perd sa trace jusqu'en l'année 1579 où il continue de sa main le registre de la maison tenu jusqu'alors par son père et son aïeul maternel.

Tout porte à croire qu'il dut embrasser fort jeune la carrière des armes. En 1583, étant alors capitaine au régiment de M. de Maugiron, il épousa demoiselle Madeleine de Gruel, fille de Jacques de Gruel, écuyer, et de Gabrielle de Montchenu.

Lui-même note ainsi ce mariage :

« *In nomine Domini. Amen.* Cette année 1583 et le 13^{me} jour du mois de mars, par la permission de Dieu, je me suis allié avec damoiselle Magdeleine de Gruel dite de Fontagier, de St-Vallier. Et a reçu ledit mariage M^e Matinot

dit... notaire royal, habitant près de Senaut. Et lui a été constitué à ladite damoiselle par le testament de feu son père, la somme de 2,300 livres, dont en ay reçu comptant 1,300, et le reste est à payer sur le péage des quatre mas de Fontagier, lequel m'a été destiné pour le paiement. »

Dans le contrat de ce mariage, Antoine de Vocance était déjà qualifié de *noble* et d'*écuyer*, bien que ces titres de noblesse ne lui fussent accordés par Henri III, que cinq ans plus tard, ainsi que nous le verrons dans la suite.

L'année qui suit son mariage avec Madeleine de Gruel, il écrivait en tête d'une page de son livre :

« 1584. Les enfants qu'il a pleu à Dieu nous donner, à moy Anthoyne de Vocance et à damoiselle de Fontagier :

« Premièrement, par la grâce de Dieu, nous avons eu une fille, laquelle est née le sabmedy à midy 9^e de novembre 1584. Et l'a portée au baptême M. Barthélemy du Pouyet, et sa marraine a été Jehanne de Chambaud, femme au s^r de Chambaud, premier consul de Valence. Je supplie humblement le Créateur lui donner accroissement et vertu.

Amen. »

Il n'eut pas d'autre enfant de Magdeleine de Gruel qui mourut deux ans après la naissance de sa fille, victime d'une épidémie qui fit cette année-là beaucoup de ravages.

Antoine note aussi la mort de sa femme, et il est à remarquer que dans tous les événements de sa vie il conserve sa foi de chrétien qui lui montre Dieu en tout et lui inspire une touchante résignation.

« La volonté de Dieu a esté » écrit-il plus loin, « que ladite damoiselle de Fontagier ma femme est décédée de contagion ce mois d'aoust 1586. Et a fait sa maladie à la grange dudit Fontagier où elle s'était retirée l'espace de huit jours, et elle est décédée le dimanche à midy. Et a été

enterrée au-devant de ladite grange, au pied d'une croix de boys.

« Playse à Dieu, par sa grande bonté et clémence, la vouloir loger en son royaume de Paradis, lui faisant miséricorde de ses péchés. Amen. »

Les esprits forts de nos jours sourieraient de cette foi naïve... Elle n'excluait pourtant pas le courage chez ces hommes dont la devise était : Dieu et Patrie ! et qui avaient le devoir pour guide dans toutes leurs actions.

Pour ne rien omettre des faits importants de la vie d'Antoine, nous devons retourner d'une année en arrière.

A cette époque les insurrections se renouvelaient fréquemment, et les divers partis qui agitaient la France, aigris les uns contre les autres par les événements antérieurs, obligeaient l'autorité à sévir vigoureusement contre ces désordres. Henri III avait de plus à punir la rébellion qu'excita son passage en plusieurs lieux du Dauphiné lors de son retour en France, en 1575, et en d'autres circonstances plus récentes. A cet effet il donna des ordres sévères au gouverneur de la Province qui les transmit aux généraux et capitaines des armées royales.

Quelques uns de ces ordres furent adressés à Antoine de Vocance, reconnu pour être un homme courageux et ferme.

Plein d'honneur et de zèle, fervent catholique, fidèle à la cause royale, Antoine était l'ami des plus intimes favoris d'Henri de Valois, et ceux-ci, afin de lui procurer l'occasion de se signaler, le choisirent pour exécuter les ordres du roi relatifs à la destruction des places rebelles.

Le 20 avril 1585, le Baron de Chatte écrivait au sujet du démantèlement de Livron :

« Messieurs les chastelains et consuls des lieux ci-des-

« sous nommés, vous ne fauldrez, incontinent la présente
 « receue, de vous rendre quelques ungs de chacuns de vos
 « lieux, à Lyvron, pour vous voyr cotiser àournyr pour
 « le desmantellement dudit lieu. la quantité de deux pion-
 « niers pour chacun de vos feux, et de deux en deux des
 « dits feux, un masson, portant tous utils nescessaires. La
 « commission dudit desmantellement ayant esté donnée
 « par Monseigneur de Maugiron au sieur de Vauquance,
 « homme d'armes de sa compagnie, auquel vous obéirez
 « à cette fin que le service du Roy n'en soit aucunement
 « contrarié.....

« Et ferez votre devoir jusqu'à ce que ledit desmantel-
 « lement soit bien et duement achevé ainsi que le verrez
 « plus à plain par lad. commission dud. sieur de Vauquan-
 « ce. Et m'assurant que vous n'y ferez faute, tant pour
 « le devoir et affection que vous avez au service du Roy
 « que pour obvier aux grands préjudices et dommages que
 « vous souffririez si quelques ungs perturbateurs du repos
 « public se vouloient jeter audit lieu pour s'y fortifier, ce
 « qui ne pourroit être que bien grand dommage pour vous
 « être les plus proches et premiers qui en souffririez l'in-
 « commodité.

« Sur ce je pryé Dieu vous donner en bonne santé
 « longue vye.

« Votre bon voysin et amy.

« DE CHATTE. »

« A Lorient ce 20 d'avril 1585. »

LISTE DES LIEUX DÉSIGNÉS.

Livron devait fournir.	. . .	15	hommes
Allex		6	—
La Vache		3	—

Monteléger.	2	hommes.
La Baume-Cornillane . .	2	—
Upie.	5	—
Ourche	3	—
Hurre (Eurre).	3	—
Ambonil.	1	—
Grane.	6	—
Montvendre.	6	—
Châteauneuf-d'Isère . . .	4	—
Savasse.	2	—
St-Didier.	1	—
Barcelonne	1	—
Aouste	4	—
Et Beaumont	3	—

ORDRE TEXTUEL DU GOUVERNEUR.

« Laurent de Maugiron, chevalier des deux ordres du
 « roy, conseiller en son conseil privé et d'estat, capitaine
 « de cent hommes d'armes de ses ordonnances, et lieute-
 « nant-général pour Sa Majesté en Dauphiné,

« Au sieur de Vaucance.

« Comme sur les bruits qui courent de remuement d'ar-
 « mes tant en cette province que es autres endroits de la
 « France, il soyt requis et nescessaire de faire abattre et
 « razer rez-pied-les-terre les murailhes de Livron, à ces
 « causes nous vous avons commis et député, commettons
 « et députons par ces présentes pour incontinent et dili-
 « geamment vous transporter audit lieu et avec le nom-
 « bre de gens qui vous seront donnés faire abattre et razer
 « rez-pied-les-terre lesd. murailhes de Livron, contrai-
 « gnant et faisant contraindre les gens d'iceulx par toutes

« voyes à venir travailler avec leviers, pioches, *palles* et
« tous aultres outils à ce nescessaires.

« Mandant et expressement enjoignant à tous justiciers,
« officiers et sujets à vous obéyr et entendre comme chose
« importante et grande au service de Sa Majesté et repos
« de cette province.

« Faict à Grenoble le 19 avril 1585.

« MAUGIRON. »

Cet ordre fut fidèlement exécuté, comme l'attestent les ruines qui se voient encore à la place où furent les remparts du vieux Livron.

Après avoir recruté les hommes qui lui avaient été désignés, Antoine de Vocance se rendit donc au lieu indiqué pour faire procéder à ce travail qui fut commencé le 1^{er} mai suivant. Cependant, le nombre des ouvriers n'étant pas suffisant pour que la démolition pût s'achever avec toute la diligence qui avait été recommandée, quelques communes ayant d'ailleurs refusé leur concours dans cette affaire, Antoine dut demander de nouveaux ordres au gouverneur de la province. Celui-ci répondit par la lettre suivante d'un de ses lieutenants, adressée à deux communes voisines qui n'avaient pas été comprises dans la liste précédente.

« Anthoine de Clermont, baron de Montoyson, gentil-
« homme ordinaire de la chambre du Roy, lieutenant en
« la compagnie de M. de Maugiron, aux habitants des
« lieux de Montmeyran et Alixan, salut.

« Pour oster tous empeschements de guerre et pourvoir
« au repos public, M. de Maugiron, par avis du conseil,
« a donné commission au sieur de Vocance, gentilhomme
« d'armes en sa compagnie, pour l'entière desmolition et
« desmantellement des forts de Livron. Et pour ce faire

« prendra les hommes nécessaires pour la dite démolition
« dans certayns villages circonvoisins à raison de deux
« hommes par feu et de deux en deux feux un masson avec
« outils nécessaires pour que ladite démolition soit promp-
« tement finie.

« Et s'étant acheminés sur led. lieu et fort de Livron,
« lesd. hommes donnés pour servir à lad. démolition n'étant
« suffisant pour effectuer ce que dessus, nous vous man-
« dons par les présentes que vous ayez à délivrer et envoyer
« audit Livron un homme par jour et pour chacun des
« feux qu'avez dans vos villages, et pour deux desd. feux
« un masson avec outils à ce nécessaires. Et pour ce faire
« lesd. hommes seront contraints ce effectuer incontinent
« à peyne d'estre chastiés comme rebelles au service du
« Roy.

« Et lesquels hommes pour les recevoyr nous envoyons
« ledit sieur de Vocance, mandant à tous justiciers et offi-
« ciers pour ce luy prester ayde et sanction à peyne de re-
« bellion de laquelle seraient chastiés.

« Donné à Loriol ce 9^e jour du moys de may mil-cinq-
« cents-huitante-cinq.

« MONTOTSON. »

Une attestation signée par les consuls de Livron, prouve du reste, qu'Antoine de Vocance remplit la mission qui lui avait été confiée.

Voici la copie de cette pièce :

« Nous chastellain, consuls et conseillers du lieu de
« Livron et autres assemblés, notifions et attestons à tous
« qu'appartiendra comme le sieur Anthoine de Vocance,
« escuyer, est arrivé aud. lieu de Livron le 1^{er} may, por-
« tant commission de Mgr. de Maugiron aux fins de vac-

« quer à *lesmantellement* dudit Livron, et a fait travailler
 « aud. esmantellement depuis le 1^{er} jour de may jusqu'à
 « ce jourd'hui 15 de juing. Lequel sieur de Voccance a
 « fait par achever ledit esmantellement de manière à ce que
 « aulcung ne se puisse prévalloir de se fortifier en lad.
 « place, etc.

« Signée : DE BANNES, ALIGNOL, THOULON, etc., et
 JEALLAT, notaire et greffier.

» Faict à Livron ce 15 juing 1585.»

Suit un compte du nombre de journées employées à ce travail. On y voit que la commune de Livron a fourni, depuis le 1^{er} mai jusqu'au 14 juin, « la quantité de 1,262 journées de pionniers et 85 journées de maçons ;

celle d'Allex. . . .	107	journ. de pionniers et	11	journ. de maçons.
— Beaumont. . . .	121	—	15	—
— Ourches	33	—	2	—
— Eurre	32	—	2	—
— Upie	109	—	23	—
— Barcelonne . . .	68	—	17	—
— La-B.-Cornillane	143	—	15	—
— St-Didier	48	—	2	—
— Montéléger . . .	4	—	0	—
— Montmeyran . .	13	—	5	—
— Aouste. . . .	92	—	8	—
— Ambonil	1	—	0	—

Cinq communes désignées pour fournir des aides refusèrent leur concours; ce furent :

La Vache, Grane, Montvendre, Châteauneuf-d'Isère et Savasse. Elles ne tardèrent pas à porter la peine de leur révolte, Châteauneuf, entre autres, fut, pour ce fait, démantelé à son tour, ainsi que nous le verrons plus loin.

Pendant que se passaient ces événements, une compagnie des troupes royales commandée par François de Clermont, seigneur de La Roche, était retranchée à Loriol. Mais ce bourg privé de remparts et de forteresse, n'offrait pas une position très sûre. Le commandant résolut alors de faire élever quelques ouvrages qui pussent le mettre à l'abri en cas d'attaque. Pour cela, dès que le démantèlement de Livron fut achevé, il prit les hommes qui étaient sous la direction d'Antoine de Vocance et les employa à l'édification d'un fort. Il n'attendit même pas que le démollissement susdit fût terminé pour commencer son ouvrage, et, dès les premiers jours de juin, il empruntait les maçons qui travaillaient à Livron, ce qui est attesté par la pièce suivante, signée de sa main.

« Nous François-Anthoyne de Clermont, seigneur de
« La Roche, Vaulnaveys et autres places, gentilhomme
« ordinaire de la chambre du Roy, et maistre de camp
« d'ung régiment de gens de pied pour le service de Sa
« Majesté, attestons que le sieur de Vocance, commissaire
« député pour le desmantellement de Livron, a faict tra-
« valher par massons et pionniers à la réparation et forti-
« fication que j'ay faict faire en ce lieu de Loriol pour la
« seureté de mes compagnies. Ayant esté contrainct à ce
« faire, estant ledit lieu de Loriol tout ouvert et esmantelé
« et la plupart de ses habitants étant huguenots, qui est la
« cause que nous avons prié le sieur de Vocance nous
« fournir les gens qu'il avait au desmantellement dud.
« Livron, pour plus promptement nous estre mys en def-
« fense.

« Et à ces causes led.sieur de Vocance nous aurait four-
« ny par plusieurs foys le nombre de 300 journées d'ou-
« vriers, le tout à ses propres couts et dépens.

« Et ce que dessus certifions estre véritable, en foy de
« quoy ay signé la présente et faict mettre le scel de mes
« armes.

« Faict audit Loriol ce 15^e de juin 1585.

» LA ROCHE.

« Plus bas est encore signé : JUST-NICOLAS. »

E. LASCOMBES, NÉE COMTE.

(A suivre.)





ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

PRÉFACE

L'oubli d'un fait est une perte ; et, si ce fait est important, s'il intéresse l'histoire d'une localité, la perte est regrettable.

Nous n'en appellerons pas ici au témoignage de ces hommes positifs qui ne mettent leur bonheur que dans la possession de l'or et de la terre ou dans la satisfaction de viles et égoïstes passions. Pareilles gens manquent d'une faculté. Leur cœur est tellement asservi à la matière, au présent, aux objets actuellement palpables, qu'ils ne soupçonnent guère rien au-delà ni au-dessus. Pour eux, les mots de souvenirs, de patrie, d'aïeux, sont absolument creux, entièrement vides de sens. Ils auront beau frapper leur oreille extérieure, jamais ils n'atteindront celle du cœur. A vrai dire, telles choses sont trop nobles pour des esprits grossiers, pour des cœurs blasés.

Heureusement tout le monde n'en est pas à ce degré de servilisme. Beaucoup d'âmes savent s'élever plus haut, ont des sentiments plus généreux. On en trouve dans le monde savant, on en trouve aussi, peut-être surtout, chez le peuple de la campagne.

Chose remarquable, l'homme sincèrement religieux, vraiment attaché à Dieu, est rarement indifférent au récit de l'histoire de sa patrie. Cela, du reste, se comprend aisément : pour un cœur noble, pur et généreux, après le culte dû à Dieu, vient le culte de ses pères, des siens, de sa patrie ; or, s'intéresser à l'histoire de ceux-ci ne constitue-t-il pas une partie du culte qu'on leur voue légitimement ?

A la vue de ce monument antique, de cette église, de ces remparts, de ce château, en ruines ou encore debout, l'homme de cœur s'émeut. Quand furent-ils élevés ? par qui ? à quelle occasion ? Autant de questions qui se présentent à son esprit. Pour cet homme, le présent est beaucoup, mais ne suffit pas ; il lui faut faire revivre le passé au moins des siens, et même envisager l'avenir.

Dès lors, c'est œuvre utile que de recueillir sur une localité les faits de quelque importance, de les présenter aux contemporains, d'en conserver le souvenir aux générations futures. Au surplus, pareil travail fait pour une localité particulière fournit de précieux éléments pour l'histoire d'une nation entière.

Tels sont les motifs qui nous ont porté à faire sur le Vercors le petit travail que nous publions aujourd'hui. Nous l'avons entrepris d'autant plus volontiers, que, pendant nos sept précieuses années de ministère pastoral à Saint-

Martin-en-Vercors, nous avons maintes fois constaté le goût extrême des habitants de cette région pour l'histoire de leurs aïeux et de leur pays natal.

Les détails que nous avons recueillis et coordonnés n'ont pas une importance considérable, et le travail est loin de la perfection. Mais, pour concilier à notre *Essai historique* l'indulgence des lecteurs, nous ferons observer qu'il est le premier de quelque étendue dont le Vercors ait été l'objet. De plus, la rareté des documents et l'extrême brièveté des mentions qu'ont faites de ce pays les historiens de la Province, rendaient notre tâche excessivement laborieuse. Le Vercors ne manque pas de traditions ; ses habitants ont conservé, avec la vie de famille, une sorte de culte pour les souvenirs antiques. Mais ces traditions, suffisantes pour remplir et intéresser les conversations du foyer pendant les longues veillées d'hiver ne sauraient généralement offrir à l'historien l'exactitude et l'importance nécessaires.

En fait d'exactitude, il convient de remarquer que Vassieux n'était pas considéré autrefois comme une partie du Vercors. Nous l'y comprenons néanmoins dans notre étude, à cause de leurs importants rapports d'autrefois et surtout de ceux d'aujourd'hui. En effet, à leurs rapports topographiques s'ajoutent pour le passé de nombreux et intimes rapports féodaux. Aujourd'hui leurs rapports administratifs sont des plus étroits, Vassieux formant avec les quatre communes du Vercors proprement dit, un seul et même canton, celui de la Chapelle-en-Vercors.



CHAPITRE PREMIER

GÉOLOGIE, TOPOGRAPHIE, CLIMAT ET PRODUITS

Le département de la Drôme offre à l'observateur attentif une vaste et imposante scène des bouleversements physiques de notre globe. Déjà si intéressant par la variété des sites, ce pays le devient bien davantage encore, lorsque, sans se contenter d'un regard superficiel, on étudie de près la structure de son sol. Alors on s'aperçoit que ses plaines, maintenant riantes et fertiles, furent jadis occupées par la mer ; dans les coteaux qui les bordent, on découvre des rivages dont les contours sinueux peuvent encore être suivis ; dans telles montagnes élevées, dans tels rochers escarpés qui supportent aujourd'hui de beaux villages, on trouve des bas-fonds antiquement soulevés du milieu des ondes.

Or, le Vercors est une de ces montagnes de la Drôme, qui, soulevées jadis du sein des eaux, ne conservèrent depuis des animaux marins que des restes pétrifiés, pour donner au contraire asile à des animaux terrestres, et plus tard à l'homme lui-même.

L'historien, le géologue même, dans l'état actuel des sciences, sont impuissants à dire l'époque absolue de cette grave transformation, à nous apprendre quel nombre d'années ou même de siècles l'a précédée ou nous en sépare. On est réduit à en indiquer l'époque relative d'après les observations géologiques et minéralogiques.

Or, ces observations nous conduisent à rapporter le soulèvement du Vercors vers la fin de la période secondaire, et à l'époque crétacée primitive, ou plutôt à la transition de celle-ci à la seconde époque crétacée. Ainsi, ce soulèvement aura fait partie de l'importante révolution géologique qui fit paraître au-dessus des eaux plusieurs parties du continent européen, et donna la chaîne secondaire des Alpes dauphinoises, dont le Vercors se trouve précisément une ramification.

En effet, la nature des terrains et des roches qui forment le sol et les espèces de fossiles que celui-ci recèle, s'accordent avec cette fixation. Écoutons MM. Scipion Gras et Lory, qui, successivement, ont étudié nos contrées avec autant de science que de soin.

« La base et le flanc de toutes les montagnes qui
« constituent le Vercors et le Royannais, dit M. Gras,
« sont composés de marnes de la craie, couronnées par
« de puissantes couches calcaires, dont quelques-unes
« appartiennent à la formation moyenne. Ces marnes
« s'observent très bien en se rendant à la Chapelle par
« Échevis ; on les retrouve en abondance, en descen-
« dant, par les vallées de Léoncel et de Bouvante ; elles
« frappent surtout par leur puissance prodigieuse, lors-
« qu'on cherche à pénétrer dans le Vercors par la vallée
« de Saint-Julien-en-Quint ou par le col de Vassieux.
« Dans toute cette région, les roches dominantes sont
« les marnes ; les grès ne s'y montrent que rarement. » (1)

(1) Scip. GRAS, *Statist. minéralog. du département de la Drôme* (Grenoble, 1835), pp. 86-7.

Après avoir confirmé plus loin la même observation, M. Gras ajoute : « Le fond de la vallée du Vercors, aux « environs de la Chapelle, est occupé par des couches « horizontales de grès et de calcaires cristallins, qui, « sur quelques points, comme au lieu dit le *Coteau des « Canards*, renferment beaucoup de sables quartzeux : « elles m'ont paru faire partie de la formation aré-
« nacée. » (1)

M. Lory constate la même chose. (2) De ses observations, fort détaillées, nous tirerons seulement, comme complément aux précédentes, les particularités que voici :

Les « calcaires roux à *ostrea macroptera* » sont « très « constants dans les montagnes du Royans et du Ver-
« cors », où « l'étage néocomien inférieur » présente une puissance d'au moins 500 mètres, et où « l'étage « néocomien supérieur » est presque entièrement formé de calcaires compactes, blancs ou un peu jaunâtres, en bancs épais. (3)

On trouve le *gault* proprement dit, avec des fossiles à l'état de moules phosphatés, à Rencurel et « à quelques « pas au-dessus de l'entrée des Grands-Goulets, sur le « bord de la route de Saint-Martin-en-Vercors. » (4)

« La série des assises de la *craie* est à peu près aussi « complète dans la vallée du Vercors que dans le bassin

(1) Scip. GRAS, *Statist. minéralog. du département de la Drôme* (Grenoble, 1835), pp. 91-2 et 101.

(2) *Description géolog. du Dauphiné*, pp. 18, 282, 296, 302 et 305-6.

(3) *Ibid.*, pp. 302 et 305-6.

(4) *Ibid.*, pp. 334-5.

« du Villard-de-Lans. Toutefois, l'étage supérieur, celui
« des *calcaires à silex*, y est beaucoup moins développé,
« et l'étage moyen, celui des *lauzes*, y devient en grande
« partie sableux ; il se lie et se confond ainsi en partie
« avec l'étage inférieur, qui présente une grande épais-
« seur de *sables* et de grès peu consistants, blanchis ou
« jaunâtres. A la base de cette série viennent des *sables*
« *verts* ou des *grès verts* analogues à ceux du Villard-de-
« Lans et reposant sur le *gault*. Celui-ci, à l'état de
« *lumachelles* sableuses, est assez développé et forme,
« par exemple, le petit plateau sur lequel est bâti la
« Chapelle. Dans la vallée de Saint-Agnan, depuis ce
« village jusqu'au hameau de Rousset, on retrouve la
« *craie chloritée inférieure à discoïdea cylindrica* et grandes
« turrulites...; et l'on peut constater de même la super-
« position des étages de la *craie*, depuis cette assise
« inférieure jusqu'aux calcaires blancs à silex de l'étage
« supérieur, sur lesquels est le hameau de la Breytière.

« Le développement moindre des calcaires à *silex* et
« des *lauzes*, la prédominance des *sables* de l'étage
« inférieur, impriment au bassin du Vercors une physio-
« nomie différente de celle du canton du Villard-de-
« Lans : ces sables, diversement colorés, sont souvent
« ravinés sur de grandes hauteurs, ou façonnés en col-
« lines arrondies, comme on le voit surtout entre Tour-
« tres et la Chapelle, entre la Chapelle et l'entrée des
« Grands-Goulets. » (1)

(1) *Description géolog. du Dauphiné*, p. 354.

Enfin, la *mollasse marine* se rencontre à Saint-Julien et à Saint-Martin-en-Vercors. (1)

Quant aux fossiles, pour nous borner à ceux d'animaux, principalement observés, ils sont surtout représentés au Vercors par l'embranchement des *mollusques* soit céphalopodes, soit acéphales ; on y trouve une grande quantité de leurs coquilles. Les *rayonnés* y sont aussi représentés par la classe des échinodermes, notamment par l'oursin dit *toxaster complanatus*. On trouve à Saint-Martin les peignes et les huîtres de la molasse inférieure. (2)

On a remarqué du minerai de fer « près de la Chapelle-« en-Vercors, au hameau de la *Ferrière*, qui lui doit « probablement son nom, (3) » et près du village de Saint-Martin, dans le penchant rocheux qu'on gravit pour aller au Briac. Les « quartiers de Sceyes et Combe « noire, » à l'extrémité nord du territoire de la Chapelle, et celui de « Derbounouse, » sur la montagne voisine, en contiennent des gisements de quelque importance, explorés au 18^e siècle pour le martinet de Tourtres. (4)

On trouve du tuf au hameau des *Barnos*, entre la Chapelle et Échevis, (5) ainsi qu'au quartier de *Cornet*, près de la route de la *Baraque* à Saint-Martin.

(1) *Description géolog. du Dauphiné*, p. 412.

(2) *Ibid.*, pp. 303-5 et 409-10.

(3) GRAS, op. cit., pp. 105-6.

(4) Minutes de M^e Combe, not^e à Saint-Martin-en-Vercors, protoc. Ferlin de 1743, fol. 122-3 ; — Arch. de la Drôme, fonds du Vercors.

(5) GRAS, op. cit., p. 213.

On a commencé dernièrement vers ce même quartier de *Cornet*, ainsi qu'au hameau de *Berthonet*, dans la commune de Saint-Martin, l'exploitation d'un marbre blanc veiné de vert et de rouge ; mais les gisements n'y sont qu'accidentels, et la nature du calcaire qui les contient est si variée, qu'on ne peut compter sur des bancs d'une étendue et d'une pureté suffisantes pour donner lieu à une exploitation suivie.

Le Vercors présente plusieurs grottes remarquables par leur profondeur et par les stalactites et stalagmites qui les ornent.

Une d'elles, située sur la montagne, entre *Herbouly* et *Roche-Rousse*, ne peut être visitée qu'avec une lumière, à cause de sa profondeur et de l'étroitesse de son orifice; et l'inclinaison de son sol exige qu'on ne s'y aventure qu'avec une circonspecte lenteur, pour ne pas rouler dans le lac étroit mais profond qui la termine.

Au hameau de la Ferrière, territoire de la Chapelle, s'en trouve une autre, où on voit « des stalactites dont » la cassure, au lieu d'être terne et amorphe, comme cela » a lieu ordinairement, présente un calcaire spathique » transparent, qui a de la tendance à se diviser en ai- » guilles rhomboédriques. Ce spath qui, sous le rapport » de la beauté, ne le cède en rien à ceux des anciens » terrains, ne peut avoir été produit que par un liquide » très pur, dont l'évaporation, extrêmement lente, aura » permis à la matière calcaire de prendre une forme cris- » talline. » (1) C'est, paraît-il, de cette grotte que M.

(1) GRAS, op. cit., p. 211.

de Rochecave a donné la description en ces termes, dans le tableau des opérations cadastrales de la Chapelle, dressé en 1832 : « A 45 minutes et au couchant
 « du village, sur le penchant d'une colline de roches
 « calcaires, on trouve l'ouverture d'une grotte assez
 « riche en stalactites : l'entrée n'en est pas facile et vers
 « le milieu, il faut encore franchir une excavation d'en-
 « viron 15 pieds pour parvenir à son extrémité. Cette
 « grotte offre à peu près les mêmes accidents que toutes
 « les excavations souterraines de ce genre : au centre
 « est une salle remarquable par sa contexture et le
 « dessin bizarre de l'une de ses stalagmites ; elle est
 « partagée par l'excavation dont nous venons de parler
 « en deux parties distinctes ; la première forme amphi-
 « théâtre et domine la seconde, d'où s'élève une colonne
 « de stalactites, d'à peu près 30 pieds d'élévation : cette
 « colonne est d'une parfaite élégance ; sa circonférence
 « est de 4 pieds à la base ; elle garde cette capacité
 « jusqu'à la hauteur de 6 pieds, et ensuite elle s'élance
 « jusqu'à la voûte en conservant un volume de la gros-
 « seur du bras : ce chef-d'œuvre de l'infiltration des
 « eaux est d'un admirable effet. La grotte a de 300 à
 « 350 pieds de profondeur. » (1)

A 2 kilomètres et au sud-sud-ouest du village de Saint-Julien, est encore une grotte à stalactites. Celles-ci, d'après M. Gras, sont semblables à celles de la grotte de la Ferrière ci-dessus décrites par lui. On en a extrait plusieurs pour les utiliser. C'est ainsi qu'une d'elles, de

(1) DELACROIX, *Statist. de la Drôme* (Valence et Paris, 1835). pp. 449-50.

forme pyramidale, qui avait plus de 12 pieds de hauteur, sert, depuis environ 50 ans, de support à une croix, près de la porte de l'église du lieu, (1) et qu'une autre, non moins belle, forme la plus élégante des colonnes à la croix du cimetière du même lieu.

La formation de ces grottes s'explique comme celle d'une foule d'autres. Mais voici des observations qui s'y rattachent et regardent plus spécialement notre contrée.

« Dans les parties basses des grands plateaux du Vercors (Lente, Vassieux, etc.), on voit souvent les crevasses des calcaires néocomiens converger vers des entonnoirs ou fontis, désignés sous le nom de *scialets*, où les eaux s'engloutissent. Pendant les grandes pluies, il arrive quelquefois qu'un *scialet* est insuffisant pour absorber l'eau qui se rassemble dans une partie basse du plateau ; il se forme un lac temporaire, dont le niveau s'exhausse jusqu'à la rencontre d'un *scialet* placé plus haut. Ces faits ont été étudiés, dans le Vercors, par MM. Fournet et Duval. (M. Fournet, *Bull. de la Soc. géol.*, 2^e série, t. XI. p. 734.)

« Quand les calcaires à caprotines sont très compactes et stratifiés par bancs très épais, comme c'est le cas général dans les massifs de la Chartreuse, de Lans et de la majeure partie du Royans et du Vercors, la surface des plateaux ou des pentes formées par ces calcaires est sillonnée de crevasses à parois corrodées, que la dissolution lente par l'eau chargée d'acide carbonique tend à agrandir incessamment. Dans ces cre-

(1) GRAS, op. cit., pp. 200 et 211-2.

« vasses s'accumule la petite quantité de résidu insoluble
 « que peuvent fournir ces calcaires et qui consiste généralement
 « rarement dans une terre argilo-ferrugineuse, dépourvue
 « de carbonate de chaux. Telle est l'origine du sol forestier
 « qui supporte les plus belles parties des forêts de
 « la Chartreuse, du Vercors, etc. » (1)

Le Vercors forme un bassin irrégulier de 30 kilomètres de long sur 7 ou 8 de large, et encaissé de toute part entre des rochers couverts de hêtres et de sapins. Ce bassin, sorte de vallée, est parallèle à la direction du soulèvement principal qui a formé la montagne et dont l'axe fait avec le méridien un angle de 8 degrés ouvert dans la région nord-est. Il se décompose lui-même en une série de vallées fort étroites et sensiblement parallèles. (2)

De ces dernières, celle du levant, la plus basse et la plus longue, renferme les villages ou hameaux de Rousset, la Breytière, Saint-Agnan, Tourtres et Saint-Martin; puis elle discontinue peu à peu à partir de ce dernier village, pour faire place au plateau de Saint-Julien, lequel résulte d'un mouvement spécial des forces intérieures qui a préservé ce point de l'affaissement subi par le reste de la ligne. Mais cet affaissement reprend au-delà de Saint-Julien, pour bientôt diminuer, puis disparaître par le rapprochement des crêtes, à l'extrémité septentrionale de Rencurel, hors du Vercors.

A l'ouest de cette première vallée, s'en trouve une deuxième sur un plan d'abord plus élevé, savoir dans sa

(1) LORY, *Descript. géol. du Dauphiné*, pp. 317-8.

(2) GRAS, *op. cit.*, p. 27.

partie méridionale, où elle comprend Vassieux et la partie centrale de la Chapelle, avec le village de cette dernière commune. Toutefois, cette première partie de vallée est coupée par un soulèvement transversal appartenant à un système dont M. Gras a dit : « Ce système « paraît être un des plus récents ; il coupe souvent des « vallées plus anciennes sans faire subir d'autre changement aux couches que de les porter à une plus grande « hauteur. C'est ainsi que près de la Chapelle-en-Vercors, au sud du village, un rocher s'élève brusquement et partage la vallée en deux bassins dont l'un « renferme Vassieux et l'autre la Chapelle. » (1)

Au nord de la Chapelle, les crêtes de cette deuxième vallée s'abaissent, ses flancs eux-mêmes s'entr'ouvrent et son fond descend jusqu'à un niveau inférieur à celui de la première vallée. Cette dépression est la continuation de la fente transversale de dislocation qui, après avoir formé la vallée d'Échevis, a produit l'ouverture du Grand-Goulet ; et elle sert de déversoir aux eaux du Vercors, lesquelles s'échappent ensuite par les Goulets et Échevis.

Mais notre deuxième vallée reprend ensuite bien vite son élévation de plan, pour former sur Saint-Martin les quartiers de la Buissière et du Briac, et sur Saint-Julien le quartier des Combettes. Enfin, au-delà de l'immense abîme formé transversalement par l'extrémité de la vallée de dislocation de Choranches, elle disparaît. Le quartier de la Goulândière, sur Presles, au sud-ouest de Rencurel, ne contient plus que des traces informes de cavité.

(1) GRAS, *op. cit.*, pp. 28-9.

Une troisième vallée, n'ayant que 8 ou 9 kilomètres de long sur 1 de large, est entièrement sur le territoire de la Chapelle ; elle contient au midi le hameau de la May, au milieu ceux des Ronins, de Lossence et des Patins, au nord celui des Revoulas. A 600 mètres de ce dernier, l'étroite vallée est partagée par la base d'un monticule dont les flancs l'étreignent des deux côtés et ne tardent pas à la faire disparaître. Ce monticule domine lui-même la vallée d'Échevis. De son sommet « on découvre un point de vue des plus extraordinaires : toute la commune d'Échevis, encaissée au milieu de roches sans végétation et d'une élévation prodigieuse. Ce vaste bassin a la forme d'une baignoire, et on le domine du point indiqué. Il serait difficile de décrire l'impression qu'on éprouve à l'aspect de ce vide immense au-dessus duquel on se trouve pour ainsi dire suspendu. » (1)

Enfin, au couchant de cette troisième vallée, sur un plan plus long, plus large et encore plus élevé, en est une quatrième, entièrement boisée, mais dont nous ne parlerons pas en détail, parce qu'elle ne se rattache au Vercors que par sa position topographique et n'en fait pas partie.

(A continuer).

L'ABBÉ FILLET.

(1) DELACROIX, op. cit., p. 450.



Étude critique
SUR
CHAMPIONNET

SUITE. — Voir la 66^e livraison.

II

SA NAISSANCE

Le général ne commença qu'à 30 ans sa carrière et à 37 il était célèbre. En présence d'une vie publique si courte, quelques biographes ont tenté d'en embellir les débuts, à l'aide de légendes : mieux valait se borner, comme Dourille, à placer Championnet en nourrice à Soyons, puis au collège de Chabeuil et enfin à la tête d'une armée.

Or, des documents authentiques vont nous permettre de suppléer au silence des uns et de contrôler les assertions des autres : nous le ferons avec impartialité.

Après la mort de son fils, Madelaine Collion ayant été appelée, à défaut de titres écrits à prouver sa maternité devant la justice de paix de Valence, des témoins bien renseignés firent à cette occasion des révélations très précises.

Ainsi Brian et sa femme, de Soyons, le 26 février 1800 déposèrent qu'en 1763 ou 1764 la gouvernante de M. Grand avait mis en nourrice chez Jean Tromparent dudit Soyons, « un enfant mâle auquel on donnoit le nom de

« Championnet ; qu'il y resta environ deux ans ; que, « pendant ce temps, ils avaient vu la citoyenne Collion « venir souvent voir ledit enfant ; qu'environ deux ans « après, elle les avoit priés de le nourrir, ce qu'ils firent, « et l'ayant pris, ils l'avoient gardé jusqu'à l'âge de neuf « ans ; (1) que celle-ci l'ayant retiré, ils avoient mené « l'enfant dans sa maison où elle les avoit reçus et leur « avoit dit qu'elle alloit le placer à Chabeuil. »

Cette petite ville possédait alors effectivement une maison d'éducation dont M. Robert a fait connaître le plan d'études ; (2) mais Championnet n'y entra pas et fut placé chez Jean-Charles Savary, greffier de la justice ducale et royale du lieu.

Devenu, en 1800, commis de l'administration centrale de la Drôme, Savary déposa que « 27 ou 28 ans auparavant, étant précepteur à Chabeuil, la citoyenne Made- « laine Collion avoit placé chez lui en pension son fils « Championnet ; que pendant les 6 à 7 ans qu'il y étoit « resté, elle avoit pourvu à ses besoins. »

Toutefois M. Grand dans un acte de 1786 réduit de moitié ce séjour. (3)

Quoi qu'il en soit, à l'aide des indications précédentes, on arrive à des dates à peu près certaines : naissance, le 14 avril 1762 ; placement aux Pécoulets, 1762-1763 ; chez Tromparent, 1763-1765 ; chez Brian, 1765-1771 ; étudiant chez Savary, 1771-1774 ou 1778.

(1) M. Grand nous a appris, par son testament de 1786, que son fils avait été d'abord placé aux Pécoulets sur Etoile.

(2) Précis du cours d'éducation à l'usage du collège-pension académique de *Chabeuil*, Avignon 1783, 1 volume in-12.

(3) Archives de la justice de paix de Valence et testament de 1786.

En présence de ces chiffres, on se demande à quelle époque le jeune Champion ou Championnet a pu étudier à Grenoble. Cependant la légende cache un fonds de vérité puisque, au témoignage de M. Janson, le général aurait éclairci le mystère en ces termes :

« Ayant essuyé beaucoup de désagréments dans sa
« pension, il se sauva un jour, et, ne sachant que faire ni
« où aller, il se présenta chez Rivière, traiteur rue Mon-
« torge (à Grenoble), où il fut quelque temps employé à
« la cuisine. Son père, sur ces entrefaites, ayant épousé
« sa mère et l'ayant légitimé, fut très fâché de l'incartade
« et le retira de chez Rivière pour lui donner une édu-
« cation plus soignée. Il étudia d'abord le droit et exerça
« même, mais peu de temps, la profession d'avocat, dont
« il se dégoûta et qu'il abandonna pour entrer dans l'ar-
« mée où son père lui acheta une lieutenance peu de
« temps avant la Révolution. »

Ce récit manque d'exactitude sur plusieurs points ; et d'abord Championnet n'a jamais été légitimé, mais simplement autorisé à prendre le nom et les armes de M. Grand ; ensuite, le mariage *in extremis* de ses parents (1788) fut postérieur de plus de 10 à 12 ans à l'apprentissage de maître queux chez Rivière ; enfin, jusqu'à ce jour on n'a trouvé aucune preuve des prétendues lieutenance et profession d'avocat mentionnées dans ce passage. (1)

Au contraire, ses études culinaires sont carrément justifiées par une lettre autographe conservée chez M. Faure, propriétaire du château de Grignan et copiée avec soin à notre intention par M. Devès, greffier de la justice de paix de ce chef-lieu de canton.

(1) *Bulletin de la Société d'études des Hautes Alpes*, loc. cit.

Déjà publiée dans un journal de Romans, en mars 1881, au cours d'une *nouvelle* également pleine d'erreurs et d'invéraisemblances, cette lettre paraphée par le soigneur M. Grand, porte l'empreinte d'un cachet espagnol, et l'écriture flamande adoptée par le général ne laisse aucune place au doute sur son authenticité ; elle démontre d'ailleurs la faiblesse des études grammaticales et littéraires de son auteur et n'a pas jusqu'ici excité l'attention.

En voici le texte :

« A Monsieur Grand, avocat en Parlement, maître de
« la poste aux chevaux, à Valence en Dauphiné.

Barcelonne, le 29 avril 1780.

MONSIEUR,

« Il faut donc que je vous fasse par de leureuse condi-
« tion que j'ai trouvé à mon avantages, les gages sont
« petit : mais les amitié qu'ils ont pour moi mes les font
« trouvé grand, je crois que ces bonnes gens me perdrons
« de chés eux, il y a 20 jours que je suis en leur conditions
« et pour m'éprouvé, pendant ces 20 jours, ils on été
« toujours plus ou moins 8 à 10 ; et il sont été très con-
« tent de mon travail, tout Barcelonne sait que mon
« maître a un cuisinier français et à tous ceux que M. le
« tresoriers en parlent, il leur dit plus que je suis en
« état d'en faire.

« Lundit 24 dudit deux maitres d'autel vinrent chés
« nous me demandant au portier, voir si getoit, le portier
« leur repondit que oui, il desendirent a la cuisine et il
« me dire que si je vouloit aller chés eux leur maitre
« donnait 24 piecettes pas blanchis, je leur repondit que
« jetois sensible de leur honnetteté : mais si je venoit
« avoir quelque difficulté avec mes maitres je leur en
« donnerés la préférence, j'en gagnent plus la ou je suis...

« Nous avons de tres bon legumes meilleurs qu'en
« France, il y a toute l'année de petit poit, la viande et
« tres mauvaises, il y a point de veau, nous avons que
« bœuf, mouton, agneau.

« Je ne vous avoit pas parlés de Reynaud dans ma
« premiere lettre, attendu que je ne savoit qu'en dire, il se
« comporte très mal avec son maitre, le premier cui-
« sinier qu'on trouvera on le mettra a la porte pour
« une fille qui se sont donné leur amitié l'un l'autre,
« Reynaud, monté la nuit pour la fenêtre de la fille sans
« M. le gouverneur on l'auroit mis en prison ; et il seroit
« deja marié sil on le met dehors, il va partir pour Madris.
« Cependant s'il vouloit rester à Barcelonne il se trouve-
« roit bien a se placé.....

« Les filles sont fort joly ils portent toutes des voelle
« blanc et il vous courent après comme en France les
« garçon courent apres les filles. Sil vous avés a faire avec
« une filles, ils se va plaindre aux inquisiteur et dans deux
« heureux après ils vient deux cavalier de marechaussée
« qui vous conduisent en prison et vous en sortés pas
« jusque que vous soyés marié, soyés assurés et vous
« jurent sur ma paroles que je vous donnerés pas ce désa-
« grément. Je ne sort de ches mon maitre qu'a cinq heu-
« reux et cependant si je voulois sortir à 2 h. et demie jen
« seroit le maitre : mais pour ne faire aucun rencontre je
« lis depuis 3 jusque a 6 heures et puis je vais chés
« M. Livoin, de fois il se va promener avec mois et d'autre
« fois je vais tout seul. Je ne veut encore faire aucune
« connaissance avec aucun cuisinié parce que la plus part
« il sont tous gaté, et ne peuvent pas se passé de voir des
« filles, les meaux sont de tres mauvais guérir et de 100
« il y en a pas 10 qui en guerisse, par consequent je

« tacherai de me rendre digne de les promesses que je
« vous ai fait, tant a vous qu'à mes cheres tantes.

« Je suis avec une sincere consideration et avec un
« profond respect,

« Monsieur, votre tres humbles et tres obeissant servi-
« teur. « CHAMPIONNET. »

« Je voit tous les jours M. Livoin qui me charges de
« vous assurés de sont respect de même qu'à mes cheres
« tantes et à sa mère, et moi en particulier assurés de
« mes respectueuses civilités a mes cheres tantes, je conte
« que j'aurai le plaisir de vous voir plutôt que M. Livoin,
« voyant les entreprises qui fait me fait douté que jamais
« vous le verrés jamais établit à Valence. Je compte dans
« peu d'avoir une payise à Barcelonne, je n'en dit pas
» davantage.

« Il y a un superbe port ou l'on voit tous les jours
« quelques choses de nouveau. La ville est fort grande et
« tres jolie, le climat est assés bon, pour moi il me sem-
« ble que je me porte mieux ici qu'à Valence. »

Il faut joindre à cette lettre un document non moins
authentique, dû à l'obligeance de M. de Coston, et dont
voici le texte :

« Nous, Etienne Grand, conseiller du Roi, lieutenant
« civil et criminel au bureau de l'Election de Valence, en
« Dauphiné, soussigné, certifions et attestons à tous qu'il
« appartiendra que le nommé Etienne Championnet, fils
« d'autre Etienne, natif de cette ville, âgé de 19 ans,
« taille 5 pieds 5 pouces, blondin, le nés un peu gros et
« grand, (1) est de bonne vie et mœurs, professant

(1) L'adjudant général Romieu a tracé de lui le portrait suivant :

« Il avait 5 pieds 8 pouces, de grands yeux bleus, des cheveux blonds,

« la religion catholique, apostolique et romaine, étant
 « parti depuis quinze mois, pour Barcelonne en Catalo-
 « gne, d'où il se propose de revenir. En foy de quoy j'ai
 « fait et délivré le présent pour lui servir et valoir ce que
 « de raison. A Valence en Dauphiné, dans notre hôtel le
 « 5 may 1781. » « GRAND. »

D'après le certificat de M. Grand, Championnet dut arriver à Barcelonne vers la fin de janvier 1780 et en repartir en mai 1781. Aussi les historiens qui ont habilement cherché à tirer parti de ce voyage en Espagne pour montrer le général, tout entier dès l'enfance, à ses idées guerrières, exposant sa vie au siège de Gibraltar, sous le nom de Belle-Rose, en compagnie de La Tour-d'Auvergne, ont-ils négligé les dates suivantes comme contraires à leur assertion : blocus de la ville par les flottes espagnole et française en 1779 ; tentatives de don Gaston, en 1780, pour y rentrer ; renouvellement du blocus, en 1781 et 1782, à l'aide d'une division composée des régiments de Lyonnais, Bretagne, Bouillon et Royal Suédois.

Dès lors, malgré Dourille, St-Albin, J. Ollivier et le rimeur Fourquet d'Hachette, dont voici le quatrain :

A Gibraltar, pendant ce siège mémorable
 Dont toujours on reparlera,
 Du brave Championnet la valeur admirable
 En tout pays se citera. (1)

Nous croyons pouvoir révoquer en doute cette première campagne, absolument passée sous silence par un contem-

« des traits fortement prononcés ; sa figure était gracieuse. Il était nerveux, « bien proportionné dans tous ses membres ; la démarche était assurée ; il « n'avait aucune gêne dans ses mouvements ; il était bel homme. »

(1) *A la mémoire du général Championnet, sa vie et ses exploits en vers* libres, Lyon 1845, broch. in-8°.

porain, le chef de brigade Mermilliod, dans l'*Eloge funèbre et historique du général Championnet, prononcé, lors de la translation de son cœur dans le monument érigé en sa mémoire à Valence, le 20 fructidor an VIII.* (1)

M. Grand chargea son fils, de retour à Valence, de la gestion de ses affaires : il avait le privilège de la poste aux chevaux, de nombreuses maisons et de grandes propriétés au faubourg Saunière, outre cela un office dans le bureau de l'Election. Des auteurs ont conclu de là que Championnet devint alors postillon ; mais rien ne confirme leur dire, et le jeune homme s'efface complètement pendant deux ou trois années entières.

D'après une note de M. de Coston, il aurait été nommé, en 1784, receveur des fermes à la Roche-de-Glun.

A Salzard alors fermier général des gabelles, tabacs, droits de traites, etc., avait succédé, en 1786, Jean-Baptiste Mager, et M. Grand se rendit auprès de ce dernier caution de son fils.

Cependant, malgré cet emploi, il ne quitta guère sa famille et se fit remplacer par diverses personnes. Une lettre déjà publiée dans ce travail nous initie aux préoccupations du père qui l'engage à beaucoup lire pour se former, car il le sent « fort éloigné de ce qu'il désire qu'il apprenne. » Sans nul doute alors le futur général mit à profit ses loisirs, puisque ses mémoires, sa correspondance et ses proclamations annoncent un homme assez lettré. St-Albin prétend sans en fournir la preuve qu'il s'instruisit particulièrement dans la société des officiers de l'école d'artillerie.

Quel événement nouveau se produisit donc de 1786 à

(1) Broch. in-4°, imprimée chez Benistant, à Valence.

1788 pour modifier les intentions de M. Grand ? nous n'avons rien pu découvrir — à moins que ce ne soit la mort de Teyssonnier, son héritier. Ce qu'il y a d'incontestable c'est un nouveau testament du père de Championnet, à cette époque, appelant Jean-André Colombier, à sa succession.

Ce document a échappé à toutes nos recherches ; mais comme compensation, le testament de Colombier lui-même est arrivé en nos mains. Dans cet acte, du 16 juillet 1788, c'est-à-dire quelques jours après la mort de M. Grand, il donne 300 livres aux pauvres, une pension viagère de 600 à Marie Collion et une de 800 à Madelaine, ses domaines de Barlatier à Alixan et des Marlies en Bayanne, de St-Victor sur Valence, contigu au logis du Louvre, à Jean-Etienne Championnet, « ancien receveur des fermes du Roi au bureau de La Roche-de-Glun, à présent bourgeois de Valence, » plus le terrier acquis de M. de Lattier, ses maisons et fonds de Mississipi, six maisons contiguës les unes aux autres avec cours et jardins au faubourg Saunière, 57,000 livres de capital sur le prix du logis du Louvre, aliéné par M. Grand à Jean-François Martin, le 13 septembre 1782, et le tout à charge par le légataire de payer les pensions de Marie et de Madelaine Collion, 20,000 livres à Laurent Colombier, frère et héritier du testateur et d'acquitter les dettes de sa succession.

Marianne-Gabrielle Colombier, sœur d'André et femme de François Mésangère-Cleyrac recevait 10,000 livres et Jeanne-Gabrielle Colombier, pareille somme avec la jouissance d'une maison rue du Ha ! Ha !

Puis, à la fin de l'acte, se trouve la déclaration suivante, écrite de la main du testateur :

« Le 15 pluviôse l'an III de la république, j'ay retiré le

« présent, attendu que mon intention est aujourd'hui de
 « ne point le laisser subsister, les causes qui m'avoient
 « engagé à le faire ayant absolument changé. Mon héri-
 « tier ou mes héritiers trouveront dans mes papiers tous
 « les éclaircissements qui pourroient être nécessaires. » (1)

Jean-André Colombier, juge suppléant au tribunal civil et adjoint au maire de Valence, avait désigné pour ses héritiers, le 30 frimaire an XI, Laurent-Hyacinthe Mésangère-Cleyrac, son neveu pour une moitié et Jeanne-Gabrielle Colombier du Quairon et Marianne-Gabrielle Colombier, veuve Mésangère-Cleyrac, pour l'autre moitié, puis il mourut le 24 nivôse de la même année (14 janvier 1803), emportant avec lui le secret des changements indiqués dans la note du 15 pluviôse an III (4 janvier 1794).

Comme il est impossible d'élucider ce point, nous signalerons d'après M. de Coston l'existence d'une constitution de rente viagère, de 1,000 livres par le même Colombier au profit de Madelaine Collion, veuve Grand, le 23 novembre 1788 et un acte de vente du domaine de Barlatier sur Alixan par Colombier à Championnet, pour 80,000 livres, le 7 nivôse an III.

Déjà l'année précédente le même acquéreur s'était rendu adjudicataire moyennant 77,526 livres des domaines du Prieuré et de Laye sur Alixan d'une contenance de 174 sétérées 1/2, confisqués par la nation au chapitre St-Apollinaire de Valence, qui les tenait de St-Ruf.

On voit par ces détails que M. Grand, tout en appelant des étrangers à jouir de sa fortune, en avait laissé à son fils une assez belle part et qu'après la mort du général, Madelaine Collion, sa mère, put faire déclarer au bureau des domaines de Valence, une succession évaluée en argent 80,000 fr. et en meubles et immeubles 89,582.

(1) Manuscrit authentique appartenant à l'auteur de l'article.

Avant de terminer cette étude nous rectifierons encore deux erreurs : la première concernant la fédération et la deuxième, l'assassinat de M. de Voisins, commandant de la citadelle.

« Les réunions civiques des gardes nationales des deux rives du Rhône qui se jurèrent réciproquement union, amitié, secours mutuel... furent au dire de l'adjudant-général Romieu, l'ouvrage en partie de Championnet. »

Or, il est aujourd'hui démontré que Faujas St-Fond avait été, au contraire, envoyé exprès de Paris pour organiser cette agitation, et qu'il prit la parole à Etoile et à Lavoulte pour se mettre en vue. (1)

La *Vedette des Alpes* et les *Affiches du Dauphiné* fixent au 29 novembre 1789 la fédération d'Etoile où 119 signataires, et non 1,200, jurèrent de se « dévouer à la patrie, au « soutien des lois émanant de l'Assemblée nationale et au « Roi le plus populaire et le plus adoré ; » puis elle donne les noms des 9 commissaires généraux suivants chargés de correspondre avec les milices fédérées : MM. Ducluseau de Chabreil, Faujas St-Fond, de Josselin, commandant de Valence, Barnave, commandant de Saillans, Dubessé, colonel de Châteauneuf, d'Hauteville, commandant en second de Lavoulte, Belin, commandant du Pouzin, Blachette, fusilier de Valence et Melleret, colonel d'Etoile. (2)

Si Championnet avait eu dès lors quelque notoriété, il n'eut pas manqué de figurer dans ce nombre.

Il représenta cependant la Drôme à la fédération de Paris, du 14 juillet 1790, comme député du département et, y donna les témoignages du plus pur patriotisme et

(1) M. DE GALLIER. — *La Constituante*. — Br. in-8.

(2) *Affiches du Dauphiné*, 12 et 26 décembre 1789.

de la fraternité la plus entière, d'après un certificat de Bailly et de Lafayette.

Le même Romieu, afin de présenter son héros comme profondément ennemi des horreurs, des vengeances populaires et des excès qui ont terni les premiers jours de la révolution, raconte que Championnet « exposa sa vie pour sauver celle de l'infortuné Voisins, commandant de l'artillerie » et que « ses efforts furent impuissants. »

Il existe divers récits de ce lugubre événement et ce *Bulletin* en ayant déjà présenté les détails, en 1877 (T. XI. p. 147), il n'entre pas dans notre plan d'y revenir. Notons seulement que les *Affiches du Dauphiné* du 15 mai 1790, tout en louant le courageux dévouement d'Hortal, officier municipal de Valence, gardent un silence profond sur celui de Championnet.

A la vérité, M. de La Tour du Pin, ministre de la guerre, dans une lettre adressée à M. de Ravel, colonel commandant de la garde nationale, en date du 30 mai, la félicitait, au nom du Roi, de ses efforts pour « prévenir « l'assassinat commis en la personne de M. de Voisins ; » mais cette milice composant un bataillon de 500 hommes, divisée en 5 compagnies avait pour officiers : MM. de Josselin, de Ravel, Rouveyre, Odeyer, Berger, Forest, Plonquet et Reboulet (Etat-major), Chorier, Fiéron, Laurans, Brosset, Perrin et Cluze (1^{re} Compagnie), Boveron, Mottet, Bouvier, Teissonnier, Tisson, Motte et Faure (2^e) ; Dauphin, Bouvier, père, Blache St-Victor, Debeaux, Pinet, Mottet La Voupe et Pansu (3^e) ; Monicault, Constantin, Rougeron, Lambert, Réalier-Dumas, Terras et Moynet (4^e) ; Hortal, Beranger, Sicard, Constantin, Barge, Fiéron et Colombier (5^e). (1)

(1) *Almanach du Dauphiné* pour 1790.

- Championnet n'est pas nommé, comme on voit.

C'est le 6 mai 1792 seulement que le futur général fut proclamé adjudant-général de la légion des gardes nationales du district de Valence, en vertu de la loi du 14 octobre 1791. Il était alors lieutenant. (1)

L'élection eut lieu dans l'église de St-Ruf et y prirent part les commandants en second, les adjudants des bataillons, les capitaines et lieutenants des compagnies des cantons de Valence, Bourg-lès-Valence, Lorient, Etoile, Montelier, Chabeuil, Tain, Rochefort-Samson et St-Jean-en-Royans.

M. Boveron-Pontignac fut nommé chef de la légion par 153 voix sur 155, M. Championnet, adjudant-général par 90 voix sur 146 votants, M. Muret, de Chabeuil, sous-adjudant-général par 70 voix sur 80 votants.

Puis les 29 et 30 août 1792, à Crest, par suite de l'arrêté du département du 25 du même mois, les compagnies Arbod, Charignon, Toscan, Rollet et Combiér composées des volontaires du district de Valence, et les compagnies Livache, Bertrand et Gamin, du district de Die, ayant été invitées à se former en bataillon (lois du 4 août 1791 et 3 février 1792) nommèrent premier lieutenant-colonel à l'unanimité M. Boveron-Pontignac, chef de la légion du district de Valence, et par 418 suffrages sur 649 votants pour 2^e lieutenant-colonel Championnet, adjudant-général de la légion précitée.

Ce dernier, invité à se rendre à son poste, arriva à Crest le 1^{er} septembre porteur d'une lettre de Boveron-Pontignac dans laquelle celui-ci exprimait le regret à cause de ses infirmités de ne pouvoir accepter le grade

(1) Arch. de la Drôme série R.

offert et Championnet devint de la sorte premier lieutenant-colonel. Livache, de la Motte-Chalancon, le remplaça et Deneyrol, de Saillans fut nommé quartier-maître. (1)

Tous, chefs et soldats, jurèrent alors « d'être fidèles à la « nation et à la loi, de maintenir la liberté et l'égalité et de « mourir à leur poste en les défendant. »

A partir de ce moment Championnet appartient réellement à l'histoire, et si nous avons redressé quelques erreurs et fourni quelques nouveaux renseignements sur la période antérieure de sa vie, notre unique but a été de tenir en garde ses biographes futurs contre les exagérations de ceux qui ont voulu faire de lui un héros avant qu'il fût un homme.

En faisant appel aux érudits qui pourraient compléter ce travail, nous les prions de rectifier la note de la page 312 de la précédente livraison en ajoutant ces mots : *testament de M. Grand*, et de remplacer à la page 315, ligne 20, page 316, 1^{re} et 8^e lignes, et page 318, ligne 11, le mot *Marie* par celui de *Madelaine*.

A. DE B.

(1) M. de St-Albin prétend que Championnet dans l'Assemblée électorale de la Drôme réunie à Valence du 2 au 7 septembre 1792, refusa la députation « se sentant très capable d'être un bon soldat et craignant d'être un mauvais législateur. » Le procès-verbal de cette assemblée renferme à la vérité la signature de Championnet comme électeur ; mais elle ne fait de lui aucune autre mention.

ESSAI HISTORIQUE SUR LA TOUR DE CRÉST

(SUITE. — Voir les livr. 58, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 66.)

Les arrestations de malles et les pillages de caisses publiques dans le midi du département de la Drôme, à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e, amenèrent à la tour quelques prisonniers ; mais le dérèglement des mœurs et les crimes de droit commun continuèrent à lui en fournir la meilleure part.

Comme preuve de la sollicitude de l'autorité supérieure à l'endroit de la première catégorie, nous citerons le passage suivant d'une lettre du conseiller d'Etat, chargé de la police générale, au préfet, en date du 20 mai 1805.

« Au nombre des détenus à la tour par mesure de haute police, j'en vois quatre qui le sont en vertu d'ordres de LL. EE. les ministres de la Justice et de la Police, en même temps je vois les noms de trois autres individus ; vous aviez dans le temps demandé à S. E. le grand Juge l'autorisation de les faire détenir, mais ce ministre a gardé le silence ; le dernier est mort en prison et les deux premiers y restent. Vous m'enverrez incessamment un rapport qui me fasse connaître les motifs qui paroîtroient nécessiter la prolongation de leur détention, je le mettrai sous les yeux de S. E. le ministre et je vous instruirai de sa décision. »
Il demande aussi un rapport semblable sur l'arrestation

en nivôse an XII d'un autre citoyen et son transfert au dépôt central d'Embrun, contrairement à l'arrêté du gouvernement du 13 ventôse an XI.

Pendant les six premiers mois de l'an XIII on ne trouve à la tour que 38 détenus, dont 6 par mesure de haute police sous la garde d'une compagnie de vétérans nationaux très bien disciplinée; puis, ce nombre diminue encore jusqu'en 1817; voici en effet les chiffres accusés pour le mois de décembre :

1805	—	13	dont	6	politiques.
1806	—	24	—	10	»
1808	—	12	—	6	»
1809	—	10	—	5	»
1810	—	5	—	»	»
1811	—	13	—	1	»
1812	—	18	—	»	»
1813	—	28	—	»	»
1814	—	7	—	»	»
1815	—	10	—	2	»
1816	—	23	—	»	»

Il faut noter ici qu'un arrêté ministériel du 20 octobre 1810 désigna la tour de Crest pour servir de maison de correction à tout le département et à la police municipale des deux cantons, et ceci explique l'augmentation du nombre de ses hôtes habituels; qu'en outre, un décret du 9 avril 1811, ayant concédé gratuitement aux départements, arrondissements ou communes la pleine propriété des édifices et bâtiments nationaux alors occupés pour le service des cours et tribunaux ou pour celui de l'instruction, la tour devenue maison de correction, échut au département de la Drôme. (1)

(1) Archives de la Drôme, série Y. — *Bulletin des lois*.

On possède un rapport de 1818 sur cette prison départementale et nous y relevons les détails suivants :

« La tour est bâtie à l'extrémité septentrionale de la ville et placée sur le revers d'un coteau qui forme une espèce de promontoire sur la vallée de la Drôme ; plusieurs fenêtres extérieures y introduisent un air pur et salubre. Les individus qu'on y place ordinairement sont des hommes condamnés par les tribunaux à des peines correctionnelles de courte durée ou des femmes d'une conduite reprochable ; on y recevait autrefois des militaires jugés par les conseils de guerre et, avant 1789, des prisonniers par lettres de cachet. Jusqu'à présent l'on n'y a point tenu au secret et l'on y rencontre aucuns cachots, ni cabanons soit souterrains, soit au rez-de-chaussée ; quelques-uns cependant ne peuvent se défendre d'une sorte d'humidité occasionnée par l'épaisseur des murs et l'étroit espace qui reçoit la lumière du jour. La police y est exercée par la magistrature civile et sa surveillance active, à défaut de règlements écrits, suffit au maintien de la propreté et du bon ordre. Les geôliers ne se permettent aucun acte personnel de punition envers les détenus, et si quelque violence exigeoit des mesures de sévérité, les concierges sont exacts à en rendre compte, et ces derniers, en cas de plainte fondée sont eux-mêmes réprimandés par l'autorité administrative. Le pain est leur seule nourriture, mais il existe une cantine où les prix sont fixés par le maire ; pour le coucher, ils reçoivent de la paille chaque mois et si, rarement, des lits complets leur sont livrés, ils obtiennent à des prix modérés des draps et des couvertures. Il n'y a pas d'association charitable qui s'intéresse à eux ; quelques personnes leur font, isolément, de légères aumônes ou leur envoient de la soupe ou du linge. Il a été ainsi don-

né 7 couvertures et quelques chemises. Généralement ils manquent de vestiaire, chacun n'ayant que les habits apportés en entrant. Point d'infirmier, de pharmacie ni de chapelle. Les médecins de l'hospice et les prêtres ou pasteurs de la ville font le service médical et religieux. »

Une lettre sans date révèle aussi une autre particularité : le concierge accusé de refuser l'accès de la prison aux personnes charitables fut signalé par le préfet au maire.

De 1818 à 1831, les prisonniers sont en petit nombre, d'après le chiffre accusé par le mois de décembre de chaque année :

1819 — 10	1827 — 3
1820 — 8	1828 — 6
1823 — 6	1829 — 5
1824 — 2	1830 — 8
1825 — 12	1831 — 2
1826 — 2	1832 — 4. (1)

Malgré le caractère départemental de la prison, le conseil général refusa, en 1830 et 1831, de relever une partie des murs d'enceinte qui s'était écroulée, sous le prétexte que la tour appartenait à la commune de Crest. M. le maire d'alors combattit de son mieux pareille prétention et l'édifice ancien passa peu après aux mains du ministre de la guerre. (2)

Le 20 juillet 1831, le Directeur des domaines constatait que la tour faisait partie des biens de l'Etat, représentant les comtes de Valentinois ; qu'elle avait constamment servi de prison départementale et appartenait au département, en vertu des articles 2 et 3 du décret du 9 avril 1811 ; mais que l'autorité ayant négligé d'en provoquer la remise, il fallait la faire autoriser.

(1) et (2) Archives de la Drôme, série Y.

Sur ces entrefaites, le ministre de la guerre, instruit de l'encombrement des prisons militaires de Lyon et de Grenoble, demanda au préfet si la cession des bâtiments pourrait lui être consentie sans obstacle et sans retard. La lettre est du 17 mars 1832 et l'arrêté préfectoral portant la cession demandée, du 16 avril suivant. Il reçut son exécution trois jours après.

Toutefois, le ministre du commerce et des travaux publics, tout en admettant la légalité « d'une jouissance temporaire à charge de retour, » déclara les « conventions ar-
« rêtées comme non avenues, en tant qu'elles auraient
« pour objet une translation de propriété, » cet immeuble ne pouvant être aliéné « que d'après une décision souveraine, » puisqu'il appartenait au département en vertu du décret du 9 avril 1811.

M. d'Argout invitait, de plus, le préfet « à requérir de M. le Directeur des domaines la rédaction du procès-verbal de remise au département de la tour de Crest, et à l'informer de ce qui aurait été fait. »

Mais, le conseil général de la Drôme, le 2 février 1833, émit le vœu que l'édifice « plus onéreux qu'utile au département, » fût abandonné au ministre de la guerre pour en faire une prison.

Les motifs invoqués étaient d'un côté l'exonération des frais d'entretien de bâtiments en mauvais état et, de l'autre, l'établissement d'une petite garnison et d'un centre de consommation dans une ville privée de ce double avantage. (1)

Le 17 décembre 1832, Dourille publiait dans le *Courrier de la Drôme* une courte notice sur la tour et ajoutait :
« Nous ne pouvons qu'applaudir au choix que le gouvernement a fait de cet endroit pour la détention des mili-

(1) Archives de la Drôme, série Y.

« taires condamnés à la réclusion ; ils y seront beaucoup
« plus en sûreté et en même temps plus sainement qu'ail-
« leurs. »

Cette prison fut évacuée et la garnison retirée par décision ministérielle du 18 novembre 1840, et depuis lors ni la ville, ni le département, ni l'Etat ne s'inquiétèrent de la tour.

Or, en 1849, un arrêt de la cour de cassation ayant renvoyé devant la cour d'assises de la Drôme 153 personnes compromises dans les troubles survenus à Marseille en juin 1848, il fallut trouver un local pour les détenus de Valence, et le vieux château des Poitiers s'ouvrit encore pour eux. Au mois de mai 1849, il y avait 28 prisonniers, en juin 32, en juillet 33, en août 27, en septembre 6 et le 22 octobre la prison provisoire était fermée. (1)

Elle ne resta pas longtemps vide, car au témoignage de l'un des plus récents historiens de la tour, « son époque
« la plus florissante comme prison, fut sans contredit celle
« qui a suivi les déplorables événements de 1851. On a
« évalué jusqu'à près de 600 habitants la population simul-
« tanée qu'elle renferma alors ; mais ce chiffre exorbitant
« ne se maintint pas longtemps et descendit bientôt à une
« moyenne de 400, qui alla encore en diminuant jusqu'au
« mardi de la semaine sainte, 6 avril 1852 où la tour fut
« complètement et définitivement évacuée ». (2)

Ici nous touchons à des faits contemporains connus de tous, dont les victimes reçoivent des indemnités nationales, avantage refusé à tous les prisonniers antérieurs ; nous n'avons pas à insister.

Aussi bien notre rôle d'historien finit avec celui du monument qui va devenir propriété particulière.

(1) Archives de la Drôme série M et Y.

(2) L'abbé Cyprien Perrossier, *La tour de Crest*, p. 50.

Le 26 janvier 1873, à la nouvelle que le ministère de la guerre en avait décidé la remise aux Domaines, le Conseil municipal de Crest, « considérant qu'une semblable mesure, si elle était mise à exécution, porterait atteinte aux droits de la ville, propriétaire de ladite tour en vertu d'un albergement du roi Louis XIII, ainsi que le constate le parcellaire cadastral de 1640 ; qu'elle ne la céda à l'administration, à l'époque de la Révolution, que pour servir au casernement des troupes et à d'autres objets de bien public ;

« Considérant, que ce monument, berceau de la ville de Crest, qui rappelle toute son histoire et auquel se rattachent tant de souvenirs et d'affections ne pourrait passer en des mains étrangères ou être livré à la destruction sans blesser et irriter les sentiments de la population, car il ne faut pas se le dissimuler l'administration des Domaines le livrera tôt ou tard au marteau des démolisseurs ne pouvant en retirer aucun revenu, puisqu'il ne peut en produire aucun et qu'au contraire, il a besoin de réparations annuelles, » *délibère* de prier M. le Préfet d'obtenir à la ville remise de la tour, se chargeant de pourvoir aux frais d'entretien qu'elle nécessiterait.

Peu de jours après, sous forme de pétition, un grand nombre d'habitants de Crest, tout en protestant contre le projet d'aliénation firent énergiquement valoir l'intérêt archéologique et historique du monument, « berceau et *palladium* de la cité et spécimen des plus curieux et des mieux conservés de l'architecture féodale en France.

» Bâtie au X^e siècle par une puissante famille qui a laissé son nom à la ville de Crest, *Crista Arnaudorum*, agrandie et restaurée au XIII^e siècle par les comtes de Valentinois et de Diois, qui en firent leur boulevard,

« cette tour rappelle une suite non interrompue d'événe-
 « ments inscrits non seulement dans les annales de la ville,
 « mais dans celles du Dauphiné et même de la France. De
 « telle sorte qu'avant de l'exposer aux chances d'une dé-
 « molition, il faudrait d'abord effacer son nom de l'histoire
 « et avec le sien, celui des Arnaud qui la construisirent,
 « celui du pape Callixte II qui y séjourna en 1120,
 « celui de Simon de Montfort qui l'assiégea deux fois en
 « 1212 et en 1214, celui des comtes de Valentinois de
 « la maison de Poitiers qui la possédèrent jusqu'en 1419,
 « en ayant fait leur capitale, celui de Louis XI qui en fit
 « une de ses principales forteresses et jusqu'à celui d'Henri
 « IV qui y publia un édit de paix.

« Or, comme l'histoire ne se déchire point et que nous
 « voudrions tous, au contraire l'enrichir, et plutôt que de
 « dépouiller notre belle et malheureuse patrie des monu-
 « ments qui la parent, en augmenter le nombre et la valeur,
 « notre demande sera certainement accueillie et M. le Préfet
 « sera notre avocat, celui de toute la vallée de la Drôme,
 « du département tout entier, celui de la science archéolo-
 « gique et de l'histoire. » (1)

Suivent huit pages de signatures.

L'administration des Domaines après un examen sérieux des raisons alléguées et des titres de l'Etat proposa deux solutions pour conserver le monument : cession à la ville de sa tour à un prix à débattre, ou adjudication publique après son classement comme monument historique.

La dernière proposition paraissant la plus rationnelle à la Société d'archéologie de la Drôme, elle commença aussitôt les démarches nécessaires. Grâce au concours dévoué

(1) Ce document écrit de la main de M. Brun-Durand et rédigé par lui fait honneur à son patriotisme éclairé et à celui de tous les signataires.

de M. le Maire de Crest, diverses vues photographiques du monument furent adressées au Ministère des Beaux-arts le 1^{er} mai 1877.

Voici l'arrêté du 6 juin suivant pris par M. Brunet, alors ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-arts :

« Sur la proposition de la Commission des monuments
« historiques,

« Considérant l'importance de la Tour de Crest (Drôme),
« et son intérêt comme spécimen de l'architecture militaire
« au moyen-âge.

« La Tour de Crest (Drôme) est classée parmi les monu-
« ments historiques. »

Le 17 août 1877, le Conseil municipal réclama de nouveau la cession gratuite de la tour, faute de ressources, mais inutilement, et le 28 mai 1878, il autorisa M. le Maire assisté de 2 conseillers à concourir, au nom de la ville, à l'adjudication de l'édifice et de ses dépendances.

Mais, le 29 juillet suivant, M. Maurice Chabrières, aujourd'hui trésorier payeur général du Rhône, fut déclaré adjudicataire de la tour et il l'offrit aussitôt à la ville qui, dit-on, refusa le présent.

Quoi qu'il en soit, le vieux colosse des Arnaud et des Poiriers, ne pouvait échoir à un acquéreur plus dévoué que M. Chabrières aux intérêts archéologiques et scientifiques.

Depuis son acquisition, il a constamment travaillé à lui rendre sa beauté et sa solidité premières, secondé dans ses projets de restauration intelligente par M. Eugène Arnaud, archéologue et écrivain habile à qui revient de droit l'honneur de décrire en détails un monument du passé dont nous avons péniblement recueilli les annales.

A. LACROIX.

L'INSTRUCTION PRIMAIRE AVANT 1789

dans l'Arrondissement de Nyons

(Drôme)

SUITE. — Voir la 66^e livraison.

§ 3. RÉTRIBUTION SCOLAIRE.

Dans les lois, arrêts et décisions que nous avons pu trouver sur les écoles, il n'est jamais question de la rétribution scolaire, d'où il faut conclure qu'elle était réglée par les communes.

Les documents législatifs traitent en général de l'établissement des écoles, des appointements des maîtres, sans s'occuper de la provenance des fonds nécessaires à ce traitement, dont la charge retombait exclusivement sur les communes. Celles-ci, suivant leurs ressources, payaient intégralement le maître ou laissaient aux parents des élèves le soin de faire une partie de ses gages ; de là, des écoles tantôt gratuites, tantôt payantes ; de là aussi une grande variation dans la partie du traitement fournie par les familles comme rétribution scolaire.

Il est dit dans une convention intervenue en 1586 entre la municipalité de Nyons et le précepteur que « les petits enfants « paieront 2 sols par mois et ceux qui entreront à la grammaire 5 sols. »

La délibération fixant le traitement du maître qui enseignait à Lachau en 1622 porte qu'avec le traitement fixe, le maître aura droit à « 4 charges de blé payées par les parents qui enverront « leurs enfants. » En 1661, les 4 charges de blé sont remplacées par « 2 sols ceux qui apprennent à lire et 3 sols ceux qui « lisent et chiffrent. »

Le précepteur de Buis-les-Baronnies pour 1691 a droit de percevoir « des petits, 4 sols par mois, de ceux qui savent lire, 8 « sols. » En 1706 les débutants étaient diminués de 1 sol et les autres de 2 sols.

A Montauban, en 1627, la rétribution était faite par l'ensemble des parents. Elle était fixée à 12 livres. Il n'y avait pas là de quoi bien augmenter le traitement du maître.

Les élèves d'Eygalayes paient, en 1731, savoir : « les débutants, 3 sols par mois, ceux qui savent lire, 4 sols, » tandis qu'à Barret-de-Lioure, en 1744, la rétribution est de « 4 sols les « petits et 6 sols ceux qui apprendront à chiffrer. » A Condorcet, en 1760, les grands payaient aussi 6 sols, mais les petits ne payaient que 2 sols.

Quelquefois, à l'école primaire proprement dite était joint un cours spécial, que nous appellerions aujourd'hui cours supérieur ; malgré la gratuité de l'école les élèves de ce cours payaient une rétribution.

A Mirabel, en 1713, l'enseignement primaire était complété par un cours de latin pour lequel les élèves payaient : « les latinistes 6 sols par mois, ceux qui commenceront les rudiments « 8 sols, ceux qui commenceront à composer 10 sols et 15 sols « ceux qui feront des vers. »

Cette rétribution était perçue par le maître à ses risques et périls. La commune n'avait pas à intervenir. Les parents des élèves devaient généralement s'acquitter de cette dette sans trop se faire prier car nous n'avons trouvé que de rares plaintes des instituteurs à ce sujet.

§ 4. GRATUITÉ, OBLIGATION.

.....« Moyennant ce d'instruire les enfants de la ville gratuitement et sans salaire. » (Edit d'Orléans 1560.)

.....« Et soient tenus les pères et mères, à peine d'amende, à « envoyer lesdits enfants à l'école et à ce faire soient contraints « par les seigneurs et juges ordinaires. » (Article 12 au second cahier de la noblesse aux Etats d'Orléans 1560.)

« Enjoignons à tous les pères, mères, tuteurs et autres personnes qui sont chargées de l'éducation des enfants et notamment de ceux dont les pères et mères ont fait profession de la R. P. R. de les envoyer aux écoles établies dans toutes les paroisses et aux catéchismes jusqu'à l'âge de 14 ans. » (Art. 10 de la déclaration du roi du 13 décembre 1698.)

Dans bon nombre de communes les écoles étaient entièrement gratuites, dans d'autres au contraire, les pauvres seuls bénéficiaient de la gratuité ; cela dépendait de la richesse des communes, de la générosité des consuls et de l'exigence des maîtres. Il n'y avait rien de bien fixe ; l'édit d'Orléans ne s'appliquait qu'aux écoles entretenues en vertu d'une prébende ecclésiastique et la déclaration du roi de 1698 était avant tout une loi politique.

Guy enseignait à Nyons en 1585 ; la délibération qui le reconnaît comme précepteur dit : « ne doit rien exiger ni des filles, ni des garçons. » L'année suivante le précepteur de la même ville perçoit une rétribution scolaire ; mais il doit enseigner gratuitement « douze enfants pauvres. »

En 1604, le Conseil municipal du village d'Arpavon dont la population actuelle n'est que de 256 habitants délibère, « qu'il sera établi une école où le maître devra enseigner gratis les pauvres et les riches » et il vote 15 livres à cet effet.

Le Conseil de Mirabel délibère en 1600 sur la rétribution scolaire et décide que : « les pauvres ne paieront nulle nourriture ni argent. »

Dans la même commune, en 1713, Vidau, nommé précepteur de la jeunesse doit apprendre « gratuitement » tous les enfants de la commune, sauf les élèves d'un cours spécial dont nous avons parlé au chapitre précédent.

Un an plus tard, en 1714, l'école n'était plus gratuite.

Tous les enfants pauvres de Lachau sont admis « gratuitement » à l'école en 1636.

En 1716, l'école de Roche-sur-Buis est entièrement gratuite pour tous les enfants, et, en 1733, Reynier, nommé régent doit : « instruire les enfants sans qu'il puisse rien prétendre d'eux. »

Une délibération prise en 1748 par le Conseil général de Barret-de-Lioure et acceptant le sieur Joseph Reynier comme précepteur dit qu'il « ne doit rien faire payer aux enfants. »

Dans les nombreux documents que nous possédons rien ne nous indique si l'obligation a été appliquée dans l'arrondissement qui nous occupe, quoique établie par la déclaration royale de 1698. Nous pouvons cependant affirmer que certains pères de famille du département ont été condamnés à l'amende pour n'avoir pas envoyé leurs enfants « aux écoles et catéchisme, » mais le jugement ayant été rendu dans l'arrondissement de Die, nous nous abstiendrons de le donner. Qu'il nous suffise donc de citer le fait.

§ 5. MAISONS D'ÉCOLE.

Les bâtiments des écoles primaires seront fournis par « les communes qui pourront disposer à cet effet des maisons de fabrique ou des maisons nationales déjà *uniquement consacrées aux petites écoles.* » (Décret du 22 frimaire an I, titre IV).

À défaut d'autres preuves le paragraphe précédent suffit pour nous faire connaître qu'avant 1789 il y avait des maisons uniquement consacrées aux petites écoles. Certainement elles n'étaient pas nombreuses et beaucoup de communes louaient le local destiné à tenir les classes.

Dans l'arrondissement de Nyons nous avons pu constater que quelques villages seulement possédaient leur maison d'école. Il ne nous a pas été possible de connaître l'état de ces maisons et, si comme le dit le décret précité, elles étaient uniquement affectées à la tenue des écoles; nous croyons au contraire que la salle de classe n'était qu'une salle de la maison commune que l'on mettait à la disposition du régent de l'école.

Le Conseil de Nyons, en 1614, délibère sur la dépense occasionnée par la maison où l'on tient les écoles, dont il a fallu « réparer le plancher et les fenêtres. »

Cent ans plus tard, en 1734, la maison réparée avait passé en d'autres mains et la commune louait une chambre.

La commune de Roche-sur-Buis, en 1656 et celle de Plaisians, en 1742, possédaient leur école ; dans cette dernière, elle était jointe à la maison de ville.

La commune de Laborel avait aussi une maison d'école, en 1738, une vieille mesure sans doute.

Le Conseil délibère en cette année, d'adresser une requête à l'Intendant pour qu'il vienne la visiter.

La municipalité de Mirabel, désireuse de favoriser l'instruction, décide, en 1711, de transformer le vieux four en une maison d'école. La décision fut-elle exécutée ? Il y a lieu d'en douter.

En 1714, le maître était chargé de payer lui-même le loyer.

En 1640, à Eygalayes, le loyer de la maison, à la charge de la municipalité, était de 12 livres par an, il n'était plus que de 9 en 1674.

La commune de Buis-les-Baronnies fournissait au maître la maison en 1691. En cette année le Conseil délibère sur les réparations de la grande école.

A Ste-Euphémie, en 1696, la maison appartenait à M. Nicolas qui la louait à la commune moyennant 5 francs par an ; en 1714 elle appartenait à Bonfils qui avait réduit le loyer à 3 livres 12 sols.

§ 6. ECOLES DE FILLES.

« Le Parlement, par arrêts du 19 mai 1628 et du 7 février 1654, avait défendu que les enfants des différents sexes fussent ensemble. » (1)

« Voulant que les petites filles soient instruites, s'il est possible, séparément des garçons, par des filles ou des femmes de piété, pareillement approuvées. » (2)

(1) Jurisprudence canonique par Guy du Rousseau et La Combe, Paris chez Guérin et La Tour, 1745.

(2) Ordonnances synodales de Monseigneur de Cosnac, Evêque de Die, 1706.

Les documents relatifs aux écoles de filles sont peu nombreux dans les archives. Les délibérations acceptant les précepteurs de la jeunesse, les chargent de l'instruction des enfants sans distinction de sexe. Il est fort probable que les écoles étaient mixtes dans tout l'arrondissement avant le 17^e siècle, puisque celle du chef-lieu l'était encore en 1585.

On pourrait même supposer en lisant une lettre que Raymond Chaussenc, instituteur à Sahune, adressait aux consuls du Buis en 1595, que l'on s'occupait peu alors de l'instruction des filles, « Davantage sy vous aves des filles à ynstruire à lysre, escripre « et à bonnes mœurs, principalement à la cordure jai une fem- « me qui est propre come il ny en a point en Dauphiné. »

La première école de filles que nous ayons trouvée est celle qui, en 1614, était dirigée à Nyons par M^{lle} Marie Plagnol.

En 1643, nous trouvons une école de filles à Buis-les-Baronnies, elle s'ouvrit le 11 octobre de cette même année sous la direction de religieuses Ursulines qui étaient venues s'établir en cette ville avec l'approbation de Mgr l'Evêque de Vaison.

En 1713 les consuls de Mirabel délibèrent sur l'acceptation d'une institutrice envoyée en cette commune par le même Evêque. Combien de temps y demeura-t-elle ? Rien ne nous l'indique. En 1763, la commune était dépourvue d'école de filles car, Long, accepté comme précepteur de la jeunesse le 9 octobre, devait enseigner les filles et les garçons. La délibération ajoute « au cas où Mgr l'Evêque ne trouve pas à propos que les filles « aillent avec les garçons, son épouse sera chargée de leur ap- « prendre à lire et à écrire sans autre salaire. »

Mgr ne trouva pas à propos « que les filles aillent avec les garçons » et M^{me} Long n'accepta pas de travailler pour le seul plaisir de plaire aux consuls. Le 2 décembre de la même année Magdelaine Gleize était institutrice en cette commune.

A Vinsobres, en 1740, nous trouvons aussi une école de filles, dirigée d'abord par M^{lle} Fauque et ensuite par M^{lle} Gobert de St-Paul-trois-Châteaux. En 1784 l'école était mixte dans cette commune.

Ainsi que nous le disions au début de ce chapitre, les écoles étaient mixtes dans la plupart des villages, et cela n'a rien de surprenant, beaucoup l'étaient encore il n'y a pas si longtemps et certaines le sont même aujourd'hui.

§ 7. FONCTIONS ACCESSOIRES.

Si quelques municipalités tenaient essentiellement à ce que le maître d'école qu'elles avaient choisi s'occupât de son école, telle que la municipalité de Plaisians, en 1744, bon nombre d'autres le chargeaient de tous ces petits emplois qui ne peuvent occuper exclusivement une personne : secrétaire de la mairie et de tous les habitants, sonneur de cloches, sacristain, chantre à l'église, traducteur, voire même cantonnier, etc., etc.

Le modique traitement affecté aux maîtres à cette époque les obligeait à accepter ces emplois avec empressement ; ils trouvaient là de quoi balancer leur modeste budget.

Guy, nommé précepteur de la jeunesse à Nyons, en 1574, est chargé d'instruire les enfants, « de servir de diacre, de sonner « le prêche, la prière, la retraite, etc. »

Dans la même ville, en 1614, les maîtres d'école sont chargés de traduire les statuts delphinaux, (1) une délibération approuve la dépense occasionnée par cette traduction.

Seyma, en acceptant les fonctions de précepteur de la jeunesse de Saint-Auban, en 1587, s'engage « à écrire les délibérations, les rôles, à sonner l'angelus, etc. » Deméan, accepté en 1691, n'est chargé que d'écrire les délibérations.

A Roche-sur-Buis, Fazence reconnu précepteur, en 1655, doit « faire promesses et certificats et lire les papiers des habitants. » Il était donc le secrétaire de tout le monde. Lachau, nommé en 1768, est bien plus privilégié, il doit être seulement « secrétaire, » de la communauté probablement.

(1) Les statuts delphinaux sont une charte municipale, promulguée à Romans par le dauphin Humbert II, son dernier acte politique.

Le 10 janvier 1631, le Conseil de Mirabel délibère touchant le paiement à Claude de Colomb, « régent de la jeunesse » pour avoir « comblé le creux de la maison de ville. » En voilà un qui était terrassier et maçon. C'était cependant un bon maître puisqu'il dirigeait encore l'école de ce village en 1656.

Clair, maître d'école à Arpavon en 1691, « s'oblige à sonner « les cloches lorsque le temps le requerra et donnera marque « de tempête. »

Le précepteur nommé à Montauban en 1693 s'engage tout simplement à « sonner l'Angelus. »

Bermond Durand qui enseignait à Mirabel en 1700 devait monter l'horloge.

Au hameau de Peyreret, commune de Mévouillon, Imbert qui y enseignait en 1716 devait : « sonner l'Angelus, la prière « du soir, pendant les orages et les dimanches et les fêtes. »

En 1738, à Laborel, Aubert « promet de dire le chapelet les « dimanches et les fêtes, sonner les cloches aux temps impor-
« tants et le salut le soir, le matin, à midi. »

A Eygalayes, Isnard doit, « assister le curé dans toutes les « fonctions curiales, faire la prière tous les soirs, sonner les « cloches lorsqu'il en sera besoin et finalement faire le caté-
« chisme. »

Enfin, Long, instituteur à Remusat en 1719 et en 1730 remplit les fonctions de secrétaire.

Ces fonctions de secrétaire de mairie, cause de nombreux embarras pour les instituteurs, leur sont dévolues, on peut le remarquer par ce qui précède, depuis bien longtemps et il est à craindre qu'ils aient à les remplir longtemps encore dans bon nombre de petits villages.

§ 8. PROGRAMMES, MÉTHODES, VACANCES, HEURES DE CLASSE.

Nous venons d'esquisser brièvement le côté matériel de l'école ; nous savons que presque tous les villages avaient leur

instituteur, comment étaient nommés les maîtres et quel traitement ils recevaient.

L'existence des écoles démontrée, il faut voir ce qu'on y enseignait et comment on y enseignait. Ici notre tâche devient plus difficile ; si les municipalités nous ont conservé, dans un certain nombre de communes, les comptes des consuls et les délibérations municipales, peu de maîtres, pour ne pas dire point, nous ont légué le règlement de leur école et leur programme d'enseignement.

M. Dissard, dans une excellente brochure, nous montre bien la vie d'une école à Saint-Haon-le-Châtel (Loire), mais notre travail étant purement local nous ne croyons pas devoir faire connaître le programme de maître Gouttebaron, instituteur dans cette commune à la fin du 17^{me} siècle.

Les éphémérides de l'Almanach de l'instruction primaire, année 1872, portent à la date du 6 mai :

« 1675. — Ordonnance prescrivant que les petites écoles ne puissent enseigner qu'à lire et à écrire et les premiers éléments de la langue latine jusqu'à 9 ans accomplis. »

C'était là sans doute le minimum de l'instruction à donner aux enfants du peuple, car nous trouvons l'arithmétique et la grammaire enseignées dans bon nombre de communes.

La lecture, l'écriture et « l'arithmétique » étaient enseignées à Lachau, en 1635 ; à Buis-les-Baronnies, en 1691 ; à Eygalayes, en 1699 ; à Condorcet, en 1703 ; à Remuzat, en 1711 ; à Mévouillon, en 1716 ; à Roche-sur-Buis, en 1727 ; à Laborel, en 1738 ; etc., etc.

Le programme de l'école de Nyons, pour 1586, comprend la lecture, la doctrine et l'écriture ; celui de l'école de Lachau, en 1622, la lecture, l'écriture et les bonnes mœurs ; celui de l'école de Sainte-Euphémie, pour 1649, la lecture, l'écriture et toutes les vertus honnêtes ; celui de l'école de Montauban, en 1670, la lecture, l'écriture ; celui de l'école de Plaisians, en 1742, « lire le latin, françois, écrire et chiffrer et tout ce qui est de son ministère. » L'instituteur de la Roche-sur-Buis, en 1749, doit enseigner à ses élèves « tout ce qu'il sait sans rien leur celer. »

Pour la lecture les maîtres enseignaient jusques et y compris la lecture des protocoles ; c'était la partie la plus importante de l'instruction, d'ailleurs il n'y a pas longtemps qu'il en était encore ainsi.

La méthode employée ne nous est pas parfaitement connue. Il résulte des auteurs que nous avons pu consulter qu'elle commençait par l'étude complète des lettres de « l'arfabet » et ensuite la formation des syllabes. Y avait-il des tableaux comme de nos jours ? nous ne le croyons pas. Il ne nous a pas été possible de trouver une méthode antérieure à 1789.

L'écriture avait aussi une grande importance, nous en trouvons la preuve dans les cahiers que les maîtres portaient avec eux et qu'ils montraient comme titre de capacité.

Jusqu'à la fin du 16^me siècle, l'enseignement de l'écriture ne devait commencer que lorsque les élèves savaient lire.

Tabourot, sieur des Accords, écrivain du 16^me siècle recommande dans sa lettre à « Honneste et vertueuse dame Charlotte Noblet » l'enseignement simultané de la lecture et de l'écriture, comme étant « *contrairement à l'opinion reçue jusqu'alors* » la méthode la plus propre à faire disparaître l'ennui et la fatigue des leçons données aux enfants. Sa méthode fut-elle suivie ? Nous n'en avons aucune preuve.

Nous avons pu trouver un cahier d'écriture du 16^e siècle, c'est celui du jeune Claude Perrin, élève à l'école de Sahune en 1588 ; la première page est consacrée à la formation des lettres. Le modèle du maître est au commencement de chaque ligne et consiste en une lettre de l'alphabet que l'élève doit répéter toute la ligne. La seconde page est destinée à l'écriture courante. Les modèles sont des quatrains dont voici un exemple :

Ne sois au bal qui n'aymera la danse.
Ny au banquet qui ne voudra manger,
Ny sur la mer qui craindra le danger,
Ny à la cour qui dira ce qu'il pense.

L'enseignement de l'arithmétique devait se borner aux quatre règles, et encore dans les meilleures classes seulement. Dans un traité d'arithmétique imprimé en 1580 on lit que la multiplication des chiffres 8 et 9 étant fort difficile, il faut les multiplier par leurs racines. Si la multiplication est considérée comme une opération difficile, et la division donc ! La division avec les parties aliquotes est tellement embrouillée que nous n'avons pu comprendre les explications données par l'auteur.

« Pour quant à la grammaire n'y suis fondé (n'y suis point « fort) fors que le commencement de conjuguer et construire « quelques règles de Pellysson, » dit Reymond Chaussenc, dans une lettre aux Consuls du Buis demandant la direction de leur école.

Il n'était sans doute pas le seul. Il n'y avait pas à son époque de règles fixes pour la grammaire, au point qu'en 1737, l'auteur d'un traité d'orthographe, Faulcon, dit dans la préface de son livre : « Cependant l'orthographe a reçu tant de différens « changemens qu'à peine trouve-t-on deux livres où elle soit « semblable, s'ils n'ont été corrigés par un seul et même correc-
« teur. »

Pour donner une idée de cette variation d'orthographe nous citerons deux mots seulement.

« *Bienfaiteur* » s'écrivait suivant les uns, « *bienfacteur* » et « *bienfaicteur* » suivant les autres. Quelques auteurs, « par « mauvaise affectation écrivaient bienfaiteur. » La mauvaise affectation a prévalu.

Noce, l'académie écrivait « *nopces*, » l'usage ayant supprimé le *p* on écrivit ensuite « *nôces*, » toujours au pluriel. L'académie et Joubert voulant donner un singulier à ce mot, il fut décidé qu'au singulier, il se rapporterait aux gens de médiocre condition et, au pluriel, aux grands personnages, seigneurs, princes, rois, etc. Avec un auteur du 18^e siècle, nous convenons qu'il y a une différence entre les noces d'un riche et d'un pauvre, mais nous ne comprenons pas pourquoi cette différence devait paraître jusque dans l'orthographe du mot.

Il n'est pas probable que la géographie et l'histoire fussent enseignées. Nous avons pu consulter le traité élémentaire de géographie de l'abbé *Expilly*. Il commence la description d'un pays par sa longueur et sa largeur, on y trouve des tableaux donnant la distance de toutes les villes principales à Paris ; on y trouve aussi l'heure du lever et du coucher du soleil dans les principales villes de France, on y remarque que le soleil se lève à St-Paul-trois-Châteaux au plus long jour de l'an, à 4 h. 17 m., à Montélimar, à 4 h. 16, à Valence, à 4 h. 15, à Romans, à 4 h. 14 m. et à Die à la même heure qu'à Montélimar.

Les cartes géographiques étaient certainement peu nombreuses, dans tous les cas elles étaient loin d'être exactes. La carte du Dauphiné, publiée en 1705 par N. de Fer, fait naître le Roubion au delà de Remusat et l'appelle *Achasse*. L'Achasse se joint au Jabron avant d'arriver à Montélimar, s'en sépare ensuite pour se joindre de nouveau, de sorte que cette ville était enfermée dans une île, ce qui est complètement inexact.

Tout comme aujourd'hui, les maîtres faisaient deux classes par jour. L'école était ouverte, en général, de 7 heures du matin à 10 heures et de midi ou 1 heure à 3 ou 4 heures. La durée de chaque classe était toujours de 3 heures.

L'année scolaire était presque partout de 11 mois. Les vacances sont de 3 semaines à Montauban en 1587 et d'un mois à la Roche-sur-Buis en 1716.

Il y aurait encore beaucoup à dire tant sur les maîtres que sur les méthodes, mais nous serions obligé de sortir du cadre que nous nous sommes tracé. Notre étude étant purement locale nous ne pouvons trop rentrer dans des généralités. Nous réservons pour notre étude sur le département de la Drôme, des développements intéressants sur toutes les questions d'enseignement que nous venons d'effleurer.

FONTANILLE, *Instituteur en congé.*



Les Artistes de la Drôme

AU SALON DE 1883.

Voici quelques mots sur les œuvres que nos compatriotes ont exposées au salon de cette année. Je crois que je n'ai pas à faire une profession de foi de critique, car c'est moins comme critique que comme simple visiteur que j'ai parcouru les diverses salles de l'exposition de peinture et de sculpture. Au surplus, si j'avais une profession de foi artistique à formuler, ce serait vite fait : je crois à tout ce qui est vrai et sincère.

M^{me} ADAM-LAURENS, née à Crest. — *Le pin des Safras (Provence)*. — J'en veux quelque peu à ma compatriote de ce qu'elle paraît avoir plus de sympathies pour la Provence que pour notre beau pays de Dauphiné, si riche en sites pittoresques, et je suis fâché vraiment de ne rien trouver dans son tableau qui me permette d'en dire tout le mal possible ; mais je suis bien obligé de me rendre à la vérité et d'avouer que cette toile est fort bien et que l'artiste y fait preuve d'un très réel talent de paysagiste.

M^{me} Adam-Laurens semble avoir pris pour devise ce mot : *excelsior* ! Son tableau de l'année dernière représentait une cime de montagne, celui de cette année, qui vise à lui faire pendant, nous montre au point le plus extrême d'un mont un superbe pin dont le feuillage sombre se détache merveilleusement dans l'azur clair du ciel méridional. C'est la nature prise sur le vif ; il n'est pas un de ceux qui gravirent parfois les pentes rudes des montagnes dauphinoises ou provençales qui ne dise en voyant ce tableau

c'est bien ça ; le soleil y calcine les pierres, mais l'air qu'on y respire est si pur !

M. EYMIEU, né à Saillans. — *Lande bretonne*. — M. Eymieu me semble encore plus coupable que M^{me} Adam-Laurens, car si cette dernière va chercher des paysages ailleurs qu'en Dauphiné c'est en Provence, sœur du Dauphiné qu'elle va, tandis que M. Eymieu abandonne les pays du soleil pour installer son chevalet sur une sombre lande de Bretagne. Elle est un peu sombre en effet cette lande, comme toute lande qui se respecte doit être. Pour n'être pas très gai ce paysage n'en est pas moins bon.

M. CHOISNARD, né à Valence. — *Environs de Kergouan*. — Pas très gais non plus les environs de Kergouan, n'étant pas éclairés sans doute par le radieux soleil du midi. C'est de la verdure sans fleurettes et des arbres sans cigales, mais tout cela est peint avec beaucoup de sincérité.

M. CLÉMENT, né à Donzère. — *Nymphes surprises*. — Tableau superbe, cela n'a rien d'étonnant du reste, il est d'un maître. Il serait puéril d'émettre quelques critiques ; quand on se trouve en présence d'une œuvre pareille, mieux vaut se contenter d'admirer tout simplement.

Ces vers de Firmin Javel, qui composent la légende mise au bas du tableau, en décrivent le sujet beaucoup plus poétiquement que je ne saurais le faire :

Dans l'air tout imprégné de parfums enivrants,
La nymphe au corps lascif, blanche, s'est endormie.
Quelque satyre, en proie à des feux dévorants,
Par ses plaintes d'amour trouble cette accalmie.
Inutiles tourments ! une pudique main
Jette sur ce beau corps un voile impénétrable...
Le jour va fuir... La nuit promet d'être admirable...
Satyres indiscrets, passez votre chemin !

Cette *nymphe au corps lascif* et toute blanche est vraiment adorable, elle a pris en s'endormant une pose délicieuse. Le fond du tableau représente justement un paysage dauphinois, la *Vallée des nymphes* située aux environs de Donzère où l'artiste va souvent chercher l'inspiration.

M. Clément expose en outre un beau *portrait de M^{lle} Alice B.*, et deux dessins, un *jeune Barbarin* et un *portrait de M. G. D.*

M. DESCHAMPS, né à Montélimar. — *Fille-Mère.* — Ah ! je l'ai bien reconnue, la pauvre fille, c'est la *Songeuse* de l'autre année. Quand on me disait que ce n'est pas l'amour qui la faisait rêver, je savais bien, moi, que c'était l'amour.

Un matin que, toute seulette,
Elle allait le long du chemin,
Un beau gars lui conta fleurette
Et mit un baiser sur sa main.....

Puis on quitta le chemin sans doute et l'on dû s'arrêter un brin dans le bois voisin... Aujourd'hui la pauvre abandonnée pleure devant un berceau où repose un rose bébé. La douleur de la malheureuse fille-mère est exprimée d'une façon saisissante.

Le plus heureux des trois. — Un petit gars assis tout bonnement par terre, qui mange tranquillement sa soupe pendant qu'à sa droite et à sa gauche son camarade Médor et son non moins camarade Minet semblent attendre que leur jeune maître ait fini pour se partager fraternellement ce qu'il aura bien voulu leur laisser ; tel est le plus heureux des trois. Les physionomies de ces trois graves personnages sont traitées avec beaucoup de brio et de pittoresque.

M. DRIVON, né à Montélimar, expose un très bon *portrait de M. le Commandant R.*

M. LAYRAUD, né à la Roche-sur-le-Buis. — *St-Sébastien*. — St-Sébastien, qui naquit à Narbonne vers l'an 250 et fut martyrisé en 288, est représenté tout nu, attaché à un arbre, avec la poitrine percée de flèches. L'attitude du saint est très exacte ; c'est bien là en effet la douleur résignée de ces martyrs qui subissaient, tant leur foi était ardente et profonde, les supplices les plus horribles, le visage illuminé d'une joie céleste.

Portrait de M. Grangeneuve. — Le portrait de l'auteur des *Triolets à Nini* et *d'Amrat* est sans contredit l'un des meilleurs du Salon. « Je ne connais pas l'original, dit M. Olivier Merson, dans le *Monde illustré*, mais l'indivisible dualité des traits permet de croire à la parfaite ressemblance de l'image. Quant à l'exécution, elle est robuste et sévère, d'un grain apparent, mais ni âpre, ni brutal et suivant les besoins du modèle. »

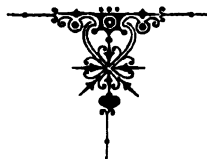
M. LOUDET, né à Montélimar. — *Mouna*. La petite chatte noire Mouna s'est dressée contre la poitrine nue de sa maîtresse, une superbe sultane, s'il vous plaît, et semble vouloir jouer avec le bout du joli sein rose, qui lui paraît être sans doute, une friandise plus suave que le lait qu'elle vient de boire. Rien de plus gracieux que ce tableau ; l'attitude à la fois caline et inquiète du petit chat est très heureusement trouvée ; quant à la maîtresse de *Mouna* c'est une figure nue d'un très beau caractère. Le succès que cette toile, reproduite déjà par la photographie et la gravure, a obtenu est bien *mérité*.

M. DIDIER, né à Gigors, expose une très belle gravure au burin, la *Justice*, d'après Raphaël. Ici encore, nous sommes en présence d'un maître et n'avons qu'à admirer.

La sculpture est représentée, cette année, au salon, par deux de nos compatriotes seulement : M. GONTIER, né à St-Donat, et FRIZON, né à Crest, qui exposent chacun un buste. Le buste de M. Gontier est le portrait de Ste-Beuve; celui de M. Frizon est le portrait, je crois, d'un artiste du *Gymnase*. Ces deux portraits paraissent très réussis.

Ici se terminent ces quelques notes prises au courant du crayon pendant mes visites au salon. Je prie les lecteurs de vouloir bien être indulgents et MM. les artistes, mes compatriotes, de ne pas trop m'en vouloir si je n'ai pas su découvrir toutes les qualités qu'un critique plus expert eût certainement découvertes dans leurs œuvres.

MAURICE CHAMPAVIER.



SÉANCE DU 6 AOUT 1883

PRÉSIDENCE DE M. DE CALLIER.

Lecture est donnée d'une description de Valence rédigée vers 1651 par Molinier de la Fabrègue et transcrite dans son inventaire raisonné manuscrit des archives et des droits des évêques de la ville, et dans un recueil de notes et de documents relatifs au chapitre du Bourg.

Malgré la concision de ce travail, il pourra être publié avec des notes, dans une prochaine livraison.

M. le Président en annonçant la mort de M. Edouard Fleury rend hommage à la science et au patriotisme de l'auteur de remarquables travaux archéologiques sur le département de l'Aisne envoyés à la Société de la Drôme.

Le secrétaire signale ensuite un volume de 304 pages in-8°, offert à notre bibliothèque, intitulé : *Philis de La Tour-du-Pin, M^{lle} de La Charce, étude historique* par M. l'abbé Lesbros, curé de Bruis (Paris, Téqui 1883).

C'est un livre très savant sur l'illustre famille de La Tour-du-Pin et sur l'héroïne des Baronnie, Philis ou Philippe, née à Montmorin le 5 janvier 1645.

L'auteur a utilisé avec art tous les documents connus jusqu'ici sur la campagne du duc de Savoie en Dauphiné, en 1692, et bien qu'il reste encore quelques points obscurs nous ne doutons pas que de nouvelles recherches, dans une édition ultérieure, ne lui permettent de lever tous les doutes, et nous le félicitons vivement d'avoir rajeuni et animé son intéressant sujet.

A vu le jour aussi l'*Histoire de Montélimar et des principales familles qui ont habité cette ville*, par le baron de Coston, tome II. (1)

Bien peu de localités posséderont une monographie aussi complète et aussi exacte. L'auteur a consulté et les livres et les archives publiques ou privées. Rien ne lui est inconnu et avec lui le lecteur a toujours un guide sûr.

Ce volume est particulièrement intéressant à cause des détails qu'il renferme sur les guerres dites de religion. Les faits y sont relatés sans parti pris et discutés sans passion. Il commence avec le Dauphin Louis (Louis XI) en 1446 et se termine en 1605.

M. l'abbé Jassoud signale dans la curieuse église de Chantemerle, près de Tain, une inscription déjà publiée en 1873, dans le *Bulletin*, moins l'*alpha* et l'*oméga* qui paraissent en faire partie et deux statues ainsi décrites :

La 1^{re} complètement nue et mutilée est celle d'un *Hercule* supportant un des piliers de l'archivolte de la fenêtre centrale de la tribune ; elle a 1^m 30 de haut et la facture en est grossière ; la 2^e, en face de la précédente, est aussi en molasse, mais mieux travaillée ; c'est une simple tête supportée par une longue tige ou bâton.

Notre zélé collègue appelle l'attention de la Société sur ces œuvres d'art.

Après ces communications, M. Thannaron, le vénérable doyen d'âge de la Société, propose de former un album avec les photographies des membres qui voudront bien les offrir, comme il fait lui-même, et l'assemblée accueille avec reconnaissance et le présent et la proposition.

(1) Montélimar, Bourron, imprimeur et éditeur, 1883, 1 vol, in-8° de 589 pages.

NÉCROLOGIE

Au moment où s'impriment les dernières pages de cette livraison, nous apprenons avec douleur la mort d'un homme de bien, d'un chrétien véritable et d'un savant de premier ordre.

M. Paul-Emile GIRAUD, non content de consacrer sa vie et sa fortune aux œuvres de bienfaisance et d'érudition, a été pour la plupart des membres de la Société de la Drôme un maître, un modèle et un initiateur aux choses du passé. Il les a formés par ses belles publications, par ses conseils, par ses encouragements, et sa perte pour cette famille respectueuse et reconnaissante sera aussi sensible qu'incommensurable.

Aujourd'hui nous n'avons que le temps de verser des larmes sur sa tombe ; mais une étude complète sur les travaux de notre cher président honoraire a sa place toute marquée dans ce *Bulletin*. Nous sommes même certain d'avance que la faveur de consacrer un article à ce maître vénéré sera vivement recherchée par tous ses élèves et admirateurs.

Il faudra rendre justice entière à son érudition sûre et patiente, à son impartialité calme et sereine, à sa profonde sagacité, à toutes les vertus en un mot qui consacrent la réputation de l'écrivain sans reproche : *Vir bonus dicendi peritus*, et ce devoir la Société l'accomplira avec plaisir et gratitude.

M. Giraud, né à Romans le 27 novembre 1792 est décédé à Beaumont-Monteux le 30 septembre 1883.

A. L.

CHRONIQUE

— 328 —

MM. les abbés Arbod et Perrossier nous ont signalé une inscription romaine découverte à Vercheny dans les travaux du chemin de fer. Nous en avons soumis le texte à M. Allmer, savant épigraphiste, et il l'a lu ainsi :

D M
VERINI
VATICINI
FIL. MESSI
5 NA MA(t)ER
ET SIBI VIVA
FEC.

Diis manibus Verini, Vaticini filii Messina mater et sibi viva fecit. Aux Dieux Mânes de Verinus, fils de Vaticinus, Messina, sa mère a fait élever ce tombeau préparé aussi pour elle même.

N'ayant pas reçu encore l'estampage et les dimensions de cette Stèle, nous donnerons ultérieurement les détails complémentaires.

Des médailles ont été trouvées à Espeluche et immédiatement dispersées ; nous les croyons romaines.

Ce trimestre a été riche en publications historiques :

De la colonne dite de Henri IV sur l'Esquilin, par M. Florian Vallentin. C'est un tirage à part du *Bulletin*.

Zénon Fièrè. *Werchessesburg. Légende Macabre.* — Paris, Ch. Bayle, 1883. — Le poète joue là avec les rimes les plus difficiles avec autant de succès que son imagination joue avec les situations les plus dramatiques.

Florian, *poésie récompensée d'une médaille de vermeil aux jeux floraux de Paris*, — 1883, et lue sur le tombeau du chantre d'Estelle, par M. Paul Mounet, de l'Odéon. M. Ernest Chalamel, a parfaitement saisi le ton et le style du sensible enfant du Gardon.

Lo soupo et lou levan, coumedio vou-de-ville ein un acte ein vers per Gustavo Bermond. Le félibre crétois a de l'esprit et de la verve et sa pièce, qui plait à la lecture, doit faire merveille sur la scène.

Les médecins à Marseille avant et pendant le moyen-âge. Discours de réception à l'Académie de Marseille prononcé en séance publique, le 15 avril 1883, par le docteur L. Barthélemy. Le savant auteur de l'*Inventaire des titres* de la maison de Baux a justifié sa réputation si bien méritée d'infatigable et heureux chercheur.

Notes sur quelques ruines romaines de la subdivision du Kef (Tunisie). Rapport présenté à l'Académie des inscriptions et belles-lettres par le sous-lieutenant Espérandieu, du 77^e régiment d'infanterie. Bon travail épigraphique.

Notes pour servir à la géographie et à l'histoire de l'ancien diocèse de Grenoble par l'abbé Charles Bellet. Notre érudit collègue en donnant les noms latins et français des paroisses et leur position à l'aide d'une carte a fait une œuvre très utile.

Nous avons reçu les trois premières livraisons des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* et les articles traités par les érudits contadins annoncent une Société capable d'élucider tous les points obscurs ou inconnus de l'histoire et de l'archéologie de cette province voisine ; qu'ils agrément nos félicitations et nos fraternels encouragements.

Bulletin de l'Académie Delphinale 1881-1882 Grenoble 1883. Il s'y trouve un travail intéressant sur les juifs en

Dauphiné au moyen-âge par M. Prudhomme et des discours de réception sur des points d'histoire locale.

Nous terminons cette liste par un travail remarquable de l'un de nos collègues intitulé : *Essai sur l'emphytéose, thèse pour le Doctorat, soutenue devant la Faculté de Grenoble*, le 3 août 1883, par Eugène François, avocat.

Il y a là en abrégé le sujet d'un travail fort curieux sur la condition de la propriété en Dauphiné, et l'auteur qui a su avec tant d'art rechercher ses preuves dans les documents du passé, ne voudra pas priver les lecteurs du *Bulletin* du fruit de ses études, si bien comprises.

M. Gustave Sayn ayant communiqué un ouvrage de polémique religieuse incomplet, du commencement du XVII^e siècle, nous prions nos collègues de nous révéler le titre exact du livre, la date de son impression et le nom de l'auteur du *Nouveau Panurge*.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous a adressé le programme du Congrès de la Sorbonne en 1884 et lecture en sera faite à la prochaine réunion de la Société qui aura lieu vers la fin de ce mois.

Il y a des questions sur l'histoire et la philologie ; sur l'archéologie ; sur les sciences économiques et sociales ; sur les sciences mathématiques, physiques, chimiques et météorologiques ; sur les sciences naturelles et les sciences géographiques avec des instructions pour l'observation des phénomènes périodiques des animaux et des végétaux.

Ce simple énoncé permet à chacun de nos collègues de prendre part à cette lutte pacifique destinée à faire progresser la science.

Les programmes sont tenus à la disposition de tous nos collègues au secrétariat de la Société.

TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XVII

(ANNÉE 1883)

ARRONDISSEMENT (L') DE NYONS, par M. A. LACROIX.	265, 281
ARTISTES (LES) DE LA DROME AU SALON DE 1883, par M. Maurice CHAMPAVIER	432
CHRONIQUE	114, 215, 330, 440
COMTE DE LA ROCHE (LE), par M. J. ROMAN	93
CUISINE (LA) AU MOYEN-AGE, par M. H. DE P.	59, 131
DE LA COLONNE DITE DE HENRI IV, SUR L'ESQUILIN, par M. Florian VALENTIN.	70, 174, 278
DAUPHIN (LE) HUMBERT II ET LA VILLE DE ROMANS, par M. le Dr U. CHEVALIER.	257, 333
ENFANTS (LES) ASSISTÉS AU PONT-SAINT-ESPRIT	320
ESSAI HISTORIQUE SUR LE VERCORS, par M. l'abbé FILLET	383
ESSAI HISTORIQUE SUR LA TOUR DE CREST, par M. A. LACROIX, 78, 194, 285, 411.	
ETAT DES DIOCÈSES DE DIE ET DE VALENCE EN 1509, par M. l'abbé FILLET.	37
ÉTUDE CRITIQUE SUR CHAMPIONNET, par M. A. DE B.	309, 397
HÔTEL-DE-VILLE DE PARIS (L'), par le Comte DE LA TOUR-DU-PIN LA CHARCE.	104, 164
INSTRUCTION (L') PRIMAIRE AVANT 1789 DANS L'ARRONDISSEMENT DE NYONS, par M. FONTANILLE.	297, 420
MADAME DE VILLEDIEU, par M. Anatole DE GALLIER.	1, 117
MAISON (LA) DES TÊTES AU XVI ^e SIÈCLE, par M ^{me} LASCOMBE.	153
MONOGRAPHIE DE LA FAMILLE DE LOULLE, DE ROMANS, par M. A. DE B.	49, 183

